



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 6327

Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

Date de dépôt : 12-09-2011

Date de l'avis du Conseil d'État : 27-02-2013

Auteur(s) : Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
23-04-2013	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
12-09-2011	Déposé	6327/00	<u>6</u>
07-10-2011	Ce document annule et remplace le document parlementaire 6327 1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (3.8.2011) 2) Exposé des motifs 3) Texte du projet de loi 4) Commentaire des articles	6327/00A	<u>47</u>
15-11-2012	Avis du Conseil d'Etat (13.11.2012)	6327/01	<u>88</u>
28-11-2012	1) Avis de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (22.11.2011) 2) Avis de la Banque centrale européenne (24.1.2012) 3) Avis du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg (27.9.201 [...])	6327/02	<u>96</u>
11-12-2012	Avis de la Chambre de Commerce (27.11.2012)	6327/03	<u>107</u>
22-01-2013	Amendements adoptés par la/les commission(s) : Commission des Finances et du Budget	6327/04	<u>115</u>
27-02-2013	Avis complémentaire du Conseil d'Etat (26.2.2013)	6327/05	<u>138</u>
12-03-2013	Rapport de commission(s) : Commission des Finances et du Budget Rapporteur(s) : Monsieur Gilles Roth	6327/06	<u>141</u>
20-03-2013	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°26 Une demande de dispense du second vote a été introduite	6327	<u>168</u>
27-03-2013	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (27-03-2013) Evacué par dispense du second vote (27-03-2013)	6327/07	<u>171</u>
12-03-2013	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (24) de la reunion du 12 mars 2013	24	<u>174</u>
11-12-2012	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (15) de la reunion du 11 décembre 2012	15	<u>184</u>
27-11-2012	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (12) de la reunion du 27 novembre 2012	12	<u>195</u>
15-04-2013	Publié au Mémorial A n°71 en page 890	6327	<u>204</u>

Résumé

Projet de loi 6327 relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

Le projet de loi a pour objet de moderniser le droit luxembourgeois des titres en introduisant la faculté généralisée pour les sociétés de capitaux luxembourgeoises d'émettre des titres de capital sous forme dématérialisée et pour tout autre émetteur d'émettre des titres de créances dématérialisés régis par le droit luxembourgeois.

A l'heure actuelle le droit des sociétés luxembourgeois n'envisage que l'émission de titres au porteur et de titres nominatifs, à l'exception de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation et du règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 fixant les conditions et les modalités d'émission d'emprunts d'Etat qui permettent explicitement l'émission de titres dématérialisés sans cependant prévoir de régime spécifique pour ces titres. Par ailleurs, une doctrine considère également que l'émission de titres dématérialisés est permise au Luxembourg sur base du principe de l'autonomie de la volonté.

La pratique a tenté de s'accommoder de la situation en créant une sorte de dématérialisation de facto des titres nominatifs et des titres au porteur. Cette dématérialisation n'est cependant pas réalisée à l'émission des titres, mais par leur technique de conservation ou d'inscription.

Ces techniques, dont tient compte la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles, ne sont pas appelées à disparaître à brève échéance en raison des différences encore substantielles entre les régimes nationaux d'émission de titres, mais l'évolution va clairement dans le sens d'une dématérialisation des titres.

Dans la mesure où la rapidité de la circulation à moindre coût est primordiale et au vu du fait que la France a introduit les titres dématérialisés en 1981 et la Belgique en 1995, il est essentiel pour le Luxembourg, en tant que place financière de premier plan, de se doter d'une législation moderne en matière de titres.

A l'instar du droit belge, dont notre droit en la matière est historiquement plus proche, le projet de loi considère les titres dématérialisés comme étant un type particulier de titres, à côté des titres au porteur et des titres nominatifs, en relation avec lesquels les techniques de dématérialisation de facto prémentionnées ne sont pas affectées par le présent projet de loi.

Afin de bien garantir les droits des investisseurs, le projet de loi exige que l'émission des titres dématérialisés se fasse à travers un professionnel spécialement agréé à cet effet.

Le projet de loi ne prévoit pas de dématérialisation obligatoire mais une procédure de conversion obligatoire si l'émetteur en décide ainsi.

Afin de préserver une unité de régime entre les titres soumis à dématérialisation factuelle et les titres dématérialisés de droit, il est prévu que la législation sur la circulation des titres prévue par la loi de 2001 précitée sera étendue aux titres dématérialisés.

Le projet de loi reprend également un certain nombre de principes figurant dans la Convention internationale sur les titres, signée à Genève le 9 octobre 2009 aux fins d'augmenter la sécurité juridique des transactions sur titres.

Le texte proposé prend en outre en compte les travaux de la Commission européenne en vue de l'élaboration d'une directive, dite Securities Law Directive, qui intégrera dans le droit communautaire une grande partie des règles dégagées par la Convention internationale sur les titres.

L'introduction de la dématérialisation généralisée de titres entraîne nécessairement l'adaptation de toute une série de lois qui régissent l'émission ou la conservation de titres.

6327/00

N° 6327

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI

relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

* * *

(Dépôt: le 12.9.2011)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (3.8.2011).....	2
2) Exposé des motifs	2
3) Texte du projet de loi.....	4
4) Commentaire des articles.....	19

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d’une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d’autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d’investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation.

Cabasson, le 3 août 2011

Le Ministre des Finances,

Luc FRIEDEN

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

L’objectif du projet de loi est de moderniser le droit luxembourgeois des titres en introduisant la faculté généralisée pour les sociétés de capitaux luxembourgeoises d’émettre des titres de capital sous forme dématérialisée et pour tout émetteur d’émettre des titres de créance dématérialisés régis par le droit luxembourgeois.

A l’heure actuelle notre droit des sociétés n’envisage que l’émission de titres au porteur et de titres nominatifs, à l’exception de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation et du règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 fixant les conditions et les modalités d’émission d’emprunts d’Etat qui permettent explicitement l’émission de titres dématérialisés sans cependant prévoir de régime spécifique pour ces titres. Une doctrine considère que l’émission de titres dématérialisés est déjà permise au Luxembourg sur base du principe de l’autonomie de la volonté (P. Mousel et F. Fayot, *La circulation des titres in Droit bancaire et financier au Luxembourg*, Vol. 3, éd. Larcier, No 39-11).

A une époque où, pour une large partie de titres, la rapidité de la circulation à moindre coût est primordiale, les titres au porteur et les titres nominatifs ne sont plus suffisants. La manipulation physique de titres ou l’inscription dans des registres sont des opérations lentes, coûteuses et parfois sujettes à risques (ex. vol de titres).

La pratique a tenté de s’accommoder de la situation en créant une sorte de dématérialisation *de facto* des titres nominatifs et des titres au porteur. Cette dématérialisation n’est cependant pas réalisée à l’émission des titres, mais par leur technique de conservation ou d’inscription. (Ph. Dupont, *La dématérialisation des titres: défi juridique et réalité incontournable*, Droit et Banque No 27, p. 12 et s.)

Ces techniques dont tient compte la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d’autres instruments fongibles („Loi de 2001“), ne sont pas appelées à disparaître à brève échéance en raison des différences encore substantielles entre les régimes nationaux d’émission de titres, mais l’évolution va clairement dans le sens d’une dématérialisation des titres. La France a introduit les titres dématé-

rialisés à partir de 1981 et la Belgique à partir de 1995. En tant que place financière de premier plan, le Luxembourg se doit de se doter d'une législation moderne en matière de titres – ceci passe par l'introduction dans notre droit de la possibilité d'émettre des titres de droit luxembourgeois sous forme dématérialisée.

Le présent projet de loi est inspiré des précédents français et belges, tout en empruntant plus largement au droit belge dont notre droit en la matière est historiquement plus proche.

Ainsi, à l'instar du droit belge, le projet de loi considère les titres dématérialisés comme étant un type particulier de titres, à côté des titres au porteur et des titres nominatifs, en relation avec lesquels les techniques de dématérialisation de facto prémentionnées ne sont pas affectées par le présent projet de loi.

Afin de bien garantir les droits des investisseurs, le projet de loi exige que l'émission des titres dématérialisés se fasse à travers un professionnel spécialement agréé à cet effet.

Le projet de loi ne prévoit pas de dématérialisation obligatoire mais une procédure de conversion obligatoire si l'émetteur en décide ainsi.

Afin de préserver une unité de régime entre les titres soumis à dématérialisation factuelle et les titres dématérialisés de droit, il est prévu que la législation sur la circulation des titres prévue par la loi de 2001 précitée sera étendue aux titres dématérialisés.

Cette loi doit également faire l'objet d'un certain nombre d'adaptations. Le Luxembourg a, en effet, activement participé aux négociations qui ont mené à la Convention d'UNIDROIT sur les règles matérielles relatives aux titres intermédiés signée à Genève le 9 octobre 2009 (la „Convention sur les titres“). Cette Convention contient un certain nombre de principes qui pourraient utilement être repris dans notre droit pour augmenter la sécurité juridique des transactions sur titres. Afin d'assurer la compatibilité internationale de la loi luxembourgeoise, les articles repris de la Convention ont été transposés quasi littéralement.

La Commission européenne est en train de travailler à l'élaboration d'une directive, dite Securities Law Directive („SLD“) qui intégrera dans le droit communautaire une grande partie des règles dégagées par la Convention sur les titres et réglera certains points laissés par ladite Convention sur les titres au droit national. Ces travaux ont également été pris en considération.

L'introduction de la dématérialisation généralisée de titres entraîne nécessairement l'adaptation de toute une série de lois qui régissent l'émission ou la conservation de titres.

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Chapitre Ier – *Dispositions générales*

Art. 1er. La présente loi définit le régime juridique applicable aux titres émis sous forme dématérialisée.

Art. 2. Aux fins de la présente loi, on entend par:

- 1) „compte-titres“: compte tenu par un organisme de liquidation, un teneur de compte central ou un teneur de comptes sur lequel des titres peuvent être crédités ou duquel des titres peuvent être débités. Le compte d’émission tenu par un organisme de liquidation ou un teneur de compte central ne constitue pas un compte-titres;
- 2) „CSSF“: la Commission de surveillance du secteur financier;
- 3) „distributions“: dividendes, intérêts, capitaux échus, autres sommes échues sur les titres, remise gratuite de titres, toutes autres distributions faites en rapport avec des titres par un émetteur ou le prix payé par l’émetteur en cas de rachat de ses titres;
- 4) „émetteur“: toute personne, y compris un fonds commun de placement, qui émet des titres;
- 5) des titres sont de „même genre“ que d’autres titres s’ils sont émis par le même émetteur et si:
 - (i) ils font partie de la même catégorie de titres de capital ou;
 - (ii) il s’agit de titres autres que de capital, ils sont libellés dans la même monnaie, ont la même valeur nominale et sont considérés comme faisant partie de la même émission;
- 6) „organisme de liquidation“: une personne morale répondant aux exigences de l’article 20 de la présente loi;
- 7) „procédure de liquidation“: une procédure collective comprenant la réalisation des actifs et la répartition du produit de cette réalisation entre les créanciers, les actionnaires, les associés ou les membres selon les cas, et comportant l’intervention d’une autorité administrative ou judiciaire, y compris lorsque cette procédure est clôturée par un concordat ou une autre mesure analogue, qu’elle soit ou non fondée sur une insolvabilité et indépendamment de son caractère volontaire ou obligatoire;
- 8) „teneur de comptes“: toute personne autorisée en vertu de la loi luxembourgeoise à tenir des comptes-titres, y compris les organismes nationaux ou internationaux à caractère public établis au Luxembourg et opérant dans le secteur financier;
- 9) „teneur de comptes étranger“: toute personne, autre que celle visée au point 11) du présent article, dont l’activité de tenue de comptes-titres est soumise à une loi étrangère;
- 10) „teneur de compte central“: toute personne agréée par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF en qualité de teneur de compte central conformément aux dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- 11) „titres“: dans l’acception la plus large:
 - (a) les titres de capital émis par les sociétés par actions de droit luxembourgeois en ce compris les actions, les parts bénéficiaires, les droits de souscription et les parts de fonds commun de placement;
 - (b) les titres de créance soumis au droit luxembourgeois tels que les instruments financiers susceptibles de revêtir la forme au porteur et les instruments de la dette publique;
 Pour l’application de la présente loi, ne sont pas considérés comme des titres:
 - les effets de commerce
 - les titres amortissables par tirage au sort par numéros
 - les actions émises par les sociétés d’épargne-pension à capital variable;
- 12) „titres cotés“: les titres dématérialisés admis à la négociation sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation;
- 13) „titres dématérialisés“: titres émis par un émetteur exclusivement par voie d’inscription dans un compte d’émission tenu auprès d’un organisme de liquidation ou d’un teneur de compte central;

14) „titulaire de compte“: une personne ou un fond commun de placement au nom duquel un organisme de liquidation, un teneur de compte central ou un teneur de comptes tient un compte-titres, que cette personne agisse pour son propre compte ou celui de tiers.

Art. 3. (1) Les titres dématérialisés ne sont matérialisés que par une inscription en compte-titres.

(2) L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central peut cependant établir ou faire établir par l'émetteur des certificats relatifs à des titres dématérialisés pour les besoins de la circulation internationale des titres.

Art. 4. Les titres cotés de même genre doivent obligatoirement être enregistrés à tout moment dans un seul compte d'émission tenu par un seul organisme de liquidation.

Les titres dématérialisés non cotés de même genre doivent obligatoirement être enregistrés à tout moment dans un seul compte d'émission tenu par un seul organisme de liquidation ou un seul teneur de compte central.

Le compte d'émission mentionne les éléments d'identification des titres, la quantité émise, ainsi que toute modification ultérieure.

Chapitre II – Emission de et conversion en titres dématérialisés

Section 1 – Emission de titres dématérialisés

Art. 5. Tout émetteur qui souhaite émettre des titres de capital sous forme dématérialisée doit préalablement à l'émission des titres:

- adapter ses statuts ou son règlement de gestion afin d'y prévoir l'émission de titres sous la forme dématérialisée et les règles y applicables;
- prendre les mesures nécessaires pour l'enregistrement de la totalité de l'émission de titres dématérialisés de même genre auprès d'un seul organisme de liquidation ou d'un seul teneur de compte central; et
- publier dans un journal à diffusion nationale et sur son site Internet, s'il dispose d'un tel site, la dénomination et l'adresse de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central choisi.

Tout émetteur immatriculé au registre de commerce et des sociétés doit déposer au registre de commerce et des sociétés dans les conditions prévues à l'article 9 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, un extrait aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations indiquant la dénomination et l'adresse de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central choisi.

Art. 6. Tout émetteur qui souhaite émettre des titres de créance sous forme dématérialisée doit prendre les mesures nécessaires pour l'enregistrement de la totalité de l'émission de titres dématérialisés de même genre auprès d'un seul organisme de liquidation ou d'un seul teneur de compte central.

Art. 7. L'émetteur est tenu de communiquer par écrit à son organisme de liquidation ou à son teneur de compte central toute modification affectant les titres. La communication doit être préalable au changement et suivie d'une confirmation dès l'intervention de la modification.

Art. 8. Le choix de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central incombe aux organes d'administration de l'émetteur.

Section 2 – Conversion en titres dématérialisés

Art. 9. L'émetteur qui souhaite convertir les titres de capital qu'il a émis en titres dématérialisés doit procéder à une modification de ses statuts ou de son règlement de gestion afin d'y prévoir en particulier:

- (1) la faculté pour l'émetteur d'émettre des titres dématérialisés;
- (2) les titres objets de la conversion en titres dématérialisés;

- (3) le caractère obligatoire ou facultatif de la conversion;
- (4) la procédure de conversion; et
- (5) si la conversion est obligatoire, le délai de conversion et les sanctions de la non-présentation des titres à la dématérialisation endéans le délai prévu. Le délai de conversion ne peut être inférieur à 2 ans.

L'émetteur doit également respecter les dispositions de l'article 5.

Art. 10. (1) Les titres au porteur qui sont en possession physique de leur titulaire, sont convertis au fur et à mesure de leur présentation à l'inscription en compte-titres auprès d'un teneur de comptes, d'un teneur de compte central ou d'un organisme de liquidation. La personne qui reçoit les titres au porteur doit les déposer auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central qui tient le compte d'émission et qui, sauf convention contraire, les remettra à l'émetteur.

L'émetteur doit, dès réception et suivant une procédure prédéfinie par lui, détruire les titres au porteur qui lui sont remis. L'émetteur peut confier, par voie de convention écrite, à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central la destruction des titres au porteur.

(2) Les titres nominatifs sont convertis au moyen d'une inscription en compte-titres au nom de leur titulaire. Le titulaire inscrit dans le registre des titres nominatifs doit fournir à l'émetteur les données nécessaires relatives à son teneur de comptes ou à son teneur de comptes étranger, et à son compte-titres afin que les titres puissent y être crédités. L'émetteur transmet ces données à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central qui ajuste le compte d'émission et vire les titres au teneur de comptes pertinent. L'émetteur adapte, le cas échéant, son registre des titres nominatifs en conséquence.

(3) Les titres qui sont immobilisés auprès d'un organisme de liquidation, d'un teneur de compte central ou d'un teneur de comptes et qui circulent par virement de compte à compte, au moment où la décision de conversion est publiée ou postérieurement à cette date, ne pourront plus être délivrés par le teneur de comptes en cause autrement que sous forme dématérialisée à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date de publication au Mémorial de la décision de conversion. L'organisme de liquidation et le teneur de compte central transmettent les titres au porteur sans retard à l'émetteur pour application de la procédure de destruction de titres prévue au paragraphe (1) ou y procèdent, le cas échéant, eux-mêmes. Si les titres en cause sont des titres nominatifs et que l'organisme de liquidation, le teneur de compte central ou le teneur de comptes sont directement ou par l'intermédiaire d'un tiers agissant pour leur compte inscrits dans le registre des titres nominatifs, l'émetteur et la personne inscrite procéderont aux modifications requises du registre.

Art. 11. Le teneur de comptes ne peut inscrire les titres convertis en titres dématérialisés dans la partie disponible du compte-titres de leur titulaire qu'une fois qu'il a obtenu confirmation que ces titres ont été inscrits dans la partie disponible de son propre comptes-titres ou dans celui de son teneur de comptes auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central pertinent.

Art. 12. (1) Les droits de vote attachés aux titres qui n'auront pas été dématérialisés dans le délai fixé pour la conversion obligatoire sont automatiquement suspendus à l'expiration de ce délai jusqu'à leur dématérialisation. Les distributions sont différées jusqu'à cette même date, à condition que les droits à la distribution ne soient pas prescrits, et sans qu'il y ait lieu à paiement d'intérêts.

(2) Les titres dont le droit de vote est suspendu, ne sont pas pris en compte pour le calcul du quorum et des majorités au cours des assemblées générales. Les titulaires de ces titres ne sont pas admis à ces assemblées générales.

(3) Les titres au porteur qui n'ont pas été convertis en titres dématérialisés dans les deux ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, peuvent être convertis par l'émetteur en titres dématérialisés et inscrits par l'émetteur dans un compte-titres à son nom.

Jusqu'à ce que le titulaire se manifeste et obtienne l'inscription des titres en son nom, les titres convertis sont inscrits au nom de leur émetteur. Les frais d'ouverture et de tenue de compte sont supportés par l'émetteur.

L'inscription des titres en compte-titres au nom de l'émetteur, faite en exécution de ce paragraphe, ne lui confère pas la qualité de titulaire des droits sur ces titres. Les paragraphes (1) et (2) du présent article continuent à s'appliquer jusqu'au jour où les titres seront inscrits dans un compte au nom de leur titulaire.

(4) Les statuts, le règlement de gestion ou les conditions d'émission des titres de capital ou des titres de créance peuvent prévoir que les titres qui n'auront pas été dématérialisés sur demande de leur titulaire dans un délai, qui ne peut être inférieur à huit ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, pourront être mis en vente par l'émetteur moyennant un préavis de trois mois à publier comme en matière de convocation d'assemblée générale des titulaires de titres:

- (a) les titres cotés doivent être vendus sur l'un des marchés sur lequel ils sont admis à la négociation;
- (b) les parts d'organismes de placement collectifs devront être présentées au rachat à la valeur nette d'inventaire alors applicable;
- (c) les titres autres que ceux repris aux points (a) et (b) ci-dessus seront vendus par vente publique à la Bourse de Luxembourg à un prix qui ne pourra, pour les actions, être inférieur à une juste valeur de ces actions telle que déterminée par un réviseur d'entreprise agréé qui appliquera une méthode d'évaluation appropriée notamment au vu de la nature des activités de l'émetteur et du nombre de titres sujets à la vente. En cas de détermination d'une fourchette de valeur, le prix ne pourra être inférieur à la valeur moyenne de la fourchette de prix déterminée par le réviseur d'entreprise.

(5) Lorsqu'il est prévu que les actionnaires disposent d'un droit de préemption sur les titres, les titres devront faire l'objet d'une évaluation par un réviseur d'entreprise agréé suivant le mode d'évaluation défini au paragraphe (4)(c). S'il a été convenu que le droit de préemption sera exerçable à un prix déterminé ou déterminable suivant un mode de calcul arrêté, alors l'évaluation des titres se fera conformément à cette convention. L'émetteur devra présenter les titres à l'achat aux bénéficiaires du droit de préemption au prix déterminé, sinon à la valeur moyenne de la fourchette de prix déterminée par le réviseur d'entreprise agréé. Les titres qui n'auront pas été préemptés feront l'objet d'une mise en vente publique par l'émetteur conformément au paragraphe (4)(c).

(6) Les ventes décrites aux paragraphes (4)(c) et (5) devront respecter les clauses d'agrément prévues par les statuts.

(7) L'émetteur devra déposer les sommes obtenues lors de la vente, déduction faite des frais de vente et de ceux repris au deuxième alinéa du paragraphe (3) avancés par lui, auprès de la Caisse de consignation. Ces sommes seront remises, sauf prescription, pour les titres au porteur, à la personne qui les remettra physiquement à la Caisse de consignation et pour les titres nominatifs, à la personne qui était inscrite dans le registre des titres au moment de leur vente.

(8) L'émetteur qui met en vente des titres conformément à cet article n'engage sa responsabilité qu'en cas de faute lourde.

(9) Les titres qui ont été frappés d'opposition en vertu de la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire des titres au porteur ou d'une mesure d'indisponibilité légale ou judiciaire notifiée à l'émetteur avant la date limite prévue par les statuts ou les conditions des titres de créance pour la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés ne peuvent être mis en vente tant qu'ils sont frappés d'opposition ou d'indisponibilité.

Art. 13. Le gage, dont les aspects réels sont régis par le droit luxembourgeois et qui porte sur des titres nominatifs ou au porteur, reste valable et s'applique, sans autres formalités, aux mêmes titres dématérialisés inscrits en compte-titres au Luxembourg. Lorsque les titres gagés sont inscrits dans un compte-titres ouvert au nom du constituant du gage, le tiers détenteur doit être informé par écrit de l'existence du gage au moment de l'inscription des titres gagés en compte.

Lorsque des titres qui forment l'assiette de ce gage sont soumis à une dématérialisation obligatoire, le créancier gagiste doit procéder à la dématérialisation avant la date limite prévue à cet effet. Sauf

convention contraire, les titres seront inscrits dans un compte-titres ouvert au nom du créancier-gagiste. Le constituant du gage doit prêter tout concours nécessaire à la conversion.

Chapitre III – Transmission des titres dématérialisés

Art. 14. (1) Les titres inscrits en compte se transmettent par virement de compte à compte.

(2) Les dispositions de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres sont applicables aux titres dématérialisés, sauf dans la mesure où il y est dérogé dans la présente loi.

Art. 15. (1) Les transferts entre titulaires de comptes-titres tenus auprès d'un même teneur de comptes se réalisent par virements entre ces comptes.

(2) Le transfert doit se faire sans compensation entre teneurs de comptes, via l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central au cas où les comptes-titres du donneur d'ordre originaire et du bénéficiaire sont tenus auprès de teneurs de comptes différents.

(3) Le don manuel de titres dématérialisés se fait par virement de compte à compte.

Chapitre IV – L'émetteur

Art. 16. Pour l'exercice de leurs droits associatifs et droits d'action contre l'émetteur ou des tiers, les teneurs de comptes ou, le cas échéant, les teneurs de compte étrangers, émettent des certificats à leurs titulaires de compte, contre certification écrite par ces derniers, qu'ils détiennent les titres en cause pour compte propre ou agissent en vertu d'un pouvoir qui leur a été accordé par le titulaire des droits sur les titres. Mention doit en être faite sur le certificat.

Art. 17. (1) Le versement des distributions à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central est libératoire pour l'émetteur.

(2) L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central verse ces distributions sur les comptes-titres des titulaires de compte pertinents en ses livres. Ce versement est libératoire pour l'organisme de liquidation et le teneur de compte central.

Art. 18. (1) Si ses statuts ou son règlement de gestion le prévoient, l'émetteur peut à ses frais, en vue de l'identification de détenteurs de titres pour compte propre, demander à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central le nom ou la dénomination, la nationalité, l'année de naissance ou l'année de constitution et l'adresse des détenteurs de titres dans ses livres conférant immédiatement ou pouvant conférer à terme le droit de vote dans ses propres assemblées générales ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central fournit à l'émetteur les données d'identification en sa possession sur les titulaires de comptes – titres en ses livres et le nombre de titres détenus par chacun d'eux.

(2) Les mêmes renseignements sur le détenteur de titres pour compte propre sont recueillis par l'émetteur à travers les teneurs de comptes ou des autres personnes, luxembourgeoises ou étrangères qui maintiennent auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central un compte-titres au crédit duquel figurent les titres en cause.

(3) L'émetteur peut demander aux personnes figurant sur les listes à lui remises de confirmer qu'elles détiennent les titres pour compte propre.

(4) Lorsqu'une personne détenant un compte auprès du teneur de compte central ou de l'organisme de liquidation ou une personne détenant un compte auprès d'un teneur de comptes ou d'un teneur de comptes étranger n'a pas transmis les informations demandées par l'émetteur conformément au présent article dans les deux mois de la demande ou si elle a transmis des renseignements incomplets ou erronés relatifs soit à sa qualité, soit à la quantité de titres détenus par elle, l'émetteur pourra jusqu'à régula-

risation suspendre des droits de vote à hauteur de la quote-part des titres pour lesquels l'information demandée n'aura pas été obtenue.

Art. 19. (1) Si la conversion des titres de capital est facultative, les frais de conversion exposés par l'émetteur, seront supportés par la personne désignée dans les statuts ou le règlement de gestion de l'émetteur. A défaut d'indication dans les statuts ou dans le règlement de gestion, les frais sont supportés par l'émetteur.

(2) Si la conversion des titres de capital est obligatoire, les frais de conversion exposés par l'émetteur restent définitivement à la charge de ce dernier.

Chapitre V – Des organismes de liquidation et des teneurs de compte central

Art. 20. Ne peut agir comme organisme de liquidation qu'un système de règlement des opérations sur titres au sens de la loi relative aux services de paiement, désigné comme tel par la Banque centrale du Luxembourg et notifié à la Commission européenne par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF et dont l'opérateur du système est établi au Luxembourg.

Les systèmes sus-mentionnés sont agréés de plein droit comme organismes de liquidation.

Art. 21. Le teneur de compte central doit être agréé conformément à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Art. 22. La CSSF peut, par voie de règlement, fixer les règles comptables particulières applicables par les organismes de liquidation, les teneurs de compte central et les teneurs de comptes aux titres dématérialisés.

Art. 23. Aucun compte d'émission ne peut être saisi, mis sous séquestre ou bloqué d'une manière quelconque par un titulaire de compte, une contrepartie ou un tiers (autre que l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central).

Art. 24. Les teneurs de comptes maintiennent les titres dématérialisés qu'ils détiennent pour le compte de tiers ou pour leur propre compte sur des comptes-titres ouverts auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central ou auprès d'un ou plusieurs autres établissements qui agissent pour eux, directement ou indirectement, comme intermédiaires à l'égard de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central.

Chapitre VI – Dispositions modificatives et finale

Art. 25. La loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier est modifiée comme suit:

1) Il est ajouté à la Partie I, chapitre 2, section 2 une nouvelle sous-section 2bis de la teneur suivante:

„Sous-section 2bis – Dispositions particulières aux teneurs de compte central

Art. 28-11. Les teneurs de compte central

(1) Sont teneurs de compte central les personnes dont l'activité consiste dans la tenue de comptes d'émission de titres dématérialisés.

(2) A l'exception des organismes de liquidation au sens de la loi relative aux titres dématérialisés, aucune personne ne peut exercer l'activité de teneur de compte central sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la CSSF.

Art. 28-12. Les conditions de l'agrément

(1) Peuvent seuls obtenir l'agrément en tant que teneur de compte central:

- a) les établissements de crédit et les entreprises d'investissement de droit luxembourgeois;
- b) les succursales luxembourgeoises d'établissements de crédit agréés dans un autre Etat membre;

- c) les succursales luxembourgeoises d'entreprises d'investissement de personnes morales agréées dans un autre Etat membre.

(2) En vue de l'obtention de l'agrément, le demandeur doit justifier:

- a) qu'au moins une des personnes chargées de la gestion de l'établissement dispose d'une expérience professionnelle adéquate par le fait d'avoir déjà exercé des activités analogues à un niveau élevé de responsabilité et d'autonomie;
- b) qu'il dispose d'un solide dispositif de gouvernance interne, comprenant notamment une structure organisationnelle claire avec un partage des responsabilités qui soit bien défini, transparent et cohérent, des processus efficaces de détection, de gestion, de contrôle et de déclaration des risques auxquels il est ou pourrait être exposé, des mécanismes adéquats de contrôle interne, y compris des procédures administratives et comptables saines ainsi que des mécanismes de contrôle et de sécurité de ses systèmes informatiques adaptés pour la tenue de comptes centraux.

La tenue de comptes centraux comprend en particulier:

- l'enregistrement dans un compte d'émission de l'intégralité des titres composant chaque émission admise à ses opérations;
- les mécanismes assurant la circulation des titres par virement de compte à compte;
- les procédures permettant de vérifier que le montant total de chaque émission admise à ses opérations et enregistrée dans un compte d'émission est égal à la somme des titres enregistrés aux comptes-titres de ses titulaires de compte;
- la prise des dispositions nécessaires pour permettre l'exercice des droits attachés aux titres inscrits en compte-titres.

(3) L'agrément pour l'activité de teneur de compte central est subordonné à la justification d'un capital social d'une valeur de 730.000 euros au moins.

Art. 28-13. La procédure d'agrément

(1) L'agrément est accordé sur demande écrite et après instruction par la CSSF portant sur les conditions exigées par la présente loi.

(2) La durée de l'agrément est illimitée. Lorsque l'agrément est accordé, le teneur de compte central peut immédiatement commencer son activité.

(3) La demande d'agrément doit être accompagnée de tous les renseignements nécessaires à son appréciation ainsi que d'un programme d'activités indiquant le genre et le volume des opérations envisagées, la structure comptable et administrative de l'établissement et l'infrastructure technique et humaine pour le traitement des opérations sur titres dématérialisés et, le cas échéant, les opérations sur espèces correspondantes.

(4) La décision prise sur une demande d'agrément doit être motivée et notifiée au demandeur dans les six mois de la réception de la demande ou, si celle-ci est incomplète, dans les six mois de la réception des renseignements nécessaires à la décision. Il est en tout cas statué dans les douze mois de la réception de la demande, faute de quoi l'absence de décision équivaut à la notification d'une décision de refus. La décision peut être déférée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.“

2) Il est ajouté au paragraphe (1) de l'article 64 une référence à l'article „28-11“.

Art. 26. La loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est modifiée comme suit:

1) Le point 8) de l'article 27 est modifié comme suit:

„8) la forme nominative, au porteur ou dématérialisée des actions ainsi que de toute disposition complémentaire ou dérogatoire à la loi;“

2) Le quatrième alinéa de l'article 37 est modifié comme suit:

„Les actions et parts sont nominatives, au porteur ou dématérialisées.“

3) Le dernier alinéa de l'article 37 est modifié comme suit:

„Les actions et les coupures portent un numéro d'ordre, sauf si elles sont émises sous forme dématérialisée.“

- 4) Le dernier tiret de l'article 39 est modifié comme suit:

„– les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur ou en titres dématérialisés, si les statuts l'autorisent.“

- 5) Le deuxième alinéa de l'article 40 est remplacé par le texte suivant:

„La société doit satisfaire à la demande d'une personne inscrite sur le registre d'émettre un certificat relatif aux titres inscrits au nom de cette personne.“

- 6) Il est ajouté un nouvel alinéa à la fin de l'article 41 qui se lit comme suit:

„L'alinéa précédent n'est pas applicable aux titres d'action collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur déposés auprès d'un système de règlement des opérations sur titres. Le nombre de titres représentés par ces certificats doit être déterminé ou déterminable.“

- 7) Il est inséré entre l'article 42 et l'article 43 un nouvel article 42bis:

„**Art. 42bis.** L'action dématérialisée est matérialisée par une inscription en compte-titres au nom du titulaire de compte auprès d'un organisme de liquidation, d'un teneur de compte central, d'un teneur de comptes ou d'un teneur de comptes étranger. La cession s'opère par virement de compte à compte.“

- 8) Les deux derniers alinéas de l'article 43 sont remplacés par le texte suivant:

„Les propriétaires d'actions ou de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en actions ou titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en actions ou titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.“

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les propriétaires d'actions ou de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en actions ou en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires d'actions ou titres nominatifs peuvent en demander la conversion en actions ou titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs d'actions ou de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en actions ou titres nominatifs sauf si les statuts prévoient la dématérialisation obligatoire des actions ou titres.“

- 9) Il est ajouté à la loi un nouvel article 71bis qui se lit comme suit:

„**Art. 71bis.** Les statuts de sociétés qui émettent des actions ou titres dématérialisés prescrivent que seuls peuvent participer à l'assemblée générale et exercer leur droit de vote les personnes qui détiennent les actions ou titres dématérialisés à une date précédant l'assemblée générale, dite date d'enregistrement. Cette date est le quatorzième jour qui précède l'assemblée à vingt-quatre heures (heure de Luxembourg).“

- 10) Les deux derniers alinéas de l'article 84 sont remplacés par les alinéas suivants:

„Les titres d'obligation collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur déposés auprès d'un système de règlement des opérations sur titres peuvent être signés par une ou plusieurs personnes autorisées par la société émettrice. Le nombre de titres représentés par ces certificats doit être déterminé ou déterminable.“

Les dispositions des articles 40, 42, 42bis et 43 al. 3, 4 et 5 sont applicables aux obligations.“

- 11) Le troisième alinéa de l'article 137-4(6) est modifié comme suit:

„A l'article 37, alinéa 2, les titres ou parts bénéficiaires mentionnés peuvent être nominatifs, au porteur ou dématérialisés pour la société coopérative organisée comme une société anonyme.“

Art. 27. La loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur est modifiée comme suit:

- 1) Les points a), b) et c) de l'article 4(2) sont modifiés comme suit:

„a) Toute publication d'opposition postérieure

i) à l'inscription d'un titre dans un compte-titres; ou

- ii) à la vente du titre par l'émetteur ou l'annulation du titre conformément à la loi relative aux titres dématérialisés
est sans effet.
- b) L'organisme de liquidation, le teneur de compte central ou le teneur de comptes ou, selon le cas, l'émetteur peuvent demander à l'organisme de centralisation de procéder à la levée d'une pareille opposition en lui attestant par écrit la date de la survenance de l'un des événements repris au point a) ci-dessus. La levée d'office est portée à la connaissance de l'opposant et publiée par l'organisme de centralisation de la même façon qu'une mainlevée, conformément au paragraphe (3) de l'article 6.
- c) L'organisme de centralisation ne peut plus par la suite accepter d'opposition sur ce même titre qui serait motivée par des faits antérieurs à l'un des événements repris au point a) ci-dessus.“
- 2) L'article 8(1) est modifié comme suit:
„(1) La déchéance du titre entraîne au profit de l'opposant le droit d'exercer les droits attachés au titre dès l'émission d'un nouveau titre en sa faveur ou l'inscription du titre dans son compte-titres et de toucher les arrérages et le capital échus.“
- 3) La première phrase de l'article 9(3) est modifiée comme suit:
„Nonobstant le paragraphe (2) ci-dessus et l'article 8 et même avant la déchéance du titre frappé d'opposition, l'émetteur peut, sous sa responsabilité, délivrer un titre de même genre, sous forme physique ou, selon le cas, dématérialisée, que le titre frappé d'opposition ou payer à l'opposant tout intérêt, dividende, capital ou autre distribution du titre frappé d'opposition.“
- 4) Il est ajouté un second alinéa à l'article 10:
„La délivrance d'un nouveau titre ne peut se faire que sous forme d'inscription d'un titre dématérialisé dans un compte-titres du propriétaire du titre si, lors de la délivrance, le titre en cause peut circuler sous forme dématérialisée.“

Art. 28. La loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles est modifiée comme suit:

- 1) L'intitulé de la loi est modifié comme suit: „Loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres“.
- 2) Les sections 1 à 5 de la loi sont abrogées et remplacées par les dispositions qui suivent:

„Section 1 – Champ d'application

Art. 1. (1) La présente loi s'applique aux titres au sens le plus large qui sont reçus en dépôt ou tenus en compte-titres par un teneur de comptes et qui sont ou sont déclarés fongibles, qu'ils soient matérialisés ou dématérialisés, au porteur, à ordre ou nominatifs, luxembourgeois ou étrangers et quelle que soit la forme sous laquelle ils ont été émis selon le droit qui les régit.

(2) La loi s'applique uniquement aux titres inscrits en compte-titres et qui circulent par virement de compte à compte.

(3) Sont réputés fongibles les titres reçus en dépôt ou tenus en compte-titres auprès d'un teneur de comptes sans indication de numéros ou d'autres éléments d'identification individuels.

Section 2 – Définitions

Art. 2. Aux fins de la présente loi, on entend par:

- 1) „acquéreur“: (i) un titulaire de compte dont le compte-titres a été crédité, ou
(ii) une personne, autre que le titulaire de compte, à qui un droit réel a été conféré sur les titres;
- 2) „compte-titres“: un compte tenu par le teneur de comptes sur lequel des titres peuvent être crédités et duquel des titres peuvent être débités. Le compte d'émission tenu par un organisme de liquidation ou un teneur de compte central ne constitue pas un compte-titres;
- 3) „écriture défectueuse“: un crédit de titres ou la création d'un droit sur titres rendu opposable aux tiers qui n'est pas valable ou qui est susceptible d'être contre-passé, y compris un crédit ou un droit conditionnel qui est frappé d'invalidité ou susceptible d'être contre-passé par l'effet de la réalisation ou de la non-réalisation de la condition;

- 4) „investisseur“: le titulaire de compte qui n’agit pas comme teneur de comptes pour une autre personne;
- 5) des titres sont de „même genre“ que d’autres titres s’ils sont émis par le même émetteur et si:
 - (i) ils font partie de la même catégorie de titres de capital ou;
 - (ii) il s’agit de titres autres que de capital, ils sont libellés dans la même monnaie, ont la même valeur nominale et sont considérés comme faisant partie de la même émission;
- 6) „procédure de liquidation“: une procédure collective comprenant la réalisation des actifs et la répartition du produit de cette réalisation entre les créanciers, les actionnaires, les associés ou les membres selon les cas, et comportant l’intervention d’une autorité administrative ou judiciaire, y compris lorsque cette procédure est clôturée par un concordat ou une autre mesure analogue, qu’elle soit ou non fondée sur une insolvabilité et indépendamment de son caractère volontaire ou obligatoire;
- 7) „teneur de comptes“: toute personne autorisée en vertu de la loi luxembourgeoise à tenir des comptes-titres y compris les organismes nationaux ou internationaux à caractère public établis au Luxembourg et opérant dans le secteur financier;
- 8) „teneur de comptes étranger“: toute personne, autre que celle visée au point 7) du présent article, dont l’activité de tenue de comptes-titres est soumise à une loi étrangère;
- 9) „teneur de comptes pertinent“: désigne, s’agissant d’un compte-titres, le teneur de comptes ou, le cas échéant, le teneur de comptes étranger qui tient le compte-titres pour le titulaire de compte;
- 10) „titulaire de compte“: une personne au nom de laquelle un teneur de comptes tient un compte-titres, que cette personne agisse pour son propre compte ou pour le compte de tiers.

Section 3 – Des titulaires de compte

Art. 3. (1) Le titulaire de compte bénéficie, à concurrence du nombre de titres inscrits en son compte-titres, d’un droit réel de nature incorporelle sur l’ensemble des titres de même genre tenus en compte par le teneur de comptes pertinent, des droits attachés aux titres et des droits prévus par la présente loi. Sous réserve de dispositions légales contraires, il ne peut faire valoir ses droits qu’à l’égard du teneur de comptes pertinent.

(2) Les titres inscrits en compte sont susceptibles de démembrement au même titre que les droits de propriété.

Art. 4. (1) L’acquisition par le titulaire de compte de titres résulte de l’inscription de ces titres au crédit de son compte-titres.

(2) En cas de procédure de liquidation de son teneur de comptes, le titulaire du compte-titres acquiert les droits sur les titres dès que les titres sont crédités sur le compte-titres de son teneur de comptes auprès du teneur de comptes de ce dernier ou inscrits sur le registre au nom ou pour le compte de son teneur de comptes et avant inscription au crédit de son propre compte-titres.

Art. 5. (1) Le titulaire de compte peut, à tout moment, demander, à ses frais, au teneur de comptes pertinent, la restitution des titres inscrits dans son compte-titres et dont il a la libre disposition.

(2) Pour les titres au porteur, le teneur de comptes remet ou fait remettre, si possible, physiquement au titulaire de compte les titres de même genre que ceux inscrits au crédit de son compte-titres.

Pour les titres nominatifs, le teneur de compte inscrit ou fait inscrire, si possible, le titulaire de compte dans le registre de titres tenus par ou pour l’émetteur.

Si les titres sont dématérialisés, sont stipulés non-livrables sous forme de titres physiques individuels ou si ceci n’est pas conforme aux usages dans le marché du pays où est situé le teneur de comptes-titres tenant la globalité des titres de même genre alors le teneur de comptes peut satisfaire à son obligation de restitution en virant les titres sur un compte-titres désigné par le titulaire de compte.

(3) Le don manuel de titres peut se faire par virement de compte à compte.

Art. 6. Le titulaire de compte peut demander à tout moment au teneur de comptes qu'il établisse un certificat relatif aux titres inscrits à son compte-titres. Ce certificat n'est pas un titre.

Art. 7. (1) Le teneur de comptes pertinent est tenu d'exécuter les instructions du titulaire de compte conformément à l'accord qui les lie ou des tiers disposant de droits sur les titres.

(2) Sans préjudice des dispositions du Titre V de la loi relative aux services de paiement une instruction peut être révoquée par le donneur d'ordre pendant les heures d'ouverture du teneur de comptes jusqu'au moment convenu entre le teneur de comptes et le titulaire de compte ou fixé dans les règles établies par un système de règlement des opérations sur titres, un organisme de liquidation ou un teneur de compte central.

Art. 8. (1) L'investisseur peut exercer ou faire exercer les droits associatifs attachés aux titres et les droits d'action liés à la détention des titres moyennant production d'un certificat établi par le teneur de comptes pertinent certifiant le nombre de titres inscrits en son compte-titres.

(2) En vue de la participation à leurs assemblées générales, les sociétés luxembourgeoises ne peuvent exiger la production des titres au porteur, l'inscription dans le registre des actions nominatives ou un transfert particulier des titres dématérialisés lorsque ces titres sont inscrits en compte-titres. La preuve des droits sur les titres résulte dans ce cas à suffisance d'une attestation établie par le teneur de comptes pertinent confirmant le nombre de titres tenus en compte-titres et, le cas échéant, leur indisponibilité jusqu'à une certaine date. La société peut, dans ses règles relatives à la tenue d'assemblées, prévoir que l'investisseur devra, sur demande, produire des pièces justificatives de l'inscription des titres à travers la chaîne de détention des titres.

(3) Si un teneur de comptes, le cas échéant étranger, ou un tiers désigné par un tel teneur de comptes est inscrit sur le registre des actions nominatives de l'émetteur, ce teneur de comptes ou tiers désigné peut exercer, sur base des instructions qu'il reçoit, les droits de vote attachés aux titres pour lesquels il est inscrit dans le registre.

(4) Si un tiers, autre que l'investisseur, entend participer à un vote, l'émetteur peut, si ses statuts, les conditions d'émission ou de convocation de l'assemblée le prévoient, exiger l'identification du ou des investisseurs ayant donné les instructions de vote. Au cas où il n'est pas satisfait à l'exigence de l'émetteur, le bureau de l'assemblée peut priver la personne en cause de l'exercice du droit de vote.

L'émetteur n'est pas tenu de vérifier l'existence ou la teneur des instructions données au tiers qui exprime un vote.

Art. 9. En cas de procédure de liquidation ou de procédure d'assainissement d'un titulaire de compte, les créanciers de celui-ci peuvent faire valoir leurs droits sur le solde disponible des titres inscrits en compte-titres au nom et pour le compte de leur débiteur, après déduction ou addition des titres qui, en vertu d'engagements conditionnels, d'engagements dont le montant est incertain ou d'engagements à terme, sont inscrits, le cas échéant, dans une partie distincte de ce compte au jour de l'ouverture de l'une des procédures précitées et dont l'inclusion dans le solde disponible est différée jusqu'à la réalisation de la condition, la détermination du montant ou l'échéance du terme.

Les engagements conditionnels ou dont le montant est incertain, ou les engagements à terme, visés à l'alinéa précédent, sont limités aux engagements découlant d'une relation juridique entre le titulaire de compte concerné et le teneur de comptes pertinent.

Art. 10. (1) En cas de procédure de liquidation du teneur de comptes, la revendication du nombre de titres dont le teneur de comptes est redevable s'exerce auprès du liquidateur collectivement sur l'universalité des titres de même genre que le teneur de comptes conserve, fait conserver, a inscrit à son nom ou celui d'un tiers désigné sous quelque forme que ce soit ou inscrit au nom du teneur de comptes pertinent auprès d'un autre teneur de comptes.

(2) Si cette universalité est insuffisante pour assurer la restitution intégrale des titres inscrits en compte, elle sera répartie entre les titulaires de compte en proportion de leurs droits. Dans ce cas, et hors les hypothèses visées à l'article 18, si le teneur de comptes dispose dans son patrimoine propre d'un nombre de titres de même genre, ces titres sont ajoutés à l'universalité des titres de

même genre à répartir entre les titulaires de compte et il ne demeurera au teneur de comptes que le nombre de titres qui subsiste après que le nombre total de titres de même genre détenus par lui pour compte de ses titulaires de compte ou à titre fiduciaire pour des tiers aura pu être restitué.

Si le titulaire de compte a autorisé le teneur de comptes à disposer de ses titres, et pour autant qu'une telle disposition ait eu lieu dans les limites de cette autorisation et que les titres n'ont pas encore été restitués au titulaire de compte au moment de l'ouverture de la procédure de liquidation et ne sont pas restitués par la suite, il ne sera attribué au titulaire de compte que les titres qui subsistent après que la totalité des titres du même genre revenant aux autres titulaires de compte leur aura été restituée. Toutefois lorsque, dans le cadre de la disposition des titres, le teneur de comptes a obtenu des sûretés de tiers afin de garantir la restitution de ces titres, le produit de réalisation de ces sûretés reviendra, à due proportion, au titulaire de compte comme s'il avait été lui-même le bénéficiaire direct de ces sûretés.

(3) Le titulaire de compte qui n'aura pu obtenir la restitution de l'intégralité des titres inscrits au crédit de son compte-titres à la date d'ouverture d'une procédure de liquidation devra déclarer sa créance comme créancier chirographaire pour un montant égal à la valeur des titres non restitués à la date d'ouverture de la procédure.

(4) Les dispositions du présent article sont également applicables en faveur des titulaires de compte qui tiennent un compte-titres auprès d'une personne au Luxembourg qui ne dispose pas de l'agrément nécessaire pour agir comme teneur de comptes.

Section 4 – De l'intégrité du système

Art. 11. (1) Aucune saisie de titres d'un titulaire de compte ne peut être effectuée à l'encontre de, ou de manière à affecter:

- a) un compte-titres de toute autre personne que le titulaire de compte;
- b) l'émetteur de tout titre crédité sur un compte-titres du titulaire de compte; ou
- c) une autre personne que le titulaire de compte ou le teneur de comptes pertinent.

(2) Toute saisie faite en violation du paragraphe (1) est nulle.

(3) Dans le présent article, „saisie de titres d'un titulaire de compte“ signifie tout acte ou procédure judiciaire, administratif ou autre consistant à bloquer, séquestrer, restreindre ou confisquer des titres du titulaire de compte afin de mettre en oeuvre ou d'exécuter un jugement, une sentence ou une autre décision judiciaire, arbitrale, administrative ou autre, ou destiné à garantir la disponibilité de ces titres pour mettre en oeuvre ou exécuter un jugement, une sentence ou une décision à intervenir dans le futur.

Art. 12. (1) Sauf si un acquéreur a effectivement connaissance, au moment où il acquiert les titres, qu'un tiers est titulaire d'un droit sur des titres et qu'un crédit au compte-titres de l'acquéreur ou la création d'un droit réel sur les titres opposable aux tiers conféré à l'acquéreur constitue une violation du droit d'un tiers:

- a) le droit de l'acquéreur n'est pas grevé par le droit du tiers;
- b) l'acquéreur n'encourt aucune responsabilité envers le tiers; et
- c) le crédit ou le droit conféré à l'acquéreur n'est pas frappé d'invalidité, inopposable aux tiers ou susceptible d'être contre-passé au motif que ce crédit ou ce droit affecte les droits du tiers.

(2) Sauf si un acquéreur a effectivement connaissance, au moment où il acquiert les titres ou son droit sur les titres, d'une écriture défectueuse antérieure:

- a) le crédit ou le droit conféré à l'acquéreur n'est pas frappé d'invalidité, inopposable aux tiers ou susceptible d'être contre-passé en conséquence de cette écriture défectueuse; et
- b) l'acquéreur n'encourt aucune responsabilité envers toute personne qui bénéficierait de cette invalidité ou de cette contre-passation.

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à une acquisition de titres, autre qu'une garantie ou sûreté, lorsque cette acquisition est faite par voie de donation ou de toute autre manière à titre gratuit.

(4) Les paragraphes (1) et (2) sont sans préjudice de l'article 7 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

(5) Sans préjudice d'autres chefs de responsabilité et des droits de tiers, si l'acquéreur n'est pas protégé dans son acquisition, il est tenu de restituer des titres en même nombre et de même genre.

Si l'acquéreur tenu à la restitution fait l'objet d'une procédure de liquidation, l'ayant droit peut revendiquer des titres en même nombre et de même genre, dans la mesure où de tels titres se trouvent dans la masse.

Section 5 – Du teneur de comptes

Art. 13. Sous réserves des dérogations résultant de la loi ou de la nature des titres détenus auprès d'un teneur de comptes, les dispositions du Code civil relatives au dépôt s'appliquent dans la relation entre le teneur de comptes et le titulaire de compte.

Art. 14. Le teneur de comptes doit veiller à détenir, auprès de lui-même, d'un autre teneur de comptes ou auprès d'un teneur de comptes étranger, des titres en nombre et en genre identique au nombre et au genre des titres inscrits au crédit des comptes-titres de ses titulaires de compte.

En cas de découvert qui ne peut être comblé, le teneur de comptes doit, soit augmenter le nombre de titres qu'il détient, soit réduire le nombre de titres inscrits dans les comptes-titres de ses titulaires de compte, dans le délai et aux frais indiqués dans la convention entre le teneur de comptes et le titulaire de compte ou dans les règles applicables dans les systèmes des opérations sur titres, les organismes de liquidation ou les teneurs de compte central.

Art. 15. Sans préjudice des dispositions du Titre V de la loi relative aux services de paiement, en cas de livraison de titres contre règlement d'espèces, le défaut de livraison ou de règlement constaté à la date et dans les conditions applicables dans le marché pertinent ou fixé par une convention entre les parties ou les règles d'un système de règlement des opérations sur titres délie de plein droit les parties de leurs obligations de livraison ou de paiement, sans préjudice de la responsabilité de la partie défaillante.

Art. 16. Lorsque le teneur de comptes pertinent procède à la livraison des titres ou au paiement du prix en se substituant au titulaire de compte défaillant, il acquiert la propriété à titre de garantie des titres ou des espèces reçues en contrepartie. Ce transfert de propriété à titre de garantie est régi par les dispositions de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

Art. 17. Le teneur de comptes peut donner en dépôt auprès d'autres teneurs de comptes ou teneurs de comptes étrangers, par versement en compte ou autrement, les titres versés ou virés sur les comptes-titres qu'il tient ou se faire inscrire directement ou indirectement sur le registre des titres en cause par rapport à ces titres. Il doit tenir ces titres séparés de ses propres titres auprès de ces autres teneurs de comptes ou dépositaires. Ni l'application de la présente loi, ni la situation des titres qui continue d'être chez le teneur de comptes pertinent, ni la validité ou l'opposabilité de sûretés ou garanties constituées conformément à la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ne sont affectées par ce dépôt.

Art. 18. En cas de perte ou de destruction totale par cas de force majeure d'un ensemble de titres de même genre, le teneur de comptes doit former les oppositions nécessaires et pourvoir à la reconstitution des titres perdus ou détruits.

Si la perte ou la destruction par cas de force majeure n'a été que partielle et si la reconstitution des titres perdus ou détruits n'a pu être obtenue, l'ensemble des titres de même genre sera réparti entre les titulaires de compte lésés dans la proportion de leurs droits.

Si la perte ou la destruction a été la conséquence de faits engageant la responsabilité du teneur de comptes et si la reconstitution des titres perdus ou détruits n'a pas pu être obtenue, la revendication des titulaires de compte lésés sur les titres restants s'exercera conformément à l'alinéa précédent. Pour la partie de leurs droits qui n'aura pas été couverte, les titulaires de compte lésés sont créanciers chirographaires du teneur de comptes.“

- 3) Le titre de la section 6 est modifié comme suit: „Section 6 – Des règles spéciales applicables aux teneurs de comptes opérant à titre principal un système de règlement des opérations sur titres“.

- 4) Les actuels articles 14 à 18 sont renumérotés en articles 19 à 23 et sont repris sous la section 6.
- 5) Dans chacun des nouveaux articles 19 à 23, les références à:
- „dépositaire“ au singulier ou au pluriel sont remplacées par une référence à „teneur de comptes“ au singulier ou, selon le cas, au pluriel;
 - „déposant“ au singulier ou au pluriel sont remplacées par une référence à „titulaire de compte“ au singulier ou, selon le cas, au pluriel;
 - toutes les références à „ou instruments financiers“ et à „et autres instruments financiers“ sont supprimées.

Art. 29. La loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif est modifiée comme suit:

- 1) Le premier alinéa de l'article 8(1) est modifié comme suit:

„La société de gestion émet des titres nominatifs, au porteur ou dématérialisés, représentatifs d'une ou de plusieurs quote-parts du fonds commun de placement qu'elle gère. La société de gestion peut émettre, dans les conditions prévues au règlement de gestion, des certificats écrits d'inscription des parts ou de fractions de parts sans limitation de fractionnement.“

- 2) La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 8(1) est modifiée comme suit:

„Les titres au porteur sont signés par la société de gestion et par le dépositaire visé à l'article 17.“

- 3) L'article 8(2) est modifié comme suit:

„(2) La propriété des parts sous forme de titres nominatifs ou au porteur s'établit et leur transmission s'opère suivant les règles prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les droits sur des parts inscrites en compte-titres s'établissent et leur transmission s'opère suivant les règles prévues dans la loi relative aux titres dématérialisés et la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.“

- 4) Il est ajouté à l'article 8 un nouveau paragraphe (3) de la teneur suivante:

„(3) Les titulaires de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les titulaires de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs, sauf si le règlement de gestion prévoit la dématérialisation obligatoire des titres.“

- 5) La deuxième phrase de l'article 13(1) est modifiée comme suit:

„Ce règlement de gestion doit être déposé au registre de commerce et des sociétés et sa publication au Mémorial est faite par une mention de dépôt au registre de commerce et des sociétés de ce document, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.“

Art. 30. La loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif est modifiée comme suit:

- 1) Le premier alinéa de l'article 8(1) est modifié comme suit:

„La société de gestion émet des titres nominatifs, au porteur ou dématérialisés, représentatifs d'une ou de plusieurs quote-parts du fonds commun de placement qu'elle gère. La société de gestion peut émettre, dans les conditions prévues au règlement de gestion, des certificats écrits d'inscription des parts ou de fractions de parts sans limitation de fractionnement.“

- 2) La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 8(1) est modifiée comme suit:

„Les titres au porteur sont signés par la société de gestion et par le dépositaire visé à l'article 17.“

3) L'article 8(2) est modifié comme suit:

„(2) La propriété des parts sous forme de titres nominatifs ou au porteur s'établit et leur transmission s'opère suivant les règles prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les droits sur des parts inscrites en compte-titres s'établissent et leur transmission s'opère suivant les règles prévues dans la loi relative aux titres dématérialisés et la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.“

4) Il est ajouté à l'article 8 un nouveau paragraphe (3) de la teneur suivante:

„(3) Les titulaires de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les titulaires de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs, sauf si le règlement de gestion prévoit la dématérialisation obligatoire des titres.“

5) La deuxième phrase de l'article 13(1) est modifiée comme suit:

„Ce règlement de gestion doit être déposé au registre de commerce et des sociétés et sa publication au Mémorial est faite par une mention de dépôt au registre de commerce et des sociétés de ce document, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.“

Art. 31. La loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés est modifiée comme suit:

1) Le premier alinéa de l'article 7(1) est modifié comme suit:

„La société de gestion émet des titres nominatifs, au porteur ou dématérialisés, représentatifs d'une ou de plusieurs quote-parts du fonds commun de placement qu'elle gère. La société de gestion peut émettre, dans les conditions prévues au règlement de gestion, des certificats écrits d'inscription des parts ou de fractions de parts sans limitation de fractionnement.“

2) La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 7(1) est modifiée comme suit:

„Les titres au porteur sont signés par la société de gestion et par le dépositaire visé à l'article 17.“

3) L'article 7(2) est modifié comme suit:

„(2) La propriété des parts sous forme de titres nominatifs ou au porteur s'établit et leur transmission s'opère suivant les règles prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les droits sur les parts inscrites en compte-titres s'établissent et leur transmission s'opère suivant les règles prévues dans la loi relative aux titres dématérialisés et la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.“

4) Il est ajouté à l'article 7 un nouveau paragraphe (3) de la teneur suivante:

„(3) Les titulaires de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les titulaires de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs, sauf si le règlement de gestion prévoit la dématérialisation obligatoire des titres.“

Art. 32. Le paragraphe (3) de l'article 7 de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation est abrogé et remplacé par le texte suivant:

„(3) Le règlement de gestion peut également autoriser la société de gestion à émettre des titres dématérialisés.“

Art. 33. (1) Dans tous les textes de loi et de règlement, la référence à la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles s'entend comme référence à la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.

(2) Toute référence à la présente loi pourra se faire sous l'intitulé abrégé „loi relative aux titres dématérialisés.“

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Chapitre Ier – *Dispositions générales*

Ad article 1er

L'article 1er définit le champ d'application de la loi qui régit essentiellement l'émission de titres dématérialisés, la circulation de ces titres étant régie par la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.

Ad article 2

L'article 2 contient un certain nombre de définitions qui sont en partie empruntées à la Convention sur les titres.

La définition figurant au point 2) ne requiert pas de commentaires.

Le „compte-titres“ (point 1)) est défini, à l'instar de l'article 1er de la Convention sur les titres, comme un compte tenu auprès d'une personne de droit luxembourgeois autorisée à tenir des comptes sur lequel des titres peuvent être crédités et duquel des titres peuvent être débités. Ce compte peut notamment être ouvert au nom d'une personne physique, d'une personne morale, d'un trust ou d'un fonds. Le compte d'émission est expressément exclu de la définition. Le compte d'émission est le compte tenu par l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central sur lequel est inscrit la totalité d'une émission de titres dématérialisés. Il fait office en quelque sorte de registre créateur des titres et sert à la réconciliation avec les titres inscrits dans les comptes-titres des clients de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central.

Le terme „distributions“ (point 3)) couvre pour l'essentiel les fruits produits par les titres.

L'„émetteur“ (point 4)) est toute personne physique ou morale qui émet des titres. Pour les actions sont visées les sociétés luxembourgeoises et pour les titres de créance un émetteur luxembourgeois ou étranger pourvu que les titres en cause soient soumis au droit luxembourgeois. Comme les fonds commun de placement ne jouissent pas de la personnalité juridique mais que ces fonds sont autorisés à émettre des titres, il a fallu préciser que ces fonds entrent dans la définition d'émetteur.

La définition figurant au point 5) est reprise de l'article 1er de la Convention sur les titres et vise en substance des titres qui sont fongibles entre eux.

L'„organisme de liquidation“ (point 6)) est un acteur clé dans le cadre de la dématérialisation au même titre que le teneur de compte central. Toute émission de titres dématérialisés de même genre doit se faire à travers un organisme unique afin d'en garantir l'intégrité. Pour les titres cotés, ce rôle revient exclusivement aux organismes de liquidation. Seuls les systèmes de règlement des opérations sur titres peuvent agir comme organisme de liquidation.

La définition de „procédure de liquidation“ (point 7)) vise les procédures de faillite, les liquidations judiciaires et des procédures similaires.

Le terme de „teneur de comptes“ (point 8)) vise essentiellement les banques, les dépositaires professionnels de titres et certains types d'entreprises d'investissement autorisées à tenir des comptes-titres en vertu du droit luxembourgeois. Il peut s'agir de sociétés de droit luxembourgeois ou de succursales luxembourgeoises d'entreprises étrangères.

Le terme de „teneur de compte étranger“ (point 9)) couvre essentiellement les établissements de crédit et les autres professionnels du secteur financier qui sont établis hors du Grand-Duché de Luxembourg et qui tiennent des comptes-titres.

Le „teneur de compte central“ (point 10)) a les mêmes fonctions centralisatrices que l’organisme de liquidation, sauf qu’il ne peut détenir le compte d’émission que pour des titres non-cotés. Pour les titres non-cotés, l’émetteur peut recourir soit à un organisme de liquidation, soit à un teneur de compte central en vertu des règles d’admission établies par ces institutions.

La loi ne peut régir que la dématérialisation de titres auxquels la loi luxembourgeoise s’applique, notre droit n’ayant pas vocation à régir des titres étrangers. La définition de „titres“ (point 11)) ne couvre ainsi que les titres de capital émis par des sociétés par actions de droit luxembourgeois. Sont donc exclues par exemple les parts émises par les s. à r. l. Pour ce qui est des titres de créance, la loi ne s’applique que si ces titres sont soumis au droit luxembourgeois, la loi applicable au titre ayant vocation à s’appliquer à la forme que peut emprunter le titre.

Sont exclus par leur nature les effets de commerce, les actions émises par les SEPCAV du fait de leur intransmissibilité et les titres amortissables par tirage au sort de numéros étant donné que, par définition, les titres dématérialisés n’ont pas de numéro.

La définition de „titres cotés“ (point 12)) vise les titres cotés soit sur un marché réglementé au sens de l’article 1 (11) de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d’instruments financiers, soit les titres négociés sur un système multilatéral de négociation au sens de l’article 1 (18) de la même loi.

Les „titres dématérialisés“ (point 13)) sont définis par la caractéristique qu’ils sont émis sans support papier mais par une simple inscription en compte auprès d’un organisme de liquidation ou d’un teneur de compte central.

Le „titulaire de compte“ (point 14)) est toute personne au nom de laquelle un compte-titres est tenu. Cette personne peut agir pour compte propre ou pour compte de tiers. Tel sera notamment parfois le cas si le titulaire de compte est lui-même teneur de compte et tient des comptes-titres pour ses clients.

Ad article 3

Le paragraphe (1) de l’article 3 définit le principe clé des titres dématérialisés. Ces titres n’existent qu’en vertu d’une inscription en compte: l’inscription en compte d’émission crée le titre et l’inscription en compte-titres confère à son titulaire les droits décrits dans la Loi de 2001.

Le principe est que ces titres existent sans aucun support papier physique. Cependant, dans certains pays, les titres ne peuvent être admis à la circulation dans le système national que s’il existe une sorte de support papier. A l’instar de la loi française, le paragraphe (2) prévoit qu’aux fins de la circulation internationale un certificat, support papier, peut être établi par des personnes limitativement désignées. Le but est d’empêcher que la forme dématérialisée des titres empêche les émetteurs de titres de droit luxembourgeois d’accéder à certains marchés.

Ad article 4

L’article 4 contient des dispositions importantes visant à assurer l’intégrité de chaque émission de titres et à éviter une inflation, c’est-à-dire une création artificielle de titres.

Chaque émission de titres dématérialisés fongibles entre eux doit être enregistrée dans un seul compte d’émission auprès d’un seul organisme de liquidation ou d’un seul teneur de compte central. Cet organisme ou teneur de compte central va ouvrir des comptes-titres à des personnes, souvent des teneurs de compte, au crédit desquels seront inscrits des titres appartenant à ou tenus par ces personnes.

Du fait que toute émission se trouve inscrite dans un compte auprès d’un organisme unique, cet organisme peut, par voie de réconciliation, à tout moment vérifier que ne soient inscrits au crédit des comptes-titres de ses clients plus de titres d’une même émission que de titres inscrits en compte d’émission.

Le compte d’émission doit contenir toutes les informations clés d’une émission. Le compte d’émission a plusieurs fonctions: 1) l’inscription de titres dans ce compte crée les titres; 2) le compte a une sorte de fonction comptable en ce sens que c’est par rapport à ce compte que l’organisme de liquidation ou le teneur de compte central doit faire les réconciliations avec les titres qu’il tient en comptes-titres, en ses livres ou pour compte propre.

Les titres cotés ne peuvent être inscrits dans un compte d'émission qu'auprès d'un organisme de liquidation, tandis que les titres non-cotés peuvent être inscrits en compte d'émission auprès d'un organisme de liquidation ou d'un teneur de compte central.

Comme déjà mentionné dans l'exposé des motifs, il peut y avoir coexistence de titres dématérialisés au sens du projet de loi et de titres au porteur et nominatifs. Ainsi, notamment en matière d'organismes de placement collectif, il peut y avoir coexistence, à l'intérieur d'un compartiment ou d'une catégorie d'actions, de titres dématérialisés au sens du projet de loi et de titres au porteur et nominatifs ayant éventuellement fait l'objet d'une dématérialisation de facto en ayant recours à un établissement de crédit qui ne correspond pas nécessairement au seul organisme de liquidation ou teneur de compte central ou doivent être enregistrés les titres dématérialisés au sens du projet de loi.

Chapitre II – Emission de et conversion en titres dématérialisés

Section 1– Emission de titres dématérialisés

Ad article 5

L'article 5 organise, pour les sociétés par actions de droit luxembourgeois qui émettent des titres de capital sous forme dématérialisée, les conditions de cette émission de titres. Avant l'émission des titres dématérialisés, l'émetteur devra mettre en conformité ses statuts ou son règlement de gestion et y prévoir expressément la possibilité d'émettre des titres sous forme dématérialisée ainsi que les règles et modalités y relatives. Le régime applicable en Belgique dans ce domaine pourra utilement éclairer les émetteurs concernés. Afin d'assurer l'intégrité d'une émission de titres dématérialisés, l'émetteur devra enregistrer la globalité de son émission de titres dématérialisés relevant de la même catégorie auprès d'une seule entité, organisme de liquidation ou teneur de compte central. Enfin, s'agissant du choix de l'organisme de liquidation ou, le cas échéant, du teneur de compte central, l'émetteur devra accomplir un certain nombre de formalités de publication et de dépôt au Luxembourg afin d'assurer que tout tiers intéressé soit informé de la possibilité pour l'émetteur d'émettre des titres dématérialisés.

Ad article 6

L'article 6, à l'instar de l'article 5, 2ème tiret, prévoit pour l'émetteur de titres de créance sous forme dématérialisée une procédure similaire visant à respecter le principe de l'intégrité de l'émission des titres. Ainsi, tout émetteur de titres de créance sous forme dématérialisée devra s'assurer que l'émission se fasse au travers d'une seule entité, organisme de liquidation ou teneur de compte central.

Ad article 7

L'article 7 oblige tout émetteur de communiquer par écrit, à l'entité unique citée aux articles 5 et 6 ci-dessus, préalablement – et postérieurement à la réalisation d'une modification – toute modification touchant aux titres dématérialisés.

Ad article 8

L'article 8 précise que le pouvoir de choisir l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central en question incombe non pas à l'assemblée générale de l'émetteur mais aux organes d'administration de celui-ci.

Section 2 – Conversion en titres dématérialisés

Ad article 9

Le projet de loi a pour objectif de faciliter la conversion des titres de capital existants en titres dématérialisés. De ce fait, le projet de loi organise de manière précise la conversion de ces titres.

La faculté pour une société de droit luxembourgeois de convertir ses titres de capital en titres dématérialisés implique une modification préalable des statuts, et donc une décision de l'assemblée générale extraordinaire. Dans le cas d'un OPC, la possibilité doit être prévue par le règlement de gestion.

Les statuts doivent indiquer quels sont les titres objets de la conversion en titres dématérialisés. En effet, la dématérialisation peut ne porter que sur certains titres de capital, dès lors qu'ils sont du même genre, et non sur tous les titres de capital de genre différents émis par la société.

Les statuts doivent préciser le caractère obligatoire ou facultatif de la conversion. En effet, l'assemblée générale peut imposer la conversion en titres dématérialisés ou simplement autoriser les actionnaires à demander la conversion de leurs titres au porteur ou nominatifs en titres dématérialisés. Dans la mesure où la décision de conversion obligatoire a été prise par l'assemblée générale, tous les actionnaires doivent s'y plier. Pour la conversion facultative chaque actionnaire pourra librement décider s'il souhaite ou non présenter ses titres à la conversion.

Les statuts doivent indiquer la procédure de conversion. L'indication de la procédure dans les statuts est utile en raison du fait que la conversion peut être forcée. Les actionnaires doivent donc pouvoir prendre une décision éclairée et disposer d'un accès aisé à une description de la procédure.

Lorsque la conversion est obligatoire, les statuts doivent indiquer le délai de conversion et les sanctions en cas de non-présentation des titres à la dématérialisation endéans le délai prévu par les statuts. Afin que les actionnaires au porteur qui n'auraient pas été informés de la dématérialisation puissent disposer de suffisamment de temps pour être mis au courant et apporter leurs titres papiers à l'émetteur, le projet de loi prévoit que le délai de conversion ne peut être inférieur à deux ans. Ce délai est largement suffisant pour qu'un actionnaire au porteur s'informe ou soit informé, notamment au moment du paiement d'un dividende, de l'existence d'une procédure de conversion des titres.

Toutefois, pour plus de sécurité, l'article 9 prévoit l'application des dispositions de l'article 5 (publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Association, dans un journal à diffusion nationale et sur son site Internet, s'il dispose d'un tel site; dépôt au registre du commerce et des sociétés), que la conversion soit obligatoire ou facultative. Ces mesures devraient faciliter l'information des actionnaires. L'article 5 mettant en place une procédure de publicité légale, l'émetteur ne saurait donc engager sa responsabilité si un actionnaire se plaignait ultérieurement de ne pas avoir été informé de la procédure dans le délai légal.

Ad article 10

Afin de limiter toute contestation, l'article 10 décrit de manière précise le processus de conversion en titres dématérialisés des titres au porteur, des titres nominatifs et des titres globaux.

Les titres au porteur qui sont en possession physique de leur titulaire, sont convertis au fur et à mesure de leur présentation à l'inscription en compte-titres auprès d'un teneur de comptes, d'un teneur de compte central ou d'un organisme de liquidation. L'article indique que la conversion s'effectue „au fur et à mesure“ de la présentation des titres à l'inscription en compte-titres auprès d'un teneur de comptes, d'un teneur de compte central ou d'un organisme de liquidation. La remise des titres matérialisés entraîne donc une conversion immédiate en titres dématérialisés, dès leur présentation, ce qui assure une continuité juridique parfaite. Bien que la conversion soit immédiate, elle n'est toutefois effective que lors de l'inscription des titres au compte-titres du titulaire qui peut intervenir après un certain délai.

La destruction des titres physiques doit être effectuée rapidement afin d'éviter une éventuelle remise en circulation, par accident ou fraude, des titres papiers ayant fait l'objet d'une conversion. Le projet prévoit que la destruction des titres est assurée, sauf convention contraire entre l'émetteur et l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central, par l'émetteur. La centralisation de la destruction, solution proposée par le projet de loi, a pour objet de permettre une meilleure surveillance des opérations et de limiter ainsi les risques d'erreurs. Il n'est pas nécessaire que la procédure de destruction soit prévue par les statuts eux-mêmes.

Le paragraphe (2) indique la procédure de conversion des titres nominatifs. Dans ce cas, l'émetteur connaît le titulaire des titres et la conversion est plus simple à organiser. Cependant, la coopération du titulaire des titres reste nécessaire. En effet, il doit communiquer à l'émetteur les données nécessaires relatives à son teneur de comptes et à son compte-titres afin que les titres puissent y être crédités. Le paragraphe (2) fixe ainsi la procédure à suivre.

Enfin, l'article vise des titres qui sont immobilisés auprès d'un organisme de liquidation, d'un teneur de compte central ou d'un teneur de comptes et qui circulent par virement de compte à compte, au moment où la décision de conversion est publiée. Comme ces titres circulent déjà par virement de compte à compte, le projet de loi part d'une sorte de présomption d'intention de dématérialisation.

Ad article 11

Cet article a pour objet d'assurer une coordination entre les différents intermédiaires concernés par la conversion, afin d'éviter des erreurs matérielles et la création involontaire de titres.

Bien que la conversion soit immédiate, l'inscription des titres dématérialisés dans la partie disponible du compte-titres de l'actionnaire ne peut être effectuée par le teneur de compte que dans la mesure où il a reçu confirmation que ces titres ont bien été inscrits dans la partie disponible de son propre compte-titres ou dans celui de son teneur de comptes auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central pertinent.

Ad article 12

L'article 12 traite des conséquences du non-apport des titres à la conversion obligatoire.

Des mesures d'incitations à l'apport des titres en vue de leur dématérialisation sont nécessaires afin d'éviter la passivité de certains titulaires, ce qui aurait pour conséquence de priver la conversion obligatoire de son but de simplification de la gestion administrative des titres de la société d'une même catégorie.

Le paragraphe (1) prévoit donc des sanctions sévères afin d'inciter le titulaire de titres à apporter ceux-ci à la conversion. Le droit de vote est suspendu, et le paiement des distributions est différé jusqu'à la dématérialisation. La sanction est cependant temporaire. La suspension des droits de vote en cas de manquement d'un actionnaire ou obligataire à ses obligations est sévère mais déjà connue du droit luxembourgeois dans d'autres cas de manquement d'un actionnaire à ses obligations (ex: Art. 67(5) de la loi de 1915, en cas non-versement par un actionnaire du montant du capital appelé).

Le paragraphe (2) prévoit que les titres dont le droit de vote est suspendu, ne sont pas pris en compte pour le calcul du quorum et des majorités au cours des assemblées générales.

Cette solution s'impose afin de ne pas affecter le fonctionnement de la société. Le projet de loi précise que les titulaires de ces titres ne sont pas admis à ces assemblées générales. La sanction est forte mais constitue la conséquence logique de la suspension du droit de vote et évitera tout problème en cas de vote à mainlevée.

Le paragraphe (3) prévoit qu'en l'absence d'apport de ses titres par l'actionnaire ou obligataire défaillant dans un délai de deux ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, l'émetteur a la faculté, mais non l'obligation, de les convertir en titres dématérialisés et de les inscrire dans un compte-titres à son nom. Le projet de loi se montre respectueux d'une éventuelle inaction d'actionnaires ou obligataire puisqu'il accorde un délai de deux ans et fait de la conversion une faculté et non pas une obligation pour l'émetteur. Ce dernier est donc toujours libre, afin de prendre en compte les spécificités de son actionnariat, de ne pas poursuivre dans la voie de la conversion obligatoire de tous les titres concernés.

En cas de poursuite du processus de conversion obligatoire, et jusqu'à ce que le titulaire se manifeste et obtienne l'inscription des titres en son nom, les titres convertis sont inscrits au nom de l'émetteur. L'inscription des titres en compte-titres au nom de l'émetteur, faite en exécution de ce paragraphe, ne constitue qu'une étape supplémentaire et ne confère pas à ce dernier la qualité de titulaire des droits sur ces titres. En effet, l'émetteur n'est inscrit en son nom que dans la mesure où le nom du titulaire des titres reste inconnu ou que ce titulaire, bien que connu, n'ait pas indiqué de compte-titres sur lequel il y a lieu de créditer ses titres. Le projet de loi précise donc que les mesures de sanction prévues aux paragraphes (1) et (2) continuent à s'appliquer.

Le paragraphe (4) organise le processus de cession forcée des titres de capital ou des titres de créance qui n'auraient pas été apportés à la dématérialisation par leur titulaire dans un délai qui ne peut être inférieur à huit ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire. La dématérialisation opérée par l'émetteur conformément au paragraphe (3) n'est pas considérée comme une dématérialisation faite „sur demande de leur titulaire“ pour les besoins du paragraphe (4). Ici encore, le projet de loi fait preuve de libéralisme, en prévoyant que la cession forcée n'est possible que si les statuts, le règlement de gestion ou les conditions d'émission des titres de capital ou des titres de créance le prévoient. La cession forcée n'est donc pas obligatoire. La décision finale peut être confiée aux organes de gestion. Par ailleurs, aucune disposition n'empêche ces dispositions statutaires d'être adoptées après que la procédure de conversion l'ait été. Le projet de loi prévoit un délai très long de huit ans avant que la société ne procède éventuellement à la cession forcée des titres afin de sauvegarder les intérêts du cédant forcé.

Le projet de loi distingue trois situations. Les deux premières ne posent pas de difficulté en matière d'évaluation. Lorsque les titres sont cotés, ils doivent être vendus sur l'un des marchés sur lequel ils sont admis à la négociation (a). Dans le cas de parts d'organismes de placement collectifs, elles devront

être présentées au rachat à la valeur nette d'inventaire alors applicable (b). La difficulté concerne les sociétés non-cotées pour lesquelles il n'existe pas généralement de marché ou de méthode d'évaluation légale (paragraphe 4(c)). Pour ces dernières, le projet de loi prévoit qu'ils seront cédés par vente publique à la Bourse de Luxembourg à un prix qui ne pourra, pour les actions, être inférieur à une juste valeur de ces actions telle que déterminée par un réviseur d'entreprise agréée qui appliquera une méthode d'évaluation appropriée notamment au vu de la nature des activités de l'émetteur et du nombre de titres sujets à la vente.

La vente à la Bourse de Luxembourg permettra d'assurer la transparence de la cession. Le projet de loi renforce la protection du titulaire en posant l'exigence que le prix ne puisse être inférieur à un „juste prix“, en imposant l'intervention d'un réviseur d'entreprise agréé pour le déterminer, et en indiquant deux critères qui devront être pris en compte par ce dernier pour procéder à une évaluation. La valeur nette comptable a été écartée comme critère car elle peut ne pas refléter la valeur réelle de la société. En effet, les actifs peuvent avoir une valeur très supérieure à leur valeur comptable. L'expert appliquera une méthode ou plusieurs méthodes généralement admises dans le secteur d'activité de la société et tiendra compte du nombre de titres et du marché pour ces titres. Ainsi, si peu de titres sont mis en vente l'intérêt d'acheteurs tiers risque d'être moins élevé et, le cas échéant, une décote sera appliquée.

Par ailleurs, rien n'interdit à la société de procéder à une nouvelle mise en vente publique à la Bourse de Luxembourg en cas d'absence d'acquéreur, dès lors que l'évaluation du réviseur d'entreprise reste valable.

Le paragraphe (5) prévoit que le droit de préemption doit être respecté. La procédure d'évaluation applicable dans ce cas est alors semblable à celle prévue dans le paragraphe (4)(c), sauf si un mode d'évaluation a été convenu entre les parties à l'accord de préemption. Les clauses d'agrément doivent également être respectées.

Après la cession, les sommes perçues sont versées à la Caisse de consignation qui les détiendra jusqu'à l'expiration du délai de prescription.

En raison de la subjectivité de toute évaluation et de la fluctuation des cours en fonction de la date de vente, le paragraphe (8) du projet de loi prévoit que l'émetteur qui met en vente des titres conformément à cet article n'engage sa responsabilité qu'en cas de faute lourde. Ainsi, l'émetteur ne sera pas incité à écarter une conversion totale par la seule crainte d'une action en responsabilité.

Enfin, le paragraphe (9) vise le cas des titres qui ont été frappés d'opposition en vertu de la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire des titres au porteur ou qui ont été frappés d'une mesure d'indisponibilité légale ou judiciaire notifiée à l'émetteur avant la date limite prévue par les statuts ou les conditions des titres de créance pour la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés. Logiquement, ces titres ne peuvent être mis en vente tant que leur situation juridique n'est pas clarifiée. L'article vise également à protéger l'émetteur. L'indisponibilité ne s'applique qu'aux seuls titres qui ont été frappés d'une opposition en application du droit luxembourgeois, et non d'un droit étranger. De plus, l'opposition ou l'indisponibilité n'existe que dans la mesure où elle a été portée à la connaissance de l'émetteur.

Ad article 13

L'article 13 pose le principe de la neutralité de la conversion en titres dématérialisés au regard du gage soumis au droit luxembourgeois et inscrits en compte-titres au Luxembourg. L'existence d'un gage n'est pas un obstacle à la dématérialisation.

L'alinéa 2 prévoit qu'en cas de dématérialisation obligatoire, le créancier gagiste doit procéder à la dématérialisation. La solution s'impose car ce dernier détient le titre concerné par la dématérialisation.

Chapitre III – Transmission des titres dématérialisés

Ad article 14

L'article 14 règle la circulation des titres en prévoyant que celle-ci se fait par des virements.

Afin de préserver l'unicité du système luxembourgeois de la détention, de la circulation et des droits sur titres inscrits en compte il est prévu que l'ensemble de ces questions sera régi par la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.

Ad article 15

L'article 15 vise à permettre à l'organisme de liquidation ou au teneur de comptes central de surveiller l'intégrité d'une émission.

Ainsi, des transferts entre titulaires de compte auprès d'un même teneur de comptes peuvent se faire par simple virement entre les titulaires concernés, étant donné que ces transferts ne modifient pas la position globale du teneur de compte auprès de l'organisme de liquidation, du teneur de comptes central ou de son propre teneur de comptes.

Si par contre le titulaire transférant et le titulaire bénéficiaire ont leurs comptes titres auprès de teneurs de comptes différents, la liquidation de la transaction doit en principe se faire à travers l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central, à moins que, conformément au paragraphe (1), les deux teneurs de compte des cédants et cessionnaires aient leur propre compte-titres auprès d'un même teneur de comptes.

Le don manuel des titres dématérialisés peut se faire de la même manière que le don manuel d'espèces, c.-à-d. par virement.

Chapitre IV – L'émetteur*Ad article 16*

L'article 16 reprend la solution antérieurement inscrite dans l'article 5 du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières, repris et clarifié par la suite dans la Loi de 2001. Il s'agit de permettre au titulaire d'exercer directement certains droits contre l'émetteur en prouvant ses droits par un certificat du teneur de compte. En principe, le droit de vote doit être exercé par la personne qui est le véritable titulaire des droits, c'est-à-dire le dernier titulaire de compte dans la chaîne des dépositaires, sauf au cas où un titulaire vote moyennant une procuration du titulaire et sur instruction de celui-ci. Pour assurer que le vote soit exercé par le véritable titulaire du droit pour son compte, l'article exige une certification de la qualité de titulaire de la personne qui entend exercer le droit de vote.

Ad article 17

Si les titres sont dématérialisés, les versements passent nécessairement par l'intermédiaire de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central et puis à travers la chaîne de teneurs de comptes. En conséquence, le versement du montant de la distribution à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central doit être libératoire pour l'émetteur. Il appartient à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central de continuer les montants aux titulaires des comptes auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central. Le paiement de la quote-part du montant de la distribution à chaque titulaire de compte est nécessairement libératoire pour chaque teneur de comptes dans la chaîne de détention des titres. De cette manière, le montant du dividende sera finalement crédité au compte de la personne qui a droit à la distribution, ce qui est normalement l'investisseur, ou le cas échéant l'usufruitier ou le créancier-gagiste.

Ad article 18

Le projet prévoit un droit pour l'émetteur de demander l'identification des détenteurs ultimes de titres qui ont un droit propre sur les titres et qui n'ont donc pas un rôle de teneur de comptes. Le projet prévoit que toute société, dont les actions sont dématérialisées, peut s'adresser à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central pour recueillir les informations sur les titulaires de comptes-titres en leurs livres. Les teneurs de comptes luxembourgeois ou étrangers identifiés par l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central feront passer la demande que leur adressera l'émetteur à travers la chaîne de détention de titres et feront remonter les informations reçues à l'émetteur. Ni l'organisme de liquidation, ni le preneur de compte central, ni les teneurs de comptes ne peuvent opposer le secret professionnel aux demandes de l'émetteur.

Cette disposition permet à un émetteur d'identifier à tout temps ses investisseurs, même en dehors de toute assemblée. L'hypothèse des assemblées est réglée à l'article 8 de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres tel qu'il est proposé de modifier cet article en vertu de l'article 28 du présent projet de loi.

Les investisseurs qui ne seront pas identifiés seront privés de leur droit de vote jusqu'à régularisation ou nouvelle demande d'identification.

Ad article 19

Cette disposition règle la question des frais liés à la conversion des titres de capital qui sont à la charge de l'émetteur en raison de l'intervention de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central. L'article ne règle pas les frais de la conversion des titres de type obligataire, pour autant on voit difficilement comment un émetteur pourrait mettre de tels frais à la charge de ses créanciers. Le projet prévoit que ces frais peuvent être mis à la charge de personnes autres que l'émetteur si la conversion est facultative, tandis que les frais doivent être supportés par l'émetteur si la conversion est obligatoire. En cas de conversion facultative, la possibilité de choix est laissée à chaque actionnaire de sorte qu'il peut être légitime de demander aux titulaires des actions de supporter eux-mêmes les frais de la conversion.

**Chapitre V – Des organismes de liquidation et des teneurs
de compte central**

Ad article 20

L'article 20 définit, de façon générale, les exigences en matière de statut professionnel des organismes de liquidation en précisant que seuls des systèmes de règlement des opérations sur titres désignés comme tels par la Banque centrale du Luxembourg et notifiés par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF à la Commission européenne tel que précisé par la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, peuvent agir comme organismes de liquidation. Etant donné qu'en vertu de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement et de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, la Banque centrale du Luxembourg est appelée à veiller à l'efficacité et à la sécurité de ces systèmes de règlement des opérations sur titres („oversight“), et étant donné également la relative similitude entre les activités des systèmes de règlement des opérations sur titres et l'activité d'organisme de liquidation en sens du présent projet de loi, il est prévu que ces systèmes des opérations sur titres sont agréés de plein droit comme organismes de liquidation de titres dématérialisés cotés ou non-cotés au sens de l'article 4 alinéa 1 du présent projet de loi.

Ad article 21

L'article 21 précise de façon générale que, tout comme les organismes de liquidation qui doivent disposer d'un statut réglementaire particulier, à savoir celui de système de règlement des opérations sur titres au sens de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, l'activité de teneur de compte central est également réservée à certaines entités disposant d'un agrément spécifique. Pour les teneurs de comptes centraux cet agrément doit se faire conformément aux nouvelles dispositions ajoutées à cet effet par le présent projet de loi à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (par une nouvelle sous-section 2bis du chapitre 1, section 2 de la Partie I). Par ce biais, il est assuré que seuls des établissements disposant d'un agrément spécifique en tant que teneur de compte puissent agir comme teneur de compte central et que ces entités soient soumises à une surveillance prudentielle de la part de la CSSF.

Ad article 22

L'article 22 autorise la CSSF à fixer les règles comptables particulières applicables par les organismes de liquidation, les teneurs de compte central et les teneurs de comptes aux titres dématérialisés par voie de règlement CSSF au sens de l'article 9(2) de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier telle qu'elle a été modifiée.

Ad article 23

L'article 23 établit le principe selon lequel les comptes d'émission ne peuvent pas être saisis, mis sous séquestre ou bloqués d'une manière quelconque. Cette disposition, qui se limite strictement aux comptes d'émission et ce par opposition aux comptes-titres, est dans la logique de l'article 2(2) du projet de loi qui précise qu'un compte d'émission ne constitue pas un compte-titres.

Ad article 24

L'article 24 du projet de loi précise que tout titre dématérialisé doit obligatoirement être inscrit en compte-titres auprès d'un organisme de liquidation (pour les titres non-cotés ou cotés) ou d'un teneur

de compte central (pour les titres non-cotés) ou auprès d'un autre teneur de compte en cas de détention indirecte dans une chaîne de détention de titres. L'inscription des titres dématérialisés en compte-titres auprès d'un organisme de liquidation ou d'un teneur de compte central est entre autres essentielle pour pouvoir assurer une centralisation de tous les titres d'une même émission auprès d'un seul organisme (teneur de compte central ou organisme de liquidation), centralisation qui est un préalable à une circulation par virement de compte-titres à comptes-titres et aussi à une réconciliation des titres inscrits en compte-titres avec les titres inscrits au niveau du compte d'émission. Etant donné le fait que la détention des titres dématérialisés peut se faire à travers une chaîne de détention avec un ou plusieurs niveaux d'intermédiaires entre le titulaire des titres et l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central, l'article 24 précise que les teneurs de comptes détiennent les titres auprès de ces organismes de liquidation ou teneur de compte central soit de façon directe (par exemple lorsqu'ils détiennent des titres pour compte propre directement avec le teneur de compte central ou l'organisme de liquidation) soit de façon indirecte, lorsqu'ils détiennent les titres à travers un ou plusieurs intermédiaires dans une chaîne de détention de ces titres. L'article 24 précise que dans le cas d'une chaîne de détention, le dernier intermédiaire détiendra forcément les titres dans un compte-titres auprès d'un teneur de compte central ou d'un organisme de liquidation.

Chapitre VI – Dispositions modificatives et finale

Ad article 25

Le projet de loi propose de modifier la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier par l'insertion d'une nouvelle sous-section 2bis à la section 2 du chapitre 2 de la Partie I actuelle de cette loi, afin d'y prévoir une nouvelle catégorie de professionnel du secteur financier par la création de la catégorie de teneur de compte central. Etant donné l'importance du rôle du teneur de compte central dans le système de dématérialisation de titres que le projet de loi compte instaurer, le projet de loi prévoit de réserver cette activité à certaines entités, déjà soumises au contrôle prudentiel de la CSSF (ou à des succursales luxembourgeoises de certaines entités étrangères étant autorisées à exercer certaines activités au Luxembourg sur base d'un passeport européen), qui devront, en plus de leur statut général, également disposer d'un agrément spécial additionnel pour l'exercice de l'activité de teneur de compte central. Dans ce contexte, il convient de noter que le système de dématérialisation passe par la détention de titres dématérialisés dans des comptes-titres tenus par des teneurs de comptes, avec une forme de centralisation de toutes les positions auprès d'un teneur de compte central. Ce teneur de compte central sera non seulement l'entité auprès de laquelle chaque détenteur de titres dématérialisés détiendra ultimement ces titres dans un compte-titres (soit de manière directe ou alors de façon indirecte à travers un ou plusieurs teneurs de comptes intermédiaires qui détiendront les titres en question auprès de ce teneur de compte central en fin de chaîne), mais sera également l'entité en charge de tenir le compte d'émission, compte d'émission qui reflétera l'entièreté des titres émis. En vue d'assurer le bon fonctionnement de ce teneur de compte central qui est une fonction essentielle dans le système de dématérialisation envisagé, il est ainsi proposé de réserver cette activité à des entités surveillées qui disposent de cet agrément spécial pour l'exercice de cette activité de teneur de compte central.

Les dispositions de la nouvelle sous-section 2bis de la section 2 du chapitre 2 de la partie I de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier appellent les commentaires suivants:

L'article 28-11 définit tout d'abord l'activité de teneur de compte central. Est teneur de compte central toute personne dont l'activité consiste dans la tenue de comptes d'émission. L'article 28-11 dispose ensuite que l'exercice de l'activité de teneur de compte central nécessite l'obtention d'un agrément spécifique délivré par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF, qui sera délivré si les conditions de l'agrément précisées à l'article 28-12 sont remplies, sauf pour ce qui est des organismes de liquidation au sens de la loi relative aux titres dématérialisés. La nécessité d'obtenir un tel agrément additionnel, spécifique à l'activité de teneur de compte central, vient ainsi se grever sur la nécessité de disposer d'un agrément en tant qu'établissement de crédit ou d'entreprise d'investissement de droit luxembourgeois ou d'exercer ces activités au Luxembourg sous forme d'une succursale d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'investissement personne morale d'origine communautaire conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Ainsi, afin de pouvoir exercer l'activité de teneur de compte central, les établissements en question doivent disposer de l'agrément spécifique de teneur de compte central. Le projet de loi ne déroge pas dans ce contexte à la règle générale selon laquelle il revient au Ministre ayant dans ses attributions la CSSF

de délivrer les autorisations par rapport aux professionnels tombant sous la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. L'exigence d'un agrément spécifique est compatible avec le statut de banque universelle que connaît le système luxembourgeois et est également compatible avec le système d'autorisation des activités des entreprises d'investissement (où par rapport à chaque activité ou service d'investissement il y a en principe un statut particulier d'entreprise d'investissement correspondant).

La surveillance que la CSSF exerce à l'égard des teneurs de compte central ne porte pas préjudice à la surveillance prudentielle exercée par la CSSF à l'égard des établissements de crédit et des entreprises d'investissement en tant que telles. Il est entendu que pour les succursales d'établissements de crédit ou d'entreprises d'investissement d'origine communautaire exerçant leur activité au Luxembourg conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, la CSSF en sa qualité d'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil ne dispose, pour ce qui est des fonctions autres que de teneur de compte central, que de compétences de surveillance résiduelles énumérées limitativement dans les directives 2004/39/CE et 2006/48/CE.

L'article 28-12 réserve le droit de demander un agrément en tant que teneur de compte central aux seuls établissements de crédit, aux entreprises d'investissement constituées sous forme de sociétés de droit luxembourgeois, aux succursales luxembourgeoises d'établissements de crédit agréées au Luxembourg ou y exerçant leur activité conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises d'entreprises d'investissement constituées sous forme de société exerçant leur activité au Luxembourg conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. La raison principale pour laquelle le projet de loi réserve cette activité de teneurs de compte central à ce type d'établissement réside dans le fait que les détenteurs de titres dématérialisés, qui détiendront nécessairement leurs titres dématérialisés avec un tel teneur de compte central, auront de façon directe ou indirecte une relation de compte-titres avec ce teneur de compte central. L'article précise que la nécessité d'un agrément spécifique pour l'exercice de l'activité de teneur de compte central ne s'applique pas uniquement aux établissements de crédits ou aux entreprises d'investissements luxembourgeois, mais également aux succursales luxembourgeoises d'établissement de crédit agréées au Luxembourg ou y exerçant leur activité conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et aux succursales luxembourgeoises d'entreprises d'investissement constituées sous forme de société exerçant leur activité au Luxembourg conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Cette nécessité d'un agrément spécial est compatible avec les dispositions communautaires applicables à l'exercice des activités des succursales d'établissements de crédit agréées au Luxembourg ou y exerçant leur activité conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et des succursales luxembourgeoises d'entreprises d'investissement constituées sous forme de société exerçant leur activité au Luxembourg conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, étant donné le fait que (i) l'activité de teneur de compte central n'est pas en tant que telle une activité couverte par les dispositions en matière de passeport européen pour les succursales luxembourgeoises d'établissements de crédits d'origine communautaire ou les succursales luxembourgeoises d'entreprises d'investissement d'origine communautaire et (ii) cette activité nécessite la mise en place d'infrastructures et de systèmes de contrôles spécifiques et propres à cette activité de teneur de compte central pour titres dématérialisés luxembourgeois. Il convient de noter que le régime d'agrément pour l'exercice de l'activité de teneur de compte central proposé établit un régime parfaitement égalitaire entre les établissements de crédits ou les entreprises d'investissement d'origine luxembourgeoise et les établissements de crédits ou entreprises d'investissement d'origine communautaire étant donné que les conditions d'agrément sont les mêmes pour les deux types d'établissements.

L'article 28-12(2) précise les conditions qui doivent être remplies dans le chef de l'établissement demandeur de l'agrément. En suivant la logique des conditions d'autorisation applicables dans le domaine du secteur financier, la demande d'agrément pour l'activité de teneur de compte central requiert qu'un certain nombre de conditions qui ont trait à l'expérience professionnelle des personnes en charge de la gestion de l'établissement, ainsi que des conditions ayant trait à l'infrastructure et à l'organisation interne de l'établissement demandeur, soient remplies. Cet alinéa dispose ainsi qu'une personne au moins des personnes chargées de la gestion de l'établissement doit disposer d'une expérience professionnelle adéquate par le fait d'avoir déjà exercé des activités similaires à un niveau élevé de responsabilité et d'autonomie, et précise les conditions que le dispositif interne de l'établissement

demandeur en matière de gouvernance interne, de structure organisationnelle, de gestion et de détection des risques et de procédures administratives et comptables doit remplir. Etant donné le fait qu'il est proposé qu'à la fois l'émission, la détention ainsi que la circulation de titres dématérialisés passe ultimement par des comptes-titres tenus par un teneur de compte central, l'alinéa (2) précise également que des mécanismes et des procédures spécifiques à l'activité de tenue de compte centraux, dont l'établissement devra prouver l'existence dans le cadre de son dossier d'agrément en tant que teneur de compte central, doivent être en place. C'est ainsi que l'établissement demandant une autorisation en tant que teneur de compte central devra en outre apporter la preuve de l'existence de procédures qui permettent de vérifier que le montant total de chaque émission admise à ses opérations et enregistrée dans un compte d'émission est égal à la somme des titres enregistrés aux comptes-titres de ses titulaires de compte. Ce mécanisme d'appariement permanent entre les positions enregistrées dans le compte d'émission et de l'ensemble des titres enregistrés aux comptes-titres des titulaires de comptes, permettra, à travers le teneur de compte central, d'assurer que le nombre de titres en circulation correspond aux nombres de titres effectivement émis selon le compte d'émission. L'établissement soumettant la demande d'agrément devra également apporter la preuve qu'il a la capacité d'enregistrer dans un compte d'émission l'intégralité des titres composant chaque émission admise à ses opérations et qu'il dispose de mécanismes assurant la circulation des titres par virement de compte à compte. Le point 4 précise que le teneur de compte central devra permettre, et ainsi prendre les dispositions nécessaires pour permettre que l'exercice des droits attachés aux titres inscrits en compte-titres soit possible.

Tout comme les dépositaires professionnels d'instruments financiers sous l'article 26 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, les teneurs de compte central détiennent dans des comptes-titres établis dans leurs livres des titres dématérialisés pour le compte de leurs titulaires de comptes. L'article 28-12 paragraphe 3 exige dès lors un capital social d'une valeur de 730.000 euros au moins, comme cela est actuellement exigé pour les dépositaires professionnels d'instruments financiers.

L'article 28-13 apporte des précisions sur la procédure d'agrément en tant que teneur de compte central, procédure qui est séparée de la procédure d'agrément en tant qu'établissement de crédit ou d'entreprise d'investissement. Comme cela est le cas pour l'agrément en tant qu'établissement de crédit ou d'entreprise d'investissement proprement dit, la demande d'agrément en tant que teneur de compte central est également à introduire sous forme écrite et l'instruction de la demande sera faite par la CSSF au vu des exigences du présent projet de loi. Toute demande doit être accompagnée de tous les renseignements nécessaires à son appréciation.

L'alinéa 4 précise que toute décision prise sur une demande d'agrément doit être motivée et notifiée au demandeur dans les six mois de la réception de la demande ou, si celle-ci est incomplète, dans les six mois de la réception des renseignements nécessaires à la décision. Il est en tout cas statué dans les douze mois de la réception de la demande, faute de quoi l'absence de décision équivaut à la notification d'une décision de refus. La décision peut être déferée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

La modification de l'article 64(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier a pour objet d'étendre les sanctions pénales, actuellement applicables à ceux qui exercent une activité d'établissement de crédit ou d'autre professionnel du secteur financier sans être en possession de l'agrément requis, à tous ceux qui exercent l'activité de teneur de compte central sans l'autorisation nécessaire au titre de l'article 28-11 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Ad article 26

Comme cela est indiqué dans l'exposé des motifs, les titres dématérialisés constituent une nouvelle catégorie de titres qui vient ainsi s'ajouter aux deux catégories de titres que connaît la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, à savoir les titres nominatifs et les titres au porteur (actions, obligations, titres ou parts bénéficiaires). Pour tenir compte de la création de cette nouvelle catégorie de titres, il est nécessaire d'adapter en conséquence certaines dispositions de cette loi.

Article 27: Cet article énonce le contenu minimum de l'acte de société. Au point 8 il mentionne la forme nominative ou au porteur des actions. Le projet propose d'y ajouter les actions sous forme dématérialisée.

Selon le même point l'acte de société doit encore indiquer „toute disposition complémentaire ou dérogatoire à la loi relative à la conversion des titres“. Il est proposé d'élargir ce texte en l'appliquant dorénavant non seulement à celle des dispositions complémentaires ou dérogatoires à la loi relatives à la conversion des titres, mais, plus généralement, à toute disposition complémentaire ou dérogatoire à la loi de 1915.

Article 37, 4ème alinéa: Le projet ajoute au texte actuel, qui mentionne les actions et parts nominatives ou au porteur, celles sous forme dématérialisée.

Même article, dernier alinéa: d'après le texte actuel les actions et les coupures (d'actions) portent un numéro d'ordre. Dans le cas de titres dématérialisés cette exigence est excessive car non nécessaire. Le projet ne la prévoit donc pas pour ces titres. Il est entendu que, comme à ce jour, les actions et les coupures tant nominatives qu'au porteur doivent porter un numéro d'ordre.

Article 39 dernier tiret: Le projet de loi introduisant la possibilité d'émettre des actions dématérialisées il y a lieu d'inclure cette possibilité dans les mentions à faire au registre des actions.

Article 40, 2ème alinéa: D'après le texte actuel la société est obligée de délivrer au propriétaire d'actions nominatives un certificat constatant l'inscription qui doit en être faite sur le registre prescrit par la loi. Il s'avère que, en pratique, cette règle est largement ignorée ou négligée car, dans de nombreux cas, les propriétaires d'actions nominatives renoncent explicitement ou implicitement à recevoir un certificat en bonne et due forme de l'inscription de leurs actions nominatives dans le registre de ces actions. Afin d'alléger la charge administrative des sociétés tout en assurant au propriétaire d'actions nominatives une protection adéquate, il est proposé que dorénavant la société ne doive émettre un certificat relatif aux titres inscrits au nom de l'actionnaire sur le registre que si celui-ci le lui demande.

Article 41, nouvel alinéa: L'article 41 actuel énonce en son dernier alinéa un certain nombre de données qui doivent obligatoirement être portées sur l'action au porteur. Selon le nouvel alinéa proposé, cet alinéa n'est pas applicable aux titres d'actions collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur déposés auprès d'un système de règlement des opérations sur titres. Dans l'émission des grands emprunts, surtout ceux donnant lieu à cotation en bourse et à circulation internationale des obligations, il est devenu de pratique courante que la totalité des obligations d'une émission déterminée prenne la forme d'un certificat global au porteur qui est et reste déposé auprès d'un système de règlement des opérations sur titres tel que Clearstream et Euroclear. Ce certificat global ne donne pratiquement jamais lieu à conversion en titres individuels au porteur. Faire figurer sur ce certificat les mentions indiquées à l'art. 41 dernier alinéa ne présente aucune utilité pour le dépositaire professionnel que constitue le système de règlement des opérations sur titres puisqu'il connaît parfaitement toutes les mentions.

Le nouveau texte proposé exige néanmoins que le nombre de titres représenté par un tel certificat global et qui ne figure pas nécessairement sur celui-ci doit être déterminé ou déterminable. Cette détermination se fait normalement sur la base des comptes tenus par les systèmes de règlement des opérations sur titres. La disposition en question est identique à celle existant en droit belge.

Article 42bis nouveau: En introduisant comme nouvelle catégorie d'actions les titres émis sous forme dématérialisée, le projet définit ceux-ci en son Chapitre 1er, article 2 sub 16. L'art. 3(1) du projet dispose que les titres dématérialisés ne sont matérialisés que par une inscription en compte-titres, et l'art. 14(1) dispose que les titres inscrits en compte se transmettent par virement de compte à compte.

Ces dispositions sont fondamentales en ce qu'elles énoncent les caractéristiques essentielles de l'action dématérialisée quant à sa nature et quant à la manière dont elle se transmet. Sur ces points, l'action dématérialisée se différencie substantiellement de l'action au porteur et de l'action nominative. Il est donc nécessaire d'inscrire ces caractéristiques dans la loi de 1915.

Celle-ci règle le transfert des actions nominatives en son article 40 et celui des actions au porteur en son article 42. Il a paru judicieux d'intercaler la nouvelle disposition après l'article 42 sous forme d'un nouvel article 42bis.

Article 43: L'article 43 actuel règle comme suit la conversion des actions d'une forme en une autre forme

- les propriétaires d'actions ou de titres au porteur peuvent toujours en demander la conversion en actions nominatives, et les statuts ne peuvent pas le leur interdire;

- en principe les propriétaires d’actions ou de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en actions au porteur mais les statuts peuvent le leur interdire en prescrivant que les actions ou titres doivent toujours rester nominatifs.

Le projet entend régler le droit de conversion des actions dématérialisées. Il le fait en instituant un système parallèle à celui résumé ci-dessus; ce système tient néanmoins compte du principe fondamental selon lequel la loi n’impose pas la forme dématérialisée mais laisse à chaque société le choix de l’adopter:

- les propriétaires d’actions ou de titres au porteur ou nominatifs peuvent en demander la conversion en actions ou titres dématérialisés, à condition que les statuts le prévoient;
- les propriétaires d’actions ou titres au porteur peuvent en demander la conversion en actions ou titres nominatifs, et les statuts ne peuvent le leur interdire;
- en principe les propriétaires d’actions ou de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en actions ou titres au porteur, mais les statuts peuvent le leur interdire;
- les propriétaires d’actions ou de titres dématérialisés peuvent en demander la conversion en actions ou titres nominatifs, sauf si les statuts prévoient une dématérialisation obligatoire. Ils ne peuvent pas en demander la conversion en actions ou titres au porteur.

Article 71bis nouveau: Le texte du projet introduit une règle particulière en matière de participation des titulaires d’actions ou de titres dématérialisés à l’assemblée générale et d’exercice du droit de vote qui y est attaché. Aux termes de cette nouvelle règle, les statuts des sociétés qui émettent des actions ou titres dématérialisés doivent fixer une date à laquelle les titulaires des actions ou titres en question doivent détenir des actions ou titres en cause dans leur compte-titres afin de pouvoir exercer leurs susdits droits. Cette date est appelée „date d’enregistrement“ et elle est celle du 14^{ème} jour qui précède l’assemblée à 24h00 (heure de Luxembourg).

Le système ainsi introduit répond à une nécessité pratique. La participation des propriétaires d’actions dématérialisées aux assemblées générales pose un problème spécifique à cette forme d’actions. Les titres dématérialisés sont obligatoirement inscrits en compte-titres auprès d’un teneur de compte. C’est donc ce teneur de comptes qui connaît l’actionnaire et qui, en cas de transmission des actions dématérialisées, en opère le transfert par virement de compte à compte. L’émetteur ne connaît pas nécessairement l’identité du propriétaire d’actions dématérialisées. C’est donc en principe au teneur de compte d’accomplir, en accord avec le titulaire de ces titres, voire sur les instructions particulières de celui-ci, toutes les démarches nécessaires pour que le droit de vote et les autres droits attachés à ces titres puissent s’exercer à l’assemblée générale.

Ce système est consacré par la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l’exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées. Sa transposition en droit luxembourgeois fait l’objet du projet de loi 6128. La date d’enregistrement que propose le présent projet est la même que celle proposée par le prédit projet. La détention ainsi requise ne rend pour autant pas les titres concernés non cessibles. A défaut de toute disposition impérative en sens contraire, et hormis les cas où les statuts ou un contrat privé en restreignent la libre cessibilité, les titulaires de ces titres restent libres de les céder entre la date d’enregistrement et celle de l’assemblée générale. Cette disposition déroge donc à l’article 162 de la loi de 1915 en permettant à une personne qui n’est peut-être plus actionnaire au moment de l’assemblée de voter.

Ainsi que cela résulte de son texte, la nouvelle disposition est générale: elle s’applique aussi bien aux actions qu’aux autres titres dématérialisés. Elle s’applique donc notamment aussi aux obligations et aux assemblées générales d’obligataires.

Article 84: l’art. 84 dispose, entre autres, comment les obligations au porteur doivent être signées.

Le nouvel alinéa à ajouter à l’art. 41 traite du cas des titres d’action collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur déposés auprès d’un système de règlement des opérations sur titres.

Les deux nouveaux textes à ajouter à l’art. 84 traitent du cas parallèle où cette fois-ci ce sont des titres d’obligations collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur qui sont déposés auprès d’un système de règlement des opérations sur titres. Pour de tels certificats globaux au porteur se pose la question de savoir par qui ils doivent être signés. Les exigences en la matière du texte actuel telles qu’énoncées à l’art. 84 se sont avérées être fort lourdes, sans pour autant accroître la protection des obligataires. En effet, comme pour le certificat global au porteur des titres d’actions collectifs, le titre

global d'obligations collectif au porteur ne donne pratiquement jamais lieu à conversion en titres individuels au porteur. Le projet propose donc que les titres d'obligations collectifs sous forme de certificats globaux au porteur et qui sont déposés auprès d'un système de règlement des opérations sur titres peuvent être signés par une ou plusieurs personnes qui ne doivent pas être obligatoirement selon le cas administrateurs ou membres du directoire.

Comme pour le nouvel alinéa de l'art. 41, le nouveau texte ici commenté exige que le nombre de titres représenté par un certificat global et qui ne figure donc plus sur celui-ci soit déterminé ou déterminable.

Les deux derniers alinéas du texte actuel rendent applicables aux obligations certaines règles applicables aux actions, en renvoyant à plusieurs articles consacrés à ces dernières. Comme le projet introduit un nouvel art. 42bis et un alinéa supplémentaire à l'art. 43, la liste des articles auxquels le renvoi est fait est élargie en conséquence.

Article 137-4(6) alinéa 3: La modification apportée à cet article est la conséquence de la généralisation de la possibilité d'émettre des titres dématérialisés.

Ad article 27

L'introduction dans notre législation de la possibilité d'émettre des titres dématérialisés ou de convertir des titres au porteur ou nominatifs en titres dématérialisés, doit être prise en compte par les dispositions législatives en matière de dépossession involontaire de titres et d'opposition sur titres, en l'occurrence, la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur. Les modifications affecteront les articles 4, 8, 9 et 10 de la loi modifiée du 3 septembre 1996.

Les modifications proposées au point a) du paragraphe 2 de l'article 4 appliquent le principe d'absence d'effet d'une opposition publiée après la vente du titre par l'émetteur ou l'annulation du titre dans le cadre de la conversion d'un titre physique en titre dématérialisé. Les termes „compte-courant de dépôt fongible“ sont remplacés par „compte-titres“.

Les modifications proposées au point b) du paragraphe 2 de l'article 4 ont pour objet d'ajouter l'organisme de liquidation, le teneur de compte central ainsi que l'émetteur aux entités pouvant demander la mainlevée d'une opposition faite dans les circonstances de l'article 4(2) a).

La modification apportée au point c) du paragraphe 2 de l'article 4 est une simple référence à la modification du point a) de l'article 4(2) ci-avant.

L'article 8(1) précise, de façon générale, dans l'hypothèse de la déchéance du titre, à partir de quel moment l'opposant pourra exercer ses droits et toucher les arrérages ainsi que, le cas échéant, le capital.

L'article 9(3) confirme le principe autorisant l'émetteur d'un titre à favoriser l'opposant au-delà des exigences de la loi. La modification ajoute la possibilité pour l'émetteur d'émettre, le cas échéant, un nouveau titre dématérialisé. Outre les intérêts, dividende et capital qui peuvent être payés à l'opposant, il a été ajouté „autre distribution“, ce qui permet entre autres la distribution d'actions gratuites.

La modification proposée à l'article 10 par l'ajout d'un second alinéa précise la condition exigée pour délivrer un nouveau titre sous forme dématérialisée en remplacement d'un titre partiellement détruit.

Ad article 28

1) et 2)

En raison de la redondance des termes „titres“ et „autres instruments fongibles“ l'intitulé de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles est simplifié comme suit: „loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres“. Cette loi est désignée ci-après par „Loi de 2001“.

Afin de tenir compte des enseignements de la Convention sur les titres, le texte des sections 1 à 5 de la Loi de 2001 est modifié sans cependant changer l'approche fondamentale telle qu'elle existe dans notre droit depuis le règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières tel que ce règlement a été fondu dans la Loi de 2001. D'autres sources d'inspirations sont

l'arrêté royal belge coordonné No 62 et la loi fédérale suisse du 3 octobre 2008 sur les titres intermédiaires, de même que le projet de directive SLD.

Section 1 – Champ d'application

Article 1er de la Loi de 2001

La Loi de 2001 a un champ d'application et un objet différent de celui des articles 1 à 24 du présent projet de loi. Ces derniers articles ne visent que l'émission de titres dématérialisés de droit luxembourgeois, tandis que la Loi de 2001 s'applique à la conservation et à la circulation de titres luxembourgeois ou étrangers que ces titres soient émis sous forme dématérialisée, sous forme au porteur ou sous forme nominative.

Le lien avec le Luxembourg se fait à travers le teneur de compte et la situation du compte-titres. En effet la Loi de 2001 ne s'applique que si le teneur de compte est établi au Luxembourg (voir définition de „teneur de comptes“) et si le compte-titres dans lequel les titres sont inscrits est tenu au Luxembourg (voir articles 17).

Le terme „titres“ englobe toutes les valeurs mobilières et instruments financiers au sens large. Afin de permettre au texte d'évoluer avec les pratiques du marché la loi ne donne pas de définition figée de la notion de „titres“.

Tous les titres ne sont cependant pas visés. Le paragraphe (2) précise bien que ne sont couverts que les titres qui peuvent circuler par virements de compte à compte. Ainsi sont exclus par exemple certains types d'options (qui tombent sous la définition d'„instruments financiers“ donc a priori aussi de titre) qui sont des contrats purement bilatéraux ne pouvant circuler par virement de compte à compte (voir Yves Prussen, Le régime des titres et instruments fongibles, *in* Droit bancaire et financier au Luxembourg, Vol. 3, éd Larcier No 38-3 et s.) et sont de même exclus les titres non-fongibles.

Le paragraphe (3) reprend le deuxième paragraphe de l'actuel article 1 de la Loi de 2001.

Section 2 – Définitions

Article 2 de la Loi de 2001

La majorité des définitions sont identiques à celles figurant à l'article 2 du présent projet de loi. Pour ces définitions il est renvoyé aux commentaires figurant sous cet article.

Les définitions du terme „acquéreur“ et des termes „écriture défectueuse“ sont empruntées à l'article 17 de la Convention sur les titres.

Le terme „acquéreur“ (Art. 2.1)) vise tant un acheteur d'un titre qu'un créancier gagiste qui acquiert un droit réel sur des titres.

Constitue une „écriture défectueuse“ (Art. 2.3), une inscription en compte qui n'est pas valable ou est susceptible d'être contre-passée comme par exemple lorsque le vendeur n'était pas propriétaire des titres qu'il a vendus.

L'„investisseur“ (Art. 2.4)) désigne le dernier, l'ultime titulaire de compte dans le bas de la chaîne de détention de titres.

Le „teneur de comptes pertinent“ désigne, par rapport à chaque titulaire de compte dans la chaîne de détention de titres, le teneur de comptes auprès duquel le titulaire de compte en cause tient son compte-titres.

Section 3 – Des titulaires de compte

Article 3 de la Loi de 2001

Le paragraphe (1) de l'article 4 reprend en substance les dispositions des paragraphes deux et trois de l'actuel article 6 de la Loi de 2001.

Le paragraphe (2) apporte une clarification utile en ce sens que, bien que le titulaire de compte n'ait qu'un „droit réel de nature incorporelle“ sur les titres, ce droit est susceptible de démembrement (par exemple en usufruit et nu-propriété) au même titre qu'un droit de propriété.

Article 4 de la Loi de 2001

Le paragraphe (1) de l'article 4 contient une règle prônée au niveau international tant par la Convention sur les titres que par le projet de directive SLD à savoir que le titulaire de compte n'acquiert

des droits sur les titres qu'une fois qu'ils sont inscrits dans son compte. Cette règle fait donc obstacle au principe traditionnel qu'un acheteur acquiert la propriété dès qu'il y a accord (*solo consensu*) entre lui et le vendeur sur l'objet et le prix. Cette règle traditionnelle trouve, cependant, depuis toujours exception pour les choses de genre, pour lesquels le transfert de propriété n'a lieu qu'avec l'individualisation de la chose, objet de la vente. Nombreux sont ceux qui, à juste titre, considèrent que cette règle sur les choses de genre s'applique également aux titres fongibles inscrits en compte pour lesquels, à défaut d'individualisation par numéros, l'individualisation ne se fait qu'avec l'inscription des titres dans le compte-titres de l'acquéreur et que donc le transfert de droits est retardé jusqu'à cette date. Le paragraphe (1) ne fait donc que confirmer le résultat de l'analyse de droit civil discutée ci-dessus.

La règle du paragraphe (1) trouve un tempérament au paragraphe (2) en cas de procédure de liquidation du teneur de compte. Le souci est d'éviter que le titulaire de compte ne soit privé de ses titres du seul fait que ceux-ci ne sont pas encore inscrits à son compte bien que le teneur de comptes les ait reçus sur son propre compte-titres.

Article 5 de la Loi de 2001

Conformément aux règles classiques du dépôt, le titulaire de compte peut demander à son teneur de comptes la restitution des titres qu'il tient en compte.

La manière dont s'opère cette restitution dépend cependant du type de titre.

Pour les titres au porteur la restitution s'opère en principe par la remise physique des titres. Il existe cependant des titres au porteur pour lesquels une restitution par remise physique n'est pas possible – dans ce cas la remise se fait par virement de compte à compte. Ceci sera par exemple le cas si la remise est indument onéreuse ou si les titres au porteur sont dématérialisés (ex. France) ou s'ils sont stipulés non-livrables sous forme de titres physiques individuels (ex. titres globaux contenant ce genre de stipulation).

La même règle s'applique en substance aux titres nominatifs.

Pour les titres dématérialisés la restitution ne peut en tout état de cause s'effectuer que par virement à un autre compte.

Comme en matière d'espèces, le don manuel de titres inscrits en compte-titres peut s'effectuer par simple virement.

Article 6 de la Loi de 2001

Afin de permettre à un titulaire de compte de pouvoir exercer ses droits associatifs ou une action en justice ou à toutes autres fins, ce titulaire peut demander à son teneur de compte qu'il lui établisse un certificat attestant du nombre et du genre de titres inscrits à son compte à une date donnée. Ce certificat ne constitue pas un titre.

Article 7 de la Loi de 2001

Le paragraphe (1) consacre un principe reconnu par l'article 10 de la Convention sur les titres.

Ce principe comprend un aspect positif et un aspect négatif. Dans son aspect positif, il fait obligation au teneur de comptes de donner effet à toute instruction donnée par le titulaire du compte. L'expression „accord qui les lie“ doit être interprétée en ce sens qu'elle comprend en général les conditions générales (ou bien, le cas échéant, les règles établies par un système de règlement des opérations sur titres) d'un teneur de comptes ou la convention de compte. Dans son aspect négatif, il fait interdiction au teneur de compte d'exécuter des instructions portant sur des titres intermédiés qui émaneraient d'une autre personne que le titulaire du compte, sous réserve de l'exception prévue par le texte. En effet, le teneur de comptes peut – et doit – également agir, même en l'absence d'une disposition particulière de l'accord qui le lie au titulaire de compte, sur les instructions d'un „tiers disposant de droits sur les titres“. Le projet vise, en particulier, les droits qui sont conférés au „tiers“ en application d'un contrat de garantie financière.

Le paragraphe (2) fournit au titulaire du compte une liberté encadrée pour révoquer les instructions qu'il a données au teneur de comptes. Le texte ne déroge cependant pas aux règles d'irrévocabilité applicables dans les systèmes de règlement des opérations sur titres conformément à la loi sur les services de paiement.

Article 8 de la Loi de 2001

L'article 8 reprend en substance les dispositions de l'article 8 de la loi de 2001 dans sa version précédente et y apporte certaines précisions. Il fournit un cadre pour l'exercice, d'une part, des „droits associatifs attachés aux titres“ et, d'autre part, des „droits d'action liés à la détention des titres“ (dans sa version précédente, la loi de 2001 utilisait l'expression „droits attachés aux titres“). L'expression „droits associatifs attachés aux titres“ vise essentiellement le droit de participer aux assemblées générales ou spéciales, le droit d'y intervenir et d'y voter. L'„investisseur“ (le terme remplace celui de „déposant“) peut exercer les droits soit „directement“ (ce qui implique que chaque teneur de compte pertinent devra émettre une attestation au profit de son titulaire de compte) soit „indirectement“ en instruisant son teneur de comptes.

Le deuxième paragraphe complète l'alinéa premier en faisant interdiction aux sociétés luxembourgeoises d'exiger, comme condition à la participation aux assemblées générales, selon les cas, la production des titres vifs (titres au porteur), l'inscription dans le registre (actions nominatives) ou un transfert temporaire (titres dématérialisés) si les titres concernés sont inscrits en compte-titres. La présentation d'un certificat établi par le teneur de comptes pertinent sera une condition suffisante pour prouver le droit de participer aux assemblées générales, dès lors que ce certificat confirme „le nombre de titres tenus en compte-titres“ et, „le cas échéant, leur indisponibilité jusqu'à une certaine date“.

L'émetteur peut exiger la preuve de la détention des titres à travers la chaîne de détention des titres à condition que ceci soit prévu dans ses règles relatives à la tenue d'assemblées. Cette dernière condition est importante afin que l'investisseur puisse se préparer utilement aux demandes qui peuvent lui être faites par la société. La chaîne s'arrêtera au niveau de l'émetteur ou alors au niveau du dépositaire central.

Les paragraphes (3) et (4) prévoient l'exercice du droit de vote par un tiers autre que l'investisseur (décrit par le terme „tiers désigné“). Sous certaines conditions l'émetteur peut exiger l'identification de l'investisseur qui est à l'origine des instructions de vote. Cette identification se fera en principe avant le vote.

Article 9 de la Loi de 2001

L'article 9 en son alinéa premier reprend, moyennant certaines modifications, les dispositions de l'article 10 de la Loi de 2001 dans sa version précédente.

Le second alinéa est ajouté par le projet de loi. Il précise que les „engagements“ mentionnés à l'alinéa premier s'entendent des seuls engagements découlant d'une relation juridique entre le titulaire de compte et le teneur de compte pertinent.

Article 10 de la Loi de 2001

L'article 10 du projet de loi procède de l'article 7 de la Loi de 2001 dans sa version précédente; il y apporte plusieurs changements.

Le premier paragraphe énonce que si le teneur de comptes fait l'objet d'une procédure de liquidation, le titulaire de compte peut exercer une action en revendication. L'action en revendication, qui sanctionne l'existence du droit réel de nature incorporelle (article 3 du projet de loi) est exercée auprès du liquidateur.

Le premier alinéa du paragraphe (2) reprend en substance le texte actuel de la Loi de 2001.

Le second alinéa est nouveau et apporte une clarification, au cas où le teneur de comptes a valablement disposé de titres inscrits au compte-titres d'un titulaire de compte avant la date d'ouverture de la procédure de liquidation. Si ces titres n'ont pas été restitués au titulaire de compte, le projet de loi prévoit que les autres titulaires de comptes seront servis par priorité. Dans la pratique, cependant, le teneur de compte se sera fréquemment fait consentir un gage lorsqu'il aura disposé des titres du titulaire de compte par exemple lorsqu'il les a utilisés par voie de prêt de titres ou de repo. Il a paru opportun de prévoir que, dans cette hypothèse, le produit de la réalisation du gage (s'il revient au Luxembourg) sera attribué au titulaire de compte. Cette disposition constitue une dérogation au droit commun de la liquidation judiciaire.

La créance qui doit être déclarée par le titulaire de compte, devenu créancier chirographaire pour le surplus, doit être évaluée, aux termes du troisième paragraphe, à la date d'ouverture de la procédure de liquidation. Dans le cas de titres cotés en bourse, c'est la valeur des titres au cours de clôture qui sera prise en compte.

La Loi de 2001 ne s'applique en principe que si le teneur de comptes dispose des agréments requis par la loi. Afin de protéger des personnes particulièrement faibles qui auront été victimes de personnes agissant sans l'agrément nécessaire, la protection de l'article 10 a été étendue à ces personnes, bien que leur teneur de comptes ne soit pas agréé.

Section 4 – De l'intégrité du système

Article 11 de la Loi de 2001

L'article 11 du projet de loi reprend l'article 22 (*Interdiction des saisies à l'échelon supérieur*) de la Convention sur les titres. Le choix de reprendre le texte de la Convention sur les titres doit rendre le droit luxembourgeois conforme à cette dernière tout en évitant tout contentieux inutile lié à l'emploi d'une terminologie différente. Aussi, le projet de commentaire officiel de la Convention peut être repris ici en substance. Toutefois, le paragraphe (2) ajoute au texte de la Convention et précise que toute saisie faite en violation du paragraphe (1) est nulle.

L'article 11 du projet de loi interdit ce que la Convention sur les titres désigne comme étant les saisies à l'échelon supérieur (*upper-tier attachment*). Il s'agit de la situation où un créancier d'un titulaire de compte tente de bloquer ou de saisir des titres crédités à un compte-titres tenu par un teneur de comptes qui n'est pas le teneur de compte pertinent du titulaire de compte. En d'autres termes, une saisie à l'échelon supérieur indique que le créancier tente d'effectuer une saisie à un niveau inapproprié de la chaîne de détention.

L'interdiction des saisies à l'échelon supérieur est fondée sur deux considérations de principe importantes. La première raison présidant à une règle générale d'interdiction des saisies à l'échelon supérieur est qu'une saisie ne devrait pas être autorisée lorsqu'elle porte atteinte à la capacité de l'intermédiaire d'exécuter ses fonctions. En particulier, une décision de saisie ne devrait pas bloquer les comptes-titres d'autres titulaires de compte qui n'ont rien à voir avec l'objet de la saisie. La deuxième raison est que la saisie à l'échelon supérieur n'est pas compatible avec la possibilité pour un titulaire de compte ou quelqu'un en relation avec un titulaire de compte à un échelon inférieur de la chaîne de détention de se fier à la position telle qu'elle apparaît sur le compte. Si un compte à un échelon inférieur indique la capacité du titulaire de compte à transférer ou à grever d'une garantie les titres crédités à ce compte, alors qu'en réalité ces titres font l'objet d'une décision de saisie à un échelon supérieur, le titulaire de compte ou les personnes traitant avec celui-ci à un échelon inférieur pourraient, en l'absence d'informations concernant la décision de saisie, être induits en erreur. Cela aura de nouvelles répercussions négatives sur l'intégrité globale du système de détention de titres intermédiés.

Cette règle de l'interdiction de saisie à l'échelon supérieur existe déjà dans notre droit, sans cependant, qu'elle ne soit formulée d'une manière aussi expresse que ne le fait l'article 11. En effet, en précisant que le titulaire de compte ne peut faire valoir ses droits sur les titres qu'auprès de son teneur de comptes, la loi dit clairement que le titulaire de compte n'a pas de droits contre le teneur de comptes à l'échelon supérieur. Or, là où il n'y a pas de droits, il n'y a rien à saisir. De plus, en raison de la fongibilité des titres, il serait impossible d'identifier à l'échelon supérieur quels titres reviennent à un titulaire de compte déterminé à l'échelon inférieur.

Le paragraphe (3) contient une définition très ample de ce que constitue une „saisie de titres d'un titulaire de compte“. Elle vise notamment les saisies-exécution et les saisies-arrêt et tout autre acte ayant pour effet de bloquer ou de restreindre les titres.

Article 12 de la Loi de 2001

Comme l'article 11, l'article 12 du projet de loi reprend pour l'essentiel l'article 18 (*Acquisition par une personne de bonne foi*) de la Convention sur les titres tout en renforçant la protection des acquéreurs de bonne foi, comme le permet cette Convention sur les titres. La protection de l'acquéreur de bonne foi constitue une condition indispensable de la sécurité juridique dans le cas de titres intermédiés.

L'article 12 reflète l'idée générale selon laquelle dès lors qu'une personne a acquis à titre onéreux un droit sur des titres et à moins que la personne ait effectivement connaissance d'un fait ou d'un droit pertinent, ce droit ne peut être contesté. En effet, l'article 12 énonce une règle de priorité en faveur du droit le plus récent („dernier dans le temps“).

L'article 12 envisage deux hypothèses différentes. Le paragraphe (1) assure la protection de l'acquéreur contre tout droit concurrent d'un tiers. Dans ce cas, les dispositions protègent l'acquéreur à moins

qu'il ait effectivement connaissance que (i) un tiers est titulaire d'un droit sur des titres ou sur les titres intermédiés et que (ii) l'acquisition constitue une violation des droits du tiers. Si ces conditions sont remplies, l'acquéreur est protégé, c'est-à-dire que (i) le droit du tiers n'est pas opposable à l'acquéreur; (ii) l'acquéreur n'encourt aucune responsabilité envers le tiers; et (iii) l'acquisition n'est pas frappée d'invalidité, inopposable ou susceptible d'être contre-passée „au motif que le droit du tiers affecte la validité d'un crédit ou d'un débit antérieur à un autre compte de titres“. L'acquéreur est protégé s'il n'a effectivement pas connaissance des droits d'un tiers. Le fait qu'il aurait pu ou dû en avoir connaissance de ces droits est sans influence, seule la connaissance effective peut faire tomber sa protection.

Le paragraphe (2) vise une autre situation et protège les acquéreurs contre les risques afférents à une „écriture défectueuse“ antérieure (voir la définition de „écriture défectueuse“ à l'article 2). Dans ce contexte, les droits de l'acquéreur de bonne foi sur les titres intermédiés sont également protégés: (i) le droit „n'est pas frappé d'invalidité, inopposable aux tiers ou susceptible d'être contre-passé en conséquence de cette écriture défectueuse“, et (ii) l'acquéreur n'encourt aucune responsabilité envers la personne qui bénéficierait de cette invalidité ou de cette contre-passation. Comme dans le paragraphe (1), la protection joue à moins que l'acquéreur ait effectivement connaissance d'une écriture défectueuse antérieure. On notera l'étendue large de la première protection („en conséquence de cette écriture défectueuse“) au regard de la portée étroite de la troisième protection au paragraphe (1). Ce paragraphe ne vise pas au premier chef à protéger l'acquéreur à l'encontre d'un demandeur particulier (comme c'est le cas au paragraphe (1)), mais à l'encontre de la suppression ou de la contre-passation effectuée par son teneur de comptes en raison d'une écriture défectueuse antérieure.

Le paragraphe (3), repris également de la Convention sur les titres, indique que la protection assurée par les paragraphes (1) et (2) ne bénéficie qu'aux acquéreurs à titre onéreux. Elle ne bénéficie pas aux acquisitions de titres faites par donation ou de toute autre manière à titre gratuit. En effet, dans ce cas, l'impératif de protection est moins fort. Toutefois, le paragraphe (3) dispose expressément que l'acquisition d'une garantie reste protégée même si elle est obtenue à titre gratuit. Par exemple, un gage conféré par une personne pour garantir les obligations d'une autre personne pourrait jouir de la protection et ne devrait pas pour autant être réputé fait à titre gratuit.

Le paragraphe (4) dispose que la protection de l'acquéreur s'effectue sans préjudice de l'article 7 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière. Cet article dispose notamment que „La validité du gage n'est pas affectée par l'absence de droit de propriété du constituant du gage sur les instruments financiers nantis, sauf si le créancier gagiste a été averti, au préalable et par écrit, de l'absence de droit de propriété du constituant du gage, le tout sans préjudice de la responsabilité de ce dernier“.

Le paragraphe (5) pose le principe d'une restitution lorsque l'acquéreur n'est pas protégé dans son acquisition. Il contient également une règle de protection de l'ayant-droit, puisqu'il prévoit qu'en cas de liquidation de l'acquéreur, les titres peuvent être revendiqués en même nombre et de même genre, dans la mesure où ils se trouvent dans la masse. Cette mesure de protection renforcée du titulaire réel des titres devrait renforcer l'attractivité du droit luxembourgeois.

Section 5 – Du teneur de comptes

Article 13 de la Loi de 2001

L'article 13 reprend la règle posée à l'article 11 de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles, tout en introduisant un certain nombre d'adaptations d'ordre terminologique, afin d'assurer la cohérence du texte avec les nouveaux concepts retenus par le projet de loi.

Article 14 de la Loi de 2001

Cette nouvelle disposition pose comme principe que le teneur de comptes doit détenir dans ses livres ou, le cas échéant, auprès d'autres teneurs de comptes, comme par exemple un sous-dépositaire, des titres en quantité mais également en genre au moins identique à la quantité et au genre de titres figurant au crédit des comptes-titres de ses titulaires de compte. Cette disposition est inspirée de l'article 24 de la Convention sur les titres qui consacre une règle équivalente. Il est prévu que la future directive SLD comporte également une disposition réglementant la matière mais dont la teneur exacte n'est pas connue à l'heure actuelle. De ce fait, une approche prudente a été retenue, lorsqu'il a fallu arrêter un choix sur le contenu de la règle applicable.

Article 15 de la Loi de 2001

Il existe des situations dans lesquelles il convient de ne pas contraindre les parties à rester liées par les conditions d'une transaction conclue entre elles. Ainsi, lorsque les titres ne sont pas livrés ou que le paiement ne se fait pas (ex. dans le cadre d'une vente ou d'une souscription), il y a lieu de remédier à ces situations de blocage et, pour ce faire, de considérer que la partie non-défaillante est dégagée de toute obligation envers la partie défaillante. L'opération est ainsi annulée. Cette règle s'appliquant de plein droit, aucune formalité préalable, telle qu'une mise en demeure, n'est requise. Il va de soi que ce mécanisme de protection ne remet aucunement en cause les règles d'irrévocabilité des ordres de transfert établies par la directive du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, telle que modifiée, et applicables en l'occurrence aux systèmes de règlement des opérations sur titres. De ce fait, dès lors qu'un ordre de transfert a été introduit dans le système de règlement des opérations sur titres, au sens de la directive précitée, il ne peut plus être révoqué.

L'annulation de l'opération ne préjudicie pas à une éventuelle action en responsabilité de la partie non-défaillante contre la partie défaillante.

Article 16 de la Loi de 2001

S'inspirant du dispositif mis en place en droit français et en droit belge, l'article 16 a pour objectif d'instituer une sorte de privilège au profit du teneur de compte qui a accepté de remplir les obligations de livraison ou de paiement incombant au titulaire de compte défaillant. La protection bénéficiant au teneur de compte est constituée par l'acquisition de la propriété des titres livrés ou des espèces versées à ce dernier. Toutefois, le transfert de propriété ne se réalise qu'à titre de garantie et, de ce fait, il a vocation à être régi par la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière. Ce transfert de propriété s'opère de plein droit sans autres formalités préalables.

Article 17 de la Loi de 2001

L'article 12 de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles est repris par l'article 17, sous réserve de quelques modifications qui, d'une part, ont trait à la terminologie et, d'autre part, consacrent la possibilité pour le teneur de compte de se faire inscrire directement ou indirectement sur le registre des titres, s'agissant de titres qu'il tient sur les comptes-titres de titulaires de compte. Cette règle de droit international privé consacre la théorie dite „PRIMA“ („place of relevant intermediary“) en vertu de laquelle les titres inscrits en compte sont situés au lieu où le compte-titres est tenu. Il y a lieu de relever que cette disposition devra certainement être modifiée lors de la transposition de la future directive SLD si la Commission européenne poursuit son idée de maintenir dans cette directive une disposition de droit international privé.

Article 18 de la Loi de 2001

L'article 18 reprend l'article 13 de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles, en y apportant les mises à jour d'ordre terminologique nécessaires.

3) à 5)

Les points (3) à (5) de l'article 28 du projet de loi visent à harmoniser la terminologie utilisée dans la Loi de 2001 et à ajuster la numérotation des articles.

Ad article 29

La loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif est abrogée avec effet au 1er juillet 2012 par la loi du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectif. Un régime transitoire est d'application jusqu'au 1er juillet 2012. Il importe dès lors durant cette période transitoire où les deux textes coexistent que toute modification apportée à la loi du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectif, soit également reflétée dans la loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif.

La modification apportée à l'article 8 de la loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif s'inscrit essentiellement dans le cadre de la modernisation du droit luxembourgeois apportée par l'introduction de la possibilité d'émettre des titres dématérialisés.

La société de gestion pourra émettre, outre des titres nominatifs ou au porteur, des titres dématérialisés dont le régime sera, pour ces derniers, déterminé par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés

commerciales, telle que modifiée, par la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres, telle que modifiée, et par la loi relative aux titres dématérialisés.

Dans un but d'harmonisation, la notion de „titres nominatifs“ remplace la référence faite par le passé à des „certificats nominatifs“. Le mot „titre“ tel qu'employé au présent article se réfère à la notion d'„action“ au sens des articles 37 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Des certificats écrits pourront être émis par la société de gestion pour attester de l'inscription des parts ou de fractions de parts du fonds commun de placement qu'elle gère.

L'alinéa 2 de l'article 8(1) limite dorénavant l'exigence de la double signature par la société de gestion et par le dépositaire aux seuls titres au porteur. Le régime de signature des certificats écrits pourra être librement déterminé dans le règlement de la société de gestion.

Enfin, la modification apportée à l'article 8(2) ainsi que l'introduction à l'article 8(3) de la possibilité de conversion des titres sont le reflet des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que de la loi sur la dématérialisation des titres.

La modification apportée à l'article 13(1) vise à redresser une erreur dans le texte actuel. Tout dépôt du règlement de gestion aux fins de publication doit se faire au registre de commerce et des sociétés.

Ad article 30

Il est renvoyé aux commentaires sous l'article 29.

Ad article 31

Il est renvoyé aux commentaires sous l'article 29.

Ad article 32

L'article 32 adapte le texte de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation à la nouvelle législation sur les titres dématérialisés.

Ad article 33

Il est prévu de remplacer dans le droit national toute référence à l'actuel intitulé de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles par son nouvel intitulé abrégé. Par ailleurs, vu l'intitulé très long de la présente loi, la possibilité est prévue de faire référence à cette loi sous une forme abrégée.

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6327/00A

N° 6327^A

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI

relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

* * *

CORRIGENDUM

(7.10.2011)

*Ce document annule et remplace le document parlementaire 6327***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (3.8.2011).....	2
2) Exposé des motifs	2
3) Texte du projet de loi	4
4) Commentaire des articles	19

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d’une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d’autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d’investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation.

Cabasson, le 3 août 2011

Le Ministre des Finances,

Luc FRIEDEN

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

L’objectif du projet de loi est de moderniser le droit luxembourgeois des titres en introduisant la faculté généralisée pour les sociétés de capitaux luxembourgeoises d’émettre des titres de capital sous forme dématérialisée et pour tout émetteur d’émettre des titres de créance dématérialisés régis par le droit luxembourgeois.

A l’heure actuelle notre droit des sociétés n’envisage que l’émission de titres au porteur et de titres nominatifs, à l’exception de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation et du règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 fixant les conditions et les modalités d’émission d’emprunts d’Etat qui permettent explicitement l’émission de titres dématérialisés sans cependant prévoir de régime spécifique pour ces titres. Une doctrine considère que l’émission de titres dématérialisés est déjà permise au Luxembourg sur base du principe de l’autonomie de la volonté (P. Mousel et F. Fayot, *La circulation des titres in Droit bancaire et financier au Luxembourg*, Vol. 3, éd. Larcier, No 39-11).

A une époque où, pour une large partie de titres, la rapidité de la circulation à moindre coût est primordiale, les titres au porteur et les titres nominatifs ne sont plus suffisants. La manipulation physique de titres ou l’inscription dans des registres sont des opérations lentes, coûteuses et parfois sujettes à risques (ex. vol de titres).

La pratique a tenté de s’accommoder de la situation en créant une sorte de dématérialisation *de facto* des titres nominatifs et des titres au porteur. Cette dématérialisation n’est cependant pas réalisée à l’émission des titres, mais par leur technique de conservation ou d’inscription. (Ph. Dupont, *La dématérialisation des titres: défi juridique et réalité incontournable*, Droit et Banque No 27, p. 12 et s.)

Ces techniques dont tient compte la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d’autres instruments fongibles („Loi de 2001“), ne sont pas appelées à disparaître à brève échéance en raison des différences encore substantielles entre les régimes nationaux d’émission de titres, mais l’évolution va clairement dans le sens d’une dématérialisation des titres. La France a introduit les titres dématé-

rialisés à partir de 1981 et la Belgique à partir de 1995. En tant que place financière de premier plan, le Luxembourg se doit de se doter d'une législation moderne en matière de titres – ceci passe par l'introduction dans notre droit de la possibilité d'émettre des titres de droit luxembourgeois sous forme dématérialisée.

Le présent projet de loi est inspiré des précédents français et belges, tout en empruntant plus largement au droit belge dont notre droit en la matière est historiquement plus proche.

Ainsi, à l'instar du droit belge, le projet de loi considère les titres dématérialisés comme étant un type particulier de titres, à côté des titres au porteur et des titres nominatifs, en relation avec lesquels les techniques de dématérialisation de facto prémentionnées ne sont pas affectées par le présent projet de loi.

Afin de bien garantir les droits des investisseurs, le projet de loi exige que l'émission des titres dématérialisés se fasse à travers un professionnel spécialement agréé à cet effet.

Le projet de loi ne prévoit pas de dématérialisation obligatoire mais une procédure de conversion obligatoire si l'émetteur en décide ainsi.

Afin de préserver une unité de régime entre les titres soumis à dématérialisation factuelle et les titres dématérialisés de droit, il est prévu que la législation sur la circulation des titres prévue par la loi de 2001 précitée sera étendue aux titres dématérialisés.

Cette loi doit également faire l'objet d'un certain nombre d'adaptations. Le Luxembourg a, en effet, activement participé aux négociations qui ont mené à la Convention d'UNIDROIT sur les règles matérielles relatives aux titres intermédiés signée à Genève le 9 octobre 2009 (la „Convention sur les titres“). Cette Convention contient un certain nombre de principes qui pourraient utilement être repris dans notre droit pour augmenter la sécurité juridique des transactions sur titres. Afin d'assurer la compatibilité internationale de la loi luxembourgeoise, les articles repris de la Convention ont été transposés quasi littéralement.

La Commission européenne est en train de travailler à l'élaboration d'une directive, dite Securities Law Directive („SLD“) qui intégrera dans le droit communautaire une grande partie des règles dégagées par la Convention sur les titres et réglera certains points laissés par ladite Convention sur les titres au droit national. Ces travaux ont également été pris en considération.

L'introduction de la dématérialisation généralisée de titres entraîne nécessairement l'adaptation de toute une série de lois qui régissent l'émission ou la conservation de titres.

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Chapitre Ier – *Dispositions générales*

Art. 1er. La présente loi définit le régime juridique applicable aux titres émis sous forme dématérialisée.

Art. 2. Aux fins de la présente loi, on entend par:

- 1) „compte-titres“: compte tenu par un organisme de liquidation, un teneur de compte central ou un teneur de comptes sur lequel des titres peuvent être crédités ou duquel des titres peuvent être débités. Le compte d’émission tenu par un organisme de liquidation ou un teneur de compte central ne constitue pas un compte-titres;
- 2) „CSSF“: la Commission de surveillance du secteur financier;
- 3) „distributions“: dividendes, intérêts, capitaux échus, autres sommes échues sur les titres, remise gratuite de titres, toutes autres distributions faites en rapport avec des titres par un émetteur ou le prix payé par l’émetteur en cas de rachat de ses titres;
- 4) „émetteur“: toute personne, y compris un fonds commun de placement, qui émet des titres;
- 5) des titres sont de „même genre“ que d’autres titres s’ils sont émis par le même émetteur et si:
 - (i) ils font partie de la même catégorie de titres de capital ou;
 - (ii) il s’agit de titres autres que de capital, ils sont libellés dans la même monnaie, ont la même valeur nominale et sont considérés comme faisant partie de la même émission;
- 6) „organisme de liquidation“: une personne morale répondant aux exigences de l’article 20 de la présente loi;
- 7) „procédure de liquidation“: une procédure collective comprenant la réalisation des actifs et la répartition du produit de cette réalisation entre les créanciers, les actionnaires, les associés ou les membres selon les cas, et comportant l’intervention d’une autorité administrative ou judiciaire, y compris lorsque cette procédure est clôturée par un concordat ou une autre mesure analogue, qu’elle soit ou non fondée sur une insolvabilité et indépendamment de son caractère volontaire ou obligatoire;
- 8) „teneur de comptes“: toute personne autorisée en vertu de la loi luxembourgeoise à tenir des comptes-titres, y compris les organismes nationaux ou internationaux à caractère public établis au Luxembourg et opérant dans le secteur financier;
- 9) „teneur de comptes étranger“: toute personne, autre que celle visée au point 8) du présent article, dont l’activité de tenue de comptes-titres est soumise à une loi étrangère;
- 10) „teneur de compte central“: toute personne agréée par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF en qualité de teneur de compte central conformément aux dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- 11) „titres“: dans l’acception la plus large:
 - (a) les titres de capital émis par les sociétés par actions de droit luxembourgeois en ce compris les actions, les parts bénéficiaires, les droits de souscription et les parts de fonds commun de placement;
 - (b) les titres de créance soumis au droit luxembourgeois tels que les instruments financiers susceptibles de revêtir la forme au porteur et les instruments de la dette publique;
 Pour l’application de la présente loi, ne sont pas considérés comme des titres:
 - les effets de commerce
 - les titres amortissables par tirage au sort par numéros
 - les actions émises par les sociétés d’épargne-pension à capital variable;
- 12) „titres cotés“: les titres dématérialisés admis à la négociation sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation;
- 13) „titres dématérialisés“: titres émis par un émetteur exclusivement par voie d’inscription dans un compte d’émission tenu auprès d’un organisme de liquidation ou d’un teneur de compte central;

14) „titulaire de compte“: une personne ou un fond commun de placement au nom duquel un organisme de liquidation, un teneur de compte central ou un teneur de comptes tient un compte-titres, que cette personne agisse pour son propre compte ou celui de tiers.

Art. 3. (1) Les titres dématérialisés ne sont matérialisés que par une inscription en compte-titres.

(2) L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central peut cependant établir ou faire établir par l'émetteur des certificats relatifs à des titres dématérialisés pour les besoins de la circulation internationale des titres.

Art. 4. Les titres cotés de même genre doivent obligatoirement être enregistrés à tout moment dans un seul compte d'émission tenu par un seul organisme de liquidation.

Les titres dématérialisés non cotés de même genre doivent obligatoirement être enregistrés à tout moment dans un seul compte d'émission tenu par un seul organisme de liquidation ou un seul teneur de compte central.

Le compte d'émission mentionne les éléments d'identification des titres, la quantité émise, ainsi que toute modification ultérieure.

Chapitre II – *Emission de et conversion en titres dématérialisés*

Section 1 – Emission de titres dématérialisés

Art. 5. Tout émetteur qui souhaite émettre des titres de capital sous forme dématérialisée doit préalablement à l'émission des titres:

- adapter ses statuts ou son règlement de gestion afin d'y prévoir l'émission de titres sous la forme dématérialisée et les règles y applicables;
- prendre les mesures nécessaires pour l'enregistrement de la totalité de l'émission de titres dématérialisés de même genre auprès d'un seul organisme de liquidation ou d'un seul teneur de compte central; et
- publier dans un journal à diffusion nationale et sur son site Internet, s'il dispose d'un tel site, la dénomination et l'adresse de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central choisi.

Tout émetteur immatriculé au registre de commerce et des sociétés doit déposer au registre de commerce et des sociétés dans les conditions prévues à l'article 9 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, un extrait aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations indiquant la dénomination et l'adresse de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central choisi.

Art. 6. Tout émetteur qui souhaite émettre des titres de créance sous forme dématérialisée doit prendre les mesures nécessaires pour l'enregistrement de la totalité de l'émission de titres dématérialisés de même genre auprès d'un seul organisme de liquidation ou d'un seul teneur de compte central.

Art. 7. L'émetteur est tenu de communiquer par écrit à son organisme de liquidation ou à son teneur de compte central toute modification affectant les titres. La communication doit être préalable au changement et suivie d'une confirmation dès l'intervention de la modification.

Art. 8. Le choix de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central incombe aux organes d'administration de l'émetteur.

Section 2 – Conversion en titres dématérialisés

Art. 9. L'émetteur qui souhaite convertir les titres de capital qu'il a émis en titres dématérialisés doit procéder à une modification de ses statuts ou de son règlement de gestion afin d'y prévoir en particulier:

- (1) la faculté pour l'émetteur d'émettre des titres dématérialisés;
- (2) les titres objets de la conversion en titres dématérialisés;

- (3) le caractère obligatoire ou facultatif de la conversion;
- (4) la procédure de conversion; et
- (5) si la conversion est obligatoire, le délai de conversion et les sanctions de la non-présentation des titres à la dématérialisation endéans le délai prévu. Le délai de conversion ne peut être inférieur à 2 ans.

L'émetteur doit également respecter les dispositions de l'article 5.

Art. 10. (1) Les titres au porteur qui sont en possession physique de leur titulaire, sont convertis au fur et à mesure de leur présentation à l'inscription en compte-titres auprès d'un teneur de comptes, d'un teneur de compte central ou d'un organisme de liquidation. La personne qui reçoit les titres au porteur doit les déposer auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central qui tient le compte d'émission et qui, sauf convention contraire, les remettra à l'émetteur.

L'émetteur doit, dès réception et suivant une procédure prédéfinie par lui, détruire les titres au porteur qui lui sont remis. L'émetteur peut confier, par voie de convention écrite, à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central la destruction des titres au porteur.

(2) Les titres nominatifs sont convertis au moyen d'une inscription en compte-titres au nom de leur titulaire. Le titulaire inscrit dans le registre des titres nominatifs doit fournir à l'émetteur les données nécessaires relatives à son teneur de comptes ou à son teneur de comptes étranger, et à son compte-titres afin que les titres puissent y être crédités. L'émetteur transmet ces données à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central qui ajuste le compte d'émission et vire les titres au teneur de comptes pertinent. L'émetteur adapte, le cas échéant, son registre des titres nominatifs en conséquence.

(3) Les titres qui sont immobilisés auprès d'un organisme de liquidation, d'un teneur de compte central ou d'un teneur de comptes et qui circulent par virement de compte à compte, au moment où la décision de conversion est publiée ou postérieurement à cette date, ne pourront plus être délivrés par le teneur de comptes en cause autrement que sous forme dématérialisée à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date de publication au Mémorial de la décision de conversion. L'organisme de liquidation et le teneur de compte central transmettent les titres au porteur sans retard à l'émetteur pour application de la procédure de destruction de titres prévue au paragraphe (1) ou y procèdent, le cas échéant, eux-mêmes. Si les titres en cause sont des titres nominatifs et que l'organisme de liquidation, le teneur de compte central ou le teneur de comptes sont directement ou par l'intermédiaire d'un tiers agissant pour leur compte inscrits dans le registre des titres nominatifs, l'émetteur et la personne inscrite procéderont aux modifications requises du registre.

Art. 11. Le teneur de comptes ne peut inscrire les titres convertis en titres dématérialisés dans la partie disponible du compte-titres de leur titulaire qu'une fois qu'il a obtenu confirmation que ces titres ont été inscrits dans la partie disponible de son propre comptes-titres ou dans celui de son teneur de comptes auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central pertinent.

Art. 12. (1) Les droits de vote attachés aux titres qui n'auront pas été dématérialisés dans le délai fixé pour la conversion obligatoire sont automatiquement suspendus à l'expiration de ce délai jusqu'à leur dématérialisation. Les distributions sont différées jusqu'à cette même date, à condition que les droits à la distribution ne soient pas prescrits, et sans qu'il y ait lieu à paiement d'intérêts.

(2) Les titres dont le droit de vote est suspendu, ne sont pas pris en compte pour le calcul du quorum et des majorités au cours des assemblées générales. Les titulaires de ces titres ne sont pas admis à ces assemblées générales.

(3) Les titres au porteur qui n'ont pas été convertis en titres dématérialisés dans les deux ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, peuvent être convertis par l'émetteur en titres dématérialisés et inscrits par l'émetteur dans un compte-titres à son nom.

Jusqu'à ce que le titulaire se manifeste et obtienne l'inscription des titres en son nom, les titres convertis sont inscrits au nom de leur émetteur. Les frais d'ouverture et de tenue de compte sont supportés par l'émetteur.

L'inscription des titres en compte-titres au nom de l'émetteur, faite en exécution de ce paragraphe, ne lui confère pas la qualité de titulaire des droits sur ces titres. Les paragraphes (1) et (2) du présent article continuent à s'appliquer jusqu'au jour où les titres seront inscrits dans un compte au nom de leur titulaire.

(4) Les statuts, le règlement de gestion ou les conditions d'émission des titres de capital ou des titres de créance peuvent prévoir que les titres qui n'auront pas été dématérialisés sur demande de leur titulaire dans un délai, qui ne peut être inférieur à huit ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, pourront être mis en vente par l'émetteur moyennant un préavis de trois mois à publier comme en matière de convocation d'assemblée générale des titulaires de titres:

- (a) les titres cotés doivent être vendus sur l'un des marchés sur lequel ils sont admis à la négociation;
- (b) les parts d'organismes de placement collectifs devront être présentées au rachat à la valeur nette d'inventaire alors applicable;
- (c) les titres autres que ceux repris aux points (a) et (b) ci-dessus seront vendus par vente publique à la Bourse de Luxembourg à un prix qui ne pourra, pour les actions, être inférieur à une juste valeur de ces actions telle que déterminée par un réviseur d'entreprises agréé qui appliquera une méthode d'évaluation appropriée notamment au vu de la nature des activités de l'émetteur et du nombre de titres sujets à la vente. En cas de détermination d'une fourchette de valeur, le prix ne pourra être inférieur à la valeur moyenne de la fourchette de prix déterminée par le réviseur d'entreprises.

(5) Lorsqu'il est prévu que les actionnaires disposent d'un droit de préemption sur les titres, les titres devront faire l'objet d'une évaluation par un réviseur d'entreprises agréé suivant le mode d'évaluation défini au paragraphe (4)(c). S'il a été convenu que le droit de préemption sera exerçable à un prix déterminé ou déterminable suivant un mode de calcul arrêté, alors l'évaluation des titres se fera conformément à cette convention. L'émetteur devra présenter les titres à l'achat aux bénéficiaires du droit de préemption au prix déterminé, sinon à la valeur moyenne de la fourchette de prix déterminée par le réviseur d'entreprises agréé. Les titres qui n'auront pas été préemptés feront l'objet d'une mise en vente publique par l'émetteur conformément au paragraphe (4)(c).

(6) Les ventes décrites aux paragraphes (4)(c) et (5) devront respecter les clauses d'agrément prévues par les statuts.

(7) L'émetteur devra déposer les sommes obtenues lors de la vente, déduction faite des frais de vente et de ceux repris au deuxième alinéa du paragraphe (3) avancés par lui, auprès de la Caisse de consignation. Ces sommes seront remises, sauf prescription, pour les titres au porteur, à la personne qui les remettra physiquement à la Caisse de consignation et pour les titres nominatifs, à la personne qui était inscrite dans le registre des titres au moment de leur vente.

(8) L'émetteur qui met en vente des titres conformément à cet article n'engage sa responsabilité qu'en cas de faute lourde.

(9) Les titres qui ont été frappés d'opposition en vertu de la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire des titres au porteur ou d'une mesure d'indisponibilité légale ou judiciaire notifiée à l'émetteur avant la date limite prévue par les statuts ou les conditions des titres de créance pour la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés ne peuvent être mis en vente tant qu'ils sont frappés d'opposition ou d'indisponibilité.

Art. 13. Le gage, dont les aspects réels sont régis par le droit luxembourgeois et qui porte sur des titres nominatifs ou au porteur, reste valable et s'applique, sans autres formalités, aux mêmes titres dématérialisés inscrits en compte-titres au Luxembourg. Lorsque les titres gagés sont inscrits dans un compte-titres ouvert au nom du constituant du gage, le tiers détenteur doit être informé par écrit de l'existence du gage au moment de l'inscription des titres gagés en compte.

Lorsque des titres qui forment l'assiette de ce gage sont soumis à une dématérialisation obligatoire, le créancier gagiste doit procéder à la dématérialisation avant la date limite prévue à cet effet. Sauf

convention contraire, les titres seront inscrits dans un compte-titres ouvert au nom du créancier-gagiste. Le constituant du gage doit prêter tout concours nécessaire à la conversion.

Chapitre III – Transmission des titres dématérialisés

Art. 14. (1) Les titres inscrits en compte se transmettent par virement de compte à compte.

(2) Les dispositions de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres sont applicables aux titres dématérialisés, sauf dans la mesure où il y est dérogé dans la présente loi.

Art. 15. (1) Les transferts entre titulaires de comptes-titres tenus auprès d'un même teneur de comptes se réalisent par virements entre ces comptes.

(2) Le transfert doit se faire sans compensation entre teneurs de comptes, via l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central au cas où les comptes-titres du donneur d'ordre originaire et du bénéficiaire sont tenus auprès de teneurs de comptes différents.

(3) Le don manuel de titres dématérialisés se fait par virement de compte à compte.

Chapitre IV – L'émetteur

Art. 16. Pour l'exercice de leurs droits associatifs et droits d'action contre l'émetteur ou des tiers, les teneurs de comptes ou, le cas échéant, les teneurs de compte étrangers, émettent des certificats à leurs titulaires de compte, contre certification écrite par ces derniers, qu'ils détiennent les titres en cause pour compte propre ou agissent en vertu d'un pouvoir qui leur a été accordé par le titulaire des droits sur les titres. Mention doit en être faite sur le certificat.

Art. 17. (1) Le versement des distributions à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central est libératoire pour l'émetteur.

(2) L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central verse ces distributions sur les comptes-titres des titulaires de compte pertinents en ses livres. Ce versement est libératoire pour l'organisme de liquidation et le teneur de compte central.

Art. 18. (1) Si ses statuts ou son règlement de gestion le prévoient, l'émetteur peut à ses frais, en vue de l'identification de détenteurs de titres pour compte propre, demander à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central le nom ou la dénomination, la nationalité, l'année de naissance ou l'année de constitution et l'adresse des détenteurs de titres dans ses livres conférant immédiatement ou pouvant conférer à terme le droit de vote dans ses propres assemblées générales ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central fournit à l'émetteur les données d'identification en sa possession sur les titulaires de comptes – titres en ses livres et le nombre de titres détenus par chacun d'eux.

(2) Les mêmes renseignements sur le détenteur de titres pour compte propre sont recueillis par l'émetteur à travers les teneurs de comptes ou des autres personnes, luxembourgeoises ou étrangères qui maintiennent auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central un compte-titres au crédit duquel figurent les titres en cause.

(3) L'émetteur peut demander aux personnes figurant sur les listes à lui remises de confirmer qu'elles détiennent les titres pour compte propre.

(4) Lorsqu'une personne détenant un compte auprès du teneur de compte central ou de l'organisme de liquidation ou une personne détenant un compte auprès d'un teneur de comptes ou d'un teneur de comptes étranger n'a pas transmis les informations demandées par l'émetteur conformément au présent article dans les deux mois de la demande ou si elle a transmis des renseignements incomplets ou erronés relatifs soit à sa qualité, soit à la quantité de titres détenus par elle, l'émetteur pourra jusqu'à régula-

risation suspendre des droits de vote à hauteur de la quote-part des titres pour lesquels l'information demandée n'aura pas été obtenue.

Art. 19. (1) Si la conversion des titres de capital est facultative, les frais de conversion exposés par l'émetteur, seront supportés par la personne désignée dans les statuts ou le règlement de gestion de l'émetteur. A défaut d'indication dans les statuts ou dans le règlement de gestion, les frais sont supportés par l'émetteur.

(2) Si la conversion des titres de capital est obligatoire, les frais de conversion exposés par l'émetteur restent définitivement à la charge de ce dernier.

Chapitre V – Des organismes de liquidation et des teneurs de compte central

Art. 20. Ne peut agir comme organisme de liquidation qu'un système de règlement des opérations sur titres au sens de la loi relative aux services de paiement, désigné comme tel par la Banque centrale du Luxembourg et notifié à la Commission européenne par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF et dont l'opérateur du système est établi au Luxembourg.

Les systèmes sus-mentionnés sont agréés de plein droit comme organismes de liquidation.

Art. 21. Le teneur de compte central doit être agréé conformément à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Art. 22. La CSSF peut, par voie de règlement, fixer les règles comptables particulières applicables par les organismes de liquidation, les teneurs de compte central et les teneurs de comptes aux titres dématérialisés.

Art. 23. Aucun compte d'émission ne peut être saisi, mis sous séquestre ou bloqué d'une manière quelconque par un titulaire de compte, une contrepartie ou un tiers (autre que l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central).

Art. 24. Les teneurs de comptes maintiennent les titres dématérialisés qu'ils détiennent pour le compte de tiers ou pour leur propre compte sur des comptes-titres ouverts auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central ou auprès d'un ou plusieurs autres établissements qui agissent pour eux, directement ou indirectement, comme intermédiaires à l'égard de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central.

Chapitre VI – Dispositions modificatives et finale

Art. 25. La loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier est modifiée comme suit:

1) Il est ajouté à la Partie I, chapitre 2, section 2 une nouvelle sous-section 2bis de la teneur suivante:

„Sous-section 2bis – Dispositions particulières aux teneurs de compte central

Art. 28-11. Les teneurs de compte central

(1) Sont teneurs de compte central les personnes dont l'activité consiste dans la tenue de comptes d'émission de titres dématérialisés.

(2) A l'exception des organismes de liquidation au sens de la loi relative aux titres dématérialisés, aucune personne ne peut exercer l'activité de teneur de compte central sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la CSSF.

Art. 28-12. Les conditions de l'agrément

(1) Peuvent seuls obtenir l'agrément en tant que teneur de compte central:

- a) les établissements de crédit et les entreprises d'investissement de droit luxembourgeois;
- b) les succursales luxembourgeoises d'établissements de crédit agréés dans un autre Etat membre;

- c) les succursales luxembourgeoises d'entreprises d'investissement de personnes morales agréées dans un autre Etat membre.

(2) En vue de l'obtention de l'agrément, le demandeur doit justifier:

- a) qu'au moins une des personnes chargées de la gestion de l'établissement dispose d'une expérience professionnelle adéquate par le fait d'avoir déjà exercé des activités analogues à un niveau élevé de responsabilité et d'autonomie;
- b) qu'il dispose d'un solide dispositif de gouvernance interne, comprenant notamment une structure organisationnelle claire avec un partage des responsabilités qui soit bien défini, transparent et cohérent, des processus efficaces de détection, de gestion, de contrôle et de déclaration des risques auxquels il est ou pourrait être exposé, des mécanismes adéquats de contrôle interne, y compris des procédures administratives et comptables saines ainsi que des mécanismes de contrôle et de sécurité de ses systèmes informatiques adaptés pour la tenue de comptes centraux.

La tenue de comptes centraux comprend en particulier:

- l'enregistrement dans un compte d'émission de l'intégralité des titres composant chaque émission admise à ses opérations;
- les mécanismes assurant la circulation des titres par virement de compte à compte;
- les procédures permettant de vérifier que le montant total de chaque émission admise à ses opérations et enregistrée dans un compte d'émission est égal à la somme des titres enregistrés aux comptes-titres de ses titulaires de compte;
- la prise des dispositions nécessaires pour permettre l'exercice des droits attachés aux titres inscrits en compte-titres.

(3) L'agrément pour l'activité de teneur de compte central est subordonné à la justification d'un capital social d'une valeur de 730.000 euros au moins.

Art. 28-13. La procédure d'agrément

(1) L'agrément est accordé sur demande écrite et après instruction par la CSSF portant sur les conditions exigées par la présente loi.

(2) La durée de l'agrément est illimitée. Lorsque l'agrément est accordé, le teneur de compte central peut immédiatement commencer son activité.

(3) La demande d'agrément doit être accompagnée de tous les renseignements nécessaires à son appréciation ainsi que d'un programme d'activités indiquant le genre et le volume des opérations envisagées, la structure comptable et administrative de l'établissement et l'infrastructure technique et humaine pour le traitement des opérations sur titres dématérialisés et, le cas échéant, les opérations sur espèces correspondantes.

(4) La décision prise sur une demande d'agrément doit être motivée et notifiée au demandeur dans les six mois de la réception de la demande ou, si celle-ci est incomplète, dans les six mois de la réception des renseignements nécessaires à la décision. Il est en tout cas statué dans les douze mois de la réception de la demande, faute de quoi l'absence de décision équivaut à la notification d'une décision de refus. La décision peut être déférée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.“

2) Il est ajouté au paragraphe (1) de l'article 64 une référence à l'article „28-11“.

Art. 26. La loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est modifiée comme suit:

1) Le point 8) de l'article 27 est modifié comme suit:

„8) la forme nominative, au porteur ou dématérialisée des actions ainsi que de toute disposition complémentaire ou dérogatoire à la loi;“

2) Le quatrième alinéa de l'article 37 est modifié comme suit:

„Les actions et parts sont nominatives, au porteur ou dématérialisées.“

3) Le dernier alinéa de l'article 37 est modifié comme suit:

„Les actions et les coupures portent un numéro d'ordre, sauf si elles sont émises sous forme dématérialisée.“

- 4) Le dernier tiret de l'article 39 est modifié comme suit:

„– les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur ou en titres dématérialisés, si les statuts l'autorisent.“

- 5) Le deuxième alinéa de l'article 40 est remplacé par le texte suivant:

„La société doit satisfaire à la demande d'une personne inscrite sur le registre d'émettre un certificat relatif aux titres inscrits au nom de cette personne.“

- 6) Il est ajouté un nouvel alinéa à la fin de l'article 41 qui se lit comme suit:

„L'alinéa précédent n'est pas applicable aux titres d'action collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur déposés auprès d'un système de règlement des opérations sur titres. Le nombre de titres représentés par ces certificats doit être déterminé ou déterminable.“

- 7) Il est inséré entre l'article 42 et l'article 43 un nouvel article 42bis:

„**Art. 42bis.** L'action dématérialisée est matérialisée par une inscription en compte-titres au nom du titulaire de compte auprès d'un organisme de liquidation, d'un teneur de compte central, d'un teneur de comptes ou d'un teneur de comptes étranger. La cession s'opère par virement de compte à compte.“

- 8) Les deux derniers alinéas de l'article 43 sont remplacés par le texte suivant:

„Les propriétaires d'actions ou de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en actions ou titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en actions ou titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les propriétaires d'actions ou de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en actions ou en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires d'actions ou titres nominatifs peuvent en demander la conversion en actions ou titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs d'actions ou de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en actions ou titres nominatifs sauf si les statuts prévoient la dématérialisation obligatoire des actions ou titres.“

- 9) Il est ajouté à la loi un nouvel article 71bis qui se lit comme suit:

„**Art. 71bis.** Les statuts de sociétés qui émettent des actions ou titres dématérialisés prescrivent que seuls peuvent participer à l'assemblée générale et exercer leur droit de vote les personnes qui détiennent les actions ou titres dématérialisés à une date précédant l'assemblée générale, dite date d'enregistrement. Cette date est le quatorzième jour qui précède l'assemblée à vingt-quatre heures (heure de Luxembourg).“

- 10) Les deux derniers alinéas de l'article 84 sont remplacés par les alinéas suivants:

„Les titres d'obligation collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur déposés auprès d'un système de règlement des opérations sur titres peuvent être signés par une ou plusieurs personnes autorisées par la société émettrice. Le nombre de titres représentés par ces certificats doit être déterminé ou déterminable.

Les dispositions des articles 40, 42, 42bis et 43 al. 3, 4 et 5 sont applicables aux obligations.“

- 11) Le troisième alinéa de l'article 137-4(6) est modifié comme suit:

„A l'article 37, alinéa 2, les titres ou parts bénéficiaires mentionnés peuvent être nominatifs, au porteur ou dématérialisés pour la société coopérative organisée comme une société anonyme.“

Art. 27. La loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur est modifiée comme suit:

- 1) Les points a), b) et c) de l'article 4(2) sont modifiés comme suit:

„a) Toute publication d'opposition postérieure

i) à l'inscription d'un titre dans un compte-titres; ou

- ii) à la vente du titre par l'émetteur ou l'annulation du titre conformément à la loi relative aux titres dématérialisés
est sans effet.
- b) L'organisme de liquidation, le teneur de compte central ou le teneur de comptes ou, selon le cas, l'émetteur peuvent demander à l'organisme de centralisation de procéder à la levée d'une pareille opposition en lui attestant par écrit la date de la survenance de l'un des événements repris au point a) ci-dessus. La levée d'office est portée à la connaissance de l'opposant et publiée par l'organisme de centralisation de la même façon qu'une mainlevée, conformément au paragraphe (3) de l'article 6.
- c) L'organisme de centralisation ne peut plus par la suite accepter d'opposition sur ce même titre qui serait motivée par des faits antérieurs à l'un des événements repris au point a) ci-dessus.“
- 2) L'article 8(1) est modifié comme suit:
„(1) La déchéance du titre entraîne au profit de l'opposant le droit d'exercer les droits attachés au titre dès l'émission d'un nouveau titre en sa faveur ou l'inscription du titre dans son compte-titres et de toucher les arrérages et le capital échus.“
- 3) La première phrase de l'article 9(3) est modifiée comme suit:
„Nonobstant le paragraphe (2) ci-dessus et l'article 8 et même avant la déchéance du titre frappé d'opposition, l'émetteur peut, sous sa responsabilité, délivrer un titre de même genre, sous forme physique ou, selon le cas, dématérialisée, que le titre frappé d'opposition ou payer à l'opposant tout intérêt, dividende, capital ou autre distribution du titre frappé d'opposition.“
- 4) Il est ajouté un second alinéa à l'article 10:
„La délivrance d'un nouveau titre ne peut se faire que sous forme d'inscription d'un titre dématérialisé dans un compte-titres du propriétaire du titre si, lors de la délivrance, le titre en cause peut circuler sous forme dématérialisée.“

Art. 28. La loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles est modifiée comme suit:

- 1) L'intitulé de la loi est modifié comme suit: „Loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres“.
- 2) Les sections 1 à 5 de la loi sont abrogées et remplacées par les dispositions qui suivent:

„Section 1 – Champ d'application

Art. 1. (1) La présente loi s'applique aux titres au sens le plus large qui sont reçus en dépôt ou tenus en compte-titres par un teneur de comptes et qui sont ou sont déclarés fongibles, qu'ils soient matérialisés ou dématérialisés, au porteur, à ordre ou nominatifs, luxembourgeois ou étrangers et quelle que soit la forme sous laquelle ils ont été émis selon le droit qui les régit.

(2) La loi s'applique uniquement aux titres inscrits en compte-titres et qui circulent par virement de compte à compte.

(3) Sont réputés fongibles les titres reçus en dépôt ou tenus en compte-titres auprès d'un teneur de comptes sans indication de numéros ou d'autres éléments d'identification individuels.

Section 2 – Définitions

Art. 2. Aux fins de la présente loi, on entend par:

- 1) „acquéreur“: (i) un titulaire de compte dont le compte-titres a été crédité, ou
(ii) une personne, autre que le titulaire de compte, à qui un droit réel a été conféré sur les titres;
- 2) „compte-titres“: un compte tenu par le teneur de comptes sur lequel des titres peuvent être crédités et duquel des titres peuvent être débités. Le compte d'émission tenu par un organisme de liquidation ou un teneur de compte central ne constitue pas un compte-titres;
- 3) „écriture défectueuse“: un crédit de titres ou la création d'un droit sur titres rendu opposable aux tiers qui n'est pas valable ou qui est susceptible d'être contre-passé, y compris un crédit ou un droit conditionnel qui est frappé d'invalidité ou susceptible d'être contre-passé par l'effet de la réalisation ou de la non-réalisation de la condition;

- 4) „investisseur“: le titulaire de compte qui n’agit pas comme teneur de comptes pour une autre personne;
- 5) des titres sont de „même genre“ que d’autres titres s’ils sont émis par le même émetteur et si:
 - (i) ils font partie de la même catégorie de titres de capital ou;
 - (ii) il s’agit de titres autres que de capital, ils sont libellés dans la même monnaie, ont la même valeur nominale et sont considérés comme faisant partie de la même émission;
- 6) „procédure de liquidation“: une procédure collective comprenant la réalisation des actifs et la répartition du produit de cette réalisation entre les créanciers, les actionnaires, les associés ou les membres selon les cas, et comportant l’intervention d’une autorité administrative ou judiciaire, y compris lorsque cette procédure est clôturée par un concordat ou une autre mesure analogue, qu’elle soit ou non fondée sur une insolvabilité et indépendamment de son caractère volontaire ou obligatoire;
- 7) „teneur de comptes“: toute personne autorisée en vertu de la loi luxembourgeoise à tenir des comptes-titres y compris les organismes nationaux ou internationaux à caractère public établis au Luxembourg et opérant dans le secteur financier;
- 8) „teneur de comptes étranger“: toute personne, autre que celle visée au point 7) du présent article, dont l’activité de tenue de comptes-titres est soumise à une loi étrangère;
- 9) „teneur de comptes pertinent“: désigne, s’agissant d’un compte-titres, le teneur de comptes ou, le cas échéant, le teneur de comptes étranger qui tient le compte-titres pour le titulaire de compte;
- 10) „titulaire de compte“: une personne au nom de laquelle un teneur de comptes tient un compte-titres, que cette personne agisse pour son propre compte ou pour le compte de tiers.

Section 3 – Des titulaires de compte

Art. 3. (1) Le titulaire de compte bénéficie, à concurrence du nombre de titres inscrits en son compte-titres, d’un droit réel de nature incorporelle sur l’ensemble des titres de même genre tenus en compte par le teneur de comptes pertinent, des droits attachés aux titres et des droits prévus par la présente loi. Sous réserve de dispositions légales contraires, il ne peut faire valoir ses droits qu’à l’égard du teneur de comptes pertinent.

(2) Les titres inscrits en compte sont susceptibles de démembrement au même titre que les droits de propriété.

Art. 4. (1) L’acquisition par le titulaire de compte de titres résulte de l’inscription de ces titres au crédit de son compte-titres.

(2) En cas de procédure de liquidation de son teneur de comptes, le titulaire du compte-titres acquiert les droits sur les titres dès que les titres sont crédités sur le compte-titres de son teneur de comptes auprès du teneur de comptes de ce dernier ou inscrits sur le registre au nom ou pour le compte de son teneur de comptes et avant inscription au crédit de son propre compte-titres.

Art. 5. (1) Le titulaire de compte peut, à tout moment, demander, à ses frais, au teneur de comptes pertinent, la restitution des titres inscrits dans son compte-titres et dont il a la libre disposition.

(2) Pour les titres au porteur, le teneur de comptes remet ou fait remettre, si possible, physiquement au titulaire de compte les titres de même genre que ceux inscrits au crédit de son compte-titres.

Pour les titres nominatifs, le teneur de compte inscrit ou fait inscrire, si possible, le titulaire de compte dans le registre de titres tenus par ou pour l’émetteur.

Si les titres sont dématérialisés, sont stipulés non-livrables sous forme de titres physiques individuels ou si ceci n’est pas conforme aux usages dans le marché du pays où est situé le teneur de comptes-titres tenant la globalité des titres de même genre alors le teneur de comptes peut satisfaire à son obligation de restitution en virant les titres sur un compte-titres désigné par le titulaire de compte.

(3) Le don manuel de titres peut se faire par virement de compte à compte.

Art. 6. Le titulaire de compte peut demander à tout moment au teneur de comptes qu'il établisse un certificat relatif aux titres inscrits à son compte-titres. Ce certificat n'est pas un titre.

Art. 7. (1) Le teneur de comptes pertinent est tenu d'exécuter les instructions du titulaire de compte conformément à l'accord qui les lie ou des tiers disposant de droits sur les titres.

(2) Sans préjudice des dispositions du Titre V de la loi relative aux services de paiement une instruction peut être révoquée par le donneur d'ordre pendant les heures d'ouverture du teneur de comptes jusqu'au moment convenu entre le teneur de comptes et le titulaire de compte ou fixé dans les règles établies par un système de règlement des opérations sur titres, un organisme de liquidation ou un teneur de compte central.

Art. 8. (1) L'investisseur peut exercer ou faire exercer les droits associatifs attachés aux titres et les droits d'action liés à la détention des titres moyennant production d'un certificat établi par le teneur de comptes pertinent certifiant le nombre de titres inscrits en son compte-titres.

(2) En vue de la participation à leurs assemblées générales, les sociétés luxembourgeoises ne peuvent exiger la production des titres au porteur, l'inscription dans le registre des actions nominatives ou un transfert particulier des titres dématérialisés lorsque ces titres sont inscrits en compte-titres. La preuve des droits sur les titres résulte dans ce cas à suffisance d'une attestation établie par le teneur de comptes pertinent confirmant le nombre de titres tenus en compte-titres et, le cas échéant, leur indisponibilité jusqu'à une certaine date. La société peut, dans ses règles relatives à la tenue d'assemblées, prévoir que l'investisseur devra, sur demande, produire des pièces justificatives de l'inscription des titres à travers la chaîne de détention des titres.

(3) Si un teneur de comptes, le cas échéant étranger, ou un tiers désigné par un tel teneur de comptes est inscrit sur le registre des actions nominatives de l'émetteur, ce teneur de comptes ou tiers désigné peut exercer, sur base des instructions qu'il reçoit, les droits de vote attachés aux titres pour lesquels il est inscrit dans le registre.

(4) Si un tiers, autre que l'investisseur, entend participer à un vote, l'émetteur peut, si ses statuts, les conditions d'émission ou de convocation de l'assemblée le prévoient, exiger l'identification du ou des investisseurs ayant donné les instructions de vote. Au cas où il n'est pas satisfait à l'exigence de l'émetteur, le bureau de l'assemblée peut priver la personne en cause de l'exercice du droit de vote.

L'émetteur n'est pas tenu de vérifier l'existence ou la teneur des instructions données au tiers qui exprime un vote.

Art. 9. En cas de procédure de liquidation ou de procédure d'assainissement d'un titulaire de compte, les créanciers de celui-ci peuvent faire valoir leurs droits sur le solde disponible des titres inscrits en compte-titres au nom et pour le compte de leur débiteur, après déduction ou addition des titres qui, en vertu d'engagements conditionnels, d'engagements dont le montant est incertain ou d'engagements à terme, sont inscrits, le cas échéant, dans une partie distincte de ce compte au jour de l'ouverture de l'une des procédures précitées et dont l'inclusion dans le solde disponible est différée jusqu'à la réalisation de la condition, la détermination du montant ou l'échéance du terme.

Les engagements conditionnels ou dont le montant est incertain, ou les engagements à terme, visés à l'alinéa précédent, sont limités aux engagements découlant d'une relation juridique entre le titulaire de compte concerné et le teneur de comptes pertinent.

Art. 10. (1) En cas de procédure de liquidation du teneur de comptes, la revendication du nombre de titres dont le teneur de comptes est redevable s'exerce auprès du liquidateur collectivement sur l'universalité des titres de même genre que le teneur de comptes conserve, fait conserver, a inscrit à son nom ou celui d'un tiers désigné sous quelque forme que ce soit ou inscrit au nom du teneur de comptes pertinent auprès d'un autre teneur de comptes.

(2) Si cette universalité est insuffisante pour assurer la restitution intégrale des titres inscrits en compte, elle sera répartie entre les titulaires de compte en proportion de leurs droits. Dans ce cas, et hors les hypothèses visées à l'article 18, si le teneur de comptes dispose dans son patrimoine propre d'un nombre de titres de même genre, ces titres sont ajoutés à l'universalité des titres de

même genre à répartir entre les titulaires de compte et il ne demeurera au teneur de comptes que le nombre de titres qui subsiste après que le nombre total de titres de même genre détenus par lui pour compte de ses titulaires de compte ou à titre fiduciaire pour des tiers aura pu être restitué.

Si le titulaire de compte a autorisé le teneur de comptes à disposer de ses titres, et pour autant qu'une telle disposition ait eu lieu dans les limites de cette autorisation et que les titres n'ont pas encore été restitués au titulaire de compte au moment de l'ouverture de la procédure de liquidation et ne sont pas restitués par la suite, il ne sera attribué au titulaire de compte que les titres qui subsistent après que la totalité des titres du même genre revenant aux autres titulaires de compte leur aura été restituée. Toutefois lorsque, dans le cadre de la disposition des titres, le teneur de comptes a obtenu des sûretés de tiers afin de garantir la restitution de ces titres, le produit de réalisation de ces sûretés reviendra, à due proportion, au titulaire de compte comme s'il avait été lui-même le bénéficiaire direct de ces sûretés.

(3) Le titulaire de compte qui n'aura pu obtenir la restitution de l'intégralité des titres inscrits au crédit de son compte-titres à la date d'ouverture d'une procédure de liquidation devra déclarer sa créance comme créancier chirographaire pour un montant égal à la valeur des titres non restitués à la date d'ouverture de la procédure.

(4) Les dispositions du présent article sont également applicables en faveur des titulaires de compte qui tiennent un compte-titres auprès d'une personne au Luxembourg qui ne dispose pas de l'agrément nécessaire pour agir comme teneur de comptes.

Section 4 – De l'intégrité du système

Art. 11. (1) Aucune saisie de titres d'un titulaire de compte ne peut être effectuée à l'encontre de, ou de manière à affecter:

- a) un compte-titres de toute autre personne que le titulaire de compte;
- b) l'émetteur de tout titre crédité sur un compte-titres du titulaire de compte; ou
- c) une autre personne que le titulaire de compte ou le teneur de comptes pertinent.

(2) Toute saisie faite en violation du paragraphe (1) est nulle.

(3) Dans le présent article, „saisie de titres d'un titulaire de compte“ signifie tout acte ou procédure judiciaire, administratif ou autre consistant à bloquer, séquestrer, restreindre ou confisquer des titres du titulaire de compte afin de mettre en oeuvre ou d'exécuter un jugement, une sentence ou une autre décision judiciaire, arbitrale, administrative ou autre, ou destiné à garantir la disponibilité de ces titres pour mettre en oeuvre ou exécuter un jugement, une sentence ou une décision à intervenir dans le futur.

Art. 12. (1) Sauf si un acquéreur a effectivement connaissance, au moment où il acquiert les titres, qu'un tiers est titulaire d'un droit sur des titres et qu'un crédit au compte-titres de l'acquéreur ou la création d'un droit réel sur les titres opposable aux tiers conféré à l'acquéreur constitue une violation du droit d'un tiers:

- a) le droit de l'acquéreur n'est pas grevé par le droit du tiers;
- b) l'acquéreur n'encourt aucune responsabilité envers le tiers; et
- c) le crédit ou le droit conféré à l'acquéreur n'est pas frappé d'invalidité, inopposable aux tiers ou susceptible d'être contre-passé au motif que ce crédit ou ce droit affecte les droits du tiers.

(2) Sauf si un acquéreur a effectivement connaissance, au moment où il acquiert les titres ou son droit sur les titres, d'une écriture défectueuse antérieure:

- a) le crédit ou le droit conféré à l'acquéreur n'est pas frappé d'invalidité, inopposable aux tiers ou susceptible d'être contre-passé en conséquence de cette écriture défectueuse; et
- b) l'acquéreur n'encourt aucune responsabilité envers toute personne qui bénéficierait de cette invalidité ou de cette contre-passation.

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à une acquisition de titres, autre qu'une garantie ou sûreté, lorsque cette acquisition est faite par voie de donation ou de toute autre manière à titre gratuit.

(4) Les paragraphes (1) et (2) sont sans préjudice de l'article 7 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

(5) Sans préjudice d'autres chefs de responsabilité et des droits de tiers, si l'acquéreur n'est pas protégé dans son acquisition, il est tenu de restituer des titres en même nombre et de même genre.

Si l'acquéreur tenu à la restitution fait l'objet d'une procédure de liquidation, l'ayant droit peut revendiquer des titres en même nombre et de même genre, dans la mesure où de tels titres se trouvent dans la masse.

Section 5 – Du teneur de comptes

Art. 13. Sous réserves des dérogations résultant de la loi ou de la nature des titres détenus auprès d'un teneur de comptes, les dispositions du Code civil relatives au dépôt s'appliquent dans la relation entre le teneur de comptes et le titulaire de compte.

Art. 14. Le teneur de comptes doit veiller à détenir, auprès de lui-même, d'un autre teneur de comptes ou auprès d'un teneur de comptes étranger, des titres en nombre et en genre identique au nombre et au genre des titres inscrits au crédit des comptes-titres de ses titulaires de compte.

En cas de découvert qui ne peut être comblé, le teneur de comptes doit, soit augmenter le nombre de titres qu'il détient, soit réduire le nombre de titres inscrits dans les comptes-titres de ses titulaires de compte, dans le délai et aux frais indiqués dans la convention entre le teneur de comptes et le titulaire de compte ou dans les règles applicables dans les systèmes des opérations sur titres, les organismes de liquidation ou les teneurs de compte central.

Art. 15. Sans préjudice des dispositions du Titre V de la loi relative aux services de paiement, en cas de livraison de titres contre règlement d'espèces, le défaut de livraison ou de règlement constaté à la date et dans les conditions applicables dans le marché pertinent ou fixé par une convention entre les parties ou les règles d'un système de règlement des opérations sur titres délie de plein droit les parties de leurs obligations de livraison ou de paiement, sans préjudice de la responsabilité de la partie défaillante.

Art. 16. Lorsque le teneur de comptes pertinent procède à la livraison des titres ou au paiement du prix en se substituant au titulaire de compte défaillant, il acquiert la propriété à titre de garantie des titres ou des espèces reçues en contrepartie. Ce transfert de propriété à titre de garantie est régi par les dispositions de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

Art. 17. Le teneur de comptes peut donner en dépôt auprès d'autres teneurs de comptes ou teneurs de comptes étrangers, par versement en compte ou autrement, les titres versés ou virés sur les comptes-titres qu'il tient ou se faire inscrire directement ou indirectement sur le registre des titres en cause par rapport à ces titres. Il doit tenir ces titres séparés de ses propres titres auprès de ces autres teneurs de comptes ou dépositaires. Ni l'application de la présente loi, ni la situation des titres qui continue d'être chez le teneur de comptes pertinent, ni la validité ou l'opposabilité de sûretés ou garanties constituées conformément à la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ne sont affectées par ce dépôt.

Art. 18. En cas de perte ou de destruction totale par cas de force majeure d'un ensemble de titres de même genre, le teneur de comptes doit former les oppositions nécessaires et pourvoir à la reconstitution des titres perdus ou détruits.

Si la perte ou la destruction par cas de force majeure n'a été que partielle et si la reconstitution des titres perdus ou détruits n'a pu être obtenue, l'ensemble des titres de même genre sera réparti entre les titulaires de compte lésés dans la proportion de leurs droits.

Si la perte ou la destruction a été la conséquence de faits engageant la responsabilité du teneur de comptes et si la reconstitution des titres perdus ou détruits n'a pas pu être obtenue, la revendication des titulaires de compte lésés sur les titres restants s'exercera conformément à l'alinéa précédent. Pour la partie de leurs droits qui n'aura pas été couverte, les titulaires de compte lésés sont créanciers chirographaires du teneur de comptes.“

- 3) Le titre de la section 6 est modifié comme suit: „Section 6 – Des règles spéciales applicables aux teneurs de comptes opérant à titre principal un système de règlement des opérations sur titres“.

- 4) Les actuels articles 14 à 18 sont renumérotés en articles 19 à 23 et sont repris sous la section 6.
- 5) Dans chacun des nouveaux articles 19 à 23, les références à:
- „dépositaire“ au singulier ou au pluriel sont remplacées par une référence à „teneur de comptes“ au singulier ou, selon le cas, au pluriel;
 - „déposant“ au singulier ou au pluriel sont remplacées par une référence à „titulaire de compte“ au singulier ou, selon le cas, au pluriel;
 - toutes les références à „ou instruments financiers“ et à „et autres instruments financiers“ sont supprimées.

Art. 29. La loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif est modifiée comme suit:

- 1) Le premier alinéa de l'article 8(1) est modifié comme suit:

„La société de gestion émet des titres nominatifs, au porteur ou dématérialisés, représentatifs d'une ou de plusieurs quote-parts du fonds commun de placement qu'elle gère. La société de gestion peut émettre, dans les conditions prévues au règlement de gestion, des certificats écrits d'inscription des parts ou de fractions de parts sans limitation de fractionnement.“

- 2) La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 8(1) est modifiée comme suit:

„Les titres au porteur sont signés par la société de gestion et par le dépositaire visé à l'article 17.“

- 3) L'article 8(2) est modifié comme suit:

„(2) La propriété des parts sous forme de titres nominatifs ou au porteur s'établit et leur transmission s'opère suivant les règles prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les droits sur des parts inscrites en compte-titres s'établissent et leur transmission s'opère suivant les règles prévues dans la loi relative aux titres dématérialisés et la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.“

- 4) Il est ajouté à l'article 8 un nouveau paragraphe (3) de la teneur suivante:

„(3) Les titulaires de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les titulaires de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs, sauf si le règlement de gestion prévoit la dématérialisation obligatoire des titres.“

- 5) La deuxième phrase de l'article 13(1) est modifiée comme suit:

„Ce règlement de gestion doit être déposé au registre de commerce et des sociétés et sa publication au Mémorial est faite par une mention de dépôt au registre de commerce et des sociétés de ce document, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.“

Art. 30. La loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif est modifiée comme suit:

- 1) Le premier alinéa de l'article 8(1) est modifié comme suit:

„La société de gestion émet des titres nominatifs, au porteur ou dématérialisés, représentatifs d'une ou de plusieurs quote-parts du fonds commun de placement qu'elle gère. La société de gestion peut émettre, dans les conditions prévues au règlement de gestion, des certificats écrits d'inscription des parts ou de fractions de parts sans limitation de fractionnement.“

- 2) La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 8(1) est modifiée comme suit:

„Les titres au porteur sont signés par la société de gestion et par le dépositaire visé à l'article 17.“

3) L'article 8(2) est modifié comme suit:

„(2) La propriété des parts sous forme de titres nominatifs ou au porteur s'établit et leur transmission s'opère suivant les règles prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les droits sur des parts inscrites en compte-titres s'établissent et leur transmission s'opère suivant les règles prévues dans la loi relative aux titres dématérialisés et la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.“

4) Il est ajouté à l'article 8 un nouveau paragraphe (3) de la teneur suivante:

„(3) Les titulaires de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les titulaires de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs, sauf si le règlement de gestion prévoit la dématérialisation obligatoire des titres.“

5) La deuxième phrase de l'article 13(1) est modifiée comme suit:

„Ce règlement de gestion doit être déposé au registre de commerce et des sociétés et sa publication au Mémorial est faite par une mention de dépôt au registre de commerce et des sociétés de ce document, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.“

Art. 31. La loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés est modifiée comme suit:

1) Le premier alinéa de l'article 7(1) est modifié comme suit:

„La société de gestion émet des titres nominatifs, au porteur ou dématérialisés, représentatifs d'une ou de plusieurs quote-parts du fonds commun de placement qu'elle gère. La société de gestion peut émettre, dans les conditions prévues au règlement de gestion, des certificats écrits d'inscription des parts ou de fractions de parts sans limitation de fractionnement.“

2) La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 7(1) est modifiée comme suit:

„Les titres au porteur sont signés par la société de gestion et par le dépositaire visé à l'article 17.“

3) L'article 7(2) est modifié comme suit:

„(2) La propriété des parts sous forme de titres nominatifs ou au porteur s'établit et leur transmission s'opère suivant les règles prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les droits sur les parts inscrites en compte-titres s'établissent et leur transmission s'opère suivant les règles prévues dans la loi relative aux titres dématérialisés et la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.“

4) Il est ajouté à l'article 7 un nouveau paragraphe (3) de la teneur suivante:

„(3) Les titulaires de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les titulaires de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs, sauf si le règlement de gestion prévoit la dématérialisation obligatoire des titres.“

Art. 32. Le paragraphe (3) de l'article 7 de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation est abrogé et remplacé par le texte suivant:

„(3) Le règlement de gestion peut également autoriser la société de gestion à émettre des titres dématérialisés.“

Art. 33. (1) Dans tous les textes de loi et de règlement, la référence à la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles s'entend comme référence à la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.

(2) Toute référence à la présente loi pourra se faire sous l'intitulé abrégé „loi relative aux titres dématérialisés.“

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Chapitre Ier – *Dispositions générales*

Ad article 1er

L'article 1er définit le champ d'application de la loi qui régit essentiellement l'émission de titres dématérialisés, la circulation de ces titres étant régie par la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.

Ad article 2

L'article 2 contient un certain nombre de définitions qui sont en partie empruntées à la Convention sur les titres.

La définition figurant au point 2) ne requiert pas de commentaires.

Le „compte-titres“ (point 1)) est défini, à l'instar de l'article 1er de la Convention sur les titres, comme un compte tenu auprès d'une personne de droit luxembourgeois autorisée à tenir des comptes sur lequel des titres peuvent être crédités et duquel des titres peuvent être débités. Ce compte peut notamment être ouvert au nom d'une personne physique, d'une personne morale, d'un trust ou d'un fonds. Le compte d'émission est expressément exclu de la définition. Le compte d'émission est le compte tenu par l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central sur lequel est inscrit la totalité d'une émission de titres dématérialisés. Il fait office en quelque sorte de registre créateur des titres et sert à la réconciliation avec les titres inscrits dans les comptes-titres des clients de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central.

Le terme „distributions“ (point 3)) couvre pour l'essentiel les fruits produits par les titres.

L'„émetteur“ (point 4)) est toute personne physique ou morale qui émet des titres. Pour les actions sont visées les sociétés luxembourgeoises et pour les titres de créance un émetteur luxembourgeois ou étranger pourvu que les titres en cause soient soumis au droit luxembourgeois. Comme les fonds commun de placement ne jouissent pas de la personnalité juridique mais que ces fonds sont autorisés à émettre des titres, il a fallu préciser que ces fonds entrent dans la définition d'émetteur.

La définition figurant au point 5) est reprise de l'article 1er de la Convention sur les titres et vise en substance des titres qui sont fongibles entre eux.

L'„organisme de liquidation“ (point 6)) est un acteur clé dans le cadre de la dématérialisation au même titre que le teneur de compte central. Toute émission de titres dématérialisés de même genre doit se faire à travers un organisme unique afin d'en garantir l'intégrité. Pour les titres cotés, ce rôle revient exclusivement aux organismes de liquidation. Seuls les systèmes de règlement des opérations sur titres peuvent agir comme organisme de liquidation.

La définition de „procédure de liquidation“ (point 7)) vise les procédures de faillite, les liquidations judiciaires et des procédures similaires.

Le terme de „teneur de comptes“ (point 8)) vise essentiellement les banques, les dépositaires professionnels de titres et certains types d'entreprises d'investissement autorisées à tenir des comptes-titres en vertu du droit luxembourgeois. Il peut s'agir de sociétés de droit luxembourgeois ou de succursales luxembourgeoises d'entreprises étrangères.

Le terme de „teneur de compte étranger“ (point 9)) couvre essentiellement les établissements de crédit et les autres professionnels du secteur financier qui sont établis hors du Grand-Duché de Luxembourg et qui tiennent des comptes-titres.

Le „teneur de compte central“ (point 10)) a les mêmes fonctions centralisatrices que l’organisme de liquidation, sauf qu’il ne peut détenir le compte d’émission que pour des titres non-cotés. Pour les titres non-cotés, l’émetteur peut recourir soit à un organisme de liquidation, soit à un teneur de compte central en vertu des règles d’admission établies par ces institutions.

La loi ne peut régir que la dématérialisation de titres auxquels la loi luxembourgeoise s’applique, notre droit n’ayant pas vocation à régir des titres étrangers. La définition de „titres“ (point 11)) ne couvre ainsi que les titres de capital émis par des sociétés par actions de droit luxembourgeois. Sont donc exclues par exemple les parts émises par les s. à r. l. Pour ce qui est des titres de créance, la loi ne s’applique que si ces titres sont soumis au droit luxembourgeois, la loi applicable au titre ayant vocation à s’appliquer à la forme que peut emprunter le titre.

Sont exclus par leur nature les effets de commerce, les actions émises par les SEPCAV du fait de leur intransmissibilité et les titres amortissables par tirage au sort de numéros étant donné que, par définition, les titres dématérialisés n’ont pas de numéro.

La définition de „titres cotés“ (point 12)) vise les titres cotés soit sur un marché réglementé au sens de l’article 1 (11) de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d’instruments financiers, soit les titres négociés sur un système multilatéral de négociation au sens de l’article 1 (18) de la même loi.

Les „titres dématérialisés“ (point 13)) sont définis par la caractéristique qu’ils sont émis sans support papier mais par une simple inscription en compte auprès d’un organisme de liquidation ou d’un teneur de compte central.

Le „titulaire de compte“ (point 14)) est toute personne au nom de laquelle un compte-titres est tenu. Cette personne peut agir pour compte propre ou pour compte de tiers. Tel sera notamment parfois le cas si le titulaire de compte est lui-même teneur de compte et tient des comptes-titres pour ses clients.

Ad article 3

Le paragraphe (1) de l’article 3 définit le principe clé des titres dématérialisés. Ces titres n’existent qu’en vertu d’une inscription en compte: l’inscription en compte d’émission crée le titre et l’inscription en compte-titres confère à son titulaire les droits décrits dans la Loi de 2001.

Le principe est que ces titres existent sans aucun support papier physique. Cependant, dans certains pays, les titres ne peuvent être admis à la circulation dans le système national que s’il existe une sorte de support papier. A l’instar de la loi française, le paragraphe (2) prévoit qu’aux fins de la circulation internationale un certificat, support papier, peut être établi par des personnes limitativement désignées. Le but est d’empêcher que la forme dématérialisée des titres empêche les émetteurs de titres de droit luxembourgeois d’accéder à certains marchés.

Ad article 4

L’article 4 contient des dispositions importantes visant à assurer l’intégrité de chaque émission de titres et à éviter une inflation, c’est-à-dire une création artificielle de titres.

Chaque émission de titres dématérialisés fongibles entre eux doit être enregistrée dans un seul compte d’émission auprès d’un seul organisme de liquidation ou d’un seul teneur de compte central. Cet organisme ou teneur de compte central va ouvrir des comptes-titres à des personnes, souvent des teneurs de compte, au crédit desquels seront inscrits des titres appartenant à ou tenus par ces personnes.

Du fait que toute émission se trouve inscrite dans un compte auprès d’un organisme unique, cet organisme peut, par voie de réconciliation, à tout moment vérifier que ne soient inscrits au crédit des comptes-titres de ses clients plus de titres d’une même émission que de titres inscrits en compte d’émission.

Le compte d’émission doit contenir toutes les informations clés d’une émission. Le compte d’émission a plusieurs fonctions: 1) l’inscription de titres dans ce compte crée les titres; 2) le compte a une sorte de fonction comptable en ce sens que c’est par rapport à ce compte que l’organisme de liquidation ou le teneur de compte central doit faire les réconciliations avec les titres qu’il tient en comptes-titres, en ses livres ou pour compte propre.

Les titres cotés ne peuvent être inscrits dans un compte d'émission qu'auprès d'un organisme de liquidation, tandis que les titres non-cotés peuvent être inscrits en compte d'émission auprès d'un organisme de liquidation ou d'un teneur de compte central.

Comme déjà mentionné dans l'exposé des motifs, il peut y avoir coexistence de titres dématérialisés au sens du projet de loi et de titres au porteur et nominatifs. Ainsi, notamment en matière d'organismes de placement collectif, il peut y avoir coexistence, à l'intérieur d'un compartiment ou d'une catégorie d'actions, de titres dématérialisés au sens du projet de loi et de titres au porteur et nominatifs ayant éventuellement fait l'objet d'une dématérialisation de facto en ayant recours à un établissement de crédit qui ne correspond pas nécessairement au seul organisme de liquidation ou teneur de compte central ou doivent être enregistrés les titres dématérialisés au sens du projet de loi.

Chapitre II – Emission de et conversion en titres dématérialisés

Section 1 – Emission de titres dématérialisés

Ad article 5

L'article 5 organise, pour les sociétés par actions de droit luxembourgeois qui émettent des titres de capital sous forme dématérialisée, les conditions de cette émission de titres. Avant l'émission des titres dématérialisés, l'émetteur devra mettre en conformité ses statuts ou son règlement de gestion et y prévoir expressément la possibilité d'émettre des titres sous forme dématérialisée ainsi que les règles et modalités y relatives. Le régime applicable en Belgique dans ce domaine pourra utilement éclairer les émetteurs concernés. Afin d'assurer l'intégrité d'une émission de titres dématérialisés, l'émetteur devra enregistrer la globalité de son émission de titres dématérialisés relevant de la même catégorie auprès d'une seule entité, organisme de liquidation ou teneur de compte central. Enfin, s'agissant du choix de l'organisme de liquidation ou, le cas échéant, du teneur de compte central, l'émetteur devra accomplir un certain nombre de formalités de publication et de dépôt au Luxembourg afin d'assurer que tout tiers intéressé soit informé de la possibilité pour l'émetteur d'émettre des titres dématérialisés.

Ad article 6

L'article 6, à l'instar de l'article 5, 2ème tiret, prévoit pour l'émetteur de titres de créance sous forme dématérialisée une procédure similaire visant à respecter le principe de l'intégrité de l'émission des titres. Ainsi, tout émetteur de titres de créance sous forme dématérialisée devra s'assurer que l'émission se fasse au travers d'une seule entité, organisme de liquidation ou teneur de compte central.

Ad article 7

L'article 7 oblige tout émetteur de communiquer par écrit, à l'entité unique citée aux articles 5 et 6 ci-dessus, préalablement – et postérieurement à la réalisation d'une modification – toute modification touchant aux titres dématérialisés.

Ad article 8

L'article 8 précise que le pouvoir de choisir l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central en question incombe non pas à l'assemblée générale de l'émetteur mais aux organes d'administration de celui-ci.

Section 2 – Conversion en titres dématérialisés

Ad article 9

Le projet de loi a pour objectif de faciliter la conversion des titres de capital existants en titres dématérialisés. De ce fait, le projet de loi organise de manière précise la conversion de ces titres.

La faculté pour une société de droit luxembourgeois de convertir ses titres de capital en titres dématérialisés implique une modification préalable des statuts, et donc une décision de l'assemblée générale extraordinaire. Dans le cas d'un OPC, la possibilité doit être prévue par le règlement de gestion.

Les statuts doivent indiquer quels sont les titres objets de la conversion en titres dématérialisés. En effet, la dématérialisation peut ne porter que sur certains titres de capital, dès lors qu'ils sont du même genre, et non sur tous les titres de capital de genre différents émis par la société.

Les statuts doivent préciser le caractère obligatoire ou facultatif de la conversion. En effet, l'assemblée générale peut imposer la conversion en titres dématérialisés ou simplement autoriser les actionnaires à demander la conversion de leurs titres au porteur ou nominatifs en titres dématérialisés. Dans la mesure où la décision de conversion obligatoire a été prise par l'assemblée générale, tous les actionnaires doivent s'y plier. Pour la conversion facultative chaque actionnaire pourra librement décider s'il souhaite ou non présenter ses titres à la conversion.

Les statuts doivent indiquer la procédure de conversion. L'indication de la procédure dans les statuts est utile en raison du fait que la conversion peut être forcée. Les actionnaires doivent donc pouvoir prendre une décision éclairée et disposer d'un accès aisé à une description de la procédure.

Lorsque la conversion est obligatoire, les statuts doivent indiquer le délai de conversion et les sanctions en cas de non-présentation des titres à la dématérialisation endéans le délai prévu par les statuts. Afin que les actionnaires au porteur qui n'auraient pas été informés de la dématérialisation puissent disposer de suffisamment de temps pour être mis au courant et apporter leurs titres papiers à l'émetteur, le projet de loi prévoit que le délai de conversion ne peut être inférieur à deux ans. Ce délai est largement suffisant pour qu'un actionnaire au porteur s'informe ou soit informé, notamment au moment du paiement d'un dividende, de l'existence d'une procédure de conversion des titres.

Toutefois, pour plus de sécurité, l'article 9 prévoit l'application des dispositions de l'article 5 (publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Association, dans un journal à diffusion nationale et sur son site Internet, s'il dispose d'un tel site; dépôt au registre du commerce et des sociétés), que la conversion soit obligatoire ou facultative. Ces mesures devraient faciliter l'information des actionnaires. L'article 5 mettant en place une procédure de publicité légale, l'émetteur ne saurait donc engager sa responsabilité si un actionnaire se plaignait ultérieurement de ne pas avoir été informé de la procédure dans le délai légal.

Ad article 10

Afin de limiter toute contestation, l'article 10 décrit de manière précise le processus de conversion en titres dématérialisés des titres au porteur, des titres nominatifs et des titres globaux.

Les titres au porteur qui sont en possession physique de leur titulaire, sont convertis au fur et à mesure de leur présentation à l'inscription en compte-titres auprès d'un teneur de comptes, d'un teneur de compte central ou d'un organisme de liquidation. L'article indique que la conversion s'effectue „au fur et à mesure“ de la présentation des titres à l'inscription en compte-titres auprès d'un teneur de comptes, d'un teneur de compte central ou d'un organisme de liquidation. La remise des titres matérialisés entraîne donc une conversion immédiate en titres dématérialisés, dès leur présentation, ce qui assure une continuité juridique parfaite. Bien que la conversion soit immédiate, elle n'est toutefois effective que lors de l'inscription des titres au compte-titres du titulaire qui peut intervenir après un certain délai.

La destruction des titres physiques doit être effectuée rapidement afin d'éviter une éventuelle remise en circulation, par accident ou fraude, des titres papiers ayant fait l'objet d'une conversion. Le projet prévoit que la destruction des titres est assurée, sauf convention contraire entre l'émetteur et l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central, par l'émetteur. La centralisation de la destruction, solution proposée par le projet de loi, a pour objet de permettre une meilleure surveillance des opérations et de limiter ainsi les risques d'erreurs. Il n'est pas nécessaire que la procédure de destruction soit prévue par les statuts eux-mêmes.

Le paragraphe (2) indique la procédure de conversion des titres nominatifs. Dans ce cas, l'émetteur connaît le titulaire des titres et la conversion est plus simple à organiser. Cependant, la coopération du titulaire des titres reste nécessaire. En effet, il doit communiquer à l'émetteur les données nécessaires relatives à son teneur de comptes et à son compte-titres afin que les titres puissent y être crédités. Le paragraphe (2) fixe ainsi la procédure à suivre.

Enfin, l'article vise des titres qui sont immobilisés auprès d'un organisme de liquidation, d'un teneur de compte central ou d'un teneur de comptes et qui circulent par virement de compte à compte, au moment où la décision de conversion est publiée. Comme ces titres circulent déjà par virement de compte à compte, le projet de loi part d'une sorte de présomption d'intention de dématérialisation.

Ad article 11

Cet article a pour objet d'assurer une coordination entre les différents intermédiaires concernés par la conversion, afin d'éviter des erreurs matérielles et la création involontaire de titres.

Bien que la conversion soit immédiate, l'inscription des titres dématérialisés dans la partie disponible du compte-titres de l'actionnaire ne peut être effectuée par le teneur de compte que dans la mesure où il a reçu confirmation que ces titres ont bien été inscrits dans la partie disponible de son propre compte-titres ou dans celui de son teneur de comptes auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central pertinent.

Ad article 12

L'article 12 traite des conséquences du non-apport des titres à la conversion obligatoire.

Des mesures d'incitations à l'apport des titres en vue de leur dématérialisation sont nécessaires afin d'éviter la passivité de certains titulaires, ce qui aurait pour conséquence de priver la conversion obligatoire de son but de simplification de la gestion administrative des titres de la société d'une même catégorie.

Le paragraphe (1) prévoit donc des sanctions sévères afin d'inciter le titulaire de titres à apporter ceux-ci à la conversion. Le droit de vote est suspendu, et le paiement des distributions est différé jusqu'à la dématérialisation. La sanction est cependant temporaire. La suspension des droits de vote en cas de manquement d'un actionnaire ou obligataire à ses obligations est sévère mais déjà connue du droit luxembourgeois dans d'autres cas de manquement d'un actionnaire à ses obligations (ex: Art. 67(5) de la loi de 1915, en cas non-versement par un actionnaire du montant du capital appelé).

Le paragraphe (2) prévoit que les titres dont le droit de vote est suspendu, ne sont pas pris en compte pour le calcul du quorum et des majorités au cours des assemblées générales.

Cette solution s'impose afin de ne pas affecter le fonctionnement de la société. Le projet de loi précise que les titulaires de ces titres ne sont pas admis à ces assemblées générales. La sanction est forte mais constitue la conséquence logique de la suspension du droit de vote et évitera tout problème en cas de vote à mainlevée.

Le paragraphe (3) prévoit qu'en l'absence d'apport de ses titres par l'actionnaire ou obligataire défaillant dans un délai de deux ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, l'émetteur a la faculté, mais non l'obligation, de les convertir en titres dématérialisés et de les inscrire dans un compte-titres à son nom. Le projet de loi se montre respectueux d'une éventuelle inaction d'actionnaires ou obligataire puisqu'il accorde un délai de deux ans et fait de la conversion une faculté et non pas une obligation pour l'émetteur. Ce dernier est donc toujours libre, afin de prendre en compte les spécificités de son actionnariat, de ne pas poursuivre dans la voie de la conversion obligatoire de tous les titres concernés.

En cas de poursuite du processus de conversion obligatoire, et jusqu'à ce que le titulaire se manifeste et obtienne l'inscription des titres en son nom, les titres convertis sont inscrits au nom de l'émetteur. L'inscription des titres en compte-titres au nom de l'émetteur, faite en exécution de ce paragraphe, ne constitue qu'une étape supplémentaire et ne confère pas à ce dernier la qualité de titulaire des droits sur ces titres. En effet, l'émetteur n'est inscrit en son nom que dans la mesure où le nom du titulaire des titres reste inconnu ou que ce titulaire, bien que connu, n'ait pas indiqué de compte-titres sur lequel il y a lieu de créditer ses titres. Le projet de loi précise donc que les mesures de sanction prévues aux paragraphes (1) et (2) continuent à s'appliquer.

Le paragraphe (4) organise le processus de cession forcée des titres de capital ou des titres de créance qui n'auraient pas été apportés à la dématérialisation par leur titulaire dans un délai qui ne peut être inférieur à huit ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire. La dématérialisation opérée par l'émetteur conformément au paragraphe (3) n'est pas considérée comme une dématérialisation faite „sur demande de leur titulaire“ pour les besoins du paragraphe (4). Ici encore, le projet de loi fait preuve de libéralisme, en prévoyant que la cession forcée n'est possible que si les statuts, le règlement de gestion ou les conditions d'émission des titres de capital ou des titres de créance le prévoient. La cession forcée n'est donc pas obligatoire. La décision finale peut être confiée aux organes de gestion. Par ailleurs, aucune disposition n'empêche ces dispositions statutaires d'être adoptées après que la procédure de conversion l'ait été. Le projet de loi prévoit un délai très long de huit ans avant que la société ne procède éventuellement à la cession forcée des titres afin de sauvegarder les intérêts du cédant forcé.

Le projet de loi distingue trois situations. Les deux premières ne posent pas de difficulté en matière d'évaluation. Lorsque les titres sont cotés, ils doivent être vendus sur l'un des marchés sur lequel ils sont admis à la négociation (a). Dans le cas de parts d'organismes de placement collectifs, elles devront

être présentées au rachat à la valeur nette d'inventaire alors applicable (b). La difficulté concerne les sociétés non-cotées pour lesquelles il n'existe pas généralement de marché ou de méthode d'évaluation légale (paragraphe 4(c)). Pour ces dernières, le projet de loi prévoit qu'ils seront cédés par vente publique à la Bourse de Luxembourg à un prix qui ne pourra, pour les actions, être inférieur à une juste valeur de ces actions telle que déterminée par un réviseur d'entreprise agréée qui appliquera une méthode d'évaluation appropriée notamment au vu de la nature des activités de l'émetteur et du nombre de titres sujets à la vente.

La vente à la Bourse de Luxembourg permettra d'assurer la transparence de la cession. Le projet de loi renforce la protection du titulaire en posant l'exigence que le prix ne puisse être inférieur à un „juste prix“, en imposant l'intervention d'un réviseur d'entreprise agréé pour le déterminer, et en indiquant deux critères qui devront être pris en compte par ce dernier pour procéder à une évaluation. La valeur nette comptable a été écartée comme critère car elle peut ne pas refléter la valeur réelle de la société. En effet, les actifs peuvent avoir une valeur très supérieure à leur valeur comptable. L'expert appliquera une méthode ou plusieurs méthodes généralement admises dans le secteur d'activité de la société et tiendra compte du nombre de titres et du marché pour ces titres. Ainsi, si peu de titres sont mis en vente l'intérêt d'acheteurs tiers risque d'être moins élevé et, le cas échéant, une décote sera appliquée.

Par ailleurs, rien n'interdit à la société de procéder à une nouvelle mise en vente publique à la Bourse de Luxembourg en cas d'absence d'acquéreur, dès lors que l'évaluation du réviseur d'entreprise reste valable.

Le paragraphe (5) prévoit que le droit de préemption doit être respecté. La procédure d'évaluation applicable dans ce cas est alors semblable à celle prévue dans le paragraphe (4)(c), sauf si un mode d'évaluation a été convenu entre les parties à l'accord de préemption. Les clauses d'agrément doivent également être respectées.

Après la cession, les sommes perçues sont versées à la Caisse de consignation qui les détiendra jusqu'à l'expiration du délai de prescription.

En raison de la subjectivité de toute évaluation et de la fluctuation des cours en fonction de la date de vente, le paragraphe (8) du projet de loi prévoit que l'émetteur qui met en vente des titres conformément à cet article n'engage sa responsabilité qu'en cas de faute lourde. Ainsi, l'émetteur ne sera pas incité à écarter une conversion totale par la seule crainte d'une action en responsabilité.

Enfin, le paragraphe (9) vise le cas des titres qui ont été frappés d'opposition en vertu de la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire des titres au porteur ou qui ont été frappés d'une mesure d'indisponibilité légale ou judiciaire notifiée à l'émetteur avant la date limite prévue par les statuts ou les conditions des titres de créance pour la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés. Logiquement, ces titres ne peuvent être mis en vente tant que leur situation juridique n'est pas clarifiée. L'article vise également à protéger l'émetteur. L'indisponibilité ne s'applique qu'aux seuls titres qui ont été frappés d'une opposition en application du droit luxembourgeois, et non d'un droit étranger. De plus, l'opposition ou l'indisponibilité n'existe que dans la mesure où elle a été portée à la connaissance de l'émetteur.

Ad article 13

L'article 13 pose le principe de la neutralité de la conversion en titres dématérialisés au regard du gage soumis au droit luxembourgeois et inscrits en compte-titres au Luxembourg. L'existence d'un gage n'est pas un obstacle à la dématérialisation.

L'alinéa 2 prévoit qu'en cas de dématérialisation obligatoire, le créancier gagiste doit procéder à la dématérialisation. La solution s'impose car ce dernier détient le titre concerné par la dématérialisation.

Chapitre III – Transmission des titres dématérialisés

Ad article 14

L'article règle la circulation des titres en prévoyant que celle-ci se fait par des virements.

Afin de préserver l'unicité du système luxembourgeois de la détention, de la circulation et des droits sur titres inscrits en compte il est prévu que l'ensemble de ces questions sera régi par la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.

Ad article 15

L'article 15 vise à permettre à l'organisme de liquidation ou au teneur de comptes central de surveiller l'intégrité d'une émission.

Ainsi, des transferts entre titulaires de compte auprès d'un même teneur de comptes peuvent se faire par simple virement entre les titulaires concernés, étant donné que ces transferts ne modifient pas la position globale du teneur de compte auprès de l'organisme de liquidation, du teneur de comptes central ou de son propre teneur de comptes.

Si par contre le titulaire transférant et le titulaire bénéficiaire ont leurs comptes titres auprès de teneurs de comptes différents, la liquidation de la transaction doit en principe se faire à travers l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central, à moins que, conformément au paragraphe (1), les deux teneurs de compte des cédants et cessionnaires aient leur propre compte-titres auprès d'un même teneur de comptes.

Le don manuel des titres dématérialisés peut se faire de la même manière que le don manuel d'espèces, c.-à-d. par virement.

Chapitre IV – L'émetteur*Ad article 16*

L'article 16 reprend la solution antérieurement inscrite dans l'article 5 du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières, repris et clarifié par la suite dans la Loi de 2001. Il s'agit de permettre au titulaire d'exercer directement certains droits contre l'émetteur en prouvant ses droits par un certificat du teneur de compte. En principe, le droit de vote doit être exercé par la personne qui est le véritable titulaire des droits, c'est-à-dire le dernier titulaire de compte dans la chaîne des dépositaires, sauf au cas où un titulaire vote moyennant une procuration du titulaire et sur instruction de celui-ci. Pour assurer que le vote soit exercé par le véritable titulaire du droit pour son compte, l'article exige une certification de la qualité de titulaire de la personne qui entend exercer le droit de vote.

Ad article 17

Si les titres sont dématérialisés, les versements passent nécessairement par l'intermédiaire de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central et puis à travers la chaîne de teneurs de comptes. En conséquence, le versement du montant de la distribution à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central doit être libératoire pour l'émetteur. Il appartient à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central de continuer les montants aux titulaires des comptes auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central. Le paiement de la quote-part du montant de la distribution à chaque titulaire de compte est nécessairement libératoire pour chaque teneur de comptes dans la chaîne de détention des titres. De cette manière, le montant du dividende sera finalement crédité au compte de la personne qui a droit à la distribution, ce qui est normalement l'investisseur, ou le cas échéant l'usufruitier ou le créancier-gagiste.

Ad article 18

Le projet prévoit un droit pour l'émetteur de demander l'identification des détenteurs ultimes de titres qui ont un droit propre sur les titres et qui n'ont donc pas un rôle de teneur de comptes. Le projet prévoit que toute société, dont les actions sont dématérialisées, peut s'adresser à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central pour recueillir les informations sur les titulaires de comptes-titres en leurs livres. Les teneurs de comptes luxembourgeois ou étrangers identifiés par l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central feront passer la demande que leur adressera l'émetteur à travers la chaîne de détention de titres et feront remonter les informations reçues à l'émetteur. Ni l'organisme de liquidation, ni le preneur de compte central, ni les teneurs de comptes ne peuvent opposer le secret professionnel aux demandes de l'émetteur.

Cette disposition permet à un émetteur d'identifier à tout temps ses investisseurs, même en dehors de toute assemblée. L'hypothèse des assemblées est réglée à l'article 8 de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres tel qu'il est proposé de modifier cet article en vertu de l'article 28 du présent projet de loi.

Les investisseurs qui ne seront pas identifiés seront privés de leur droit de vote jusqu'à régularisation ou nouvelle demande d'identification.

Ad article 19

Cette disposition règle la question des frais liés à la conversion des titres de capital qui sont à la charge de l'émetteur en raison de l'intervention de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central. L'article ne règle pas les frais de la conversion des titres de type obligataire, pour autant on voit difficilement comment un émetteur pourrait mettre de tels frais à la charge de ses créanciers. Le projet prévoit que ces frais peuvent être mis à la charge de personnes autres que l'émetteur si la conversion est facultative, tandis que les frais doivent être supportés par l'émetteur si la conversion est obligatoire. En cas de conversion facultative, la possibilité de choix est laissée à chaque actionnaire de sorte qu'il peut être légitime de demander aux titulaires des actions de supporter eux-mêmes les frais de la conversion.

**Chapitre V – Des organismes de liquidation et des teneurs
de compte central**

Ad article 20

L'article 20 définit, de façon générale, les exigences en matière de statut professionnel des organismes de liquidation en précisant que seuls des systèmes de règlement des opérations sur titres désignés comme tels par la Banque centrale du Luxembourg et notifiés par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF à la Commission européenne tel que précisé par la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, peuvent agir comme organismes de liquidation. Etant donné qu'en vertu de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement et de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, la Banque centrale du Luxembourg est appelée à veiller à l'efficacité et à la sécurité de ces systèmes de règlement des opérations sur titres („oversight“), et étant donné également la relative similitude entre les activités des systèmes de règlement des opérations sur titres et l'activité d'organisme de liquidation en sens du présent projet de loi, il est prévu que ces systèmes des opérations sur titres sont agréés de plein droit comme organismes de liquidation de titres dématérialisés cotés ou non-cotés au sens de l'article 4 alinéa 1 du présent projet de loi.

Ad article 21

L'article 21 précise de façon générale que, tout comme les organismes de liquidation qui doivent disposer d'un statut réglementaire particulier, à savoir celui de système de règlement des opérations sur titres au sens de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, l'activité de teneur de compte central est également réservée à certaines entités disposant d'un agrément spécifique. Pour les teneurs de comptes centraux cet agrément doit se faire conformément aux nouvelles dispositions ajoutées à cet effet par le présent projet de loi à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (par une nouvelle sous-section 2bis du chapitre 1, section 2 de la Partie I). Par ce biais, il est assuré que seuls des établissements disposant d'un agrément spécifique en tant que teneur de compte puissent agir comme teneur de compte central et que ces entités soient soumises à une surveillance prudentielle de la part de la CSSF.

Ad article 22

L'article 22 autorise la CSSF à fixer les règles comptables particulières applicables par les organismes de liquidation, les teneurs de compte central et les teneurs de comptes aux titres dématérialisés par voie de règlement CSSF au sens de l'article 9(2) de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier telle qu'elle a été modifiée.

Ad article 23

L'article 23 établit le principe selon lequel les comptes d'émission ne peuvent pas être saisis, mis sous séquestre ou bloqués d'une manière quelconque. Cette disposition, qui se limite strictement aux comptes d'émission et ce par opposition aux comptes-titres, est dans la logique de l'article 2(2) du projet de loi qui précise qu'un compte d'émission ne constitue pas un compte-titres.

Ad article 24

L'article 24 du projet de loi précise que tout titre dématérialisé doit obligatoirement être inscrit en compte-titres auprès d'un organisme de liquidation (pour les titres non-cotés ou cotés) ou d'un teneur

de compte central (pour les titres non-cotés) ou auprès d'un autre teneur de compte en cas de détention indirecte dans une chaîne de détention de titres. L'inscription des titres dématérialisés en compte-titres auprès d'un organisme de liquidation ou d'un teneur de compte central est entre autres essentielle pour pouvoir assurer une centralisation de tous les titres d'une même émission auprès d'un seul organisme (teneur de compte central ou organisme de liquidation), centralisation qui est un préalable à une circulation par virement de compte-titres à comptes-titres et aussi à une réconciliation des titres inscrits en compte-titres avec les titres inscrits au niveau du compte d'émission. Etant donné le fait que la détention des titres dématérialisés peut se faire à travers une chaîne de détention avec un ou plusieurs niveaux d'intermédiaires entre le titulaire des titres et l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central, l'article 24 précise que les teneurs de comptes détiennent les titres auprès de ces organismes de liquidation ou teneur de compte central soit de façon directe (par exemple lorsqu'ils détiennent des titres pour compte propre directement avec le teneur de compte central ou l'organisme de liquidation) soit de façon indirecte, lorsqu'ils détiennent les titres à travers un ou plusieurs intermédiaires dans une chaîne de détention de ces titres. L'article 24 précise que dans le cas d'une chaîne de détention, le dernier intermédiaire détiendra forcément les titres dans un compte-titres auprès d'un teneur de compte central ou d'un organisme de liquidation.

Chapitre VI – Dispositions modificatives et finale

Ad article 25

Le projet de loi propose de modifier la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier par l'insertion d'une nouvelle sous-section 2bis à la section 2 du chapitre 2 de la Partie I actuelle de cette loi, afin d'y prévoir une nouvelle catégorie de professionnel du secteur financier par la création de la catégorie de teneur de compte central. Etant donné l'importance du rôle du teneur de compte central dans le système de dématérialisation de titres que le projet de loi compte instaurer, le projet de loi prévoit de réserver cette activité à certaines entités, déjà soumises au contrôle prudentiel de la CSSF (ou à des succursales luxembourgeoises de certaines entités étrangères étant autorisées à exercer certaines activités au Luxembourg sur base d'un passeport européen), qui devront, en plus de leur statut général, également disposer d'un agrément spécial additionnel pour l'exercice de l'activité de teneur de compte central. Dans ce contexte, il convient de noter que le système de dématérialisation passe par la détention de titres dématérialisés dans des comptes-titres tenus par des teneurs de comptes, avec une forme de centralisation de toutes les positions auprès d'un teneur de compte central. Ce teneur de compte central sera non seulement l'entité auprès de laquelle chaque détenteur de titres dématérialisés détiendra ultimement ces titres dans un compte-titres (soit de manière directe ou alors de façon indirecte à travers un ou plusieurs teneurs de comptes intermédiaires qui détiendront les titres en question auprès de ce teneur de compte central en fin de chaîne), mais sera également l'entité en charge de tenir le compte d'émission, compte d'émission qui reflétera l'entièreté des titres émis. En vue d'assurer le bon fonctionnement de ce teneur de compte central qui est une fonction essentielle dans le système de dématérialisation envisagé, il est ainsi proposé de réserver cette activité à des entités surveillées qui disposent de cet agrément spécial pour l'exercice de cette activité de teneur de compte central.

Les dispositions de la nouvelle sous-section 2bis de la section 2 du chapitre 2 de la partie I de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier appellent les commentaires suivants:

L'article 28-11 définit tout d'abord l'activité de teneur de compte central. Est teneur de compte central toute personne dont l'activité consiste dans la tenue de comptes d'émission. L'article 28-11 dispose ensuite que l'exercice de l'activité de teneur de compte central nécessite l'obtention d'un agrément spécifique délivré par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF, qui sera délivré si les conditions de l'agrément précisées à l'article 28-12 sont remplies, sauf pour ce qui est des organismes de liquidation au sens de la loi relative aux titres dématérialisés. La nécessité d'obtenir un tel agrément additionnel, spécifique à l'activité de teneur de compte central, vient ainsi se grever sur la nécessité de disposer d'un agrément en tant qu'établissement de crédit ou d'entreprise d'investissement de droit luxembourgeois ou d'exercer ces activités au Luxembourg sous forme d'une succursale d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'investissement personne morale d'origine communautaire conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Ainsi, afin de pouvoir exercer l'activité de teneur de compte central, les établissements en question doivent disposer de l'agrément spécifique de teneur de compte central. Le projet de loi ne déroge pas dans ce contexte à la règle générale selon laquelle il revient au Ministre ayant dans ses attributions la CSSF

de délivrer les autorisations par rapport aux professionnels tombant sous la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. L'exigence d'un agrément spécifique est compatible avec le statut de banque universelle que connaît le système luxembourgeois et est également compatible avec le système d'autorisation des activités des entreprises d'investissement (où par rapport à chaque activité ou service d'investissement il y a en principe un statut particulier d'entreprise d'investissement correspondant).

La surveillance que la CSSF exerce à l'égard des teneurs de compte central ne porte pas préjudice à la surveillance prudentielle exercée par la CSSF à l'égard des établissements de crédit et des entreprises d'investissement en tant que telles. Il est entendu que pour les succursales d'établissements de crédit ou d'entreprises d'investissement d'origine communautaire exerçant leur activité au Luxembourg conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, la CSSF en sa qualité d'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil ne dispose, pour ce qui est des fonctions autres que de teneur de compte central, que de compétences de surveillance résiduelles énumérées limitativement dans les directives 2004/39/CE et 2006/48/CE.

L'article 28-12 réserve le droit de demander un agrément en tant que teneur de compte central aux seuls établissements de crédit, aux entreprises d'investissement constituées sous forme de sociétés de droit luxembourgeois, aux succursales luxembourgeoises d'établissements de crédit agréées au Luxembourg ou y exerçant leur activité conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, ainsi qu'aux succursales luxembourgeoises d'entreprises d'investissement constituées sous forme de société exerçant leur activité au Luxembourg conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. La raison principale pour laquelle le projet de loi réserve cette activité de teneurs de compte central à ce type d'établissement réside dans le fait que les détenteurs de titres dématérialisés, qui détiendront nécessairement leurs titres dématérialisés avec un tel teneur de compte central, auront de façon directe ou indirecte une relation de compte-titres avec ce teneur de compte central. L'article précise que la nécessité d'un agrément spécifique pour l'exercice de l'activité de teneur de compte central ne s'applique pas uniquement aux établissements de crédits ou aux entreprises d'investissements luxembourgeois, mais également aux succursales luxembourgeoises d'établissement de crédit agréées au Luxembourg ou y exerçant leur activité conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et aux succursales luxembourgeoises d'entreprises d'investissement constituées sous forme de société exerçant leur activité au Luxembourg conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Cette nécessité d'un agrément spécial est compatible avec les dispositions communautaires applicables à l'exercice des activités des succursales d'établissements de crédit agréées au Luxembourg ou y exerçant leur activité conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et des succursales luxembourgeoises d'entreprises d'investissement constituées sous forme de société exerçant leur activité au Luxembourg conformément à l'article 30(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, étant donné le fait que (i) l'activité de teneur de compte central n'est pas en tant que telle une activité couverte par les dispositions en matière de passeport européen pour les succursales luxembourgeoises d'établissements de crédits d'origine communautaire ou les succursales luxembourgeoises d'entreprises d'investissement d'origine communautaire et (ii) cette activité nécessite la mise en place d'infrastructures et de systèmes de contrôles spécifiques et propres à cette activité de teneur de compte central pour titres dématérialisés luxembourgeois. Il convient de noter que le régime d'agrément pour l'exercice de l'activité de teneur de compte central proposé établit un régime parfaitement égalitaire entre les établissements de crédits ou les entreprises d'investissement d'origine luxembourgeoise et les établissements de crédits ou entreprises d'investissement d'origine communautaire étant donné que les conditions d'agrément sont les mêmes pour les deux types d'établissements.

L'article 28-12(2) précise les conditions qui doivent être remplies dans le chef de l'établissement demandeur de l'agrément. En suivant la logique des conditions d'autorisation applicables dans le domaine du secteur financier, la demande d'agrément pour l'activité de teneur de compte central requiert qu'un certain nombre de conditions qui ont trait à l'expérience professionnelle des personnes en charge de la gestion de l'établissement, ainsi que des conditions ayant trait à l'infrastructure et à l'organisation interne de l'établissement demandeur, soient remplies. Cet alinéa dispose ainsi qu'une personne au moins des personnes chargées de la gestion de l'établissement doit disposer d'une expérience professionnelle adéquate par le fait d'avoir déjà exercé des activités similaires à un niveau élevé de responsabilité et d'autonomie, et précise les conditions que le dispositif interne de l'établissement

demandeur en matière de gouvernance interne, de structure organisationnelle, de gestion et de détection des risques et de procédures administratives et comptables doit remplir. Etant donné le fait qu'il est proposé qu'à la fois l'émission, la détention ainsi que la circulation de titres dématérialisés passe ultimement par des comptes-titres tenus par un teneur de compte central, l'alinéa (2) précise également que des mécanismes et des procédures spécifiques à l'activité de tenue de compte centraux, dont l'établissement devra prouver l'existence dans le cadre de son dossier d'agrément en tant que teneur de compte central, doivent être en place. C'est ainsi que l'établissement demandant une autorisation en tant que teneur de compte central devra en outre apporter la preuve de l'existence de procédures qui permettent de vérifier que le montant total de chaque émission admise à ses opérations et enregistrée dans un compte d'émission est égal à la somme des titres enregistrés aux comptes-titres de ses titulaires de compte. Ce mécanisme d'appariement permanent entre les positions enregistrées dans le compte d'émission et de l'ensemble des titres enregistrés aux comptes-titres des titulaires de comptes, permettra, à travers le teneur de compte central, d'assurer que le nombre de titres en circulation correspond aux nombres de titres effectivement émis selon le compte d'émission. L'établissement soumettant la demande d'agrément devra également apporter la preuve qu'il a la capacité d'enregistrer dans un compte d'émission l'intégralité des titres composant chaque émission admise à ses opérations et qu'il dispose de mécanismes assurant la circulation des titres par virement de compte à compte. Le point 4 précise que le teneur de compte central devra permettre, et ainsi prendre les dispositions nécessaires pour permettre que l'exercice des droits attachés aux titres inscrits en compte-titres soit possible.

Tout comme les dépositaires professionnels d'instruments financiers sous l'article 26 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, les teneurs de compte central détiennent dans des comptes-titres établis dans leurs livres des titres dématérialisés pour le compte de leurs titulaires de comptes. L'article 28-12 paragraphe 3 exige dès lors un capital social d'une valeur de 730.000 euros au moins, comme cela est actuellement exigé pour les dépositaires professionnels d'instruments financiers.

L'article 28-13 apporte des précisions sur la procédure d'agrément en tant que teneur de compte central, procédure qui est séparée de la procédure d'agrément en tant qu'établissement de crédit ou d'entreprise d'investissement. Comme cela est le cas pour l'agrément en tant qu'établissement de crédit ou d'entreprise d'investissement proprement dit, la demande d'agrément en tant que teneur de compte central est également à introduire sous forme écrite et l'instruction de la demande sera faite par la CSSF au vu des exigences du présent projet de loi. Toute demande doit être accompagnée de tous les renseignements nécessaires à son appréciation.

L'alinéa 4 précise que toute décision prise sur une demande d'agrément doit être motivée et notifiée au demandeur dans les six mois de la réception de la demande ou, si celle-ci est incomplète, dans les six mois de la réception des renseignements nécessaires à la décision. Il est en tout cas statué dans les douze mois de la réception de la demande, faute de quoi l'absence de décision équivaut à la notification d'une décision de refus. La décision peut être déferée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.

La modification de l'article 64(1) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier a pour objet d'étendre les sanctions pénales, actuellement applicables à ceux qui exercent une activité d'établissement de crédit ou d'autre professionnel du secteur financier sans être en possession de l'agrément requis, à tous ceux qui exercent l'activité de teneur de compte central sans l'autorisation nécessaire au titre de l'article 28-11 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Ad article 26

Comme cela est indiqué dans l'exposé des motifs, les titres dématérialisés constituent une nouvelle catégorie de titres qui vient ainsi s'ajouter aux deux catégories de titres que connaît la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, à savoir les titres nominatifs et les titres au porteur (actions, obligations, titres ou parts bénéficiaires). Pour tenir compte de la création de cette nouvelle catégorie de titres, il est nécessaire d'adapter en conséquence certaines dispositions de cette loi.

Article 27: Cet article énonce le contenu minimum de l'acte de société. Au point 8 il mentionne la forme nominative ou au porteur des actions. Le projet propose d'y ajouter les actions sous forme dématérialisée.

Selon le même point l'acte de société doit encore indiquer „toute disposition complémentaire ou dérogatoire à la loi relative à la conversion des titres“. Il est proposé d'élargir ce texte en l'appliquant dorénavant non seulement à celle des dispositions complémentaires ou dérogatoires à la loi relatives à la conversion des titres, mais, plus généralement, à toute disposition complémentaire ou dérogatoire à la loi de 1915.

Article 37, 4ème alinéa: Le projet ajoute au texte actuel, qui mentionne les actions et parts nominatives ou au porteur, celles sous forme dématérialisée.

Même article, dernier alinéa: d'après le texte actuel les actions et les coupures (d'actions) portent un numéro d'ordre. Dans le cas de titres dématérialisés cette exigence est excessive car non nécessaire. Le projet ne la prévoit donc pas pour ces titres. Il est entendu que, comme à ce jour, les actions et les coupures tant nominatives qu'au porteur doivent porter un numéro d'ordre.

Article 39 dernier tiret: Le projet de loi introduisant la possibilité d'émettre des actions dématérialisées il y a lieu d'inclure cette possibilité dans les mentions à faire au registre des actions.

Article 40, 2ème alinéa: D'après le texte actuel la société est obligée de délivrer au propriétaire d'actions nominatives un certificat constatant l'inscription qui doit en être faite sur le registre prescrit par la loi. Il s'avère que, en pratique, cette règle est largement ignorée ou négligée car, dans de nombreux cas, les propriétaires d'actions nominatives renoncent explicitement ou implicitement à recevoir un certificat en bonne et due forme de l'inscription de leurs actions nominatives dans le registre de ces actions. Afin d'alléger la charge administrative des sociétés tout en assurant au propriétaire d'actions nominatives une protection adéquate, il est proposé que dorénavant la société ne doive émettre un certificat relatif aux titres inscrits au nom de l'actionnaire sur le registre que si celui-ci le lui demande.

Article 41, nouvel alinéa: L'article 41 actuel énonce en son dernier alinéa un certain nombre de données qui doivent obligatoirement être portées sur l'action au porteur. Selon le nouvel alinéa proposé, cet alinéa n'est pas applicable aux titres d'actions collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur déposés auprès d'un système de règlement des opérations sur titres. Dans l'émission des grands emprunts, surtout ceux donnant lieu à cotation en bourse et à circulation internationale des obligations, il est devenu de pratique courante que la totalité des obligations d'une émission déterminée prenne la forme d'un certificat global au porteur qui est et reste déposé auprès d'un système de règlement des opérations sur titres tel que Clearstream et Euroclear. Ce certificat global ne donne pratiquement jamais lieu à conversion en titres individuels au porteur. Faire figurer sur ce certificat les mentions indiquées à l'art. 41 dernier alinéa ne présente aucune utilité pour le dépositaire professionnel que constitue le système de règlement des opérations sur titres puisqu'il connaît parfaitement toutes les mentions.

Le nouveau texte proposé exige néanmoins que le nombre de titres représenté par un tel certificat global et qui ne figure pas nécessairement sur celui-ci doit être déterminé ou déterminable. Cette détermination se fait normalement sur la base des comptes tenus par les systèmes de règlement des opérations sur titres. La disposition en question est identique à celle existant en droit belge.

Article 42bis nouveau: En introduisant comme nouvelle catégorie d'actions les titres émis sous forme dématérialisée, le projet définit ceux-ci en son Chapitre 1er, article 2 sub 16. L'art. 3(1) du projet dispose que les titres dématérialisés ne sont matérialisés que par une inscription en compte-titres, et l'art. 14(1) dispose que les titres inscrits en compte se transmettent par virement de compte à compte.

Ces dispositions sont fondamentales en ce qu'elles énoncent les caractéristiques essentielles de l'action dématérialisée quant à sa nature et quant à la manière dont elle se transmet. Sur ces points, l'action dématérialisée se différencie substantiellement de l'action au porteur et de l'action nominative. Il est donc nécessaire d'inscrire ces caractéristiques dans la loi de 1915.

Celle-ci règle le transfert des actions nominatives en son article 40 et celui des actions au porteur en son article 42. Il a paru judicieux d'intercaler la nouvelle disposition après l'article 42 sous forme d'un nouvel article 42bis.

Article 43: L'article 43 actuel règle comme suit la conversion des actions d'une forme en une autre forme:

- les propriétaires d'actions ou de titres au porteur peuvent toujours en demander la conversion en actions nominatives, et les statuts ne peuvent pas le leur interdire;

- en principe les propriétaires d’actions ou de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en actions au porteur mais les statuts peuvent le leur interdire en prescrivant que les actions ou titres doivent toujours rester nominatifs.

Le projet entend régler le droit de conversion des actions dématérialisées. Il le fait en instituant un système parallèle à celui résumé ci-dessus; ce système tient néanmoins compte du principe fondamental selon lequel la loi n’impose pas la forme dématérialisée mais laisse à chaque société le choix de l’adopter:

- les propriétaires d’actions ou de titres au porteur ou nominatifs peuvent en demander la conversion en actions ou titres dématérialisés, à condition que les statuts le prévoient;
- les propriétaires d’actions ou titres au porteur peuvent en demander la conversion en actions ou titres nominatifs, et les statuts ne peuvent le leur interdire;
- en principe les propriétaires d’actions ou de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en actions ou titres au porteur, mais les statuts peuvent le leur interdire;
- les propriétaires d’actions ou de titres dématérialisés peuvent en demander la conversion en actions ou titres nominatifs, sauf si les statuts prévoient une dématérialisation obligatoire. Ils ne peuvent pas en demander la conversion en actions ou titres au porteur.

Article 71bis nouveau: Le texte du projet introduit une règle particulière en matière de participation des titulaires d’actions ou de titres dématérialisés à l’assemblée générale et d’exercice du droit de vote qui y est attaché. Aux termes de cette nouvelle règle, les statuts des sociétés qui émettent des actions ou titres dématérialisés doivent fixer une date à laquelle les titulaires des actions ou titres en question doivent détenir des actions ou titres en cause dans leur compte-titres afin de pouvoir exercer leurs susdits droits. Cette date est appelée „date d’enregistrement“ et elle est celle du 14ème jour qui précède l’assemblée à 24h00 (heure de Luxembourg).

Le système ainsi introduit répond à une nécessité pratique. La participation des propriétaires d’actions dématérialisées aux assemblées générales pose un problème spécifique à cette forme d’actions. Les titres dématérialisés sont obligatoirement inscrits en compte-titres auprès d’un teneur de compte. C’est donc ce teneur de comptes qui connaît l’actionnaire et qui, en cas de transmission des actions dématérialisées, en opère le transfert par virement de compte à compte. L’émetteur ne connaît pas nécessairement l’identité du propriétaire d’actions dématérialisées. C’est donc en principe au teneur de compte d’accomplir, en accord avec le titulaire de ces titres, voire sur les instructions particulières de celui-ci, toutes les démarches nécessaires pour que le droit de vote et les autres droits attachés à ces titres puissent s’exercer à l’assemblée générale.

Ce système est consacré par la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l’exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées. Sa transposition en droit luxembourgeois fait l’objet de la loi du 24 mai 2011 concernant l’exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés. La date d’enregistrement que propose le présent projet est la même que celle proposée par le prédit projet. La détention ainsi requise ne rend pour autant pas les titres concernés non cessibles. A défaut de toute disposition impérative en sens contraire, et hormis les cas où les statuts ou un contrat privé en restreignent la libre cessibilité, les titulaires de ces titres restent libres de les céder entre la date d’enregistrement et celle de l’assemblée générale. Cette disposition déroge donc à l’article 162 de la loi de 1915 en permettant à une personne qui n’est peut-être plus actionnaire au moment de l’assemblée de voter.

Ainsi que cela résulte de son texte, la nouvelle disposition est générale: elle s’applique aussi bien aux actions qu’aux autres titres dématérialisés. Elle s’applique donc notamment aussi aux obligations et aux assemblées générales d’obligataires.

Article 84: l’art. 84 dispose, entre autres, comment les obligations au porteur doivent être signées.

Le nouvel alinéa à ajouter à l’art. 41 traite du cas des titres d’action collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur déposés auprès d’un système de règlement des opérations sur titres.

Les deux nouveaux textes à ajouter à l’art. 84 traitent du cas parallèle où cette fois-ci ce sont des titres d’obligations collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur qui sont déposés auprès d’un système de règlement des opérations sur titres. Pour de tels certificats globaux au porteur se pose la question de savoir par qui ils doivent être signés. Les exigences en la matière du texte actuel telles qu’énoncées à l’art. 84 se sont avérées être fort lourdes, sans pour autant accroître la protection des

obligataires. En effet, comme pour le certificat global au porteur des titres d'actions collectifs, le titre global d'obligations collectif au porteur ne donne pratiquement jamais lieu à conversion en titres individuels au porteur. Le projet propose donc que les titres d'obligations collectifs sous forme de certificats globaux au porteur et qui sont déposés auprès d'un système de règlement des opérations sur titres peuvent être signés par une ou plusieurs personnes qui ne doivent pas être obligatoirement selon le cas administrateurs ou membres du directoire.

Comme pour le nouvel alinéa de l'art. 41, le nouveau texte ici commenté exige que le nombre de titres représenté par un certificat global et qui ne figure donc plus sur celui-ci soit déterminé ou déterminable.

Les deux derniers alinéas du texte actuel rendent applicables aux obligations certaines règles applicables aux actions, en renvoyant à plusieurs articles consacrés à ces dernières. Comme le projet introduit un nouvel art. 42bis et un alinéa supplémentaire à l'art. 43, la liste des articles auxquels le renvoi est fait est élargie en conséquence.

Article 137-4(6) alinéa 3: La modification apportée à cet article est la conséquence de la généralisation de la possibilité d'émettre des titres dématérialisés.

Ad article 27

L'introduction dans notre législation de la possibilité d'émettre des titres dématérialisés ou de convertir des titres au porteur ou nominatifs en titres dématérialisés, doit être prise en compte par les dispositions législatives en matière de dépossession involontaire de titres et d'opposition sur titres, en l'occurrence, la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur. Les modifications affecteront les articles 4, 8, 9 et 10 de la loi modifiée du 3 septembre 1996.

Les modifications proposées au point a) du paragraphe 2 de l'article 4 appliquent le principe d'absence d'effet d'une opposition publiée après la vente du titre par l'émetteur ou l'annulation du titre dans le cadre de la conversion d'un titre physique en titre dématérialisé. Les termes „compte-courant de dépôt fongible“ sont remplacés par „compte-titres“.

Les modifications proposées au point b) du paragraphe 2 de l'article 4 ont pour objet d'ajouter l'organisme de liquidation, le teneur de compte central ainsi que l'émetteur aux entités pouvant demander la mainlevée d'une opposition faite dans les circonstances de l'article 4(2) a).

La modification apportée au point c) du paragraphe 2 de l'article 4 est une simple référence à la modification du point a) de l'article 4(2) ci-avant.

L'article 8(1) précise, de façon générale, dans l'hypothèse de la déchéance du titre, à partir de quel moment l'opposant pourra exercer ses droits et toucher les arrérages ainsi que, le cas échéant, le capital.

L'article 9(3) confirme le principe autorisant l'émetteur d'un titre à favoriser l'opposant au-delà des exigences de la loi. La modification ajoute la possibilité pour l'émetteur d'émettre, le cas échéant, un nouveau titre dématérialisé. Outre les intérêts, dividende et capital qui peuvent être payés à l'opposant, il a été ajouté „autre distribution“, ce qui permet entre autres la distribution d'actions gratuites.

La modification proposée à l'article 10 par l'ajout d'un second alinéa précise la condition exigée pour délivrer un nouveau titre sous forme dématérialisée en remplacement d'un titre partiellement détruit.

Ad article 28

1) et 2)

En raison de la redondance des termes „titres“ et „autres instruments fongibles“ l'intitulé de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles est simplifié comme suit: „loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres“. Cette loi est désignée ci-après par „Loi de 2001“.

Afin de tenir compte des enseignements de la Convention sur les titres, le texte des sections 1 à 5 de la Loi de 2001 est modifié sans cependant changer l'approche fondamentale telle qu'elle existe dans notre droit depuis le règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières tel que ce règlement a été fondu dans la Loi de 2001. D'autres sources d'inspirations sont

l'arrêté royal belge coordonné No 62 et la loi fédérale suisse du 3 octobre 2008 sur les titres intermédiaires, de même que le projet de directive SLD.

Section 1 – Champ d'application

Article 1er de la Loi de 2001

La Loi de 2001 a un champ d'application et un objet différent de celui des articles 1 à 24 du présent projet de loi. Ces derniers articles ne visent que l'émission de titres dématérialisés de droit luxembourgeois, tandis que la Loi de 2001 s'applique à la conservation et à la circulation de titres luxembourgeois ou étrangers que ces titres soient émis sous forme dématérialisée, sous forme au porteur ou sous forme nominative.

Le lien avec le Luxembourg se fait à travers le teneur de compte et la situation du compte-titres. En effet la Loi de 2001 ne s'applique que si le teneur de compte est établi au Luxembourg (voir définition de „teneur de comptes“) et si le compte-titres dans lequel les titres sont inscrits est tenu au Luxembourg (voir articles 17).

Le terme „titres“ englobe toutes les valeurs mobilières et instruments financiers au sens large. Afin de permettre au texte d'évoluer avec les pratiques du marché la loi ne donne pas de définition figée de la notion de „titres“.

Tous les titres ne sont cependant pas visés. Le paragraphe (2) précise bien que ne sont couverts que les titres qui peuvent circuler par virements de compte à compte. Ainsi sont exclus par exemple certains types d'options (qui tombent sous la définition d'„instruments financiers“ donc a priori aussi de titre) qui sont des contrats purement bilatéraux ne pouvant circuler par virement de compte à compte (voir Yves Prussen, Le régime des titres et instruments fongibles, *in* Droit bancaire et financier au Luxembourg, Vol. 3, éd Larcier No 38-3 et s.) et sont de même exclus les titres non-fongibles.

Le paragraphe (3) reprend le deuxième paragraphe de l'actuel article 1 de la Loi de 2001.

Section 2 – Définitions

Article 2 de la Loi de 2001

La majorité des définitions sont identiques à celles figurant à l'article 2 du présent projet de loi. Pour ces définitions il est renvoyé aux commentaires figurant sous cet article.

Les définitions du terme „acquéreur“ et des termes „écriture défectueuse“ sont empruntées à l'article 17 de la Convention sur les titres.

Le terme „acquéreur“ (Art. 2.1)) vise tant un acheteur d'un titre qu'un créancier gagiste qui acquiert un droit réel sur des titres.

Constitue une „écriture défectueuse“ (Art. 2.3), une inscription en compte qui n'est pas valable ou est susceptible d'être contre-passée comme par exemple lorsque le vendeur n'était pas propriétaire des titres qu'il a vendus.

L'„investisseur“ (Art. 2.4)) désigne le dernier, l'ultime titulaire de compte dans le bas de la chaîne de détention de titres.

Le „teneur de comptes pertinent“ désigne, par rapport à chaque titulaire de compte dans la chaîne de détention de titres, le teneur de comptes auprès duquel le titulaire de compte en cause tient son compte-titres.

Section 3 – Des titulaires de compte

Article 3 de la Loi de 2001

Le paragraphe (1) de l'article 4 reprend en substance les dispositions des paragraphes deux et trois de l'actuel article 6 de la Loi de 2001.

Le paragraphe (2) apporte une clarification utile en ce sens que, bien que le titulaire de compte n'ait qu'un „droit réel de nature incorporelle“ sur les titres, ce droit est susceptible de démembrement (par exemple en usufruit et nu-propriété) au même titre qu'un droit de propriété.

Article 4 de la Loi de 2001

Le paragraphe (1) de l'article 4 contient une règle prônée au niveau international tant par la Convention sur les titres que par le projet de directive SLD à savoir que le titulaire de compte n'acquiert

des droits sur les titres qu'une fois qu'ils sont inscrits dans son compte. Cette règle fait donc obstacle au principe traditionnel qu'un acheteur acquiert la propriété dès qu'il y a accord (*solo consensu*) entre lui et le vendeur sur l'objet et le prix. Cette règle traditionnelle trouve, cependant, depuis toujours exception pour les choses de genre, pour lesquels le transfert de propriété n'a lieu qu'avec l'individualisation de la chose, objet de la vente. Nombreux sont ceux qui, à juste titre, considèrent que cette règle sur les choses de genre s'applique également aux titres fongibles inscrits en compte pour lesquels, à défaut d'individualisation par numéros, l'individualisation ne se fait qu'avec l'inscription des titres dans le compte-titres de l'acquéreur et que donc le transfert de droits est retardé jusqu'à cette date. Le paragraphe (1) ne fait donc que confirmer le résultat de l'analyse de droit civil discutée ci-dessus.

La règle du paragraphe (1) trouve un tempérament au paragraphe (2) en cas de procédure de liquidation du teneur de compte. Le souci est d'éviter que le titulaire de compte ne soit privé de ses titres du seul fait que ceux-ci ne sont pas encore inscrits à son compte bien que le teneur de comptes les ait reçus sur son propre compte-titres.

Article 5 de la Loi de 2001

Conformément aux règles classiques du dépôt, le titulaire de compte peut demander à son teneur de comptes la restitution des titres qu'il tient en compte.

La manière dont s'opère cette restitution dépend cependant du type de titre.

Pour les titres au porteur la restitution s'opère en principe par la remise physique des titres. Il existe cependant des titres au porteur pour lesquels une restitution par remise physique n'est pas possible – dans ce cas la remise se fait par virement de compte à compte. Ceci sera par exemple le cas si la remise est indument onéreuse ou si les titres au porteur sont dématérialisés (ex. France) ou s'ils sont stipulés non-livrables sous forme de titres physiques individuels (ex. titres globaux contenant ce genre de stipulation).

La même règle s'applique en substance aux titres nominatifs.

Pour les titres dématérialisés la restitution ne peut en tout état de cause s'effectuer que par virement à un autre compte.

Comme en matière d'espèces, le don manuel de titres inscrits en compte-titres peut s'effectuer par simple virement.

Article 6 de la Loi de 2001

Afin de permettre à un titulaire de compte de pouvoir exercer ses droits associatifs ou une action en justice ou à toutes autres fins, ce titulaire peut demander à son teneur de compte qu'il lui établisse un certificat attestant du nombre et du genre de titres inscrits à son compte à une date donnée. Ce certificat ne constitue pas un titre.

Article 7 de la Loi de 2001

Le paragraphe (1) consacre un principe reconnu par l'article 10 de la Convention sur les titres.

Ce principe comprend un aspect positif et un aspect négatif. Dans son aspect positif, il fait obligation au teneur de comptes de donner effet à toute instruction donnée par le titulaire du compte. L'expression „accord qui les lie“ doit être interprétée en ce sens qu'elle comprend en général les conditions générales (ou bien, le cas échéant, les règles établies par un système de règlement des opérations sur titres) d'un teneur de comptes ou la convention de compte. Dans son aspect négatif, il fait interdiction au teneur de compte d'exécuter des instructions portant sur des titres intermédiés qui émaneraient d'une autre personne que le titulaire du compte, sous réserve de l'exception prévue par le texte. En effet, le teneur de comptes peut – et doit – également agir, même en l'absence d'une disposition particulière de l'accord qui le lie au titulaire de compte, sur les instructions d'un „tiers disposant de droits sur les titres“. Le projet vise, en particulier, les droits qui sont conférés au „tiers“ en application d'un contrat de garantie financière.

Le paragraphe (2) fournit au titulaire du compte une liberté encadrée pour révoquer les instructions qu'il a données au teneur de comptes. Le texte ne déroge cependant pas aux règles d'irrévocabilité applicables dans les systèmes de règlement des opérations sur titres conformément à la loi sur les services de paiement.

Article 8 de la Loi de 2001

L'article 8 reprend en substance les dispositions de l'article 8 de la loi de 2001 dans sa version précédente et y apporte certaines précisions. Il fournit un cadre pour l'exercice, d'une part, des „droits associatifs attachés aux titres“ et, d'autre part, des „droits d'action liés à la détention des titres“ (dans sa version précédente, la loi de 2001 utilisait l'expression „droits attachés aux titres“). L'expression „droits associatifs attachés aux titres“ vise essentiellement le droit de participer aux assemblées générales ou spéciales, le droit d'y intervenir et d'y voter. L'„investisseur“ (le terme remplace celui de „déposant“) peut exercer les droits soit „directement“ (ce qui implique que chaque teneur de compte pertinent devra émettre une attestation au profit de son titulaire de compte) soit „indirectement“ en instruisant son teneur de comptes.

Le deuxième paragraphe complète l'alinéa premier en faisant interdiction aux sociétés luxembourgeoises d'exiger, comme condition à la participation aux assemblées générales, selon les cas, la production des titres vifs (titres au porteur), l'inscription dans le registre (actions nominatives) ou un transfert temporaire (titres dématérialisés) si les titres concernés sont inscrits en compte-titres. La présentation d'un certificat établi par le teneur de comptes pertinent sera une condition suffisante pour prouver le droit de participer aux assemblées générales, dès lors que ce certificat confirme „le nombre de titres tenus en compte-titres“ et, „le cas échéant, leur indisponibilité jusqu'à une certaine date“.

L'émetteur peut exiger la preuve de la détention des titres à travers la chaîne de détention des titres à condition que ceci soit prévu dans ses règles relatives à la tenue d'assemblées. Cette dernière condition est importante afin que l'investisseur puisse se préparer utilement aux demandes qui peuvent lui être faites par la société. La chaîne s'arrêtera au niveau de l'émetteur ou alors au niveau du dépositaire central.

Les paragraphes (3) et (4) prévoient l'exercice du droit de vote par un tiers autre que l'investisseur (décrit par le terme „tiers désigné“). Sous certaines conditions l'émetteur peut exiger l'identification de l'investisseur qui est à l'origine des instructions de vote. Cette identification se fera en principe avant le vote.

Article 9 de la Loi de 2001

L'article 9 en son alinéa premier reprend, moyennant certaines modifications, les dispositions de l'article 10 de la Loi de 2001 dans sa version précédente.

Le second alinéa est ajouté par le projet de loi. Il précise que les „engagements“ mentionnés à l'alinéa premier s'entendent des seuls engagements découlant d'une relation juridique entre le titulaire de compte et le teneur de compte pertinent.

Article 10 de la Loi de 2001

L'article 10 du projet de loi procède de l'article 7 de la Loi de 2001 dans sa version précédente; il y apporte plusieurs changements.

Le premier paragraphe énonce que si le teneur de comptes fait l'objet d'une procédure de liquidation, le titulaire de compte peut exercer une action en revendication. L'action en revendication, qui sanctionne l'existence du droit réel de nature incorporelle (article 3 du projet de loi) est exercée auprès du liquidateur.

Le premier alinéa du paragraphe (2) reprend en substance le texte actuel de la Loi de 2001.

Le second alinéa est nouveau et apporte une clarification, au cas où le teneur de comptes a valablement disposé de titres inscrits au compte-titres d'un titulaire de compte avant la date d'ouverture de la procédure de liquidation. Si ces titres n'ont pas été restitués au titulaire de compte, le projet de loi prévoit que les autres titulaires de comptes seront servis par priorité. Dans la pratique, cependant, le teneur de compte se sera fréquemment fait consentir un gage lorsqu'il aura disposé des titres du titulaire de compte par exemple lorsqu'il les a utilisés par voie de prêt de titres ou de repo. Il a paru opportun de prévoir que, dans cette hypothèse, le produit de la réalisation du gage (s'il revient au Luxembourg) sera attribué au titulaire de compte. Cette disposition constitue une dérogation au droit commun de la liquidation judiciaire.

La créance qui doit être déclarée par le titulaire de compte, devenu créancier chirographaire pour le surplus, doit être évaluée, aux termes du troisième paragraphe, à la date d'ouverture de la procédure de liquidation. Dans le cas de titres cotés en bourse, c'est la valeur des titres au cours de clôture qui sera prise en compte.

La Loi de 2001 ne s'applique en principe que si le teneur de comptes dispose des agréments requis par la loi. Afin de protéger des personnes particulièrement faibles qui auront été victimes de personnes agissant sans l'agrément nécessaire, la protection de l'article 10 a été étendue à ces personnes, bien que leur teneur de comptes ne soit pas agréé.

Section 4 – De l'intégrité du système

Article 11 de la Loi de 2001

L'article 11 du projet de loi reprend l'article 22 (*Interdiction des saisies à l'échelon supérieur*) de la Convention sur les titres. Le choix de reprendre le texte de la Convention sur les titres doit rendre le droit luxembourgeois conforme à cette dernière tout en évitant tout contentieux inutile lié à l'emploi d'une terminologie différente. Aussi, le projet de commentaire officiel de la Convention peut être repris ici en substance. Toutefois, le paragraphe (2) ajoute au texte de la Convention et précise que toute saisie faite en violation du paragraphe (1) est nulle.

L'article 11 du projet de loi interdit ce que la Convention sur les titres désigne comme étant les saisies à l'échelon supérieur (*upper-tier attachment*). Il s'agit de la situation où un créancier d'un titulaire de compte tente de bloquer ou de saisir des titres crédités à un compte-titres tenu par un teneur de comptes qui n'est pas le teneur de compte pertinent du titulaire de compte. En d'autres termes, une saisie à l'échelon supérieur indique que le créancier tente d'effectuer une saisie à un niveau inapproprié de la chaîne de détention.

L'interdiction des saisies à l'échelon supérieur est fondée sur deux considérations de principe importantes. La première raison présidant à une règle générale d'interdiction des saisies à l'échelon supérieur est qu'une saisie ne devrait pas être autorisée lorsqu'elle porte atteinte à la capacité de l'intermédiaire d'exécuter ses fonctions. En particulier, une décision de saisie ne devrait pas bloquer les comptes-titres d'autres titulaires de compte qui n'ont rien à voir avec l'objet de la saisie. La deuxième raison est que la saisie à l'échelon supérieur n'est pas compatible avec la possibilité pour un titulaire de compte ou quelqu'un en relation avec un titulaire de compte à un échelon inférieur de la chaîne de détention de se fier à la position telle qu'elle apparaît sur le compte. Si un compte à un échelon inférieur indique la capacité du titulaire de compte à transférer ou à grever d'une garantie les titres crédités à ce compte, alors qu'en réalité ces titres font l'objet d'une décision de saisie à un échelon supérieur, le titulaire de compte ou les personnes traitant avec celui-ci à un échelon inférieur pourraient, en l'absence d'informations concernant la décision de saisie, être induits en erreur. Cela aura de nouvelles répercussions négatives sur l'intégrité globale du système de détention de titres intermédiés.

Cette règle de l'interdiction de saisie à l'échelon supérieur existe déjà dans notre droit, sans cependant, qu'elle ne soit formulée d'une manière aussi expresse que ne le fait l'article 11. En effet, en précisant que le titulaire de compte ne peut faire valoir ses droits sur les titres qu'auprès de son teneur de comptes, la loi dit clairement que le titulaire de compte n'a pas de droits contre le teneur de comptes à l'échelon supérieur. Or, là où il n'y a pas de droits, il n'y a rien à saisir. De plus, en raison de la fongibilité des titres, il serait impossible d'identifier à l'échelon supérieur quels titres reviennent à un titulaire de compte déterminé à l'échelon inférieur.

Le paragraphe (3) contient une définition très ample de ce que constitue une „saisie de titres d'un titulaire de compte“. Elle vise notamment les saisies-exécution et les saisies-arrêt et tout autre acte ayant pour effet de bloquer ou de restreindre les titres.

Article 12 de la Loi de 2001

Comme l'article 11, l'article 12 du projet de loi reprend pour l'essentiel l'article 18 (*Acquisition par une personne de bonne foi*) de la Convention sur les titres tout en renforçant la protection des acquéreurs de bonne foi, comme le permet cette Convention sur les titres. La protection de l'acquéreur de bonne foi constitue une condition indispensable de la sécurité juridique dans le cas de titres intermédiés.

L'article 12 reflète l'idée générale selon laquelle dès lors qu'une personne a acquis à titre onéreux un droit sur des titres et à moins que la personne ait effectivement connaissance d'un fait ou d'un droit pertinent, ce droit ne peut être contesté. En effet, l'article 12 énonce une règle de priorité en faveur du droit le plus récent („dernier dans le temps“).

L'article 12 envisage deux hypothèses différentes. Le paragraphe (1) assure la protection de l'acquéreur contre tout droit concurrent d'un tiers. Dans ce cas, les dispositions protègent l'acquéreur à moins

qu'il ait effectivement connaissance que (i) un tiers est titulaire d'un droit sur des titres ou sur les titres intermédiés et que (ii) l'acquisition constitue une violation des droits du tiers. Si ces conditions sont remplies, l'acquéreur est protégé, c'est-à-dire que (i) le droit du tiers n'est pas opposable à l'acquéreur; (ii) l'acquéreur n'encourt aucune responsabilité envers le tiers; et (iii) l'acquisition n'est pas frappée d'invalidité, inopposable ou susceptible d'être contre-passée „au motif que le droit du tiers affecte la validité d'un crédit ou d'un débit antérieur à un autre compte de titres“. L'acquéreur est protégé s'il n'a effectivement pas connaissance des droits d'un tiers. Le fait qu'il aurait pu ou dû en avoir connaissance de ces droits est sans influence, seule la connaissance effective peut faire tomber sa protection.

Le paragraphe (2) vise une autre situation et protège les acquéreurs contre les risques afférents à une „écriture défectueuse“ antérieure (voir la définition de „écriture défectueuse“ à l'article 2). Dans ce contexte, les droits de l'acquéreur de bonne foi sur les titres intermédiés sont également protégés: (i) le droit „n'est pas frappé d'invalidité, inopposable aux tiers ou susceptible d'être contre-passé en conséquence de cette écriture défectueuse“, et (ii) l'acquéreur n'encourt aucune responsabilité envers la personne qui bénéficierait de cette invalidité ou de cette contre-passation. Comme dans le paragraphe (1), la protection joue à moins que l'acquéreur ait effectivement connaissance d'une écriture défectueuse antérieure. On notera l'étendue large de la première protection („en conséquence de cette écriture défectueuse“) au regard de la portée étroite de la troisième protection au paragraphe (1). Ce paragraphe ne vise pas au premier chef à protéger l'acquéreur à l'encontre d'un demandeur particulier (comme c'est le cas au paragraphe (1)), mais à l'encontre de la suppression ou de la contre-passation effectuée par son teneur de comptes en raison d'une écriture défectueuse antérieure.

Le paragraphe (3), repris également de la Convention sur les titres, indique que la protection assurée par les paragraphes (1) et (2) ne bénéficie qu'aux acquéreurs à titre onéreux. Elle ne bénéficie pas aux acquisitions de titres faites par donation ou de toute autre manière à titre gratuit. En effet, dans ce cas, l'impératif de protection est moins fort. Toutefois, le paragraphe (3) dispose expressément que l'acquisition d'une garantie reste protégée même si elle est obtenue à titre gratuit. Par exemple, un gage conféré par une personne pour garantir les obligations d'une autre personne pourrait jouir de la protection et ne devrait pas pour autant être réputé fait à titre gratuit.

Le paragraphe (4) dispose que la protection de l'acquéreur s'effectue sans préjudice de l'article 7 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière. Cet article dispose notamment que „La validité du gage n'est pas affectée par l'absence de droit de propriété du constituant du gage sur les instruments financiers nantis, sauf si le créancier gagiste a été averti, au préalable et par écrit, de l'absence de droit de propriété du constituant du gage, le tout sans préjudice de la responsabilité de ce dernier“.

Le paragraphe (5) pose le principe d'une restitution lorsque l'acquéreur n'est pas protégé dans son acquisition. Il contient également une règle de protection de l'ayant-droit, puisqu'il prévoit qu'en cas de liquidation de l'acquéreur, les titres peuvent être revendiqués en même nombre et de même genre, dans la mesure où ils se trouvent dans la masse. Cette mesure de protection renforcée du titulaire réel des titres devrait renforcer l'attractivité du droit luxembourgeois.

Section 5 – Du teneur de comptes

Article 13 de la Loi de 2001

L'article 13 reprend la règle posée à l'article 11 de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles, tout en introduisant un certain nombre d'adaptations d'ordre terminologique, afin d'assurer la cohérence du texte avec les nouveaux concepts retenus par le projet de loi.

Article 14 de la Loi de 2001

Cette nouvelle disposition pose comme principe que le teneur de comptes doit détenir dans ses livres ou, le cas échéant, auprès d'autres teneurs de comptes, comme par exemple un sous-dépositaire, des titres en quantité mais également en genre au moins identique à la quantité et au genre de titres figurant au crédit des comptes-titres de ses titulaires de compte. Cette disposition est inspirée de l'article 24 de la Convention sur les titres qui consacre une règle équivalente. Il est prévu que la future directive SLD comporte également une disposition réglementant la matière mais dont la teneur exacte n'est pas connue à l'heure actuelle. De ce fait, une approche prudente a été retenue, lorsqu'il a fallu arrêter un choix sur le contenu de la règle applicable.

Article 15 de la Loi de 2001

Il existe des situations dans lesquelles il convient de ne pas contraindre les parties à rester liées par les conditions d'une transaction conclue entre elles. Ainsi, lorsque les titres ne sont pas livrés ou que le paiement ne se fait pas (ex. dans le cadre d'une vente ou d'une souscription), il y a lieu de remédier à ces situations de blocage et, pour ce faire, de considérer que la partie non-défaillante est dégagée de toute obligation envers la partie défaillante. L'opération est ainsi annulée. Cette règle s'appliquant de plein droit, aucune formalité préalable, telle qu'une mise en demeure, n'est requise. Il va de soi que ce mécanisme de protection ne remet aucunement en cause les règles d'irrévocabilité des ordres de transfert établies par la directive du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, telle que modifiée, et applicables en l'occurrence aux systèmes de règlement des opérations sur titres. De ce fait, dès lors qu'un ordre de transfert a été introduit dans le système de règlement des opérations sur titres, au sens de la directive précitée, il ne peut plus être révoqué.

L'annulation de l'opération ne préjudicie pas à une éventuelle action en responsabilité de la partie non-défaillante contre la partie défaillante.

Article 16 de la Loi de 2001

S'inspirant du dispositif mis en place en droit français et en droit belge, l'article 16 a pour objectif d'instituer une sorte de privilège au profit du teneur de compte qui a accepté de remplir les obligations de livraison ou de paiement incombant au titulaire de compte défaillant. La protection bénéficiant au teneur de compte est constituée par l'acquisition de la propriété des titres livrés ou des espèces versées à ce dernier. Toutefois, le transfert de propriété ne se réalise qu'à titre de garantie et, de ce fait, il a vocation à être régi par la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière. Ce transfert de propriété s'opère de plein droit sans autres formalités préalables.

Article 17 de la Loi de 2001

L'article 12 de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles est repris par l'article 17, sous réserve de quelques modifications qui, d'une part, ont trait à la terminologie et, d'autre part, consacrent la possibilité pour le teneur de compte de se faire inscrire directement ou indirectement sur le registre des titres, s'agissant de titres qu'il tient sur les comptes-titres de titulaires de compte. Cette règle de droit international privé consacre la théorie dite „PRIMA“ („place of relevant intermediary“) en vertu de laquelle les titres inscrits en compte sont situés au lieu où le compte-titres est tenu. Il y a lieu de relever que cette disposition devra certainement être modifiée lors de la transposition de la future directive SLD si la Commission européenne poursuit son idée de maintenir dans cette directive une disposition de droit international privé.

Article 18 de la Loi de 2001

L'article 18 reprend l'article 13 de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles, en y apportant les mises à jour d'ordre terminologique nécessaires.

3) à 5)

Les points (3) à (5) de l'article 28 du projet de loi visent à harmoniser la terminologie utilisée dans la Loi de 2001 et à ajuster la numérotation des articles.

Ad article 29

La loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif est abrogée avec effet au 1er juillet 2012 par la loi du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectif. Un régime transitoire est d'application jusqu'au 1er juillet 2012. Il importe dès lors durant cette période transitoire où les deux textes coexistent que toute modification apportée à la loi du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectif, soit également reflétée dans la loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif.

La modification apportée à l'article 8 de la loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif s'inscrit essentiellement dans le cadre de la modernisation du droit luxembourgeois apportée par l'introduction de la possibilité d'émettre des titres dématérialisés.

La société de gestion pourra émettre, outre des titres nominatifs ou au porteur, des titres dématérialisés dont le régime sera, pour ces derniers, déterminé par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés

commerciales, telle que modifiée, par la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres, telle que modifiée, et par la loi relative aux titres dématérialisés.

Dans un but d'harmonisation, la notion de „titres nominatifs“ remplace la référence faite par le passé à des „certificats nominatifs“. Le mot „titre“ tel qu'employé au présent article se réfère à la notion d'„action“ au sens des articles 37 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Des certificats écrits pourront être émis par la société de gestion pour attester de l'inscription des parts ou de fractions de parts du fonds commun de placement qu'elle gère.

L'alinéa 2 de l'article 8(1) limite dorénavant l'exigence de la double signature par la société de gestion et par le dépositaire aux seuls titres au porteur. Le régime de signature des certificats écrits pourra être librement déterminé dans le règlement de la société de gestion.

Enfin, la modification apportée à l'article 8(2) ainsi que l'introduction à l'article 8(3) de la possibilité de conversion des titres sont le reflet des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que de la loi sur la dématérialisation des titres.

La modification apportée à l'article 13(1) vise à redresser une erreur dans le texte actuel. Tout dépôt du règlement de gestion aux fins de publication doit se faire au registre de commerce et des sociétés.

Ad article 30

Il est renvoyé aux commentaires sous l'article 29.

Ad article 31

Il est renvoyé aux commentaires sous l'article 29.

Ad article 32

L'article 32 adapte le texte de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation à la nouvelle législation sur les titres dématérialisés.

Ad article 33

Il est prévu de remplacer dans le droit national toute référence à l'actuel intitulé de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles par son nouvel intitulé abrégé. Par ailleurs, vu l'intitulé très long de la présente loi, la possibilité est prévue de faire référence à cette loi sous une forme abrégée.

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6327/01

N° 6327¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

PROJET DE LOI**relative aux titres dématérialisés et portant modification de:**

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(13.11.2012)

Par dépêche du 13 septembre 2011, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Finances. Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles ainsi qu'une fiche d'évaluation d'impact.

Au jour de l'adoption du présent avis, le Conseil d'Etat ne disposait d'aucun avis des chambres professionnelles concernées. Il est cependant d'avis qu'il aurait été utile de disposer de l'avis de la Chambre de commerce.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

D'après l'exposé des motifs, l'objectif du projet sous avis est de moderniser le droit luxembourgeois des titres en introduisant la faculté généralisée pour les sociétés de capitaux luxembourgeois d'émettre des titres de capital sous forme dématérialisée et pour tout autre émetteur d'émettre des titres de créances dématérialisés régis par le droit luxembourgeois.

La doctrine luxembourgeoise s'est penchée sur les notions de „titres“ et de „dématérialisation“. Quant à celle de „titres“, il est constaté que „Le législateur luxembourgeois n'a pas fait preuve d'une grande rigueur terminologique en parlant de titres. Suivant qu'il est intervenu en droit civil, en droit commercial ou en droit administratif, il se réfère tantôt à la notion de „valeur mobilière“, de „titre“ ou d'„instrument financier“. Historiquement, le terme „valeur mobilière“ fut le plus utilisé. (...) La notion

de „titre“ est apparue lors de l'élaboration du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 (abrogé) afin de donner un champ d'application aussi large que possible aux règles concernant le nantissement, la circulation et la perte de titres. (...) La loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier utilise à la fois les termes „valeur mobilière“ (annexe II, section B), „instrument financier“ (article 28) et „titre“ (article 28-2) de sorte qu'il faut conclure que dans l'état actuel de la législation, le terme de „titre“ doit être considéré comme un concept générique qui inclut les instruments financiers et les valeurs mobilières. Dans la pratique financière luxembourgeoise, les titres comprennent donc tous les instruments juridiques habituellement négociés sur le marché des capitaux, le marché monétaire et le marché des produits dérivés pour autant que ces produits soient titrisés.“¹

Quant à la dématérialisation, on note que „Le terme de „dématérialisation“ est devenu usuel pour désigner la technique qui permet de remplacer des certificats au porteur ou des titres à ordre par des inscriptions en compte. Elle permet également de remplacer les inscriptions dans un registre nominatif par des inscriptions en compte. (...) La dématérialisation est (...) une technique qui permet d'appliquer un autre type de support, à savoir les comptes, que ceux-ci soient tenus sur support papier ou sur support informatique, pour matérialiser les droits que constituent les titres.“²

En matière de modes de transfert de titres, on distingue entre transfert physique et transfert scriptural. D'après l'article 3 de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles, le transfert scriptural est celui qui se réalise par le virement des titres d'un compte à un autre. Il est évident que ce type de transfert s'opère facilement sur des titres dématérialisés. S'agissant de titres matérialisés, le transfert scriptural suppose la fongibilité des titres concernés. Il s'ensuit que fongibilité et dématérialisation ne doivent pas être confondues. Si la fongibilité est une condition nécessaire pour le transfert scriptural d'un titre matérialisé, on peut par contre imaginer l'existence d'un titre dématérialisé non fongible, d'autant plus que le projet sous avis fait des titres dématérialisés un type particulier de titres, à côté des titres au porteur et des titres nominatifs, dont la dématérialisation pourra continuer sur base des techniques préexistantes au présent projet, telles que développées *de facto* par la pratique (cf. l'exposé des motifs). On aura dès lors à l'avenir des titres dématérialisés „en soi“, émis sur base du projet sous avis, et des titres nominatifs ou au porteur „techniquement dématérialisés“, sur base de législations ou de pratiques antérieures, et dont la dématérialisation potentielle, à un moment ou l'autre de leur existence, n'est pas irréversible, s'agissant simplement d'un moyen de circulation ou d'inscription en compte. En termes philosophiques, coexistera ainsi le titre dématérialisé „nouménal“ à côté du titre dématérialisé „phénoménal“, les deux catégories n'étant pas fongibles entre elles. On verra dans l'examen des articles comment cette coexistence pourra s'articuler en fait et en droit.

Le Conseil d'Etat voudrait précisément achever ses observations introductives par un bref historique de la dématérialisation *de facto* de titres en droit luxembourgeois, préexistante au projet sous avis, et qui continuera d'exister même après l'entrée en vigueur de la loi en projet.

Dans sa version originale, le règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières ne connaissait pas la dématérialisation. Cette idée ne fut introduite que par une modification de 1994 suite à laquelle l'article 2(1) du règlement grand-ducal disposait que „sont réputées fongibles les valeurs mobilières déposées auprès d'un dépositaire sans indication de numéros ou d'autres éléments d'identification individuels. Elles sont inscrites dans un compte et peuvent être virées d'un compte à un autre.“

Or, comme on a vu ci-avant, il ne faut pas confondre fongibilité et dématérialisation car même si les deux vont souvent de pair, la première est une technique en vue d'une circulation plus aisée, alors que la seconde dénomme une catégorie juridique.

C'est la loi précitée du 1er août 2001, abrogeant par ailleurs le règlement grand-ducal de 1971, qui a expressément introduit la notion de dématérialisation en disposant à l'article 1er que la loi „s'applique aux titres et autres instruments financiers, qu'ils soient matérialisés ou dématérialisés“. Ce sont ensuite le règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 fixant les conditions et les modalités d'émission d'emprunts d'Etat, de même que la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, qui font référence à la notion.

1 Paul Mousel et Franz Fayot, La circulation des titres, in Droit bancaire et financier au Luxembourg, éd. Larcier n^{os} 39-12 et 39-13, p. 1326 et 1327.

2 Yves Prussen, Le régime des titres et instruments fongibles, *ibidem*, n^o 38-34, pp. 1302 et 1303.

Or, tous ces textes ne créent pas de régime spécifique pour une nouvelle catégorie juridique de titres, mais rendent possible la dématérialisation de titres nominatifs ou au porteur via des techniques de conservation ou d'inscription appropriées.

Tout comme la doctrine, la jurisprudence luxembourgeoise a reconnu la dématérialisation de titres. Ainsi, dans un arrêt du 16 mars 2005, la Cour d'appel a retenu que „la pratique luxembourgeoise des affaires admet le procédé de dématérialisation des titres nominatifs dans laquelle elle voit la substitution à l'inscription existant dans le registre tenu par l'émetteur ou un tiers au nom d'une personne d'une nouvelle inscription au nom d'une autre personne“.

Dans une approche comparative, coexistent en Europe des systèmes juridiques sans dématérialisation de titres, des systèmes mixtes, et des systèmes ne connaissant plus que les titres dématérialisés. Le Luxembourg se situera donc dans la classe des régimes à dématérialisation facultative, dans la mesure où des émetteurs spécialisés émettront ces titres, ou appliqueront une procédure de conversion à des titres matérialisés si telle est la volonté de l'émetteur.

*

EXAMEN DES ARTICLES

Le *chapitre I* (articles 1er à 4) réunit les dispositions générales.

En premier lieu, l'article 1er peut être supprimé alors qu'il est superfétatoire en ce qu'il définit l'objet de la loi de façon tautologique par rapport à l'intitulé de la loi. Les articles subséquents sont à renuméroter.

Quant à l'article 2, au point 11 définissant la notion de „titres“, l'alinéa qui débute par „pour l'application de la présente loi“ est à constituer en point à part ou du moins à constituer en (c), alors qu'il définit précisément ce qu'il ne faut pas entendre par titres au sens de la loi sous avis.

Pour ce qui est de la définition des titres dématérialisés (point 13), le Conseil d'Etat recommande d'intégrer dans la définition même les titres dématérialisés non pas dès leur émission, mais suite à une conversion, tel que décrit au chapitre II. En effet, la définition ne serait que partielle si elle n'incluait pas cette voie. Cela est d'autant plus important que les titres dématérialisés constitueront une catégorie juridique à part en droit luxembourgeois.

Il ressort de la définition que la caractéristique fondamentale d'un titre dématérialisé est qu'il n'existe qu'en vertu d'une inscription en compte. A part la suppression du support papier et donc l'aspect „écologique“ de la solution, elle a beaucoup d'avantages en matière de circulation, et donc aussi de traçabilité pour ce qui est de la lutte contre le blanchiment d'argent et l'appréhension fiscale d'un patrimoine.

Au point 14, il convient d'ajouter une référence aux fonds de titrisation.

Quant à l'article 3, le Conseil d'Etat se demande si la terminologie „sont matérialisés“ utilisée au paragraphe 1er est judicieuse. En effet, les procédés décrits à l'article 3, tant au paragraphe 1er qu'au paragraphe 2, ne transforment nullement la nature dématérialisée des titres dont il s'agit. Dans l'hypothèse du paragraphe 1er, il s'agit au mieux d'une matérialisation au sens philosophique du terme (devenir matière) plus qu'au sens juridique, alors qu'un titre dématérialisé est „matière juridique“ au même titre qu'un document sur support fongible. On pourrait dès lors retenir une terminologie comme „sont documentés“.

Il faut de même bien se garder de l'idée que le processus décrit au paragraphe 2 soit une matérialisation au sens juridique du terme, alors que ledit processus laisse subsister la nature dématérialisée des titres en question. La difficulté résulte du fait qu'en droit luxembourgeois, les titres dématérialisés seront une catégorie juridique à part, alors que dans d'autres systèmes juridiques, cela soit n'existe pas du tout, soit est simplement considéré comme une technique de circulation portant sur des titres nominatifs ou au porteur. Le droit luxembourgeois n'aura cependant pas fait ce choix seul, étant donné que par exemple aussi la Suisse, l'Espagne et, dans une certaine mesure, la Belgique, retiennent également cette option.

La ségrégation de comptabilisation décrite à l'article 4 procède encore du même souci de ne pas confondre (ou rendre fongibles) titres dématérialisés par nature et titres, le cas échéant, techniquement dématérialisés.

Le *chapitre II* (articles 5 à 13) traite de l'émission et de la conversion en titres dématérialisés.

Tout d'abord, à titre purement rédactionnel, le Conseil d'Etat souligne que l'article 5, paragraphe 2, doit être libellé comme suit:

„Tout émetteur immatriculé au registre de commerce et des sociétés du Grand-Duché de Luxembourg doit déposer audit registre ...“

Ensuite, quant au fond, on constate que si l'émission initiale de titres dématérialisés est chose aisée du moment que l'émetteur se met en conformité, la conversion de titres préexistants en titres dématérialisés s'avère assez compliquée, vu les conséquences attachées à une telle opération.

Le Conseil d'Etat relève d'ailleurs que, vu que le secteur financier utilise largement l'anglais comme langue véhiculaire, la notion même de „conversion“, fondamentale dans le cadre du projet sous avis, pourrait prêter à une confusion non souhaitable. En effet, en terminologie juridique anglaise, la „conversion“ s'apparente au *reel*. Réfléchir à trouver un synonyme approprié pourrait dès lors s'avérer utile.

La „conversion“ soulève de multiples difficultés: tout d'abord, l'émetteur doit se mettre en conformité. Ensuite, il doit stipuler si la conversion est obligatoire ou facultative. C'est surtout la conversion obligatoire qui cause des difficultés supplémentaires si les titulaires ne s'y prêtent pas dans le délai requis. Les conséquences sont en effet sévères, allant de la suspension du droit de vote attaché aux titres concernés jusqu'à leur mise en vente forcée. Le Conseil d'Etat estime que l'on peut pour le moins discuter si l'arsenal de ces sanctions résisterait le cas échéant à la mise à l'épreuve judiciaire initiée par des titulaires s'estimant spoliés, voire expropriés.

Quant à l'article 13 relatif au gage, le Conseil d'Etat peut se rallier en tous points aux considérations du Conseil de l'Ordre du barreau de Luxembourg dans un avis du 27 septembre 2012, de sorte que l'article 13 prendrait le libellé suivant:

„Le gage, (...), reste valable et continue à sortir tous ses effets, sans autres formalités quant aux mêmes titres dématérialisés inscrits en compte-titres au Luxembourg dont la possession continuée est réalisée à l'égard des tiers par leur inscription en compte-titres. (...)

Lorsque des titres qui forment l'assiette de ce gage sont soumis à une dématérialisation obligatoire, le constituant et le créancier gagiste conviennent qui d'entre eux procédera à la dématérialisation avant la date limite prévue à cet effet. A défaut d'accord, ou si malgré un accord en ce sens le constituant néglige de procéder à la dématérialisation endéans le délai convenu, le créancier gagiste pourra seul y procéder. Sauf convention contraire, (...). Si la conversion est diligentée par le créancier gagiste, le constituant du gage doit y prêter tout concours nécessaire.“

Le *chapitre III* (articles 14 et 15) règle la transmission des titres dématérialisés, qui se fait par virement de compte en compte. C'est la conséquence logique de la nature même de ce type de titres, dont l'existence même se définit précisément par leur inscription en compte.

Les articles 14 et 15 contiennent deux „preuves“ étayant que les titres dématérialisés sont une catégorie juridique à part, à savoir 1. (article 14(2)) qu'il est disposé que les dispositions de la loi du 1er août 2001 sont applicables sauf dérogation, ce qui montre qu'on se situe dans une hypothèse „mutatis mutandis“ qui n'affecte pas la coexistence d'une technique de dématérialisation à côté de la catégorie juridique „pure“, et 2. (article 15(3)) que la dématérialisation n'exclut pas le don manuel.

Le *chapitre IV* (articles 16 à 19) concerne l'émetteur de titres dématérialisés. Il s'agit d'assurer que l'état dématérialisé des valeurs mobilières concernées ne porte atteinte ni aux droits des porteurs, ni à la traçabilité des titres et à l'identification des porteurs pour les émetteurs. En effet, dématérialisation ne signifie pas anonymisation. Les dispositions en question n'appellent pas d'observations de fond.

Le *chapitre V* (articles 20 à 24) régit les organismes de liquidation et les teneurs de compte central. Il convient tout d'abord de comprendre qui sont ces acteurs essentiels pour la circulation et la tenue en compte de titres dématérialisés.

L'article 2 du projet sous avis regroupe les définitions essentielles dans le cadre du nouveau texte. Or, pour comprendre ce qu'est un organisme de liquidation, le point 6 dudit article renvoie à l'article 20, qui renvoie à son tour à la loi relative aux services de paiement, sans autres explications. Il faut dès lors se reporter à la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, et plus précisément à ses articles 107 et suivants. En effet, on trouve là une définition par description des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres. Or, d'après l'article 20 du projet sous avis, seul un système de règlement des opérations sur titres au sens de la loi de 2009 peut agir comme organisme de liquidation. Le texte sous avis omet cependant de décrire en quoi consiste la condition suffisante pour être agréé comme organisme de liquidation, le fait de l'être comme système de règlement des opérations sur titres étant la condition nécessaire. Autrement dit, quel est l'élément de substance distinctif entre ces deux notions? Le Conseil d'Etat invite les auteurs du projet à suppléer cette partie manquante de la définition.

Quant aux teneurs de compte central, le procédé de définition initié à l'article 2, point 10 est assez semblable, opérant par renvoi direct à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, avec cependant la différence notable que cette nouvelle catégorie de professionnels du secteur financier (PSF) est seulement créée et introduite dans la loi de 1993 par le projet sous avis même. Il convient donc de se reporter à l'article 25, point 1 du projet sous avis pour savoir de quoi il s'agit. Le Conseil d'Etat reviendra dès lors sur les teneurs de compte central dans son commentaire de l'article 25.

Le Conseil d'Etat note cependant d'ores et déjà qu'au vu des nouveaux articles 28-11 à 28-13 de la loi de 1993, l'article 21 du projet sous avis est superfétatoire et est dès lors à supprimer.

Concernant l'article 23, le Conseil d'Etat suggère d'ajouter que lesdits comptes d'émission sont également soustraits à toute procédure de compensation („*netting*“) ou assimilée. Il doit en effet s'agir d'un patrimoine à part protégé contre toutes sortes de procédures lancées à l'initiative de créanciers tiers.

Se pose ici la question d'une procédure de liquidation du teneur de compte central. Les comptes d'émission tomberaient-ils dans la masse? De l'avis du Conseil d'Etat, ils devraient être neutralisés ou du moins neutralisables par décision justifiée des intervenants en charge de la procédure de liquidation. Il conviendrait d'adapter le texte en ce sens.

Le *chapitre VI* (articles 25 à 33) réunit les dispositions modificatives affectant plusieurs lois régissant le secteur financier, et la disposition finale (article 33) qui n'appelle pas observations.

L'article 25 modifie la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Le point 1) introduit cette nouvelle catégorie de PSF, à savoir les teneurs de compte central. Il est prévu d'en faire une nouvelle sous-section *2bis* de la section 2 du chapitre 2, partie I de la loi. Le chapitre 2 est consacré aux PSF, et la section 2 s'intitule „Dispositions particulières à certaines catégories de PSF“. La sous-section 2 porte sur les PSF spécialisés. Le Conseil d'Etat recommande de ne pas faire des nouvelles dispositions une sous-section *2bis*, mais d'introduire le nouvel article 28-11 dans l'actuelle sous-section 2 à la suite de l'actuel article 28-10. Quant aux articles 28-12 et 28-13, ils sont superfétatoires et partant à supprimer, alors que les conditions et la procédure d'agrément actuellement déjà prévues pour ce type d'acteurs dans la loi modifiée de 1993 s'y appliquent.

La substance des dispositions étant amplement expliquée au commentaire des articles, le Conseil d'Etat n'a pas d'observations supplémentaires.

L'article 26 modifie la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Il convient en effet d'adapter le droit général des sociétés à l'introduction d'une nouvelle catégorie de titres.

Les nouvelles dispositions n'appellent que quelques observations au-delà de ce qui est exposé au commentaire des articles. En premier lieu, l'article 37, dernier alinéa de la loi de 1915 disposera désormais que „les actions et les coupures portent un numéro d'ordre, sauf si elles sont émises sous forme dématérialisée“. Qu'en est-il alors de titres convertis? Continueront-ils de porter un numéro d'ordre ou ce dernier est-il supprimé automatiquement lors de la conversion? Dans l'un comme dans l'autre cas, il convient de le spécifier.

Pour ce qui est du droit, le cas échéant, de propriétaires de titres d'en demander la conversion en titres dématérialisés, aucune question ne se pose si lesdits propriétaires sont pleins propriétaires et

exercer en personne tous les droits attachés au titre. Mais qu'en est-il en cas de démembrement en nue-propriété et usufruit? Qu'en est-il si les titres sont constitués en sûreté au profit d'un tiers? Dans le premier cas, le droit de conversion devrait appartenir au seul nu-propriétaire, dans le second cas, le constituant de la garantie ne devrait pas être privé du droit de conversion, quitte à avoir le cas échéant une obligation d'information du bénéficiaire. Ces questions seront à régler par voie contractuelle entre parties.

Ensuite, le Conseil d'Etat est d'avis que le nouvel article 71bis introduit par le point 9 est libellé de façon équivoque. On pourrait en effet y comprendre que seuls les porteurs de titres dématérialisés auront accès à une assemblée générale, à l'exclusion par raisonnement *a contrario* des porteurs de titres nominatifs et au porteur.

En plus, le texte proposé tient uniquement compte de l'émission de titres dématérialisés, mais non des hypothèses de conversion. Enfin, comme le texte ne laisse pas de choix quant à la date-butoir, celle-ci étant péremptoirement fixée au 14e jour à 24h00 précédant l'assemblée générale, il n'y a pas lieu de renvoyer aux statuts, mais d'introduire une disposition coercitive dans la loi elle-même. En effet, reléguer une disposition obligatoire aux soins de l'initiative privée de modifier les statuts constituerait une approche dangereuse incompatible eu égard à la sécurité juridique, de sorte que le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement. Le Conseil d'Etat tient encore à préciser qu'il s'agit de 13 jours entiers de 24 heures, le jour *a quo* (celui de la dématérialisation ou de l'acquisition de titres dématérialisés) et le jour *ad quem* (celui de l'assemblée générale) n'étant pas pris en compte.

Le nouvel article 71bis, que le Conseil d'Etat recommande de nommer 71, vu que ledit article est vacant depuis une abrogation du 7 septembre 1987, pourra dès lors être libellé comme suit:

„**Art. 71.** Les porteurs d'actions ou titres dématérialisés peuvent accéder à l'assemblée générale et exercer leurs droits uniquement s'ils détiennent lesdits actions ou titres dématérialisés au plus tard le quatorzième jour précédant l'assemblée à 24 heures, heure de Luxembourg.“

L'article 27 modifiant la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur n'appelle pas d'observations.

L'article 28 réécrit la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles pour tenir compte de la nouvelle catégorie de titres.

Les articles 29 à 31 apportent les modifications nécessaires aux textes en matière d'organismes de placement collectif et de fonds d'investissement spécialisés.

Enfin, l'article 32 complète la loi relative à la titrisation.

L'ensemble des articles 28 à 32 est commenté et expliqué amplement au commentaire des articles. Seule la pratique pourra enseigner si les véhicules ouverts à une large distribution au public vont se servir de la nouvelle catégorie de titres. Seule la pratique permettra également de dire si, au-delà des prescriptions et précautions très minutieuses qui seront insérées dans les textes sous l'effet du projet sous avis, des difficultés, voire des incongruités non prévues vont pointer. Il conviendra alors d'y remédier le moment venu.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 13 novembre 2012.

Pour le Secrétaire général,

Le Secrétaire adjoint,

Yves MARCHI

Le Président,

Victor GILLEN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6327/02

N° 6327²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2012-2013

PROJET DE LOI**relative aux titres dématérialisés et portant modification de:**

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Avis de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (22.11.2011)....	2
2) Avis de la Banque centrale européenne (24.1.2012).....	3
3) Avis du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg (27.9.2012).....	6

*

AVIS DE L'INSTITUT DES REVISEURS D'ENTREPRISES

(22.11.2011)

Le 12 septembre 2011 le Ministre des Finances, Luc Frieden, a déposé à la Chambre des députés le projet de loi n° 6327 relative aux titres dématérialisés (ci-après le „Projet“).

L'IRE n'entend pas commenter le contexte général et l'opportunité politique du Projet, mais limitera ses propos aux aspects ayant un intérêt particulier pour la profession de réviseur d'entreprises.

Dans ce cadre, l'IRE présente ses observations comme suit:

Article 12 paragraphe (4) lettre c)

La rédaction de l'article 12 paragraphe (4) lettre c) stipule que: „... *qui ne pourra, pour les actions, être inférieure à une juste valeur de ces actions telle que déterminée par un réviseur d'entreprise agréé qui appliquera une méthode d'évaluation appropriée notamment au vu de la nature des activités de l'émetteur et du nombre de titres sujets à la vente.*“.

Cette obligation de faire appel à un réviseur d'entreprises agréé pour procéder à une évaluation des actions n'est pas en accord avec la profession de réviseur d'entreprises agréé. A l'instar des missions confiées à titre exclusif par la législation à la profession de réviseur d'entreprises agréé (p. ex. apports autre qu'en numéraire, commissaire à la fusion, etc.) l'IRE est d'avis qu'il appartient au conseil d'administration ou de gérance de la société d'établir la juste valeur des actions. La mission du réviseur d'entreprises agréé consiste ensuite à contrôler le bien-fondé de cette évaluation.

Il incombe dès lors au conseil d'administration ou de gérance de la société de procéder à la description de la méthode retenue et à l'évaluation de ces actions.

En pratique, cependant, le conseil d'administration ou de gérance de la société pourra se faire assister pour la description respectivement l'évaluation par un tiers chargé d'y procéder en son nom qui ne pourra pas, pour des raisons évidentes d'indépendance, être le réviseur d'entreprises agréé chargé d'effectuer le contrôle de la description et de l'évaluation de ces actions.

Il est dès lors proposé de remplacer l'actuel paragraphe (4) lettre c) comme suit:

„c) les titres autres que ceux repris aux points (a) et (b) ci-dessus seront vendus par vente publique à la Bourse de Luxembourg à un prix qui ne pourra, pour les actions, être inférieur à une juste valeur de ces actions telle que déterminée par l'organe d'administration de la société qui appliquera une méthode d'évaluation appropriée notamment au vu de la nature des activités de l'émetteur et du nombre de titres sujets à la vente.

L'organe d'administration établit un rapport détaillé expliquant et justifiant d'un point de vue juridique et économique la juste valeur retenue pour ces actions ainsi que la ou les méthodes retenues pour sa détermination. Ce rapport doit faire l'objet d'un examen et d'un rapport écrit par un réviseur d'entreprises agréé à désigner par l'organe d'administration de la société. Dans son rapport, le réviseur d'entreprises agréé doit déclarer si, à son avis et compte tenu des circonstances:

- la ou les méthodes retenues sont adéquates;*
- la juste valeur retenue est pertinente et raisonnable.“*

Luxembourg, le 22 novembre 2011

*

AVIS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

(24.1.2012)

INTRODUCTION ET FONDEMENT JURIDIQUE

Le 21 novembre 2011, la Banque centrale européenne (BCE) a reçu une demande de consultation de la part du ministère luxembourgeois des Finances concernant un projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de: a) la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, b) la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier, c) la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, d) la loi du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur, e) la loi du août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles, f) la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, g) la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, h) la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés et i) la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation (ci-après le „projet de loi“).

La BCE a compétence pour émettre un avis en vertu de l'article 127, paragraphe 4, et de l'article 282, paragraphe 5, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et de l'article 2, paragraphe 1, cinquième et sixième tirets, de la décision 98/415/CE du Conseil du 29 juin 1998 relative à la consultation de la Banque centrale européenne par les autorités nationales au sujet de projets de réglementation¹, étant donné que le projet de loi contient des dispositions ayant trait aux systèmes de règlement ainsi que des règles applicables aux établissements financiers, dans la mesure où elles ont une incidence sensible sur la stabilité des établissements et marchés financiers. Conformément à l'article 17.5, première phrase, du règlement intérieur de la Banque centrale européenne, le présent avis a été adopté par le conseil des gouverneurs.

1. Objet du projet de loi

1.1 Le projet de loi régit la dématérialisation des titres auxquels s'applique la loi luxembourgeoise, qu'il s'agisse des titres de capital ou des titres de créance émis par des sociétés de droit luxembourgeois² ou des titres de créance émis conformément à la loi luxembourgeoise par des sociétés de droit étranger. La dématérialisation des titres est conçue comme une possibilité supplémentaire, venant s'ajouter à l'éventuelle émission de tels titres de capital et de titres de créance au porteur ou sous forme nominative en application de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Dès l'entrée en vigueur du projet de loi, la procédure de dématérialisation pourra être utilisée pour convertir les titres au porteur ou nominatifs existants et pour émettre de nouveaux titres sous forme dématérialisée, à condition que la totalité de l'émission soit enregistrée auprès d'un organisme de liquidation ou d'un teneur de compte central unique.

1.2 Les émissions cotées sur des marchés réglementés ne peuvent être dématérialisées qu'auprès d'organismes de liquidation³. Les systèmes de règlement des opérations sur titres exerçant leur activité au Luxembourg et soumis au contrôle de la Banque centrale du Luxembourg, régis par la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement (ci-après la „loi relative aux services de paiement“), sont considérés comme de tels organismes de liquidation⁴. Les émissions non cotées peuvent également être dématérialisées auprès d'un teneur de compte central disposant d'un agrément spécifique de la Commission de surveillance du secteur financier (ci-après la „CSSF“)⁵, à moins qu'il n'ait

1 JO L 189 du 3.7.1998, p. 42.

2 Les titres de capital comprennent les titres de capital émis par des sociétés par actions de droit luxembourgeois, notamment les actions, les parts bénéficiaires, les droits de souscription et les parts de fonds commun de placement. Les titres de créance comprennent les instruments financiers sous forme de titres au porteur et les instruments de la dette publique. Toutefois, les effets de commerce, les titres amortissables par tirage au sort par numéros, ainsi que les actions émises par les sociétés d'épargne-pension à capital variable ne sont pas considérés comme des titres auxquels s'applique le projet de loi.

3 Voir l'article 4 du projet de loi.

4 Voir l'article 20 du projet de loi.

5 Voir l'article 21 du projet de loi.

déjà été agréé en tant qu'organisme de liquidation⁶. Les titres qui ont été dématérialisés auprès d'un organisme de liquidation ou d'un teneur de compte central peuvent circuler librement, y compris sur des comptes tenus par des teneurs de compte; les teneurs de compte se définissent comme toute personne autorisée en vertu de la loi luxembourgeoise à tenir des comptes-titres, y compris des organismes nationaux ou internationaux à caractère public établis au Luxembourg et opérant dans le secteur financier. Afin d'assurer l'intégrité de toutes les émissions, la CSSF peut fixer les règles comptables applicables aux titres dématérialisés maintenus par les organismes de liquidation, les teneurs de compte central et les teneurs de compte⁷.

1.3 Le projet de loi modernise également le cadre contenu dans la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et autres instruments fongibles (ci-après la „loi concernant la circulation des titres“) qui régit la détention et la circulation de titres dans des comptes situés au Luxembourg, quels que soient la forme et le lieu d'émission de tels titres. Le projet de loi aligne la loi concernant la circulation des titres sur la convention d'Unidroit consacrée aux règles matérielles relatives aux titres intermédiés du 9 octobre 2009, et sur la réglementation à venir de l'Union concernant l'harmonisation du droit des titres⁸. En outre, le projet de loi introduit trois dispositions supplémentaires en vue de renforcer la protection des droits des détenteurs de titres. En premier lieu, il prévoit qu'en cas de procédure de liquidation du teneur de compte, les titulaires de compte-titres concernés acquièrent immédiatement les droits sur les titres qui sont portés au crédit du teneur de compte, sans devoir attendre que ces titres soient portés au crédit de leur propre compte-titres⁹. En second lieu, sans préjudice des règles sur le caractère irrévocable et définitif, traitées séparément¹⁰, le défaut de livraison ou de règlement, constaté à la date et dans les conditions applicables dans le marché pertinent ou fixées par une convention entre les parties ou les règles du système de règlement des opérations sur titres, libère la partie victime de ce manquement de ses obligations correspondantes de livraison ou de paiement, sans préjudice de la responsabilité de la partie défaillante¹¹. En troisième lieu, lorsque le teneur de compte concerné procède à la livraison des titres ou au paiement du prix en se substituant au titulaire de compte défaillant, ce teneur de compte acquiert la propriété, à titre de garantie, des titres ou des espèces reçus en contrepartie¹².

2. Dématérialisation des titres

La BCE est favorable à la possibilité de dématérialiser les titres au Luxembourg, dans la mesure où cela contribuera à supprimer la difficulté opérationnelle et les risques liés à la manipulation physique des titres, ainsi qu'à réduire les frais de règlement et de garde, suivant en cela les recommandations SEBC-CERVM relatives aux systèmes de règlement de titres¹³ et les futurs principes CSPR-OICV¹⁴. Dans le même temps, la BCE recommande aux autorités luxembourgeoises de suivre l'évolution de la réglementation de l'Union en ce qui concerne le processus d'harmonisation du droit de l'Union concernant les titres actuellement en cours, y compris l'introduction éventuelle d'une obligation de prévoir la forme dématérialisée pour les titres négociables.

6 Voir l'article 25 du projet de loi, introduisant un nouvel article 28-11(2) dans la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

7 Voir l'article 22 du projet de loi.

8 Voir notamment le document de consultation de la Commission européenne „Législation sur la certitude juridique de la détention et du transfert de titres“ du 5 novembre 2010, disponible sur le site Internet de la Commission à l'adresse suivante: www.ec.europa.eu.

9 Voir l'article 4, paragraphe 2, de la loi concernant la circulation des titres, modifié par l'article 28 du projet de loi.

10 Voir le Titre V de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement.

11 Voir l'article 15 de la loi concernant la circulation des titres, modifié par l'article 28 du projet de loi.

12 Voir l'article 16 de la loi concernant la circulation des titres, modifié par l'article 28 du projet de loi.

13 Recommandations relatives aux systèmes de règlement de titres et aux contreparties centrales dans l'Union européenne, formulées par le Système européen de banques centrales (SEBC) et le Comité européen des régulateurs des marchés de valeurs mobilières (CERVM), mai 2009, en particulier la recommandation n° 6 selon laquelle les titres devraient être le plus largement possible immobilisés ou dématérialisés et transférés par passation d'écritures sur les livres des dépositaires centraux de titres (DCT). Afin de préserver l'intégrité des émissions de titres et les intérêts des investisseurs, le DCT devrait faire en sorte que l'émission, la détention et le transfert des titres soient effectués de façon appropriée et satisfaisante.

14 Principes pour les infrastructures des marchés financiers, Comité sur les systèmes de paiement et de règlement (CSPR) et Comité technique de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV), rapport consultatif, mars 2011, paragraphes 3.1.2 et 3.27.

3. Modernisation de la loi concernant la circulation des titres

3.1 La BCE se félicite des modifications apportées à la loi concernant la circulation des titres, qui renforcent la protection et l'exécution des droits des investisseurs détenant des titres auprès d'un système de règlement des opérations sur titres, d'un organisme de liquidation, d'un teneur de compte central ou d'un teneur de compte au Luxembourg.

3.2 La BCE est notamment favorable à la modification de l'article 16 de la loi concernant la circulation des titres, qui prévoit que le teneur de compte concerné acquiert la propriété, à titre de garantie, des titres ou des espèces reçus en contrepartie des titres qu'il a lui-même livrés ou des fonds qu'il a versés. Il s'agit de l'une des solutions permettant d'atténuer le risque de crédit pris par l'intermédiaire financier qui finance l'acquisition de titres par ses clients. Elle est particulièrement pertinente pour TARGET2-Titres (T2S), la future plate-forme de règlement de l'Eurosystème, dans la mesure où la protection juridique apportée par le projet de loi concernera notamment les établissements de crédit qui fournissent des liquidités à leurs clients en tant que banques de règlement et refinancent les dépenses relatives à cette activité en ayant recours au crédit intrajournalier accordé par leur banque centrale de l'Eurosystème. Si le client de la banque de règlement n'est pas en mesure de rembourser en fin de journée les liquidités fournies, la propriété des garanties reçues du client reviendra à la banque de règlement, facilitant ainsi la liquidation de l'opération de refinancement effectuée par la banque de règlement avec la banque centrale, sans accroissement du risque de crédit des banques de règlement.

3.3 La modification apportée à l'article 15 de la loi concernant la circulation des titres prévoit que lorsque des titres sont livrés contre règlement d'espèces, le défaut de livraison ou de règlement, constaté à la date et dans les conditions applicables sur le marché pertinent ou fixées par une convention entre les parties ou les règles d'un système de règlement des opérations sur titres, libère les parties de leurs obligations de livraison ou de paiement, sans préjudice de la responsabilité de la partie défaillante. La BCE comprend que cette disposition est proposée pour faire face à certaines situations qui ont été rencontrées lors de la crise financière actuelle, où des ordres de transfert dûment entrés dans le système, concernant une contrepartie à l'égard de laquelle une procédure d'insolvabilité a par la suite été engagée, sont restés non exécutés et suspendus au sein de ce système, dans la mesure où la contrepartie insolvable ne pouvait pas s'acquitter de ses obligations et où les parties ne pouvaient pas convenir immédiatement d'une annulation bilatérale de cet ordre de transfert. La modification proposée reflète une proposition de politique selon laquelle le défaut de livrer ou de régler l'opération portant sur des titres sous-jacents libérera automatiquement les parties de l'obligation d'exécuter l'ordre de transfert correspondant au sein du système. La disposition susmentionnée est „sans préjudice des dispositions“ concernant le caractère irrévocable et définitif, traitées séparément¹⁵, qui découlent de l'article 3, paragraphe 1, et de l'article 5 de la directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres¹⁶. A cet égard, la BCE comprend que les dispositions proposées ont pour objectif d'atténuer les effets du principe d'irrévocabilité strictement appliqué de telle sorte que les risques liés à des ordres de transfert non réglés diminuent. La BCE recommande de clarifier la portée de la nouvelle disposition introduite ainsi que le rapport qu'elle entretient avec le caractère irrévocable du règlement garanti par la directive 98/26/CE. En outre, afin d'éviter des incertitudes entourant la mise en oeuvre de la modification proposée, il convient d'assurer une coordination appropriée entre les parties à l'opération sur titres, qui peuvent convenir de la date et des conditions de règlement dans leurs accords bilatéraux, et le système de règlement des opérations sur titres, qui est susceptible de prévoir de semblables dispositions dans ses règles de fonctionnement, ainsi également que l'opérateur T2S, qui peut fournir la plate-forme technique de règlement pour le traitement de l'ordre de transfert. A défaut d'une telle coordination, il se pourrait que les parties conviennent qu'elles seront libérées de leurs obligations à la date S, sans que le système de règlement des opérations sur titres et aussi, par conséquent, l'opérateur T2S aient connaissance de cet accord. Dans une telle situation, le système de règlement des opérations sur titres, et donc T2S, pourrait continuer d'essayer de régler l'opération après la date S, ce qui risque d'entraîner une incertitude juridique quant à l'état de cette opération. La BCE recommande

¹⁵ Voir le Titre V de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement.

¹⁶ JO L 166 du 11.6.1998, p. 45.

que le projet de loi définisse comment la décharge légale des obligations peut être harmonisée avec les règles de l'opérateur d'un système de règlement des opérations sur titres.

Le présent avis sera publié sur le site internet de la BCE.

Fait à Francfort-sur-le-Main, le 24 janvier 2012.

Le Président de la BCE,
Mario DRAGHI

*

AVIS DU CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS DU BARREAU DE LUXEMBOURG

(27.9.2012)

L'objet du Projet 6327 A consiste à introduire en droit luxembourgeois la possibilité pour les sociétés de capitaux luxembourgeoises d'émettre des titres de capital sous forme dématérialisée et pour tout émetteur d'émettre des titres de créance dématérialisés régis par le droit luxembourgeois.

Le Conseil de l'Ordre a limité son examen aux points qu'il jugeait les plus importants sans entrer dans le détail du fonctionnement technique et pratique du mécanisme de création et de conversion de titres.

Le projet 6327 A trouve l'approbation de principe du Conseil de l'Ordre sous réserve des commentaires ci-dessous:

Article 2(11)

La définition de „titres“ ne couvre pas les certificats représentatifs notamment sous forme fiduciaire (p. ex. FDR émis par BCEE et représentant des actions de SES). La définition devrait être élargie pour couvrir ce type de titres fiduciaires ou similaires dans une nouvelle catégorie, qui ne sont ni des titres de capital, ni des titres de créance.

Article 10(2)

Il est renvoyé aux commentaires faits *sub* „Article 13“ *in fine* ci-dessous.

Article 12(3)

Le paragraphe (3) prévoit qu'en l'absence d'apport de ses titres au porteur par l'actionnaire ou l'obligataire dans un délai de deux ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, l'émetteur a la faculté (mais non l'obligation) de les convertir en titres dématérialisés et de les inscrire dans un compte titres à son nom.

Le Conseil de l'Ordre s'interroge sur la raison de limiter cette disposition aux seuls titres à porteur? Dans le commentaire des articles on renvoie de façon générale aux titres sans faire la distinction entre titres au porteur ou nominatifs et on vise ainsi du moins implicitement les deux types de titres.

Par ailleurs le Conseil de l'Ordre s'interroge sur l'utilité de prévoir un délai fixe de deux ans alors que l'article 9(5) prévoit pour la conversion obligatoire une détermination libre du délai de conversion par l'émetteur (sous réserve que ce délai ne peut pas être inférieur à deux ans). Le Conseil de l'Ordre estime qu'il conviendrait de faire une référence dans l'article 12(3) au délai déterminé par l'émetteur pour la conversion obligatoire.

Article 12(5)

Le Conseil de l'Ordre s'interroge sur l'étendue du champ d'application des dispositions de cet article.

La première phrase semble faire référence aux dispositions statutaires organisant un droit de préemption.

La deuxième phrase se réfère à „convention“ et soulève dès lors la question de savoir si on vise également des pactes d'actionnaires. Si tel est le cas il conviendrait de préciser que la société devra

être informée de ces pactes et que, outre les dispositions pour la détermination de prix, il faudra suivre également les autres dispositions du pacte tels les préavis, la détermination par expert etc.

Par ailleurs, le texte ne vise que le terme „droit de préemption“. Qu'en est-il des autres types d'engagement tels des promesses de vente, contrats de vente à terme etc?

Article 13

L'article 13 vise à poser „le principe de la neutralité de la conversion en titres dématérialisés au regard du gage soumis au droit luxembourgeois“. Le Conseil de l'Ordre approuve l'approche de la continuité de plein droit du gage pour le cas de la conversion de titres au porteur ou nominatifs et de l'inscription en compte qui s'ensuit.

Le texte du premier paragraphe – par l'emploi des termes „le gage ... reste valable et s'applique ...“ et sans viser la dépossession – est cependant ambigu quant à la continuité automatique de l'opposabilité du gage par rapport aux tiers, laquelle semble souhaitable au Conseil de l'Ordre. Un doute pourrait plus particulièrement exister quant à la continuité de la dépossession juridique en cas d'ouverture du compte-titres au nom du constituant du gage et en l'absence de notification simultanée du gage au dépositaire (ou de l'accord de ce dernier) conformément à l'article 5(2) de la loi sur les contrats de garantie financière.

Une solution visant à ce que la dépossession soit réalisée et sorte ses effets à l'égard de tous tiers (y compris le tiers dépositaire) sans autres formalités n'aurait désormais rien de révolutionnaire en son principe, puisque le texte de la loi sur les contrats de garantie financière (tel qu'il a été modifié par la loi du 20 mai 2011) prévoit d'ores et déjà que, concernant le gage constitué sur des créances, la dépossession se réalise à l'égard du débiteur et de tous tiers par la seule conclusion du contrat de gage.

Le Conseil de l'Ordre proposerait dès lors de modifier la première phrase du premier alinéa de l'article 13 comme suit:

„Le gage (...) reste valable *et continue à sortir tous ses effets*, sans autres formalités, *quant* aux mêmes titres dématérialisés inscrits en compte-titres au Luxembourg, *dont la dépossession continuée est réalisée à l'égard des tiers par leur inscription en compte-titres*.“

Il est vrai que dans cette situation – du moins en l'absence d'un accord préalable ou simultané du tiers dépositaire – un conflit peut apparaître entre le droit de gage préexistant du créancier-gagiste et un éventuel droit de gage du tiers dépositaire. Il semble logique, en termes de sécurité juridique, mais aussi d'antériorité des droits, que le créancier-gagiste initial conserve son gage au rang originaire en cas d'entrée des titres dans un compte-titres sur lequel porterait un gage général en faveur du tiers dépositaire. En effet, le tiers dépositaire reçoit ces titres affectés d'un gage préexistant à une date ultérieure. Le tiers dépositaire non dûment informé du gage au moment de l'inscription des titres sur le compte – et lésé de ce fait – devrait cependant, suivant les circonstances, pouvoir se retourner contre la ou les personnes pouvant être tenues pour responsables de l'omission de cette information en temps utile.

Le Conseil de l'Ordre note aussi le choix fait au deuxième alinéa qu'en cas de dématérialisation obligatoire, il appartiendrait au créancier gagiste d'y procéder avant la date limite. Cette solution s'imposerait, d'après le commentaire des articles, par le fait que le créancier gagiste „détient le titre concerné par la dématérialisation“. Or, tel n'est pas nécessairement le cas, notamment en ce qui concerne les titres nominatifs. Si le créancier gagiste bénéficie de la possession juridique des titres (à titre pignoratif), il ne les „détient“ pas nécessairement matériellement, ni ne les contrôle de fait dans tous les cas. Une solution plus souple serait dès lors sans doute de mise, quitte à ce qu'en cas de désaccord entre parties ou obstruction du débiteur propriétaire, le pouvoir de conversion ultime revienne au créancier gagiste. Le texte pourrait ainsi être modifié comme suit:

„Lorsque des titres qui forment l'assiette de ce gage sont soumis à une dématérialisation obligatoire, *le constituant et le créancier gagiste conviennent de qui d'entre eux procédera* à la dématérialisation avant la date limite prévue à cet effet. *A défaut d'accord, ou si malgré un accord en ce sens le constituant néglige de procéder à la dématérialisation endéans le délai convenu, le créancier gagiste pourra seul y procéder*. Sauf convention contraire (...). *Si la conversion est diligente par le créancier gagiste*, le constituant du gage doit y prêter tout concours nécessaire.“

Finalement, se pose plus généralement la question des obligations de l'émetteur dans le cadre d'une dématérialisation de titres nominatifs affectés d'un gage dont les aspects réels (avant la dématérialisation) sont régis par le droit luxembourgeois. Comme dans ce cas le gage, pour sortir pleinement ses

effets, aura dû faire l'objet d'une inscription dans le registre tenu et contrôlé par l'émetteur au Luxembourg (à l'exclusion tant du créancier-gagiste que du constituant du gage), il peut paraître indiqué de prévoir à charge de l'émetteur – outre l'obligation évidente de vérifier dans son registre si les titres sujets à dématérialisation font l'objet d'une inscription de gage en faveur d'un tiers – une obligation formelle de recueillir le consentement du créancier-gagiste en vue du crédit des titres afférents sur le compte-titre indiqué par le titulaire, afin d'assurer que celui-ci soit informé et puisse prendre les mesures le cas échéant nécessaires pour préserver son droit réel. Une telle mesure de protection s'impose notamment au vu du fait que les titres pourraient parfaitement être crédités à un compte étranger, auquel cas le créancier-gagiste qui n'en aurait pas été averti (ne serait-ce que par mégarde) risquerait de perdre le bénéfice de son droit réel, ceci d'autant plus que le déplacement des titres à l'étranger rendrait la protection offerte par l'article 13 du projet de loi sous examen inopérante. Il convient cependant de réserver l'hypothèse où le créancier gagiste, malgré l'information donnée par l'émetteur, néglige de se manifester. L'on aurait aussi pu songer à régler le cas d'une opposition abusive de la part du créancier (par exemple, en présence d'une instruction donnée en toute transparence par le propriétaire des titres de voir inscrire ceux-ci dans un compte auprès d'un dépositaire au Luxembourg). Le Conseil de l'Ordre estime cependant que l'appréciation d'un abus de droit peut s'avérer délicate en pratique et qu'il ne convient pas d'imposer légalement la responsabilité de cette appréciation à l'émetteur. En cas de conflit entre parties, de tels cas de figure devraient pouvoir être réglés par les tribunaux à l'initiative de la partie la plus diligente et ce sans autres précisions dans le texte de loi. Il semble utile par ailleurs, au vu des inscriptions potentiellement incomplètes dans les registres, d'obliger le constituant de manière expresse d'assister l'émetteur aux fins de contacter le créancier gagiste en vue de recueillir son consentement. Le Conseil de l'Ordre propose dès lors de compléter l'article 10 (2) par les phrases suivantes à insérer *in fine* de ce paragraphe:

„Sans préjudice des dispositions de l'article 13, deuxième alinéa, si les titres devant être convertis font l'objet d'une inscription de gage, l'émetteur ne pourra transmettre les données visés ci-avant à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central qu'après avoir recueilli le consentement écrit du créancier-gagiste à ces fins. Le constituant du gage prêtera son concours à l'émetteur pour contacter le créancier-gagiste. L'émetteur pourra cependant transmettre ces données sans le consentement du créancier-gagiste si ce dernier n'a pas notifié son opposition par écrit endéans un délai de trois mois après avoir été averti par l'émetteur de la dématérialisation envisagée.“

Article 14

L'article 14 contient une référence à la loi du 1er août 2001 concernant la circulation des titres (Article 14(2)). Bien que la référence soit incluse dans un article du chapitre relatif à la transmission des titres dématérialisés, elle indique clairement que toute la loi du 1er août 2001 est applicable aux titres dématérialisés et non pas seulement les dispositions relatives à la transmission de titres.

Le Conseil de l'Ordre propose dès lors, pour éviter toute équivoque, d'inclure cette référence dans le chapitre VI du projet de loi.

Article 18

L'article 18 doit nécessairement être considéré comme une exception à l'article 41 de la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier pour les professionnels qui y sont soumis.

Il convient de noter cependant qu'en pratique les intermédiaires ne détiendront pas nécessairement l'intégralité des informations reprises à l'article 18(1) comme par exemple l'année de constitution des sociétés détentrices de titres qui ne sont pas des informations nécessairement requises dans le cadre des obligations d'identification du client conformément à la législation applicable en matière de lutte antiblanchiment (notamment en cas de vigilance simplifiée).

Le Conseil de l'Ordre suggère dès lors de biffer de l'énumération les références à l'année de naissance ou à l'année de constitution des détenteurs de titres.

Article 23

La référence au „titulaire de compte“ se réfère d'après la compréhension du Conseil de l'Ordre au titulaire de compte auprès de l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central (selon les cas) où le compte d'émission est ouvert. Il faut en fait exclure le cas où le titulaire de compte est lui-même

teneur de comptes agissant pour son propre compte. Il conviendrait de préciser qu'il s'agit du teneur de comptes „sauf s'il agit pour son propre compte“.

Le Conseil de l'Ordre prend note que cette interdiction de saisie ou de blocage s'applique également aux saisies ou demandes de blocage émanant d'autorités judiciaires pénales.

Commentaire général

De façon générale il convient de s'interroger sur l'exercice en pratique des „*corporate actions*“ et de la communication entre l'émetteur et les porteurs de parts dématérialisées.

Dans la mesure où tous les titres d'une société sont dématérialisés il faudra appliquer en matière de convocation d'assemblées le régime des titres au porteur sous réserve des dispositions particulières d'autres lois.

Fait à Luxembourg, le 27 septembre 2012

René DIEDERICH
Bâtonnier

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6327/03

N° 6327³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

PROJET DE LOI**relative aux titres dématérialisés et portant modification de:**

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(27.11.2012)

L'objet du projet de loi sous avis est de moderniser le droit luxembourgeois des titres en introduisant la faculté généralisée pour les sociétés de capitaux luxembourgeoises d'émettre des titres de capital sous forme dématérialisée et pour tout émetteur d'émettre des titres de créance dématérialisés régis par le droit luxembourgeois.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

L'objet du projet de loi est de moderniser le droit luxembourgeois des titres en introduisant la faculté généralisée pour les sociétés de capitaux luxembourgeoises d'émettre des titres de capital sous forme dématérialisée et pour tout émetteur d'émettre des titres de créance dématérialisés régis par le droit luxembourgeois. Ainsi coexisteront désormais, pour les sociétés de capitaux émettant des actions à côté des titres au porteur et de titres nominatifs, des titres dématérialisés. La Chambre de Commerce relève que les sociétés à responsabilité limitée n'émettant pas d'actions, mais des parts, devraient partant être exclues du bénéfice du projet de loi.

Comme l'explique l'exposé des motifs, le droit des sociétés luxembourgeois ne connaît en effet à l'heure actuelle que les titres au porteur et les titres nominatifs, à l'exception de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation et du règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 fixant les conditions et les modalités d'émission d'emprunts d'Etat qui permettent explicitement l'émission de titres dématérialisés

sans cependant prévoir de régime spécifique pour ces titres. Par ailleurs, une doctrine considère également que l'émission de titres dématérialisés est permise au Luxembourg sur base du principe de l'autonomie de la volonté¹.

La pratique a tenté de s'accommoder de la situation en créant une sorte de dématérialisation *de facto* des titres nominatifs et des titres au porteur. Cette dématérialisation n'est cependant pas réalisée à l'émission des titres, mais par leur technique de conservation ou d'inscription². Ces techniques, dont tient compte la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles (ci-après „Loi de 2001“), ne sont pas appelées à disparaître à brève échéance en raison des différences encore substantielles entre les régimes nationaux d'émission de titres, mais l'évolution va clairement dans le sens d'une dématérialisation des titres comme le relève encore l'exposé des motifs.

Dans la mesure où la rapidité de la circulation à moindre coût est primordiale et que par ailleurs certains de nos pays voisins dont la France et la Belgique ont déjà introduit les titres dématérialisés respectivement en 1981 et en 1995, il est essentiel pour le Grand-Duché de Luxembourg en tant que place financière de premier plan, de se doter rapidement d'une législation moderne en matière de titres.

La Chambre de Commerce relève que le projet de loi est plutôt inspiré du droit belge, historiquement plus proche en la matière que le droit français et que le projet de loi ne prévoit pas de dématérialisation obligatoire, mais une procédure de conversion obligatoire, si l'émetteur en décide ainsi, ce qui est salué. Elle relève en outre qu'afin de bien garantir les droits des investisseurs, l'émission des titres dématérialisés devra se faire à travers un professionnel spécialement agréé à cet effet. Afin de préserver une unité de régime entre les titres soumis à dématérialisation factuelle et les titres dématérialisés de droit, elle note encore qu'il est prévu que la législation sur la circulation des titres prévue par la Loi de 2001 précitée sera étendue aux titres dématérialisés.

La Chambre de Commerce observe cependant qu'un certain nombre de détenteurs de titres (au porteur ou même nominatifs) ne se manifestent jamais auprès de la société concernée, y compris au moment de l'assemblée annuelle des actionnaires. Ceci devrait également être le cas dans l'hypothèse où la société opterait pour une dématérialisation obligatoire des titres: un certain nombre de détenteurs de titres ne viendront jamais demander la conversion de leurs titres, quelle que soit la longueur de la période durant laquelle ils peuvent exiger la conversion. Les sociétés ayant émis des titres au porteur sont généralement des sociétés anciennes dont les détenteurs sont, pour certains, décédés sans avoir averti leurs successeurs de l'existence de ces titres ni de l'endroit où ces titres étaient détenus. La Chambre de Commerce se pose la question de savoir si le projet de loi reflète suffisamment cette situation.

La Chambre de Commerce salue le fait que les travaux de la Commission européenne relatifs à la directive dite Securities Law Directive qui intégrera dans le droit communautaire une grande partie des règles dégagées par la Convention d'Unidroit sur les règles matérielles relatives aux titres intermédiaires, signée à Genève le 9 octobre 2009, et aux négociations de laquelle le Grand-Duché de Luxembourg a activement participé, ont également été pris en considération. Il en découle cependant plusieurs conséquences qui suscitent des observations de la Chambre de Commerce. Ainsi, elle s'interroge quant à la question de savoir si le principe du droit de propriété sur les titres dématérialisés est maintenu ou si le projet de loi vise un droit de créance, les conséquences pouvant être importantes, notamment en cas d'insolvabilité.

Elle relève que le projet de loi écarte le transfert de propriété *solo consensu* pour les titres dématérialisés. Le transfert ne se réalise que par l'inscription des titres sur le compte du titulaire acquéreur. Cette règle n'est cependant pas nouvelle dans notre droit et se retrouve dans un certain nombre de cas où le transfert de propriété ne s'opère qu'au moment de l'individualisation de l'objet de la vente.

Il est par ailleurs précisé que le titulaire de compte bénéficie, à concurrence du nombre de titres inscrits en son compte titres, d'un droit réel de nature incorporelle sur l'ensemble des titres de même genre, tenus en compte par son teneur de compte. Ce droit réel de nature incorporelle peut être démembré au même titre que les droits de propriété.

1 Voir la doctrine citée: P. Mousel et F. Fayot, La circulation des titres *in* Droit bancaire et financier au Luxembourg, Vol. 3, éd. Larquier, n° 39-11.

2 Voir la doctrine citée: Ph. Dupont, La dématérialisation des titres: défi juridique et réalité incontournable, Droit et Banque n° 27, p. 12 et s.

La Chambre de Commerce accueille positivement le projet de loi compte tenu de l'impact favorable qu'il ne manquera pas d'avoir pour la place financière, d'une part, et compte tenu de sa très grande qualité rédactionnelle, d'autre part.

En conséquence, la Chambre de Commerce se bornera à formuler quelques observations dans le cadre des commentaires d'articles ci-dessous.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Concernant l'article 1er

La Chambre de Commerce préconise de modifier les termes „aux titres **émis** sous forme dématérialisée“ par „aux titres **étant** sous forme dématérialisée“, certaines dématérialisations étant en effet issues d'une conversion de titre, plutôt que d'une émission de titre.

Concernant l'article 2

La Chambre de Commerce suggère de remplacer les termes „en ce compris“ par „y compris“.

Concernant l'article 4

Par analogie à l'alinéa 2 notamment, la Chambre de Commerce propose d'ajouter le terme „dématérialisés“ au premier alinéa „Les titres cotés dématérialisés de même genre doivent obligatoirement être enregistrés à tout moment dans un seul compte d'émission tenu par un seul organisme de liquidation.“

La Chambre de Commerce salue en outre le fait qu'il puisse y avoir coexistence de titres dématérialisés au sens du projet de loi et de titres au porteur et nominatifs. „Ainsi, notamment en matière d'organismes de placement collectif, il peut y avoir coexistence, à l'intérieur d'un compartiment ou d'une catégorie d'actions, de titres dématérialisés au sens du projet de loi et de titres au porteur et nominatifs ayant éventuellement fait l'objet d'une dématérialisation de facto en ayant recours à un établissement de crédit qui ne correspond pas nécessairement au seul organisme de liquidation ou teneur de compte central ou doivent être enregistrés les titres dématérialisés au sens du projet de loi“, comme le retient expressément le commentaire de l'article.

Concernant les articles 5 et 7

Afin d'informer les détenteurs de titres dématérialisés et de respecter le parallélisme des formes avec la procédure décrite à l'article 5, il serait opportun de prévoir la publication d'explications sur la nature des modifications affectant les titres dans un journal à diffusion nationale/internationale et sur le site internet de la société. Ceci serait par ailleurs en ligne avec l'article 14 de la loi du 16 mai 2006 relative aux abus de marché et l'article 20 de la loi du 11 janvier 2008 sur les obligations de transparence des émetteurs de valeurs mobilières. Il serait par ailleurs aussi opportun de faire référence auxdits articles de loi dans le cadre de l'article 5.

Concernant l'article 9

Cet article prévoit que „l'émetteur qui souhaite convertir les titres de capital qu'il a émis en titres dématérialisés doit procéder à une modification de ses statuts [...]“. Il conviendrait d'ajouter que cette modification des statuts devra se faire préalablement à la conversion.

Au paragraphe (2), la Chambre de Commerce préconiserait d'être plus précis et de remplacer le terme „les titres“ par „le genre des titres“ afin de garder la même terminologie qu'utilisée dans l'article 2. Ainsi, cela accentuerait le fait que tous les titres de même nature devront obligatoirement être soumis à la conversion et non pas certains titres appartenant à certains actionnaires en particulier.

Concernant l'article 10

L'article 10 prévoit que „les titres au porteur qui sont en possession physique de leur titulaire, **sont convertis** au fur et à mesure de leur présentation à l'inscription en compte-titres auprès d'un teneur de comptes, d'un teneur de compte central ou d'un organisme de liquidation.“

La formulation de cet article laisse supposer que, même dans l'hypothèse où l'émetteur n'aurait pas opté pour la conversion obligatoire en titres dématérialisés, le détenteur des titres au porteur pourrait solliciter la conversion de ces derniers en titres dématérialisés. La Chambre de Commerce est d'avis qu'il conviendrait peut-être de préciser que cette possibilité n'est offerte aux titulaires de titres au porteur que dans l'hypothèse où l'émetteur a opté pour une conversion obligatoire ou optionnelle de ceux-ci en titres dématérialisés.

Concernant l'article 12

– quant au paragraphe (3):

Pour plus de clarté, la Chambre de Commerce propose de relibeller les alinéas 1 et 2 du paragraphe (3) de l'article 12 comme suit:

„(3) Les titres au porteur qui n'ont pas été convertis en titres dématérialisés dans les deux ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, peuvent être convertis par l'émetteur en titres dématérialisés et inscrits par lui dans un compte-titres à son nom, et ce jusqu'à ce que le titulaire se manifeste et obtienne l'inscription des titres en son nom propre.

Les frais d'ouverture et de tenue de compte sont supportés par l'émetteur.“

L'alinéa 3 du paragraphe (3) resterait inchangé.

En outre, l'article ne prévoit pas l'hypothèse dans laquelle le titulaire des titres au porteur ne se manifesterait jamais auprès de l'émetteur, or ceci concerne un certain nombre d'actionnaires individuels de sociétés luxembourgeoises comme précisé dans les considérations générales ci-avant. Il peut notamment s'agir de personnes décédées dont les héritiers ou proches ignorent que la personne en question possédait ces titres, et qui ne les ont pas retrouvés dans le cadre de la succession. La Chambre de Commerce proposerait donc de prévoir que, lorsque „le titulaire *des titres au porteur ne se manifeste pas auprès de l'émetteur*“, l'émetteur pourra alors vendre les titres selon la procédure prévue à l'article 12 (4).

– quant au paragraphe (4):

Le paragraphe prévoit la „possibilité pour l'émetteur de vendre les titres qui n'auraient pas été dématérialisés sur demande de leur titulaire dans un délai qui ne peut être inférieur à 8 ans“.

La Chambre de Commerce se pose la question de savoir si le délai de huit ans n'est pas déraisonnablement long. Ce délai ne semble en effet pas vraiment en adéquation avec la réalité de la vie sociale d'une société à l'heure actuelle. La Chambre de Commerce préconise dès lors de le réduire, afin de ne pas laisser perdurer l'incertitude quant aux titres concernés plus longtemps que strictement nécessaire, mais aussi pour inciter les détenteurs de titres à réagir relativement promptement après la publication.

De plus, ce délai de huit ans semble être en contradiction avec l'article 9 qui impose d'offrir aux titulaires de titres au porteur un délai minimal de deux ans pour procéder à la conversion.

La Chambre de Commerce est encore d'avis que le préavis de trois mois est trop long et gagnerait à être réduit à un mois, préavis dont la longueur serait alors alignée à celle prévue pour convoquer les actionnaires à l'assemblée générale annuelle. Cette durée de trois mois est par ailleurs également reprise à l'article 10 (3).

L'article 12 (4) vise par ailleurs uniquement les titres non dématérialisés à la demande de leur titulaire. La Chambre de Commerce s'interroge sur les titres dématérialisés par l'émetteur, mais non réclamés par leur titulaire (cf. article 12 (3) paragraphe 2 dans sa version projetée). Elle est d'avis que le projet de loi devrait prévoir la possibilité pour l'émetteur de vendre les titres dématérialisés qui n'auraient pas été réclamés par leur titulaire dans un délai raisonnable à déterminer à compter du jour où la dématérialisation des titres a été approuvée par les actionnaires de l'émetteur.

En outre, le point c) dispose que „les titres autres que ceux repris aux points (a) et (b) ci-dessus seront vendus par vente publique à la Bourse de Luxembourg à un prix qui ne pourra, pour les actions, être inférieur à une juste valeur de ces actions telle que déterminée par un réviseur d'entreprise agréé qui appliquera une méthode d'évaluation appropriée notamment au vu de la nature des activités de l'émetteur et du nombre de titres sujets à la vente. En cas de détermination d'une fourchette de valeur, le prix ne pourra être inférieur à la valeur moyenne de la fourchette de prix déterminée par le réviseur d'entreprise.“

Cette obligation fait donc appel à un réviseur d'entreprises agréé pour procéder à une évaluation des actions. Il semblerait pourtant que ceci ne soit pas en accord avec la profession de réviseur d'entreprises agréé. Tout comme des missions sont confiées à titre exclusif par la loi aux réviseurs d'entreprises agréés (ex. apports en nature), il semblerait qu'il appartient plutôt au conseil d'administration d'établir la juste valeur des actions. La mission du réviseur d'entreprises agréé consistera ensuite à contrôler le bien-fondé de cette évaluation. En pratique bien entendu, le conseil d'administration pourra se faire assister pour la description, respectivement pour l'évaluation, par un tiers chargé d'y procéder en son nom. Celui-ci ne pourra pas, pour des raisons évidentes d'indépendance, être le réviseur d'entreprises agréé chargé du contrôle ultérieur de la description et de l'évaluation.

Il est dès lors proposé de modifier l'actuel point c) du paragraphe 4 comme suit: „*les titres autres que ceux repris aux points (a) et (b) ci-dessus seront vendus par vente publique à la Bourse de Luxembourg à un prix qui ne pourra, pour les actions, être inférieur à une juste valeur de ces actions telle que déterminée par l'organe d'administration de la société un réviseur d'entreprise agréé qui appliquera une méthode d'évaluation appropriée notamment au vu de la nature des activités de l'émetteur et du nombre de titres sujets à la vente.*

L'organe d'administration établit un rapport détaillé expliquant et justifiant d'un point de vue juridique et économique la juste valeur retenue pour ces actions, ainsi que la ou les méthodes retenues pour sa détermination. Ce rapport doit faire l'objet d'un examen par un réviseur d'entreprises agréé.

– quant au paragraphe (5):

La Chambre de Commerce préconiserait de prévoir que le droit de préemption et les clauses d'agrément devront être respectées, qu'elles soient prévues par les statuts de la société ou par un pacte extra-statutaire, dans la mesure où bien souvent ces clauses ne sont pas directement insérées dans les statuts mais dans des pactes d'actionnaires.

– quant au paragraphe (7):

Il est prévu que les sommes provenant de la vente des titres non dématérialisés par leur titulaire seront déposés à la Caisse de Consignation. Cependant, le projet de loi ne prévoit pas de procédure applicable au cas où les titres en cause n'auraient pas trouvé acquéreur et donc n'auraient pas fait l'objet d'une vente. La question se pose de savoir si l'émetteur sera tenu de les conserver en ses livres, au nom et pour le compte de l'actionnaire et dans l'affirmative durant combien de temps. La question se pose encore de savoir s'il pourra les remettre en vente après un certain délai et dans l'affirmative, si la première évaluation effectuée conformément à l'article 12 (4) c) pourra être utilisée une seconde fois.

Par ailleurs, et dans la mesure où la modification visée au paragraphe (3) ci-avant était reprise, le paragraphe (7) deviendrait: „*L'émetteur devra déposer les sommes obtenues lors de la vente, déduction faite des frais de vente et de ceux repris au deuxième alinéa du paragraphe (3) avancés par lui, auprès de la Caisse de consignation. Ces sommes seront remises, sauf prescription, pour les titres au porteur, à la personne qui les remettra physiquement à la Caisse de consignation et pour les titres nominatifs, à la personne qui était inscrite dans le registre des titres au moment de leur vente.*

– quant au paragraphe (8):

La Chambre de Commerce est d'avis que le paragraphe devrait être complété par la phrase suivante, qui permettrait de déterminer clairement à quel instant les obligations légales de l'émetteur cessent par rapport à tout titre nouvellement dématérialisé: „*La responsabilité de l'émetteur prendra fin au moment où les titres seront inscrits dans les comptes du teneur de compte central ou de l'organisme de liquidation.*“ L'émetteur n'a, en effet, aucun contrôle sur la „*custody chain*“, et l'on ne saurait l'obliger à être responsable jusqu'au moment où les titres sont inscrits dans le compte-titres du titulaire, car après la première étape susmentionnée, les titres échappent au contrôle de l'émetteur et c'est à la banque (teneur de compte) auprès de laquelle les titres en question seront inscrits en compte-titres de prendre le relais au nom et pour le compte du titulaire.

Concernant l'article 18

La Chambre de Commerce relève que le paragraphe (2) de l'article 18 ne reprend pas comme le fait le paragraphe (1) les termes „*Si ses statuts ou son règlement de gestion le prévoient, l'émetteur peut à ses frais ...*“ et se pose la question de savoir s'il ne s'agit pas d'un oubli.

Par ailleurs, et de manière plus substantielle, l'article 18 prévoit la possibilité, si les statuts ou le règlement de gestion le prévoient, pour l'émetteur de demander à l'organisme de liquidation et au teneur de compte central, entre autres informations, le nom, la nationalité, la date de naissance, l'adresse du détenteur des titres dans ses livres et la quantité de titres détenus. Il s'agit d'une disposition assez nouvelle dans le droit luxembourgeois. Même s'il est vrai qu'aujourd'hui déjà, et ce depuis longtemps, toute participation et vote à une assemblée générale exige la révélation préalable des coordonnées du votant, les commentaires du projet de loi semblent indiquer que cette information peut être demandée, même en dehors de toute participation à une assemblée générale. Cette demande est donc susceptible de heurter le principe du secret professionnel du teneur de compte, plus encore dans le cadre du paragraphe (2) qui ne contient pas cette partie de phrase „*Si les statuts ou son règlement de gestion le prévoient*“. Afin d'éviter toute dérive et demande abusive, la Chambre de Commerce est d'avis que le projet de loi devrait préciser qu'une demande d'information sur l'identité du détenteur des titres ne peut être faite que dans le but de connaître l'identité des personnes ayant l'intention de participer à l'assemblée générale, la sanction prévue étant d'ailleurs la suspension du droit de vote aussi longtemps que l'information demandée n'aura pas été obtenue.

Le paragraphe (4) prévoit en outre que, lorsqu'une personne détenant un compte auprès d'un teneur de comptes ou d'un teneur de comptes étranger n'a pas transmis les informations demandées par l'émetteur, celui-ci pourra, jusqu'à régularisation, suspendre des droits de vote à hauteur de la quote-part des titres pour lesquels l'information demandée n'aura pas été obtenue. Cela semble vouloir indiquer que le détenteur du compte, sur lequel sont inscrits les titres, pourrait refuser au teneur de compte de communiquer les coordonnées le concernant. Cela semble vouloir dire aussi que le teneur de compte demande au client l'autorisation de révéler son identité. La Chambre de Commerce recommande d'apporter les précisions suivantes, à savoir que le teneur de compte demandera au détenteur de compte le droit de communiquer les informations demandées et que le détenteur des titres dispose d'un droit de refuser la communication des informations à l'émetteur.

Concernant l'article 26

Concernant l'article 26 relatif à l'article 42bis nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la Chambre de Commerce comprend que le commentaire de l'article renvoie à la page 30 du projet de loi à l'article 2, sub 11, et non sub 16 en ce qui concerne l'introduction comme nouvelle catégorie d'actions les titres émis sous forme dématérialisée.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis, sous réserve des remarques formulées.

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6327/04

N° 6327⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

PROJET DE LOI

relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
<i>Amendements adoptés par la Commission des Finances et du Budget</i>	
1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Président du Conseil d'Etat (21.1.2013).....	2
2) Texte coordonné.....	5

*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(21.1.2013)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir quatre amendements au projet de loi mentionné sous rubrique que la Commission des Finances et du Budget a adoptés lors de sa réunion du 11 décembre 2012.

Je joins en annexe, à toutes fins utiles, un texte coordonné du projet de loi mentionné sous rubrique, qui reprend les amendements parlementaires proposés (figurant en caractères gras et soulignés) et les propositions du Conseil d'Etat que la Commission des Finances et du Budget (ci-après „la Commission“) a faites siennes (figurant en caractères soulignés).

Amendement 1 concernant l'article 1 point 6) (article 2 initial)

L'article 1, point 6) aura la teneur suivante:

„6) organisme de liquidation: **une personne morale répondant aux exigences de l'article 20 de la présente loi; un système de règlement des opérations sur titres au sens de la loi relative aux services de paiement, désigné comme tel par la Banque centrale du Luxembourg et notifié à la Commission européenne par le Ministre ayant dans ses attributions la place financière et dont l'opérateur du système est établi au Luxembourg;**“

Motivation de l'amendement 1:

Dans son avis du 13 novembre 2012, le Conseil d'Etat s'interroge sur le critère distinctif entre les notions d'organisme de liquidation et de système de règlement des opérations sur titres. L'idée retenue dans le projet de loi est qu'il faut des qualifications particulières pour pouvoir agir comme organisme de liquidation et que celles-ci sont le mieux satisfaites par les systèmes de règlement des opérations sur titres. Les organismes qui satisfont aux critères de l'alinéa premier de l'article 20 sont de plein droit agréés comme organismes de liquidation. Le critère distinctif est qu'en tant qu'organisme de liquidation l'entité en cause tient nécessairement des „comptes d'émission“ tandis qu'en tant que simple système de règlement des opérations sur titres ceci peut, mais ne doit pas être le cas. Le Conseil d'Etat invite les auteurs du projet de loi à suppléer cette partie manquante de la définition. La Commission fait sienne la remarque du Conseil d'Etat et propose de modifier la définition de l'article 1 point 6). En conséquence de cette modification, il y a lieu de supprimer l'article 19 (article 20 initial) (cf. amendement 6) et de renuméroter les articles subséquents.

Amendement 2 concernant l'article 1 point 13) (article 2 initial)

L'article 1, point 13) aura la teneur suivante:

„13) „titres dématérialisés“: titres **d'un émetteur** émis **ou convertis par un émetteur** exclusivement par voie d'inscription dans un compte d'émission tenu auprès d'un organisme de liquidation ou d'un teneur de compte central;“

Motivation de l'amendement 2:

Dans son avis du 13 novembre 2012, le Conseil d'Etat propose d'ajouter à la définition des titres dématérialisés que la dématérialisation peut avoir lieu non seulement à l'émission d'un titre mais également lors de la conversion d'un titre au porteur ou nominatif en un titre dématérialisé. Cette clarification paraît utile à la Commission qui fait sienne la remarque du Conseil d'Etat.

Amendement 3 concernant l'article 1 point 14) (article 2 initial)

L'article 1, point 14) aura la teneur suivante:

„14) „titulaire de compte“: une personne, ~~ou~~ un fonds commun de placement **ou un fonds de titrisation** au nom duquel un organisme de liquidation, un teneur de compte central ou un teneur de comptes tient un compte-titres, que cette personne agisse pour son propre compte ou celui de tiers.“

Motivation de l'amendement 3:

Le Conseil d'Etat propose, à juste titre, d'ajouter à la définition du „titulaire de compte“ une référence aux fonds de titrisation. La Commission décide de suivre le Conseil d'Etat.

Amendement 4 concernant l'article 2 (article 3 initial):

L'article 2, paragraphe (1) aura la teneur suivante:

„(1) Les titres dématérialisés ne sont **matérialisés représentés** que par une inscription en compte-titres.“

Motivation de l'amendement 4:

Le Conseil d'Etat se demande si la terminologie „sont matérialisés“ utilisée à l'article 3, paragraphe (1) est judicieuse et propose de retenir une terminologie comme „sont documentés“.

Toutefois, la Commission note que d'après le commentaire des articles, le terme „matérialisés“ doit s'entendre au sens de „rendre effectif“. C'est l'inscription en compte qui rend effective pour le titulaire du compte ses droits sur les titres. L'inscription en compte a ainsi une double fonction: elle documente le titre et détermine le moment où le titulaire de compte acquiert des droits sur les titres.

Partant, la Commission propose de remplacer le terme „matérialisés“ par celui de „représentés“ à l'instar du droit belge.

Amendement 5 concernant l'article 11 (article 12 initial):

Le premier alinéa du paragraphe (3) de l'article 11 aura la teneur suivante:

„Les titres ~~au porteur~~ qui n'ont pas été convertis en titres dématérialisés dans les deux ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, peuvent être convertis par l'émetteur en titres dématérialisés et inscrits par l'émetteur dans un compte-titres à son nom.“

Motivation de l'amendement 5:

Le Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg („Conseil de l'Ordre“) propose de substituer la référence aux titres au porteur par une référence aux titres en général. L'idée de ce régime spécial était motivée par le fait que les propriétaires des titres au porteur étaient plus difficiles à retrouver que les titulaires des titres nominatifs. Le Conseil de l'Ordre relève cependant à juste titre qu'une différenciation entre les titres au porteur et les titres nominatifs ne s'impose pas nécessairement de sorte qu'au début du premier alinéa du paragraphe (3) de l'article 12 les termes „au porteur“ sont à supprimer. La Commission se rallie à l'avis du Conseil de l'Ordre.

Amendement 6 concernant l'article 20 initial:

L'article 20 initial est supprimé.

Motivation de l'amendement 6:

En conséquence de la modification de l'article 1, point 6) (qui fait l'objet de l'amendement 1), l'article 20 initial est devenu superfétatoire. Partant il y a lieu de le supprimer et de renuméroter les articles subséquents.

Amendement 7 concernant l'article 20 (article 23 initial):

Le nouvel article 20 est complété par une deuxième phrase, de sorte qu'il aura la teneur suivante:

„Aucun compte d'émission ne peut être saisi, mis sous séquestre ou bloqué d'une manière quelconque par un titulaire de compte, une contrepartie ou un tiers (autre que l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central).“

Les titres en compte d'émission ne peuvent faire l'objet d'une quelconque compensation et ne tombent pas dans la masse en cas de procédure de liquidation.“

Motivation de l'amendement 7:

Le Conseil d'Etat propose d'ajouter à l'article 23 initial relatif au compte d'émission que celui-ci doit être soustrait à la compensation et ne pas faire partie de la masse en cas de liquidation.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat relève à juste titre qu'en cas de démembrement des titres en nu-propriété et en usufruit le droit de conversion devrait, sauf convention contraire, revenir au nu-propriétaire. En ce qui concerne les titres constitués en sûreté la solution est reprise à l'article 13 pour la conversion

obligatoire et, comme l'indique le Conseil d'Etat, relève de la convention des parties pour la conversion facultative.

Partant, la Commission propose de tenir compte des observations du Conseil d'Etat en complétant l'article 23 initial.

Amendement 8 concernant l'article 26 initial (nouvel article 23):

L'article 23, point 3), aura la teneur suivante:

„3) Le dernier alinéa de l'article 37 est modifié comme suit:

„Les actions et les coupures portent un numéro d'ordre, sauf si elles sont **émises sous forme dématérialisées**.“

Motivation de l'amendement 8:

Au point 3) de l'article 26 le Conseil d'Etat rappelle que les titres peuvent être émis *ab initio* comme titres dématérialisés ou alors des titres nominatifs et au porteur peuvent être convertis en titres dématérialisés. Dans aucun de ces deux cas les titres dématérialisés ne porteront de numéro d'ordre. Afin de clarifier ce point, le dernier alinéa de l'article 37 de la loi concernant les sociétés commerciales est modifié.

Pour tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat, la Commission propose de supprimer les termes „émises sous forme“.

Amendement 9 concernant l'article 28 initial (nouvel article 25):

L'article 15 de la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles, modifié par l'article 25, aura la teneur suivante:

„**Art. 15** Sans préjudice des dispositions du Titre V de la loi relative aux services de paiement, en cas de livraison de titres contre règlement d'espèces, le défaut de livraison ou de règlement constaté à la date et dans les conditions applicables dans le marché pertinent ou fixé par une convention entre les parties ou les règles d'un système de règlement des opérations sur titres délie de plein droit les parties de leurs obligations de livraison ou de paiement, sans préjudice de la responsabilité de la partie défaillante.

Les règles des systèmes de règlement des opérations sur titres priment les conventions des parties.“

Motivation de l'amendement 9:

La Banque centrale européenne („BCE“) a très adéquatement décrit le sens et la portée de l'article 15 de la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles. La BCE a exprimé la crainte qu'„il se pourrait que les parties conviennent qu'elles seront libérées de leurs obligations à la date S, sans que le système de règlement des opérations sur titres et aussi, par conséquent, l'opérateur TARGET2-Titres („T2S“) aient connaissance de cet accord. Dans une telle situation, le système de règlement des opérations sur titres, et donc T2S, pourrait continuer d'essayer de régler l'opération après la date S, ce qui risque d'entraîner une incertitude juridique quant à l'état de cette opération.“

Cette crainte peut être dissipée pour essentiellement deux raisons:

- en vertu du principe de l'effet relatif des contrats la convention entre l'acheteur et le vendeur de titres est inopposable au système de règlement des opérations sur titres („SSS“). Ainsi le SSS pourra continuer à agir tant qu'il n'aura pas reçu du vendeur et/ou de l'acheteur notification d'une modification des instructions de règlement livraison; et
- l'article 15 réserve expressément le titre V de la loi sur les services de paiement. De ce fait une fois qu'un ordre est „introduit“ dans le système (article 111 de la loi sur les services de paiement) du SSS il est irrévocable nonobstant tout accord contraire.

Pour tenir compte de l'avis de la BCE et afin d'éviter toute ambiguïté, la Commission décide d'ajouter un alinéa à l'article 15 de la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles.

Erreur matérielle

En marge des amendements décrits ci-dessus, je me permets de vous signaler le redressement d'une erreur matérielle à l'endroit de l'article 13 initial (nouvel article 12), dont le libellé proposé par le Conseil d'Etat a été repris par la Commission. En effet, le terme „continuée“ au premier alinéa est remplacé par le terme „continue“.

*

Copie de la présente est envoyée pour information à Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances, et à Madame Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,
Laurent MOSAR

*

TEXTE COORDONNE**PROJET DE LOI**

relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

Chapitre Ier – Dispositions générales

Art. 1er. La présente loi définit le régime juridique applicable aux titres émis sous forme dématérialisée.

Art. 1er 2. Aux fins de la présente loi, on entend par:

- 1) „compte-titres“: compte tenu par un organisme de liquidation, un teneur de compte central ou un teneur de comptes sur lequel des titres peuvent être crédités ou duquel des titres peuvent être débités. Le compte d'émission tenu par un organisme de liquidation ou un teneur de compte central ne constitue pas un compte-titres;
- 2) „CSSF“: la Commission de surveillance du secteur financier;
- 3) „distributions“: dividendes, intérêts, capitaux échus, autres sommes échues sur les titres, remise gratuite de titres, toutes autres distributions faites en rapport avec des titres par un émetteur ou le prix payé par l'émetteur en cas de rachat de ses titres;
- 4) „émetteur“: toute personne, y compris un fonds commun de placement, qui émet des titres;

- 5) des titres sont de „même genre“ que d'autres titres s'ils sont émis par le même émetteur et si:
- (i) ils font partie de la même catégorie de titres de capital ou;
 - (ii) il s'agit de titres autres que de capital, ils sont libellés dans la même monnaie, ont la même valeur nominale et sont considérés comme faisant partie de la même émission;
- 6) „organisme de liquidation“: une personne morale répondant aux exigences de l'article 20 de la présente loi; un système de règlement des opérations sur titres au sens de la loi relative aux services de paiement, désigné comme tel par la Banque centrale du Luxembourg et notifié à la Commission européenne par le Ministre ayant dans ses attributions la place financière et dont l'opérateur du système est établi au Luxembourg;
- 7) „procédure de liquidation“: une procédure collective comprenant la réalisation des actifs et la répartition du produit de cette réalisation entre les créanciers, les actionnaires, les associés ou les membres selon les cas, et comportant l'intervention d'une autorité administrative ou judiciaire, y compris lorsque cette procédure est clôturée par un concordat ou une autre mesure analogue, qu'elle soit ou non fondée sur une insolvabilité et indépendamment de son caractère volontaire ou obligatoire;
- 8) „teneur de comptes“: toute personne autorisée en vertu de la loi luxembourgeoise à tenir des comptes-titres, y compris les organismes nationaux ou internationaux à caractère public établis au Luxembourg et opérant dans le secteur financier;
- 9) „teneur de comptes étranger“: toute personne, autre que celle visée au point 8) du présent article, dont l'activité de tenue de comptes-titres est soumise à une loi étrangère;
- 10) „teneur de compte central“: toute personne agréée par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF en qualité de teneur de compte central conformément aux dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- 11) „titres“: dans l'acception la plus large:
- (a) les titres de capital émis par les sociétés par actions de droit luxembourgeois en ce compris les actions, les parts bénéficiaires, les droits de souscription et les parts de fonds commun de placement;
 - (b) les titres de créance soumis au droit luxembourgeois tels que les instruments financiers susceptibles de revêtir la forme au porteur et les instruments de la dette publique.
 - (c) Pour l'application de la présente loi, ne sont pas considérés comme des titres:
 - les effets de commerce
 - les titres amortissables par tirage au sort par numéros
 - les actions émises par les sociétés d'épargne-pension à capital variable;
- 12) „titres cotés“: les titres dématérialisés admis à la négociation sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation;
- 13) „titres dématérialisés“: titres d'un émetteur émis ou convertis par un émetteur exclusivement par voie d'inscription dans un compte d'émission tenu auprès d'un organisme de liquidation ou d'un teneur de compte central;
- 14) „titulaire de compte“: une personne, **ou** un fond commun de placement **ou un fonds de titrisation** au nom duquel un organisme de liquidation, un teneur de compte central ou un teneur de comptes tient un compte-titres, que cette personne agisse pour son propre compte ou celui de tiers.

Art. 32. (1) Les titres dématérialisés ne sont représentés matérialisés que par une inscription en compte-titres.

(2) L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central peut cependant établir ou faire établir par l'émetteur des certificats relatifs à des titres dématérialisés pour les besoins de la circulation internationale des titres.

Art. 43. Les titres cotés de même genre doivent obligatoirement être enregistrés à tout moment dans un seul compte d'émission tenu par un seul organisme de liquidation.

Les titres dématérialisés non cotés de même genre doivent obligatoirement être enregistrés à tout moment dans un seul compte d'émission tenu par un seul organisme de liquidation ou un seul teneur de compte central.

Le compte d'émission mentionne les éléments d'identification des titres, la quantité émise, ainsi que toute modification ultérieure.

Chapitre II – Emission de et conversion en titres dématérialisés

Section 1 – Emission de titres dématérialisés

Art. 54. Tout émetteur qui souhaite émettre des titres de capital sous forme dématérialisée doit préalablement à l'émission des titres:

- adapter ses statuts ou son règlement de gestion afin d'y prévoir l'émission de titres sous la forme dématérialisée et les règles y applicables;
- prendre les mesures nécessaires pour l'enregistrement de la totalité de l'émission de titres dématérialisés de même genre auprès d'un seul organisme de liquidation ou d'un seul teneur de compte central; et
- publier dans un journal à diffusion nationale et sur son site Internet, s'il dispose d'un tel site, la dénomination et l'adresse de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central choisi.

Tout émetteur immatriculé au registre de commerce et des sociétés du Grand-Duché de Luxembourg doit déposer audit registre ~~de commerce et des sociétés~~ dans les conditions prévues à l'article 9 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, un extrait aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations indiquant la dénomination et l'adresse de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central choisi.

Art. 65. Tout émetteur qui souhaite émettre des titres de créance sous forme dématérialisée doit prendre les mesures nécessaires pour l'enregistrement de la totalité de l'émission de titres dématérialisés de même genre auprès d'un seul organisme de liquidation ou d'un seul teneur de compte central.

Art. 76. L'émetteur est tenu de communiquer par écrit à son organisme de liquidation ou à son teneur de compte central toute modification affectant les titres. La communication doit être préalable au changement et suivie d'une confirmation dès l'intervention de la modification.

Art. 87. Le choix de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central incombe aux organes d'administration de l'émetteur.

Section 2 – Conversion en titres dématérialisés

Art. 98. L'émetteur qui souhaite convertir les titres de capital qu'il a émis en titres dématérialisés doit procéder à une modification de ses statuts ou de son règlement de gestion afin d'y prévoir en particulier:

- (1) la faculté pour l'émetteur d'émettre des titres dématérialisés;
- (2) les titres objets de la conversion en titres dématérialisés;
- (3) le caractère obligatoire ou facultatif de la conversion;
- (4) la procédure de conversion; et
- (5) si la conversion est obligatoire, le délai de conversion et les sanctions de la non-présentation des titres à la dématérialisation endéans le délai prévu. Le délai de conversion ne peut être inférieur à 2 ans.

L'émetteur doit également respecter les dispositions de l'article 5.

Art. 109. (1) Les titres au porteur qui sont en possession physique de leur titulaire, sont convertis au fur et à mesure de leur présentation à l'inscription en compte-titres auprès d'un teneur de comptes, d'un teneur de compte central ou d'un organisme de liquidation. La personne qui reçoit les titres au

porteur doit les déposer auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central qui tient le compte d'émission et qui, sauf convention contraire, les remettra à l'émetteur.

L'émetteur doit, dès réception et suivant une procédure prédéfinie par lui, détruire les titres au porteur qui lui sont remis. L'émetteur peut confier, par voie de convention écrite, à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central la destruction des titres au porteur.

(2) Les titres nominatifs sont convertis au moyen d'une inscription en compte-titres au nom de leur titulaire. Le titulaire inscrit dans le registre des titres nominatifs doit fournir à l'émetteur les données nécessaires relatives à son teneur de comptes ou à son teneur de comptes étranger, et à son compte-titres afin que les titres puissent y être crédités. L'émetteur transmet ces données à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central qui ajuste le compte d'émission et vire les titres au teneur de comptes pertinent. L'émetteur adapte, le cas échéant, son registre des titres nominatifs en conséquence.

(3) Les titres qui sont immobilisés auprès d'un organisme de liquidation, d'un teneur de compte central ou d'un teneur de comptes et qui circulent par virement de compte à compte, au moment où la décision de conversion est publiée ou postérieurement à cette date, ne pourront plus être délivrés par le teneur de comptes en cause autrement que sous forme dématérialisée à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date de publication au Mémorial de la décision de conversion. L'organisme de liquidation et le teneur de compte central transmettent les titres au porteur sans retard à l'émetteur pour application de la procédure de destruction de titres prévue au paragraphe (1) ou y procèdent, le cas échéant, eux-mêmes. Si les titres en cause sont des titres nominatifs et que l'organisme de liquidation, le teneur de compte central ou le teneur de comptes sont directement ou par l'intermédiaire d'un tiers agissant pour leur compte inscrits dans le registre des titres nominatifs, l'émetteur et la personne inscrite procéderont aux modifications requises du registre.

Art. 1110. Le teneur de comptes ne peut inscrire les titres convertis en titres dématérialisés dans la partie disponible du compte-titres de leur titulaire qu'une fois qu'il a obtenu confirmation que ces titres ont été inscrits dans la partie disponible de son propre comptes-titres ou dans celui de son teneur de comptes auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central pertinent.

Art. 1211. (1) Les droits de vote attachés aux titres qui n'auront pas été dématérialisés dans le délai fixé pour la conversion obligatoire sont automatiquement suspendus à l'expiration de ce délai jusqu'à leur dématérialisation. Les distributions sont différées jusqu'à cette même date, à condition que les droits à la distribution ne soient pas prescrits, et sans qu'il y ait lieu à paiement d'intérêts.

(2) Les titres dont le droit de vote est suspendu, ne sont pas pris en compte pour le calcul du quorum et des majorités au cours des assemblées générales. Les titulaires de ces titres ne sont pas admis à ces assemblées générales.

(3) Les titres **au porteur** qui n'ont pas été convertis en titres dématérialisés dans les deux ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, peuvent être convertis par l'émetteur en titres dématérialisés et inscrits par l'émetteur dans un compte-titres à son nom.

Jusqu'à ce que le titulaire se manifeste et obtienne l'inscription des titres en son nom, les titres convertis sont inscrits au nom de leur émetteur. Les frais d'ouverture et de tenue de compte sont supportés par l'émetteur.

L'inscription des titres en compte-titres au nom de l'émetteur, faite en exécution de ce paragraphe, ne lui confère pas la qualité de titulaire des droits sur ces titres. Les paragraphes (1) et (2) du présent article continuent à s'appliquer jusqu'au jour où les titres seront inscrits dans un compte au nom de leur titulaire.

(4) Les statuts, le règlement de gestion ou les conditions d'émission des titres de capital ou des titres de créance peuvent prévoir que les titres qui n'auront pas été dématérialisés sur demande de leur titulaire dans un délai, qui ne peut être inférieur à huit ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, pourront être mis en vente par

l'émetteur moyennant un préavis de trois mois à publier comme en matière de convocation d'assemblée générale des titulaires de titres:

- (a) les titres cotés doivent être vendus sur l'un des marchés sur lequel ils sont admis à la négociation;
- (b) les parts d'organismes de placement collectifs devront être présentées au rachat à la valeur nette d'inventaire alors applicable;
- (c) les titres autres que ceux repris aux points (a) et (b) ci-dessus seront vendus par vente publique à la Bourse de Luxembourg à un prix qui ne pourra, pour les actions, être inférieur à une juste valeur de ces actions telle que déterminée par un réviseur d'entreprises agréé qui appliquera une méthode d'évaluation appropriée notamment au vu de la nature des activités de l'émetteur et du nombre de titres sujets à la vente. En cas de détermination d'une fourchette de valeur, le prix ne pourra être inférieur à la valeur moyenne de la fourchette de prix déterminée par le réviseur d'entreprises.

(5) Lorsqu'il est prévu que les actionnaires disposent d'un droit de préemption sur les titres, les titres devront faire l'objet d'une évaluation par un réviseur d'entreprises agréé suivant le mode d'évaluation défini au paragraphe (4)(c). S'il a été convenu que le droit de préemption sera exerçable à un prix déterminé ou déterminable suivant un mode de calcul arrêté, alors l'évaluation des titres se fera conformément à cette convention. L'émetteur devra présenter les titres à l'achat aux bénéficiaires du droit de préemption au prix déterminé, sinon à la valeur moyenne de la fourchette de prix déterminée par le réviseur d'entreprises agréé. Les titres qui n'auront pas été préemptés feront l'objet d'une mise en vente publique par l'émetteur conformément au paragraphe (4)(c).

(6) Les ventes décrites aux paragraphes (4)(c) et (5) devront respecter les clauses d'agrément prévues par les statuts.

(7) L'émetteur devra déposer les sommes obtenues lors de la vente, déduction faite des frais de vente et de ceux repris au deuxième alinéa du paragraphe (3) avancés par lui, auprès de la Caisse de consignation. Ces sommes seront remises, sauf prescription, pour les titres au porteur, à la personne qui les remettra physiquement à la Caisse de consignation et pour les titres nominatifs, à la personne qui était inscrite dans le registre des titres au moment de leur vente.

(8) L'émetteur qui met en vente des titres conformément à cet article n'engage sa responsabilité qu'en cas de faute lourde.

(9) Les titres qui ont été frappés d'opposition en vertu de la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire des titres au porteur ou d'une mesure d'indisponibilité légale ou judiciaire notifiée à l'émetteur avant la date limite prévue par les statuts ou les conditions des titres de créance pour la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés ne peuvent être mis en vente tant qu'ils sont frappés d'opposition ou d'indisponibilité.

Art. 1312. Le gage, dont les aspects réels sont régis par le droit luxembourgeois et qui porte sur des titres nominatifs ou au porteur, reste valable et s'applique, sans autres formalités, aux mêmes titres dématérialisés inscrits en compte-titres au Luxembourg. Lorsque les titres gagés sont inscrits dans un compte-titres ouvert au nom du constituant du gage, le tiers détenteur doit être informé par écrit de l'existence du gage au moment de l'inscription des titres gagés en compte.

Lorsque des titres qui forment l'assiette de ce gage sont soumis à une dématérialisation obligatoire, le créancier gagiste doit procéder à la dématérialisation avant la date limite prévue à cet effet. Sauf convention contraire, les titres seront inscrits dans un compte-titres ouvert au nom du créancier-gagiste. Le constituant du gage doit prêter tout concours nécessaire à la conversion.

Le gage, dont les aspects réels sont régis par le droit luxembourgeois et qui porte sur des titres nominatifs ou au porteur, reste valable et continue à sortir tous ses effets, sans autres formalités quant aux mêmes titres dématérialisés inscrits en compte-titres au Luxembourg dont la possession continuée est réalisée à l'égard des tiers par leur inscription en compte-titres. Lorsque les titres gagés sont inscrits dans un compte-titres ouvert au nom du constituant du gage, le tiers détenteur doit être informé par écrit de l'existence du gage au moment de l'inscription des titres gagés en compte.

Lorsque des titres qui forment l'assiette de ce gage sont soumis à une dématérialisation obligatoire, le constituant et le créancier gagiste conviennent qui d'entre eux procédera à la dématérialisation avant la date limite prévue à cet effet. A défaut d'accord, ou si malgré un accord en ce sens le constituant néglige de procéder à la dématérialisation endéans le délai convenu, le créancier gagiste pourra seul y procéder. Sauf convention contraire, les titres seront inscrits dans un compte-titres ouvert au nom du créancier-gagiste. Si la conversion est diligentée par le créancier gagiste, le constituant du gage doit y prêter tout concours nécessaire.

Chapitre III – Transmission des titres dématérialisés

Art. 1413. (1) Les titres inscrits en compte se transmettent par virement de compte à compte.

(2) Les dispositions de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres sont applicables aux titres dématérialisés, sauf dans la mesure où il y est dérogé dans la présente loi.

Art. 1514. (1) Les transferts entre titulaires de comptes-titres tenus auprès d'un même teneur de comptes se réalisent par virements entre ces comptes.

(2) Le transfert doit se faire sans compensation entre teneurs de comptes, via l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central au cas où les comptes-titres du donneur d'ordre originaire et du bénéficiaire sont tenus auprès de teneurs de comptes différents.

(3) Le don manuel de titres dématérialisés se fait par virement de compte à compte.

Chapitre IV – L'émetteur

Art. 1615. Pour l'exercice de leurs droits associatifs et droits d'action contre l'émetteur ou des tiers, les teneurs de comptes ou, le cas échéant, les teneurs de compte étrangers, émettent des certificats à leurs titulaires de compte, contre certification écrite par ces derniers, qu'ils détiennent les titres en cause pour compte propre ou agissent en vertu d'un pouvoir qui leur a été accordé par le titulaire des droits sur les titres. Mention doit en être faite sur le certificat.

Art. 1716. (1) Le versement des distributions à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central est libératoire pour l'émetteur.

(2) L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central verse ces distributions sur les comptes-titres des titulaires de compte pertinents en ses livres. Ce versement est libératoire pour l'organisme de liquidation et le teneur de compte central.

Art. 1817. (1) Si ses statuts ou son règlement de gestion le prévoient, l'émetteur peut à ses frais, en vue de l'identification de détenteurs de titres pour compte propre, demander à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central le nom ou la dénomination, la nationalité, l'année de naissance ou l'année de constitution et l'adresse des détenteurs de titres dans ses livres conférant immédiatement ou pouvant conférer à terme le droit de vote dans ses propres assemblées générales ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central fournit à l'émetteur les données d'identification en sa possession sur les titulaires de comptes – titres en ses livres et le nombre de titres détenus par chacun d'eux.

(2) Les mêmes renseignements sur le détenteur de titres pour compte propre sont recueillis par l'émetteur à travers les teneurs de comptes ou des autres personnes, luxembourgeoises ou étrangères qui maintiennent auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central un compte-titres au crédit duquel figurent les titres en cause.

(3) L'émetteur peut demander aux personnes figurant sur les listes à lui remises de confirmer qu'elles détiennent les titres pour compte propre.

(4) Lorsqu'une personne détenant un compte auprès du teneur de compte central ou de l'organisme de liquidation ou une personne détenant un compte auprès d'un teneur de comptes ou d'un teneur de

comptes étranger n'a pas transmis les informations demandées par l'émetteur conformément au présent article dans les deux mois de la demande ou si elle a transmis des renseignements incomplets ou erronés relatifs soit à sa qualité, soit à la quantité de titres détenus par elle, l'émetteur pourra jusqu'à régularisation suspendre des droits de vote à hauteur de la quote-part des titres pour lesquels l'information demandée n'aura pas été obtenue.

Art. 1918. (1) Si la conversion des titres de capital est facultative, les frais de conversion exposés par l'émetteur, seront supportés par la personne désignée dans les statuts ou le règlement de gestion de l'émetteur. A défaut d'indication dans les statuts ou dans le règlement de gestion, les frais sont supportés par l'émetteur.

(2) Si la conversion des titres de capital est obligatoire, les frais de conversion exposés par l'émetteur restent définitivement à la charge de ce dernier.

Chapitre V – Des organismes de liquidation et des teneurs de compte central

Art. 2019. Ne peut agir comme organisme de liquidation qu'un système de règlement des opérations sur titres au sens de la loi relative aux services de paiement, désigné comme tel par la Banque centrale du Luxembourg et notifié à la Commission européenne par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF et dont l'opérateur du système est établi au Luxembourg.

Les systèmes sus-mentionnés sont agréés de plein droit comme organismes de liquidation.

Art. 21. Le teneur de compte central doit être agréé conformément à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Art. 2219. La CSSF peut, par voie de règlement, fixer les règles comptables particulières applicables par les organismes de liquidation, les teneurs de compte central et les teneurs de comptes aux titres dématérialisés.

Art. 2320. Aucun compte d'émission ne peut être saisi, mis sous séquestre ou bloqué d'une manière quelconque par un titulaire de compte, une contrepartie ou un tiers (autre que l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central).

Les titres en compte d'émission ne peuvent faire l'objet d'une quelconque compensation et ne tombent pas dans la masse en cas de procédure de liquidation.

Art. 2421. Les teneurs de comptes maintiennent les titres dématérialisés qu'ils détiennent pour le compte de tiers ou pour leur propre compte sur des comptes-titres ouverts auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central ou auprès d'un ou plusieurs autres établissements qui agissent pour eux, directement ou indirectement, comme intermédiaires à l'égard de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central.

Chapitre VI – Dispositions modificatives et finale

Art. 2522. La loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier est modifiée comme suit:

1) Il est ajouté à la Partie I, chapitre 2, section 2 une nouvelle sous-section 2bis de la teneur suivante:

„Sous-section 2bis: Dispositions particulières aux teneurs de compte central

Art. 28-11. Les teneurs de compte central

(1) Sont teneurs de compte central les personnes dont l'activité consiste dans la tenue de comptes d'émission de titres dématérialisés.

(2) A l'exception des organismes de liquidation au sens de la loi relative aux titres dématérialisés, aucune personne ne peut exercer l'activité de teneur de compte central sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la CSSF.

Art. 28-12. Les conditions de l'agrément

(1) Peuvent seuls obtenir l'agrément en tant que teneur de compte central:

a) les établissements de crédit et les entreprises d'investissement de droit luxembourgeois;

- b) les succursales luxembourgeoises d'établissements de crédit agréés dans un autre Etat membre;
- c) les succursales luxembourgeoises d'entreprises d'investissement personnes morales agréées dans un autre Etat membre.

(2) En vue de l'obtention de l'agrément, le demandeur doit justifier:

- a) qu'au moins une des personnes chargées de la gestion de l'établissement dispose d'une expérience professionnelle adéquate par le fait d'avoir déjà exercé des activités analogues à un niveau élevé de responsabilité et d'autonomie;
- b) qu'il dispose d'un solide dispositif de gouvernance interne, comprenant notamment une structure organisationnelle claire avec un partage des responsabilités qui soit bien défini, transparent et cohérent, des processus efficaces de détection, de gestion, de contrôle et de déclaration des risques auxquels il est ou pourrait être exposé, des mécanismes adéquats de contrôle interne, y compris des procédures administratives et comptables saines ainsi que des mécanismes de contrôle et de sécurité de ses systèmes informatiques adaptés pour la tenue de comptes centraux.

La tenue de comptes centraux comprend en particulier:

- l'enregistrement dans un compte d'émission de l'intégralité des titres composant chaque émission admise à ses opérations;
- les mécanismes assurant la circulation des titres par virement de compte à compte;
- les procédures permettant de vérifier que le montant total de chaque émission admise à ses opérations et enregistrée dans un compte d'émission est égal à la somme des titres enregistrés aux comptes-titres de ses titulaires de compte;
- la prise des dispositions nécessaires pour permettre l'exercice des droits attachés aux titres inscrits en compte-titres.

(3) L'agrément pour l'activité de teneur de compte central est subordonné à la justification d'un capital social d'une valeur de 730.000 euros au moins.

Art. 28-13. La procédure d'agrément

(1) L'agrément est accordé sur demande écrite et après instruction par la CSSF portant sur les conditions exigées par la présente loi.

(2) La durée de l'agrément est illimitée. Lorsque l'agrément est accordé, le teneur de compte central peut immédiatement commencer son activité.

(3) La demande d'agrément doit être accompagnée de tous les renseignements nécessaires à son appréciation ainsi que d'un programme d'activités indiquant le genre et le volume des opérations envisagées, la structure comptable et administrative de l'établissement et l'infrastructure technique et humaine pour le traitement des opérations sur titres dématérialisés et, le cas échéant, les opérations sur espèces correspondantes.

(4) La décision prise sur une demande d'agrément doit être motivée et notifiée au demandeur dans les six mois de la réception de la demande ou, si celle-ci est incomplète, dans les six mois de la réception des renseignements nécessaires à la décision. Il est en tout cas statué dans les douze mois de la réception de la demande, faute de quoi l'absence de décision équivaut à la notification d'une décision de refus. La décision peut être déférée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.“

2) Il est ajouté au paragraphe (1) de l'article 64 une référence à l'article „28-11“.

Art. 2623. La loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est modifiée comme suit:

1) Le point 8) de l'article 27 est modifié comme suit:

„8) la forme nominative, au porteur ou dématérialisée des actions ainsi que de toute disposition complémentaire ou dérogoire à la loi;“

2) Le quatrième alinéa de l'article 37 est modifié comme suit:

„Les actions et parts sont nominatives, au porteur ou dématérialisées.“

3) Le dernier alinéa de l'article 37 est modifié comme suit:

„Les actions et les coupures portent un numéro d'ordre, sauf si elles sont émises sous forme dématérialisées.“

- 4) Le dernier tiret de l'article 39 est modifié comme suit:

„– les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur ou en titres dématérialisés, si les statuts l'autorisent.“

- 5) Le deuxième alinéa de l'article 40 est remplacé par le texte suivant:

„La société doit satisfaire à la demande d'une personne inscrite sur le registre d'émettre un certificat relatif aux titres inscrits au nom de cette personne.“

- 6) Il est ajouté un nouvel alinéa à la fin de l'article 41 qui se lit comme suit:

„L'alinéa précédent n'est pas applicable aux titres d'action collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur déposés auprès d'un système de règlement des opérations sur titres. Le nombre de titres représentés par ces certificats doit être déterminé ou déterminable.“

- 7) Il est inséré entre l'article 42 et l'article 43 un nouvel article 42bis:

„**Art. 42bis.** L'action dématérialisée est matérialisée par une inscription en compte-titres au nom du titulaire de compte auprès d'un organisme de liquidation, d'un teneur de compte central, d'un teneur de comptes ou d'un teneur de comptes étranger. La cession s'opère par virement de compte à compte.“

- 8) Les deux derniers alinéas de l'article 43 sont remplacés par le texte suivant:

„Les propriétaires d'actions ou de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en actions ou titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en actions ou titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les propriétaires d'actions ou de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en actions ou en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires d'actions ou titres nominatifs peuvent en demander la conversion en actions ou titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs d'actions ou de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en actions ou titres nominatifs sauf si les statuts prévoient la dématérialisation obligatoire des actions ou titres.“

- 9) Il est ajouté à la loi un nouvel article 71bis qui se lit comme suit:

„**Art. 71bis.** ~~Les statuts de sociétés qui émettent des actions ou titres dématérialisés prescrivent que seuls peuvent participer à l'assemblée générale et exercer leur droit de vote les personnes qui détiennent les actions ou titres dématérialisés à une date précédant l'assemblée générale, dite date d'enregistrement. Cette date est le quatorzième jour qui précède l'assemblée à vingt-quatre heures (heure de Luxembourg).~~“

„**Art. 71.** Les porteurs d'actions ou titres dématérialisés peuvent accéder à l'assemblée générale et exercer leurs droits uniquement s'ils détiennent lesdits actions ou titres dématérialisés au plus tard le quatorzième jour précédant l'assemblée à 24 heures, heure de Luxembourg.“

- 10) Les deux derniers alinéas de l'article 84 sont remplacés par les alinéas suivants:

„Les titres d'obligation collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur déposés auprès d'un système de règlement des opérations sur titres peuvent être signés par une ou plusieurs personnes autorisées par la société émettrice. Le nombre de titres représentés par ces certificats doit être déterminé ou déterminable.

Les dispositions des articles 40, 42, 42bis et 43 al. 3, 4 et 5 sont applicables aux obligations.“

- 11) Le troisième alinéa de l'article 137-4(6) est modifié comme suit:

„A l'article 37, alinéa 2, les titres ou parts bénéficiaires mentionnés peuvent être nominatifs, au porteur ou dématérialisés pour la société coopérative organisée comme une société anonyme.“

Art. 2724. La loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur est modifiée comme suit:

1) Les points a), b) et c) de l'article 4(2) sont modifiés comme suit:

„a) Toute publication d'opposition postérieure

i) à l'inscription d'un titre dans un compte-titres; ou

ii) à la vente du titre par l'émetteur ou l'annulation du titre conformément à la loi relative aux titres dématérialisés

est sans effet.

b) L'organisme de liquidation, le teneur de compte central ou le teneur de comptes ou, selon le cas, l'émetteur peuvent demander à l'organisme de centralisation de procéder à la levée d'une pareille opposition en lui attestant par écrit la date de la survenance de l'un des événements repris au point a) ci-dessus. La levée d'office est portée à la connaissance de l'opposant et publiée par l'organisme de centralisation de la même façon qu'une mainlevée, conformément au paragraphe (3) de l'article 6.

c) L'organisme de centralisation ne peut plus par la suite accepter d'opposition sur ce même titre qui serait motivée par des faits antérieurs à l'un des événements repris au point a) ci-dessus.“

2) L'article 8(1) est modifié comme suit:

„(1) La déchéance du titre entraîne au profit de l'opposant le droit d'exercer les droits attachés au titre dès l'émission d'un nouveau titre en sa faveur ou l'inscription du titre dans son compte-titres et de toucher les arrérages et le capital échus.“

3) La première phrase de l'article 9(3) est modifiée comme suit:

„Nonobstant le paragraphe (2) ci-dessus et l'article 8 et même avant la déchéance du titre frappé d'opposition, l'émetteur peut, sous sa responsabilité, délivrer un titre de même genre, sous forme physique ou, selon le cas, dématérialisée, que le titre frappé d'opposition ou payer à l'opposant tout intérêt, dividende, capital ou autre distribution du titre frappé d'opposition.“

4) Il est ajouté un second alinéa à l'article 10:

„La délivrance d'un nouveau titre ne peut se faire que sous forme d'inscription d'un titre dématérialisé dans un compte-titres du propriétaire du titre si, lors de la délivrance, le titre en cause peut circuler sous forme dématérialisée.“

Art. 2825. La loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles est modifiée comme suit:

1) L'intitulé de la loi est modifié comme suit: „Loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres“.

2) Les sections 1 à 5 de la loi sont abrogées et remplacées par les dispositions qui suivent:

„Section 1 – Champ d'application

Art. 1. (1) La présente loi s'applique aux titres au sens le plus large qui sont reçus en dépôt ou tenus en compte-titres par un teneur de comptes et qui sont ou sont déclarés fongibles, qu'ils soient matérialisés ou dématérialisés, au porteur, à ordre ou nominatifs, luxembourgeois ou étrangers et quelle que soit la forme sous laquelle ils ont été émis selon le droit qui les régit.

(2) La loi s'applique uniquement aux titres inscrits en compte-titres et qui circulent par virement de compte à compte.

(3) Sont réputés fongibles les titres reçus en dépôt ou tenus en compte-titres auprès d'un teneur de comptes sans indication de numéros ou d'autres éléments d'identification individuels.

Section 2 – Définitions

Art. 2. Aux fins de la présente loi, on entend par:

1) „acquéreur“: (i) un titulaire de compte dont le compte-titres a été crédité, ou (ii) une personne, autre que le titulaire de compte, à qui un droit réel a été conféré sur les titres;

2) „compte-titres“: un compte tenu par le teneur de comptes sur lequel des titres peuvent être crédités et duquel des titres peuvent être débités. Le compte d'émission tenu par un organisme de liquidation ou un teneur de compte central ne constitue pas un compte-titres;

- 3) „écriture défectueuse“: un crédit de titres ou la création d'un droit sur titres rendu opposable aux tiers qui n'est pas valable ou qui est susceptible d'être contre-passé, y compris un crédit ou un droit conditionnel qui est frappé d'invalidité ou susceptible d'être contre-passé par l'effet de la réalisation ou de la non-réalisation de la condition;
- 4) „investisseur“: le titulaire de compte qui n'agit pas comme teneur de comptes pour une autre personne;
- 5) des titres sont de „même genre“ que d'autres titres s'ils sont émis par le même émetteur et si:
 - (i) ils font partie de la même catégorie de titres de capital ou;
 - (ii) il s'agit de titres autres que de capital, ils sont libellés dans la même monnaie, ont la même valeur nominale et sont considérés comme faisant partie de la même émission;
- 6) „procédure de liquidation“: une procédure collective comprenant la réalisation des actifs et la répartition du produit de cette réalisation entre les créanciers, les actionnaires, les associés ou les membres selon les cas, et comportant l'intervention d'une autorité administrative ou judiciaire, y compris lorsque cette procédure est clôturée par un concordat ou une autre mesure analogue, qu'elle soit ou non fondée sur une insolvabilité et indépendamment de son caractère volontaire ou obligatoire;
- 7) „teneur de comptes“: toute personne autorisée en vertu de la loi luxembourgeoise à tenir des comptes-titres y compris les organismes nationaux ou internationaux à caractère public établis au Luxembourg et opérant dans le secteur financier;
- 8) „teneur de comptes étranger“: toute personne, autre que celle visée au point 7) du présent article, dont l'activité de tenue de comptes-titres est soumise à une loi étrangère;
- 9) „teneur de comptes pertinent“: désigne, s'agissant d'un compte-titres, le teneur de comptes ou, le cas échéant, le teneur de comptes étranger qui tient le compte-titres pour le titulaire de compte;
- 10) „titulaire de compte“: une personne au nom de laquelle un teneur de comptes tient un compte-titres, que cette personne agisse pour son propre compte ou pour le compte de tiers.

Section 3 – Des titulaires de compte

Art. 3. (1) Le titulaire de compte bénéficie, à concurrence du nombre de titres inscrits en son compte-titres, d'un droit réel de nature incorporelle sur l'ensemble des titres de même genre tenus en compte par le teneur de comptes pertinent, des droits attachés aux titres et des droits prévus par la présente loi. Sous réserve de dispositions légales contraires, il ne peut faire valoir ses droits qu'à l'égard du teneur de comptes pertinent.

(2) Les titres inscrits en compte sont susceptibles de démembrement au même titre que les droits de propriété.

Art. 4. (1) L'acquisition par le titulaire de compte de titres résulte de l'inscription de ces titres au crédit de son compte-titres.

(2) En cas de procédure de liquidation de son teneur de comptes, le titulaire du compte-titres acquiert les droits sur les titres dès que les titres sont crédités sur le compte-titres de son teneur de comptes auprès du teneur de comptes de ce dernier ou inscrits sur le registre au nom ou pour le compte de son teneur de comptes et avant inscription au crédit de son propre compte-titres.

Art. 5. (1) Le titulaire de compte peut, à tout moment, demander, à ses frais, au teneur de comptes pertinent, la restitution des titres inscrits dans son compte-titres et dont il a la libre disposition.

(2) Pour les titres au porteur, le teneur de comptes remet ou fait remettre, si possible, physiquement au titulaire de compte les titres de même genre que ceux inscrits au crédit de son compte-titres.

Pour les titres nominatifs, le teneur de compte inscrit ou fait inscrire, si possible, le titulaire de compte dans le registre de titres tenus par ou pour l'émetteur.

Si les titres sont dématérialisés, sont stipulés non livrables sous forme de titres physiques individuels ou si ceci n'est pas conforme aux usages dans le marché du pays où est situé le teneur de comptes-titres tenant la globalité des titres de même genre alors le teneur de comptes peut satisfaire

à son obligation de restitution en virant les titres sur un compte-titres désigné par le titulaire de compte.

(3) Le don manuel de titres peut se faire par virement de compte à compte.

Art. 6. Le titulaire de compte peut demander à tout moment au teneur de comptes qu'il établisse un certificat relatif aux titres inscrits à son compte-titres. Ce certificat n'est pas un titre.

Art. 7. (1) Le teneur de comptes pertinent est tenu d'exécuter les instructions du titulaire de compte conformément à l'accord qui les lie ou des tiers disposant de droits sur les titres.

(2) Sans préjudice des dispositions du Titre V de la loi relative aux services de paiement une instruction peut être révoquée par le donneur d'ordre pendant les heures d'ouverture du teneur de comptes jusqu'au moment convenu entre le teneur de comptes et le titulaire de compte ou fixé dans les règles établies par un système de règlement des opérations sur titres, un organisme de liquidation ou un teneur de compte central.

Art. 8. (1) L'investisseur peut exercer ou faire exercer les droits associatifs attachés aux titres et les droits d'action liés à la détention des titres moyennant production d'un certificat établi par le teneur de comptes pertinent certifiant le nombre de titres inscrits en son compte-titres.

(2) En vue de la participation à leurs assemblées générales, les sociétés luxembourgeoises ne peuvent exiger la production des titres au porteur, l'inscription dans le registre des actions nominatives ou un transfert particulier des titres dématérialisés lorsque ces titres sont inscrits en compte-titres. La preuve des droits sur les titres résulte dans ce cas à suffisance d'une attestation établie par le teneur de comptes pertinent confirmant le nombre de titres tenus en compte-titres et, le cas échéant, leur indisponibilité jusqu'à une certaine date. La société peut, dans ses règles relatives à la tenue d'assemblées, prévoir que l'investisseur devra, sur demande, produire des pièces justificatives de l'inscription des titres à travers la chaîne de détention des titres.

(3) Si un teneur de comptes, le cas échéant étranger, ou un tiers désigné par un tel teneur de comptes est inscrit sur le registre des actions nominatives de l'émetteur, ce teneur de comptes ou tiers désigné peut exercer, sur base des instructions qu'il reçoit, les droits de vote attachés aux titres pour lesquels il est inscrit dans le registre.

(4) Si un tiers, autre que l'investisseur, entend participer à un vote, l'émetteur peut, si ses statuts, les conditions d'émission ou de convocation de l'assemblée le prévoient, exiger l'identification du ou des investisseurs ayant donné les instructions de vote. Au cas où il n'est pas satisfait à l'exigence de l'émetteur, le bureau de l'assemblée peut priver la personne en cause de l'exercice du droit de vote.

L'émetteur n'est pas tenu de vérifier l'existence ou la teneur des instructions données au tiers qui exprime un vote.

Art. 9. En cas de procédure de liquidation ou de procédure d'assainissement d'un titulaire de compte, les créanciers de celui-ci peuvent faire valoir leurs droits sur le solde disponible des titres inscrits en compte-titres au nom et pour le compte de leur débiteur, après déduction ou addition des titres qui, en vertu d'engagements conditionnels, d'engagements dont le montant est incertain ou d'engagements à terme, sont inscrits, le cas échéant, dans une partie distincte de ce compte au jour de l'ouverture de l'une des procédures précitées et dont l'inclusion dans le solde disponible est différée jusqu'à la réalisation de la condition, la détermination du montant ou l'échéance du terme.

Les engagements conditionnels ou dont le montant est incertain, ou les engagements à terme, visés à l'alinéa précédent, sont limités aux engagements découlant d'une relation juridique entre le titulaire de compte concerné et le teneur de comptes pertinent.

Art. 10. (1) En cas de procédure de liquidation du teneur de comptes, la revendication du nombre de titres dont le teneur de comptes est redevable s'exerce auprès du liquidateur collectivement sur l'universalité des titres de même genre que le teneur de comptes conserve, fait conserver, a inscrit à son nom ou celui d'un tiers désigné sous quelque forme que ce soit ou inscrit au nom du teneur de comptes pertinent auprès d'un autre teneur de comptes.

(2) Si cette universalité est insuffisante pour assurer la restitution intégrale des titres inscrits en compte, elle sera répartie entre les titulaires de compte en proportion de leurs droits. Dans ce cas, et hors les hypothèses visées à l'article 18, si le teneur de comptes dispose dans son patrimoine propre d'un nombre de titres de même genre, ces titres sont ajoutés à l'universalité des titres de même genre à répartir entre les titulaires de compte et il ne demeurera au teneur de comptes que le nombre de titres qui subsiste après que le nombre total de titres de même genre détenus par lui pour compte de ses titulaires de compte ou à titre fiduciaire pour des tiers aura pu être restitué.

Si le titulaire de compte a autorisé le teneur de comptes à disposer de ses titres, et pour autant qu'une telle disposition ait eu lieu dans les limites de cette autorisation et que les titres n'ont pas encore été restitués au titulaire de compte au moment de l'ouverture de la procédure de liquidation et ne sont pas restitués par la suite, il ne sera attribué au titulaire de compte que les titres qui subsistent après que la totalité des titres du même genre revenant aux autres titulaires de compte leur aura été restituée. Toutefois lorsque, dans le cadre de la disposition des titres, le teneur de comptes a obtenu des sûretés de tiers afin de garantir la restitution de ces titres, le produit de réalisation de ces sûretés reviendra, à due proportion, au titulaire de compte comme s'il avait été lui-même le bénéficiaire direct de ces sûretés.

(3) Le titulaire de compte qui n'aura pu obtenir la restitution de l'intégralité des titres inscrits au crédit de son compte-titres à la date d'ouverture d'une procédure de liquidation devra déclarer sa créance comme créancier chirographaire pour un montant égal à la valeur des titres non restitués à la date d'ouverture de la procédure.

(4) Les dispositions du présent article sont également applicables en faveur des titulaires de compte qui tiennent un compte-titres auprès d'une personne au Luxembourg qui ne dispose pas de l'agrément nécessaire pour agir comme teneur de comptes.

Section 4 – De l'intégrité du système

Art. 11. (1) Aucune saisie de titres d'un titulaire de compte ne peut être effectuée à l'encontre de, ou de manière à affecter:

- a) un compte-titres de toute autre personne que le titulaire de compte;
- b) l'émetteur de tout titre crédité sur un compte-titres du titulaire de compte; ou
- c) une autre personne que le titulaire de compte ou le teneur de comptes pertinent.

(2) Toute saisie faite en violation du paragraphe (1) est nulle.

(3) Dans le présent article, „saisie de titres d'un titulaire de compte“ signifie tout acte ou procédure judiciaire, administratif ou autre consistant à bloquer, séquestrer, restreindre ou confisquer des titres du titulaire de compte afin de mettre en œuvre ou d'exécuter un jugement, une sentence ou une autre décision judiciaire, arbitrale, administrative ou autre, ou destiné à garantir la disponibilité de ces titres pour mettre en œuvre ou exécuter un jugement, une sentence ou une décision à intervenir dans le futur.

Art. 12. (1) Sauf si un acquéreur a effectivement connaissance, au moment où il acquiert les titres, qu'un tiers est titulaire d'un droit sur des titres et qu'un crédit au compte-titres de l'acquéreur ou la création d'un droit réel sur les titres opposable aux tiers conféré à l'acquéreur constitue une violation du droit d'un tiers:

- a) le droit de l'acquéreur n'est pas grevé par le droit du tiers;
- b) l'acquéreur n'encourt aucune responsabilité envers le tiers; et
- c) le crédit ou le droit conféré à l'acquéreur n'est pas frappé d'invalidité, inopposable aux tiers ou susceptible d'être contre-passé au motif que ce crédit ou ce droit affecte les droits du tiers.

(2) Sauf si un acquéreur a effectivement connaissance, au moment où il acquiert les titres ou son droit sur les titres, d'une écriture défectueuse antérieure:

- a) le crédit ou le droit conféré à l'acquéreur n'est pas frappé d'invalidité, inopposable aux tiers ou susceptible d'être contre-passé en conséquence de cette écriture défectueuse; et

b) l'acquéreur n'encourt aucune responsabilité envers toute personne qui bénéficierait de cette invalidité ou de cette contre-passation.

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à une acquisition de titres, autre qu'une garantie ou sûreté, lorsque cette acquisition est faite par voie de donation ou de toute autre manière à titre gratuit.

(4) Les paragraphes (1) et (2) sont sans préjudice de l'article 7 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

(5) Sans préjudice d'autres chefs de responsabilité et des droits de tiers, si l'acquéreur n'est pas protégé dans son acquisition, il est tenu de restituer des titres en même nombre et de même genre.

Si l'acquéreur tenu à la restitution fait l'objet d'une procédure de liquidation, l'ayant droit peut revendiquer des titres en même nombre et de même genre, dans la mesure où de tels titres se trouvent dans la masse.

Section 5 – Du teneur de comptes

Art. 13. Sous réserves des dérogations résultant de la loi ou de la nature des titres détenus auprès d'un teneur de comptes, les dispositions du Code civil relatives au dépôt s'appliquent dans la relation entre le teneur de comptes et le titulaire de compte.

Art. 14. Le teneur de comptes doit veiller à détenir, auprès de lui-même, d'un autre teneur de comptes ou auprès d'un teneur de comptes étranger, des titres en nombre et en genre identique au nombre et au genre des titres inscrits au crédit des comptes-titres de ses titulaires de compte.

En cas de découvert qui ne peut être comblé, le teneur de comptes doit, soit augmenter le nombre de titres qu'il détient, soit réduire le nombre de titres inscrits dans les comptes-titres de ses titulaires de compte, dans le délai et aux frais indiqués dans la convention entre le teneur de comptes et le titulaire de compte ou dans les règles applicables dans les systèmes des opérations sur titres, les organismes de liquidation ou les teneurs de compte central.

Art. 15. Sans préjudice des dispositions du Titre V de la loi relative aux services de paiement, en cas de livraison de titres contre règlement d'espèces, le défaut de livraison ou de règlement constaté à la date et dans les conditions applicables dans le marché pertinent ou fixé par une convention entre les parties ou les règles d'un système de règlement des opérations sur titres délie de plein droit les parties de leurs obligations de livraison ou de paiement, sans préjudice de la responsabilité de la partie défaillante.

Les règles des systèmes de règlement des opérations sur titres priment les conventions des parties.

Art. 16. Lorsque le teneur de comptes pertinent procède à la livraison des titres ou au paiement du prix en se substituant au titulaire de compte défaillant, il acquiert la propriété à titre de garantie des titres ou des espèces reçues en contrepartie. Ce transfert de propriété à titre de garantie est régi par les dispositions de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

Art. 17. Le teneur de comptes peut donner en dépôt auprès d'autres teneurs de comptes ou teneurs de comptes étrangers, par versement en compte ou autrement, les titres versés ou virés sur les comptes-titres qu'il tient ou se faire inscrire directement ou indirectement sur le registre des titres en cause par rapport à ces titres. Il doit tenir ces titres séparés de ses propres titres auprès de ces autres teneurs de comptes ou dépositaires. Ni l'application de la présente loi, ni la situation des titres qui continue d'être chez le teneur de comptes pertinent, ni la validité ou l'opposabilité de sûretés ou garanties constituées conformément à la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ne sont affectées par ce dépôt.

Art. 18. En cas de perte ou de destruction totale par cas de force majeure d'un ensemble de titres de même genre, le teneur de comptes doit former les oppositions nécessaires et pourvoir à la reconstitution des titres perdus ou détruits.

Si la perte ou la destruction par cas de force majeure n'a été que partielle et si la reconstitution des titres perdus ou détruits n'a pu être obtenue, l'ensemble des titres de même genre sera réparti entre les titulaires de compte lésés dans la proportion de leurs droits.

Si la perte ou la destruction a été la conséquence de faits engageant la responsabilité du teneur de comptes et si la reconstitution des titres perdus ou détruits n'a pas pu être obtenue, la revendication des titulaires de compte lésés sur les titres restants s'exercera conformément à l'alinéa précédent. Pour la partie de leurs droits qui n'aura pas été couverte, les titulaires de compte lésés sont créanciers chirographaires du teneur de comptes.“

- 3) Le titre de la section 6 est modifié comme suit: „Section 6 – Des règles spéciales applicables aux teneurs de comptes opérant à titre principal un système de règlement des opérations sur titres.“.
- 4) Les actuels articles 14 à 18 sont renumérotés en articles 19 à 23 et sont repris sous la section 6.
- 5) Dans chacun des nouveaux articles 19 à 23, les références à:
 - „dépositaire“ au singulier ou au pluriel sont remplacées par une référence à „teneur de comptes“ au singulier ou, selon le cas, au pluriel;
 - „déposant“ au singulier ou au pluriel sont remplacées par une référence à „titulaire de compte“ au singulier ou, selon le cas, au pluriel;
 - toutes les références à „ou instruments financiers“ et à „et autres instruments financiers“ sont supprimées.

Art. 2926. La loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif est modifiée comme suit:

- 1) Le premier alinéa de l'article 8(1) est modifié comme suit:

„La société de gestion émet des titres nominatifs, au porteur ou dématérialisés, représentatifs d'une ou de plusieurs quote-parts du fonds commun de placement qu'elle gère. La société de gestion peut émettre, dans les conditions prévues au règlement de gestion, des certificats écrits d'inscription des parts ou de fractions de parts sans limitation de fractionnement.“
- 2) La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 8(1) est modifiée comme suit:

„Les titres au porteur sont signés par la société de gestion et par le dépositaire visé à l'article 17.“
- 3) L'article 8(2) est modifié comme suit:

„(2) La propriété des parts sous forme de titres nominatifs ou au porteur s'établit et leur transmission s'opère suivant les règles prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les droits sur des parts inscrites en compte-titres s'établissent et leur transmission s'opère suivant les règles prévues dans la loi relative aux titres dématérialisés et la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.“
- 4) Il est ajouté à l'article 8 un nouveau paragraphe (3) de la teneur suivante:

„(3) Les titulaires de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les titulaires de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs, sauf si le règlement de gestion prévoit la dématérialisation obligatoire des titres.“
- 5) La deuxième phrase de l'article 13(1) est modifiée comme suit:

„Ce règlement de gestion doit être déposé au registre de commerce et des sociétés et sa publication au Mémorial est faite par une mention de dépôt au registre de commerce et des sociétés de ce document, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.“

Art. 3027. La loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif est modifiée comme suit:

- 1) Le premier alinéa de l'article 8(1) est modifié comme suit:

„La société de gestion émet des titres nominatifs, au porteur ou dématérialisés, représentatifs d'une ou de plusieurs quote-parts du fonds commun de placement qu'elle gère. La société de gestion peut émettre, dans les conditions prévues au règlement de gestion, des certificats écrits d'inscription des parts ou de fractions de parts sans limitation de fractionnement.“

- 2) La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 8(1) est modifiée comme suit:

„Les titres au porteur sont signés par la société de gestion et par le dépositaire visé à l'article 17.“

- 3) L'article 8(2) est modifié comme suit:

„(2) La propriété des parts sous forme de titres nominatifs ou au porteur s'établit et leur transmission s'opère suivant les règles prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les droits sur des parts inscrites en compte-titres s'établissent et leur transmission s'opère suivant les règles prévues dans la loi relative aux titres dématérialisés et la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.“

- 4) Il est ajouté à l'article 8 un nouveau paragraphe (3) de la teneur suivante:

„(3) Les titulaires de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les titulaires de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs, sauf si le règlement de gestion prévoit la dématérialisation obligatoire des titres.“

- 5) La deuxième phrase de l'article 13(1) est modifiée comme suit:

„Ce règlement de gestion doit être déposé au registre de commerce et des sociétés et sa publication au Mémorial est faite par une mention de dépôt au registre de commerce et des sociétés de ce document, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.“

Art. 3128. La loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés est modifiée comme suit:

- 1) Le premier alinéa de l'article 7(1) est modifié comme suit:

„La société de gestion émet des titres nominatifs, au porteur ou dématérialisés, représentatifs d'une ou de plusieurs quote-parts du fonds commun de placement qu'elle gère. La société de gestion peut émettre, dans les conditions prévues au règlement de gestion, des certificats écrits d'inscription des parts ou de fractions de parts sans limitation de fractionnement.“

- 2) La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 7(1) est modifiée comme suit: „Les titres au porteur sont signés par la société de gestion et par le dépositaire visé à l'article 17.“

- 3) L'article 7(2) est modifié comme suit:

„(2) La propriété des parts sous forme de titres nominatifs ou au porteur s'établit et leur transmission s'opère suivant les règles prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les droits sur les parts inscrites en compte-titres s'établissent et leur transmission s'opère suivant les règles prévues dans la loi relative aux titres dématérialisés et la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.“

- 4) Il est ajouté à l'article 7 un nouveau paragraphe (3) de la teneur suivante:

„(3) Les titulaires de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les titulaires de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs, sauf si le règlement de gestion prévoit la dématérialisation obligatoire des titres.“

Art. 3229. Le paragraphe (3) de l'article 7 de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation est abrogé et remplacé par le texte suivant:

„(3) Le règlement de gestion peut également autoriser la société de gestion à émettre des titres dématérialisés.“

Art. 3330. (1) Dans tous les textes de loi et de règlement, la référence à la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles s'entend comme référence à la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.

(2) Toute référence à la présente loi pourra se faire sous l'intitulé abrégé „loi relative aux titres dématérialisés“.

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6327/05

N° 6327⁵**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2012-2013

PROJET DE LOI**relative aux titres dématérialisés et portant modification de:**

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

* * *

AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT

(26.2.2013)

Par dépêche du 21 janvier 2013, le Président de la Chambre des députés a soumis à l'avis du Conseil d'Etat une série d'amendements au projet de loi sous rubrique, adoptés par la commission des Finances et du Budget lors de sa réunion du 11 décembre 2012. Au texte des amendements ont été joints un commentaire et un texte coordonné du projet de loi.

*

EXAMEN DES AMENDEMENTS*Amendement 1*

Le premier amendement tient compte d'une interrogation du Conseil d'Etat dans son avis du 13 novembre 2012 quant au critère distinctif entre un organisme de liquidation et un système de règlement des opérations sur titres. Le Conseil d'Etat se déclare dès lors d'accord avec cet amendement.

Amendements 2 et 3

Ces amendements n'appellent pas d'observation, alors qu'ils tiennent compte de l'avis précité du Conseil d'Etat.

Amendement 4

Le Conseil d'Etat se déclare d'accord avec la nouvelle formulation alors qu'elle exprime bien ce qu'elle entend dire, à savoir que les titres dématérialisés ne deviennent effectifs que par leur inscription en compte.

Amendements 5 et 6

Sans observation.

Amendement 7

Le Conseil d'Etat approuve la précision apportée au nouvel article 20 qui tient compte d'une observation de fond qu'il avait formulée, c'est-à-dire que les comptes d'émission ne peuvent ni faire l'objet de compensation ni tomber dans la masse de liquidation. Le nouveau texte reprend expressément ces précisions importantes pour la sécurité juridique des opérateurs.

Le Conseil d'Etat note encore que la commission des Finances et du Budget fait siennes les réflexions exprimées dans l'avis précité du 13 novembre 2012 en ce qui concerne les démembrements de propriété. S'agissant d'une application pure et simple de la théorie juridique en la matière, point n'est besoin de l'inscrire dans le texte même du projet, alors que ladite confirmation garde toute son utilité en tant que „commentaire autorisé“.

Amendement 8

Sans observation.

Amendement 9

Selon le Conseil d'Etat, l'alinéa ajouté à l'article 15 de la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles ne répond pas à la crainte exprimée par la Banque centrale européenne, alors que la question est celle de savoir comment un système de règlement des opérations sur titres et, par conséquent, l'opérateur TARGET2-Titres (T2S) peut avoir connaissance de la convention entre parties en temps utile. Partant, le Conseil d'Etat propose de compléter l'amendement proposé par le bout de phrase: „...“, à moins que celles-ci n'aient été utilement portées à la connaissance du système de règlement concerné“.

Erreur matérielle

La commission des Finances et du Budget retient la proposition du Conseil d'Etat et du Conseil de l'ordre du Barreau de Luxembourg en ce qui concerne la protection du gage. Cependant, elle estime qu'il faudrait dire „dépossession continue“ au lieu de „continué“. Le Conseil d'Etat ne partage pas cet avis, alors que ce qui est visé, c'est la dépossession continuée par rapport à la situation antérieure, c'est-à-dire avant que les titres dématérialisés gagés ne fussent inscrits dans un compte-titres. Il s'agit ainsi de la notion dynamique dans le temps dite „continué“, et non de la notion de „continue“, qui exprime un état de choses statique. Le Conseil d'Etat propose partant de ne pas opérer le redressement matériel proposé. Par contre, il précise qu'il doit bien s'agir d'une „dépossession des titres“, et il invite les auteurs du projet à procéder audit rectificatif dans la version finale du texte.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 26 février 2013.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Victor GILLEN

6327/06

N° 6327⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

PROJET DE LOI

relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

(12.3.2013)

La Commission se compose de: M. Michel WOLTER, Président; M. Gilles ROTH, Rapporteur; MM. François BAUSCH, Fernand BODEN, Alex BODRY, Fernand ETGEN, Gaston GIBERYEN, Norbert HAUPERT, Lucien LUX, Claude MEISCH, Roger NEGRI et Marc SPAUTZ, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le 12 septembre 2011, le projet de loi 6327 a été déposé par Monsieur le Ministre des Finances.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles.

Le 27 novembre 2012, la Commission des Finances et du Budget (COFIBU) a désigné Monsieur Gilles Roth comme rapporteur du projet de loi.

L'Institut des Réviseurs d'Entreprises a avisé le projet de loi le 22 novembre 2011 et la Banque centrale européenne le 24 janvier 2012. L'avis du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg est intervenu le 27 septembre 2012.

La Chambre de Commerce a avisé le projet de loi en date du 27 novembre 2012.

L'avis du Conseil d'Etat du 13 novembre 2012 a été analysé au cours des réunions du 27 novembre et du 11 décembre 2012.

En date du 11 décembre 2012, la COFIBU a adopté une série d'amendements qui ont été soumis au Conseil d'Etat le 21 janvier 2013.

L'avis complémentaire du Conseil d'Etat du 26 février 2013 a été analysé le 12 mars 2013.

Au cours de la réunion du 12 mars 2013, la COFIBU a adopté le présent projet de rapport.

*

2. OBJECTIF ET POINTS SAILLANTS DU PROJET DE LOI

Le projet de loi a pour objet de moderniser le droit luxembourgeois des titres en introduisant la faculté généralisée pour les sociétés de capitaux luxembourgeoises d'émettre des titres de capital sous forme dématérialisée et pour tout autre émetteur d'émettre des titres de créances dématérialisés régis par le droit luxembourgeois.

A l'heure actuelle le droit des sociétés luxembourgeois n'envisage que l'émission de titres au porteur et de titres nominatifs, à l'exception de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation et du règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 fixant les conditions et les modalités d'émission d'emprunts d'Etat qui permettent explicitement l'émission de titres dématérialisés sans cependant prévoir de régime spécifique pour ces titres. Par ailleurs, une doctrine considère également que l'émission de titres dématérialisés est permise au Luxembourg sur base du principe de l'autonomie de la volonté.

La pratique a tenté de s'accommoder de la situation en créant une sorte de dématérialisation de facto des titres nominatifs et des titres au porteur. Cette dématérialisation n'est cependant pas réalisée à l'émission des titres, mais par leur technique de conservation ou d'inscription.

Ces techniques, dont tient compte la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles, ne sont pas appelées à disparaître à brève échéance en raison des différences encore substantielles entre les régimes nationaux d'émission de titres, mais l'évolution va clairement dans le sens d'une dématérialisation des titres.

Dans la mesure où la rapidité de la circulation à moindre coût est primordiale et au vu du fait que la France a introduit les titres dématérialisés en 1981 et la Belgique en 1995, il est essentiel pour le Luxembourg, en tant que place financière de premier plan, de se doter d'une législation moderne en matière de titres.

A l'instar du droit belge, dont notre droit en la matière est historiquement plus proche, le projet de loi considère les titres dématérialisés comme étant un type particulier de titres, à côté des titres au porteur et des titres nominatifs, en relation avec lesquels les techniques de dématérialisation de facto prémentionnées ne sont pas affectées par le présent projet de loi.

Afin de bien garantir les droits des investisseurs, le projet de loi exige que l'émission des titres dématérialisés se fasse à travers un professionnel spécialement agréé à cet effet.

Le projet de loi ne prévoit pas de dématérialisation obligatoire mais une procédure de conversion obligatoire si l'émetteur en décide ainsi.

Afin de préserver une unité de régime entre les titres soumis à dématérialisation factuelle et les titres dématérialisés de droit, il est prévu que la législation sur la circulation des titres prévue par la loi de 2001 précitée sera étendue aux titres dématérialisés.

Le projet de loi reprend également un certain nombre de principes figurant dans la Convention internationale sur les titres, signée à Genève le 9 octobre 2009 aux fins d'augmenter la sécurité juridique des transactions sur titres.

Le texte proposé prend en outre en compte les travaux de la Commission européenne en vue de l'élaboration d'une directive, dite Securities Law Directive, qui intégrera dans le droit communautaire une grande partie des règles dégagées par la Convention internationale sur les titres.

L'introduction de la dématérialisation généralisée de titres entraîne nécessairement l'adaptation de toute une série de lois qui régissent l'émission ou la conservation de titres.

*

3. AVIS DE L'INSTITUT DES REVISEURS D'ENTREPRISES (IRE)

L'IRE n'a pas commenté le contexte général et l'opportunité politique du projet de loi. Il s'est limité à analyser les dispositions du projet de loi ayant un intérêt particulier pour la profession de réviseur d'entreprises.

*

4. AVIS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE (BCE)

La BCE est favorable au projet de loi et à la possibilité de dématérialiser les titres au Luxembourg, dans la mesure où cela contribuera à supprimer la difficulté opérationnelle et les risques liés à la manipulation physique des titres, ainsi qu'à réduire les frais de règlement et de garde.

Dans le même temps, la BCE recommande aux autorités luxembourgeoises de suivre l'évolution de la réglementation de l'Union en ce qui concerne le processus d'harmonisation du droit de l'Union concernant les titres actuellement en cours, y compris l'introduction éventuelle d'une obligation de prévoir la forme dématérialisée pour les titres négociables.

La BCE se félicite des modifications apportées à la loi concernant la circulation des titres, qui renforcent la protection et l'exécution des droits des investisseurs détenant des titres auprès d'un système de règlement des opérations sur titres, d'un organisme de liquidation, d'un teneur de compte central ou d'un teneur de compte au Luxembourg.

*

5. AVIS DU CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS DU BARREAU DE LUXEMBOURG

Le Conseil de l'Ordre a limité son examen aux points qu'il jugeait les plus importants sans entrer dans le détail du fonctionnement technique et pratique du mécanisme de création et de conversion de titres.

*

6. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat précise dans son avis qu'il coexiste, en Europe, des systèmes juridiques sans dématérialisation de titres, des systèmes mixtes et des systèmes ne connaissant plus que les titres dématérialisés. La Haute Corporation note que le Luxembourg se situera dans la classe des régimes à dématérialisation facultative, dans la mesure où des émetteurs spécialisés émettront ces titres ou appliqueront une procédure de conversion à des titres matérialisés si telle est la volonté de l'émetteur.

Pour le détail de l'avis de la Haute Corporation, il est proposé de se référer au commentaire des articles.

*

7. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Le chapitre I (articles 1er à 4) réunit les dispositions générales.

Le Conseil d'Etat note en premier lieu, que l'*article 1er* peut être supprimé alors qu'il est superfluetaire en ce qu'il définit l'objet de la loi de façon tautologique par rapport à l'intitulé de la loi. Les articles subséquents sont à renuméroter.

La Commission indique que l'article 1er a pour seul objet de faciliter la compréhension du texte en ce sens que le projet de loi ne vise, jusqu'à l'article 24, que ce que le Conseil d'Etat appelle dans ses considérations générales les titres dématérialisés „en soi“ par opposition aux titres (au porteur ou nominatifs) „techniquement dématérialisés“. La Commission peut cependant approuver la proposition

du Conseil d'Etat de supprimer cet article, ce qui entraînera une renumérotation des articles subséquents.

Quant à l'article 2 (*nouvel article 1*), le Conseil d'Etat s'interroge sur le critère distinctif entre les notions d'organisme de liquidation et de système de règlement des opérations sur titres. L'idée retenue dans le projet de loi est qu'il faut des qualifications particulières pour pouvoir agir comme organisme de liquidation et que celles-ci sont le mieux satisfaites par les systèmes de règlement des opérations sur titres. Les organismes qui satisfont aux critères de l'alinéa premier de l'article 20 sont de plein droit agréés comme organismes de liquidation. Le critère distinctif est qu'en tant qu'organisme de liquidation l'entité en cause tient nécessairement des „comptes d'émission“ tandis qu'en tant que simple système de règlement des opérations sur titres ceci peut, mais ne doit pas être le cas. Le Conseil d'Etat invite les auteurs du projet de loi à suppléer cette partie manquante de la définition. La Commission a donc proposé de modifier la définition de l'article 1 point 6). En conséquence, l'article 19 (article 20 initial) (cf. amendement 6) a été supprimé et les articles subséquents renumérotés (amendement 1).

Le Conseil d'Etat s'est déclaré d'accord avec cet amendement dans son avis complémentaire.

La Conseil d'Etat estime qu'au point 11 définissant la notion de „titres“, l'alinéa qui débute par „pour l'application de la présente loi“ est à constituer en point à part ou du moins à constituer en (c), alors qu'il définit précisément ce qu'il ne faut pas entendre par titres au sens de la loi sous avis.

La Commission fait sienne la remarque du Conseil d'Etat.

Pour ce qui est de la définition des titres dématérialisés (point 13), le Conseil d'Etat recommande d'intégrer dans la définition même les titres dématérialisés non pas dès leur émission, mais suite à une conversion, tel que décrit au chapitre II. En effet, la définition ne serait que partielle si elle n'incluait pas cette voie. Cela est d'autant plus important que les titres dématérialisés constitueront une catégorie juridique à part en droit luxembourgeois.

Cette clarification paraît utile à la Commission, de sorte que l'article 2 (13) prendra la teneur suivante (amendement 2):

„(13) „titres dématérialisés“: titres d'un émetteur émis ou convertis exclusivement par voie d'inscription dans un compte d'émission tenu auprès d'un organisme de liquidation ou d'un teneur de compte central;“

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat a approuvé cette modification tenant compte de son avis.

D'après le Conseil d'Etat, il ressort de la définition que la caractéristique fondamentale d'un titre dématérialisé est qu'il n'existe qu'en vertu d'une inscription en compte. A part la suppression du support papier et donc l'aspect „écologique“ de la solution, elle a beaucoup d'avantages en matière de circulation, et donc aussi de traçabilité pour ce qui est de la lutte contre le blanchiment d'argent et l'appréhension fiscale d'un patrimoine.

Au point 14, Le Conseil d'Etat note qu'il convient d'ajouter une référence aux fonds de titrisation.

La Commission fait sienne la remarque du Conseil d'Etat. L'article 2 (14) se lira comme suit (amendement 3):

„(14) „titulaire de compte“: une personne, un fonds commun de placement ou un fonds de titrisation au nom duquel un organisme de liquidation, un teneur de compte central ou un teneur de comptes tient un compte-titres, que cette personne agisse pour son propre compte ou celui de tiers.“

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat a approuvé cette modification tenant compte de son avis.

Quant à l'article 3 (*nouvel article 2*), le Conseil d'Etat se demande si la terminologie „sont matérialisés“ utilisée au paragraphe 1er est judicieuse. En effet, les procédés décrits à l'article 3, tant au paragraphe 1er qu'au paragraphe 2, ne transforment nullement la nature dématérialisée des titres dont il s'agit. Dans l'hypothèse du paragraphe 1er, il s'agit au mieux d'une matérialisation au sens philosophique du terme (devenir matière) plus qu'au sens juridique, alors qu'un titre dématérialisé est „matière juridique“ au même titre qu'un document sur support fongible. On pourrait dès lors retenir une terminologie comme „sont documentés“.

Il faut de même bien se garder de l'idée que le processus décrit au paragraphe 2 soit une matérialisation au sens juridique du terme, alors que ledit processus laisse subsister la nature dématérialisée des titres en question. La difficulté résulte du fait qu'en droit luxembourgeois, les titres dématérialisés seront une catégorie juridique à part, alors que dans d'autres systèmes juridiques, cela soit n'existe pas du tout, soit est simplement considéré comme une technique de circulation portant sur des titres nominatifs ou au porteur. Le droit luxembourgeois n'aura cependant pas fait ce choix seul, étant donné que par exemple aussi la Suisse, l'Espagne et, dans une certaine mesure, la Belgique, retiennent également cette option.

Toutefois, la Commission note que d'après le commentaire des articles, le terme „matérialisés“ doit s'entendre au sens de „rendre effectif“. C'est l'inscription en compte qui rend effectifs pour le titulaire du compte ses droits sur les titres. L'inscription en compte a ainsi une double fonction: elle documente le titre et détermine le moment où le titulaire de compte acquiert des droits sur les titres.

Partant, la Commission propose de remplacer le terme „matérialisés“ par celui de „représentés“ à l'instar du droit belge (amendement 4).

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat se déclare d'accord avec la nouvelle formulation.

La ségrégation de comptabilisation décrite à l'article 4 (*nouvel article 3*) procède, d'après le Conseil d'Etat, encore du même souci de ne pas confondre (ou rendre fongibles) titres dématérialisés par nature et titres, le cas échéant, techniquement dématérialisés.

Le *chapitre II (articles 5 à 13) (nouveaux articles 4 à 12)* traite de l'émission et de la conversion en titres dématérialisés.

Tout d'abord, à titre purement rédactionnel, le Conseil d'Etat souligne que l'article 5, (*nouvel article 4*) paragraphe 2, doit être libellé comme suit:

„Tout émetteur immatriculé au registre de commerce et des sociétés du Grand-Duché de Luxembourg doit déposer audit registre ...“

La Commission décide de suivre le Conseil d'Etat.

Ensuite, quant au fond, on constate que si l'émission initiale de titres dématérialisés est chose aisée du moment que l'émetteur se met en conformité, la conversion de titres préexistants en titres dématérialisés s'avère assez compliquée, vu les conséquences attachées à une telle opération.

Le Conseil d'Etat relève d'ailleurs que, vu que le secteur financier utilise largement l'anglais comme langue véhiculaire, la notion même de „conversion“, fondamentale dans le cadre du projet sous avis, pourrait prêter à une confusion non souhaitable. En effet, en terminologie juridique anglaise, la „conversion“ s'apparente au recel. Réfléchir à trouver un synonyme approprié pourrait dès lors s'avérer utile.

Toutefois la Commission indique que le terme „conversion“ à la section 2 ayant le même sens que le terme „conversion“ repris aux articles 39 et 43 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, il est important de conserver la terminologie employée par le projet de loi afin d'éviter toute confusion.

La „conversion“ soulève de multiples difficultés: tout d'abord, l'émetteur doit se mettre en conformité. Ensuite, il doit stipuler si la conversion est obligatoire ou facultative. C'est surtout la conversion obligatoire qui cause des difficultés supplémentaires si les titulaires ne s'y prêtent pas dans le délai requis. Les conséquences sont en effet sévères, allant de la suspension du droit de vote attaché aux titres concernés jusqu'à leur mise en vente forcée. Le Conseil d'Etat estime que l'on peut pour le moins discuter si l'arsenal de ces sanctions résisterait le cas échéant à la mise à l'épreuve judiciaire initiée par des titulaires s'estimant spoliés, voire expropriés.

La Commission prend note des observations du Conseil d'Etat.

Le Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg („Conseil de l'Ordre“) propose de substituer la référence aux titres au porteur par une référence aux titres en général. L'idée de ce régime spécial était motivée par le fait que les propriétaires des titres au porteur étaient plus difficiles à retrouver que les titulaires des titres nominatifs. Le Conseil de l'Ordre relève cependant à juste titre qu'une différenciation entre les titres au porteur et les titres nominatifs ne s'impose pas nécessairement de sorte qu'au début du premier alinéa du paragraphe (3) de l'article 12 (*nouvel article 11*) les termes „au porteur“ sont à supprimer. La Commission se rallie à l'avis du Conseil de l'Ordre.

Le premier alinéa du paragraphe (3) de l'article 12 (nouvel article 11) est modifié en conséquence (amendement 5).

Le Conseil d'Etat ne formule pas d'observation à cet égard dans son avis complémentaire.

Quant à l'article 13 (nouvel article 12) relatif au gage, le Conseil d'Etat se rallie en tous points aux considérations du Conseil de l'Ordre du barreau de Luxembourg dans un avis du 27 septembre 2012, de sorte que l'article 13 (nouvel article 12) prendrait le libellé suivant:

„Le gage, (...), reste valable et continue à sortir tous ses effets, sans autres formalités quant aux mêmes titres dématérialisés inscrits en compte-titres au Luxembourg dont la dépossession continuée est réalisée à l'égard des tiers par leur inscription en compte-titres. (...)

Lorsque des titres qui forment l'assiette de ce gage sont soumis à une dématérialisation obligatoire, le constituant et le créancier gagiste conviennent qui d'entre eux procédera à la dématérialisation avant la date limite prévue à cet effet. A défaut d'accord, ou si malgré un accord en ce sens le constituant néglige de procéder à la dématérialisation endéans le délai convenu, le créancier gagiste pourra seul y procéder. Sauf convention contraire, (...). Si la conversion est diligentée par le créancier gagiste, le constituant du gage doit y prêter tout concours nécessaire.“

La Commission fait sienne la proposition du Conseil d'Etat (voir également le dernier point du commentaire des articles).

Le chapitre III (articles 14 et 15) (nouveaux articles 13 et 14) règle la transmission des titres dématérialisés, qui se fait par virement de compte en compte. C'est la conséquence logique de la nature même de ce type de titres, dont l'existence même se définit précisément par leur inscription en compte.

Les articles 14 et 15 (nouveaux articles 13 et 14) contiennent deux „preuves“ étayant que les titres dématérialisés sont une catégorie juridique à part, à savoir 1. (article 14(2)) qu'il est disposé que les dispositions de la loi du 1er août 2001 sont applicables sauf dérogation, ce qui montre qu'on se situe dans une hypothèse „mutatis mutandis“ qui n'affecte pas la coexistence d'une technique de dématérialisation à côté de la catégorie juridique „pure“, et 2. (article 15(3)) que la dématérialisation n'exclut pas le don manuel.

Le chapitre IV (articles 16 à 19) (nouveaux articles 15 à 18) concerne l'émetteur de titres dématérialisés. Il s'agit d'assurer que l'état dématérialisé des valeurs mobilières concernées ne porte atteinte ni aux droits des porteurs, ni à la traçabilité des titres et à l'identification des porteurs pour les émetteurs. En effet, dématérialisation ne signifie pas anonymisation. Les dispositions en question n'appellent pas d'observations de fond.

Le chapitre V (articles 20 à 24) (nouveaux articles 19 à 23) régit les organismes de liquidation et les teneurs de compte central. Il convient tout d'abord de comprendre qui sont ces acteurs essentiels pour la circulation et la tenue en compte de titres dématérialisés.

L'article 2 (nouvel article 1) du projet sous avis regroupe les définitions essentielles dans le cadre du nouveau texte. Or, pour comprendre ce qu'est un organisme de liquidation, le point 6 dudit article renvoie à l'article 20 (nouvel article 19), qui renvoie à son tour à la loi relative aux services de paiement, sans autres explications. Il faut dès lors se reporter à la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, et plus précisément à ses articles 107 et suivants. En effet, on trouve là une définition par description des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres. Or, d'après l'article 20 (nouvel article 19) du projet sous avis, seul un système de règlement des opérations sur titres au sens de la loi de 2009 peut agir comme organisme de liquidation. Le texte sous avis omet cependant de décrire en quoi consiste la condition suffisante pour être agréé comme organisme de liquidation, le fait de l'être comme système de règlement des opérations sur titres étant la condition nécessaire. Autrement dit, quel est l'élément de substance distinctif entre ces deux notions? Le Conseil d'Etat invite les auteurs du projet à suppléer cette partie manquante de la définition.

Afin de tenir compte de la remarque du Conseil d'Etat, les membres de la Commission modifient la définition de l'article 2 (article 1er nouveau) (6) comme suit (amendement 1):

„organisme de liquidation: un système de règlement des opérations sur titres au sens de la loi relative aux services de paiement, désigné comme tel par la Banque centrale du Luxembourg et notifié à la

Commission européenne par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF et dont l'opérateur du système est établi au Luxembourg.“

Partant l'*article 20 (nouvel article 19)* est supprimé et les articles subséquents sont renumérotés (amendement 6).

Le Conseil d'Etat ne formule pas d'observation à cet égard dans son avis complémentaire.

Quant aux teneurs de compte central, le procédé de définition initié à l'article 2, point 10 est assez semblable, opérant par renvoi direct à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, avec cependant la différence notable que cette nouvelle catégorie de professionnels du secteur financier (PSF) est seulement créée et introduite dans la loi de 1993 par le projet sous avis même. Il convient donc de se reporter à l'article 25, point 1 du projet sous avis pour savoir de quoi il s'agit. Le Conseil d'Etat revient dès lors sur les teneurs de compte central dans son commentaire de l'article 25.

Le Conseil d'Etat note cependant d'ores et déjà qu'au vu des nouveaux articles 28-11 à 28-13 de la loi de 1993, l'*article 21* du projet sous avis est superfétatoire et est dès lors à supprimer.

Concernant l'*article 23 (nouvel article 20)*, le Conseil d'Etat suggère d'ajouter que lesdits comptes d'émission sont également soustraits à toute procédure de compensation („*netting*“) ou assimilée. Il doit en effet s'agir d'un patrimoine à part protégé contre toutes sortes de procédures lancées à l'initiative de créanciers tiers.

Se pose ici la question d'une procédure de liquidation du teneur de compte central. Les comptes d'émission tomberaient-ils dans la masse? De l'avis du Conseil d'Etat, ils devraient être neutralisés ou du moins neutralisables par décision justifiée des intervenants en charge de la procédure de liquidation. Il conviendrait d'adapter le texte en ce sens.

La Commission tient compte des observations du Conseil d'Etat en complétant l'article 23 initial (nouvel article 20) (amendement 7).

Le Conseil d'Etat approuve la précision apportée au nouvel article 20 qui tient compte d'une observation de fond qu'il avait formulée, c'est-à-dire que les comptes d'émission ne peuvent ni faire l'objet de compensation ni tomber dans la masse de liquidation. Le nouveau texte reprend expressément ces précisions importantes pour la sécurité juridique des opérateurs.

Le Conseil d'Etat note encore que la Commission des Finances et du Budget fait siennes les réflexions exprimées dans l'avis précité du 13 novembre 2012 en ce qui concerne les démembrements de propriété. S'agissant d'une application pure et simple de la théorie juridique en la matière, point n'est besoin, selon lui, de l'inscrire dans le texte même du projet, alors que ladite confirmation garde toute son utilité en tant que „commentaire autorisé“.

Le *chapitre VI (articles 25 à 33) (nouveaux articles 22 à 30)* réunit les dispositions modificatives affectant plusieurs lois régissant le secteur financier, et la disposition finale (article 33) (nouvel article 30) qui n'appelle pas d'observations.

L'*article 25 (nouvel article 22)* modifie la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Le point 1) introduit cette nouvelle catégorie de PSF, à savoir les teneurs de compte central. Il est prévu d'en faire une nouvelle sous-section *2bis* de la section 2 du chapitre 2, partie I de la loi. Le chapitre 2 est consacré aux PSF, et la section 2 s'intitule „Dispositions particulières à certaines catégories de PSF“. La sous-section 2 porte sur les PSF spécialisés. Le Conseil d'Etat recommande de ne pas faire des nouvelles dispositions une sous-section *2bis*, mais d'introduire le nouvel article 28-11 dans l'actuelle sous-section 2 à la suite de l'actuel article 28-10. Quant aux articles 28-12 et 28-13, ils sont superfétatoires et partant à supprimer, alors que les conditions et la procédure d'agrément actuellement déjà prévues pour ce type d'acteurs dans la loi modifiée de 1993 s'y appliquent.

La substance des dispositions étant amplement expliquée au commentaire des articles, le Conseil d'Etat n'a pas d'observations supplémentaires.

L'*article 26 (nouvel article 23)* modifie la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Il convient en effet d'adapter le droit général des sociétés à l'introduction d'une nouvelle catégorie de titres.

Les nouvelles dispositions n'appellent que quelques observations du Conseil d'Etat au-delà de ce qui est exposé au commentaire des articles. En premier lieu, l'article 37, dernier alinéa de la loi de 1915 disposera désormais que „les actions et les coupures portent un numéro d'ordre, sauf si elles sont émises sous forme dématérialisée“. Qu'en est-il alors de titres convertis? Continueront-ils de porter un numéro d'ordre ou ce dernier est-il supprimé automatiquement lors de la conversion? Dans l'un comme dans l'autre cas, le Conseil d'Etat considère qu'il convient de le spécifier.

Pour ce qui est du droit, le cas échéant, de propriétaires de titres d'en demander la conversion en titres dématérialisés, aucune question ne se pose si lesdits propriétaires sont pleins propriétaires et exercent en personne tous les droits attachés au titre. Mais qu'en est-il en cas de démembrement en nue-propriété et usufruit? Qu'en est-il si les titres sont constitués en sûreté au profit d'un tiers? Dans le premier cas, le droit de conversion devrait appartenir au seul nu-propriétaire, dans le second cas, le constituant de la garantie ne devrait pas être privé du droit de conversion, quitte à avoir le cas échéant une obligation d'information du bénéficiaire. Ces questions seront à régler par voie contractuelle entre parties.

Pour tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat, la Commission propose de supprimer les termes „émises sous forme“ au point 3) de l'article 23 (amendement 8).

Le Conseil d'Etat ne formule pas d'observation à cet égard dans son avis complémentaire.

Ensuite, le Conseil d'Etat est d'avis que le nouvel article 71*bis* introduit par le point 9 est libellé de façon équivoque. On pourrait en effet y comprendre que seuls les porteurs de titres dématérialisés auront accès à une assemblée générale, à l'exclusion par raisonnement *a contrario* des porteurs de titres nominatifs et au porteur.

De plus, le texte proposé tient uniquement compte de l'émission de titres dématérialisés, mais non des hypothèses de conversion. Enfin, comme le texte ne laisse pas de choix quant à la date-butoir, celle-ci étant péremptoirement fixée au 14^e jour à 24h00 précédant l'assemblée générale, il n'y a pas lieu de renvoyer aux statuts, mais d'introduire une disposition coercitive dans la loi elle-même. En effet, reléguer une disposition obligatoire aux soins de l'initiative privée de modifier les statuts constituerait une approche dangereuse incompatible eu égard à la sécurité juridique, de sorte que le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement. Le Conseil d'Etat précise encore qu'il s'agit de 13 jours entiers de 24 heures, le jour *a quo* (celui de la dématérialisation ou de l'acquisition de titres dématérialisés) et le jour *ad quem* (celui de l'assemblée générale) n'étant pas pris en compte.

Le nouvel article 71*bis*, que le Conseil d'Etat recommande de nommer 71, vu que ledit article est vacant depuis une abrogation du 7 septembre 1987, pourra dès lors être libellé comme suit:

„**Art. 71.** Les porteurs d'actions ou titres dématérialisés peuvent accéder à l'assemblée générale et exercer leurs droits uniquement s'ils détiennent lesdits actions ou titres dématérialisés au plus tard le quatorzième jour précédant l'assemblée à 24 heures, heure de Luxembourg.“

L'article 27 (*nouvel article 24*) modifiant la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur n'appelle pas d'observations.

L'article 28 (*nouvel article 25*) réécrit la loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles pour tenir compte de la nouvelle catégorie de titres.

La Banque centrale européenne („BCE“) a très adéquatement décrit le sens et la portée de l'article 15 de la loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles. La BCE a exprimé la crainte qu'„il se pourrait que les parties conviennent qu'elles seront libérées de leurs obligations à la date S, sans que le système de règlement des opérations sur titres et aussi, par conséquent, l'opérateur TARGET2-Titres („T2S“) aient connaissance de cet accord. Dans une telle situation, le système de règlement des opérations sur titres, et donc T2S, pourrait continuer d'essayer de régler l'opération après la date S, ce qui risque d'entraîner une incertitude juridique quant à l'état de cette opération.“

Cette crainte peut être dissipée pour essentiellement deux raisons:

- en vertu du principe de l'effet relatif des contrats la convention entre l'acheteur et le vendeur de titres est inopposable au système de règlement des opérations sur titres („SSS“). Ainsi le SSS pourra continuer à agir tant qu'il n'aura pas reçu du vendeur et/ou de l'acheteur notification d'une modification des instructions de règlement livraison; et

– l'article 15 réserve expressément le titre V de la loi sur les services de paiement. De ce fait une fois qu'un ordre est „introduit“ dans le système (article 111 de la loi sur les services de paiement) du SSS il est irrévocable nonobstant tout accord contraire.

Pour tenir compte de l'avis de la BCE et afin d'éviter toute ambiguïté, la Commission décide d'ajouter un alinéa à l'article 15 de la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles (amendement 9).

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat indique que l'alinéa ajouté à l'article 15 de la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles ne répond pas à la crainte exprimée par la Banque centrale européenne, alors que la question est celle de savoir comment un système de règlement des opérations sur titres et, par conséquent, l'opérateur TARGET2-Titres (T2S) peut avoir connaissance de la convention entre parties en temps utile. Partant, il propose de compléter l'amendement proposé par le bout de phrase: „... , à moins que celles-ci n'aient été utilement portées à la connaissance du système de règlement concerné“.

La Commission des Finances et du Budget estime que la modification proposée par le Conseil d'Etat n'est pas acceptable pour les raisons suivantes: Les systèmes agissent sur base d'instructions de leurs participants et ne sont pas parties aux conventions que leurs participants concluent avec des tiers et n'ont pas vocation à le devenir (cela rendrait le système ingérable). Les systèmes fonctionnent sur base de règles strictes identiques pour tous et il n'est pas concevable que les conventions que leurs participants concluent avec des tiers puissent venir modifier ces règles. Les participants donnent des instructions au système que celui-ci exécute selon ses règles. Les participants peuvent modifier leurs instructions, mais uniquement dans la limite de ce que permettent les règles du système et les règles de la directive 98/26/CE (directive finalité).

Partant, la Commission des Finances et du Budget décide de ne pas compléter l'article 15 tel que proposé par le Conseil d'Etat dans son avis complémentaire.

Les *articles 29 à 31 (nouveaux articles 26 à 28)* apportent les modifications nécessaires aux textes en matière d'organismes de placement collectif et de fonds d'investissement spécialisés.

Enfin, l'*article 32 (nouvel article 29)* complète la loi relative à la titrisation.

L'ensemble des articles 28 à 32 (nouveaux articles 25 à 29) est commenté et expliqué amplement au commentaire des articles. Seule la pratique pourra enseigner si les véhicules ouverts à une large distribution au public vont se servir de la nouvelle catégorie de titres. Seule la pratique permettra également de dire si, au-delà des prescriptions et précautions très minutieuses qui seront insérées dans les textes sous l'effet du projet sous avis, des difficultés, voire des incongruités non prévues vont pointer. Il conviendra alors d'y remédier le moment venu.

*

La Commission des Finances et du Budget a signalé au Conseil d'Etat qu'elle comptait redresser une erreur matérielle à l'endroit de l'article 13 initial (nouvel article 12), dont le libellé proposé par le Conseil d'Etat a été repris par la Commission. Elle projetait ainsi de remplacer le terme „continuée“ au premier alinéa par le terme „continue“.

Le Conseil d'Etat, dans son avis complémentaire, ne partage cependant pas cet avis, alors que ce qui est visé, c'est la dépossession continuée par rapport à la situation antérieure, c'est-à-dire avant que les titres dématérialisés gagés ne fussent inscrits dans un compte-titres. Il s'agit ainsi de la notion dynamique dans le temps dite „continuée“, et non de la notion de „continue“, qui exprime un état de choses statique. Le Conseil d'Etat propose donc de ne pas opérer le redressement matériel proposé. Par contre, il précise qu'il doit bien s'agir d'une „dépossession des titres“, et il invite les auteurs du projet à procéder audit rectificatif dans la version finale du texte.

La Commission des Finances et du Budget suit le Conseil d'Etat.

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi 6327 dans la teneur qui suit:

*

PROJET DE LOI

relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

Chapitre Ier – Dispositions générales

Art. 1er. Aux fins de la présente loi, on entend par:

- 1) „compte-titres“: compte tenu par un organisme de liquidation, un teneur de compte central ou un teneur de comptes sur lequel des titres peuvent être crédités ou duquel des titres peuvent être débités. Le compte d'émission tenu par un organisme de liquidation ou un teneur de compte central ne constitue pas un compte-titres;
- 2) „CSSF“: la Commission de surveillance du secteur financier;
- 3) „distributions“: dividendes, intérêts, capitaux échus, autres sommes échues sur les titres, remise gratuite de titres, toutes autres distributions faites en rapport avec des titres par un émetteur ou le prix payé par l'émetteur en cas de rachat de ses titres;
- 4) „émetteur“: toute personne, y compris un fonds commun de placement, qui émet des titres;
- 5) des titres sont de „même genre“ que d'autres titres s'ils sont émis par le même émetteur et si:
 - (i) ils font partie de la même catégorie de titres de capital ou;
 - (ii) il s'agit de titres autres que de capital, ils sont libellés dans la même monnaie, ont la même valeur nominale et sont considérés comme faisant partie de la même émission;
- 6) „organisme de liquidation“: un système de règlement des opérations sur titres au sens de la loi relative aux services de paiement, désigné comme tel par la Banque centrale du Luxembourg et notifié à la Commission européenne par le Ministre ayant dans ses attributions la place financière et dont l'opérateur du système est établi au Luxembourg;
- 7) „procédure de liquidation“: une procédure collective comprenant la réalisation des actifs et la répartition du produit de cette réalisation entre les créanciers, les actionnaires, les associés ou les membres selon les cas, et comportant l'intervention d'une autorité administrative ou judiciaire, y compris lorsque cette procédure est clôturée par un concordat ou une autre mesure analogue, qu'elle soit ou non fondée sur une insolvabilité et indépendamment de son caractère volontaire ou obligatoire;

- 8) „teneur de comptes“: toute personne autorisée en vertu de la loi luxembourgeoise à tenir des comptes-titres, y compris les organismes nationaux ou internationaux à caractère public établis au Luxembourg et opérant dans le secteur financier;
- 9) „teneur de comptes étranger“: toute personne, autre que celle visée au point 8) du présent article, dont l’activité de tenue de comptes-titres est soumise à une loi étrangère;
- 10) „teneur de compte central“: toute personne agréée par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF en qualité de teneur de compte central conformément aux dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- 11) „titres“: dans l’acception la plus large:
- (a) les titres de capital émis par les sociétés par actions de droit luxembourgeois en ce compris les actions, les parts bénéficiaires, les droits de souscription et les parts de fonds commun de placement;
 - (b) les titres de créance soumis au droit luxembourgeois tels que les instruments financiers susceptibles de revêtir la forme au porteur et les instruments de la dette publique.
 - (c) Pour l’application de la présente loi, ne sont pas considérés comme des titres:
 - les effets de commerce
 - les titres amortissables par tirage au sort par numéros
 - les actions émises par les sociétés d’épargne-pension à capital variable;
- 12) „titres cotés“: les titres dématérialisés admis à la négociation sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation;
- 13) „titres dématérialisés“: titres d’un émetteur émis ou convertis exclusivement par voie d’inscription dans un compte d’émission tenu auprès d’un organisme de liquidation ou d’un teneur de compte central;
- 14) „titulaire de compte“: une personne, un fond commun de placement ou un fonds de titrisation au nom duquel un organisme de liquidation, un teneur de compte central ou un teneur de comptes tient un compte-titres, que cette personne agisse pour son propre compte ou celui de tiers.

Art. 2. (1) Les titres dématérialisés ne sont représentés que par une inscription en compte-titres.

(2) L’organisme de liquidation ou le teneur de compte central peut cependant établir ou faire établir par l’émetteur des certificats relatifs à des titres dématérialisés pour les besoins de la circulation internationale des titres.

Art. 3. Les titres cotés de même genre doivent obligatoirement être enregistrés à tout moment dans un seul compte d’émission tenu par un seul organisme de liquidation.

Les titres dématérialisés non cotés de même genre doivent obligatoirement être enregistrés à tout moment dans un seul compte d’émission tenu par un seul organisme de liquidation ou un seul teneur de compte central.

Le compte d’émission mentionne les éléments d’identification des titres, la quantité émise, ainsi que toute modification ultérieure.

Chapitre II – Emission de et conversion en titres dématérialisés

Section 1 – Emission de titres dématérialisés

Art. 4. Tout émetteur qui souhaite émettre des titres de capital sous forme dématérialisée doit préalablement à l’émission des titres:

- adapter ses statuts ou son règlement de gestion afin d’y prévoir l’émission de titres sous la forme dématérialisée et les règles y applicables;
- prendre les mesures nécessaires pour l’enregistrement de la totalité de l’émission de titres dématérialisés de même genre auprès d’un seul organisme de liquidation ou d’un seul teneur de compte central; et
- publier dans un journal à diffusion nationale et sur son site Internet, s’il dispose d’un tel site, la dénomination et l’adresse de l’organisme de liquidation ou du teneur de compte central choisi.

Tout émetteur immatriculé au registre de commerce et des sociétés du Grand-Duché de Luxembourg doit déposer audit registre dans les conditions prévues à l'article 9 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, un extrait aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations indiquant la dénomination et l'adresse de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central choisi.

Art. 5. Tout émetteur qui souhaite émettre des titres de créance sous forme dématérialisée doit prendre les mesures nécessaires pour l'enregistrement de la totalité de l'émission de titres dématérialisés de même genre auprès d'un seul organisme de liquidation ou d'un seul teneur de compte central.

Art. 6. L'émetteur est tenu de communiquer par écrit à son organisme de liquidation ou à son teneur de compte central toute modification affectant les titres. La communication doit être préalable au changement et suivie d'une confirmation dès l'intervention de la modification.

Art. 7. Le choix de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central incombe aux organes d'administration de l'émetteur.

Section 2 – Conversion en titres dématérialisés

Art. 8. L'émetteur qui souhaite convertir les titres de capital qu'il a émis en titres dématérialisés doit procéder à une modification de ses statuts ou de son règlement de gestion afin d'y prévoir en particulier:

- (1) la faculté pour l'émetteur d'émettre des titres dématérialisés;
- (2) les titres objets de la conversion en titres dématérialisés;
- (3) le caractère obligatoire ou facultatif de la conversion;
- (4) la procédure de conversion; et
- (5) si la conversion est obligatoire, le délai de conversion et les sanctions de la non-présentation des titres à la dématérialisation endéans le délai prévu. Le délai de conversion ne peut être inférieur à 2 ans.

L'émetteur doit également respecter les dispositions de l'article 5.

Art. 9. (1) Les titres au porteur qui sont en possession physique de leur titulaire, sont convertis au fur et à mesure de leur présentation à l'inscription en compte-titres auprès d'un teneur de comptes, d'un teneur de compte central ou d'un organisme de liquidation. La personne qui reçoit les titres au porteur doit les déposer auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central qui tient le compte d'émission et qui, sauf convention contraire, les remettra à l'émetteur.

L'émetteur doit, dès réception et suivant une procédure prédéfinie par lui, détruire les titres au porteur qui lui sont remis. L'émetteur peut confier, par voie de convention écrite, à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central la destruction des titres au porteur.

(2) Les titres nominatifs sont convertis au moyen d'une inscription en compte-titres au nom de leur titulaire. Le titulaire inscrit dans le registre des titres nominatifs doit fournir à l'émetteur les données nécessaires relatives à son teneur de comptes ou à son teneur de comptes étranger, et à son compte-titres afin que les titres puissent y être crédités. L'émetteur transmet ces données à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central qui ajuste le compte d'émission et vire les titres au teneur de comptes pertinent. L'émetteur adapte, le cas échéant, son registre des titres nominatifs en conséquence.

(3) Les titres qui sont immobilisés auprès d'un organisme de liquidation, d'un teneur de compte central ou d'un teneur de comptes et qui circulent par virement de compte à compte, au moment où la décision de conversion est publiée ou postérieurement à cette date, ne pourront plus être délivrés par le teneur de comptes en cause autrement que sous forme dématérialisée à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date de publication au Mémorial de la décision de conversion. L'organisme de liquidation et le teneur de compte central transmettent les titres au porteur sans retard à l'émetteur pour application de la procédure de destruction de titres prévue au paragraphe (1) ou y procèdent, le

cas échéant, eux-mêmes. Si les titres en cause sont des titres nominatifs et que l'organisme de liquidation, le teneur de compte central ou le teneur de comptes sont directement ou par l'intermédiaire d'un tiers agissant pour leur compte inscrits dans le registre des titres nominatifs, l'émetteur et la personne inscrite procéderont aux modifications requises du registre.

Art. 10. Le teneur de comptes ne peut inscrire les titres convertis en titres dématérialisés dans la partie disponible du compte-titres de leur titulaire qu'une fois qu'il a obtenu confirmation que ces titres ont été inscrits dans la partie disponible de son propre comptes-titres ou dans celui de son teneur de comptes auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central pertinent.

Art. 11. (1) Les droits de vote attachés aux titres qui n'auront pas été dématérialisés dans le délai fixé pour la conversion obligatoire sont automatiquement suspendus à l'expiration de ce délai jusqu'à leur dématérialisation. Les distributions sont différées jusqu'à cette même date, à condition que les droits à la distribution ne soient pas prescrits, et sans qu'il y ait lieu à paiement d'intérêts.

(2) Les titres dont le droit de vote est suspendu, ne sont pas pris en compte pour le calcul du quorum et des majorités au cours des assemblées générales. Les titulaires de ces titres ne sont pas admis à ces assemblées générales.

(3) Les titres qui n'ont pas été convertis en titres dématérialisés dans les deux ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, peuvent être convertis par l'émetteur en titres dématérialisés et inscrits par l'émetteur dans un compte-titres à son nom.

Jusqu'à ce que le titulaire se manifeste et obtienne l'inscription des titres en son nom, les titres convertis sont inscrits au nom de leur émetteur. Les frais d'ouverture et de tenue de compte sont supportés par l'émetteur.

L'inscription des titres en compte-titres au nom de l'émetteur, faite en exécution de ce paragraphe, ne lui confère pas la qualité de titulaire des droits sur ces titres. Les paragraphes (1) et (2) du présent article continuent à s'appliquer jusqu'au jour où les titres seront inscrits dans un compte au nom de leur titulaire.

(4) Les statuts, le règlement de gestion ou les conditions d'émission des titres de capital ou des titres de créance peuvent prévoir que les titres qui n'auront pas été dématérialisés sur demande de leur titulaire dans un délai, qui ne peut être inférieur à huit ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, pourront être mis en vente par l'émetteur moyennant un préavis de trois mois à publier comme en matière de convocation d'assemblée générale des titulaires de titres:

- (a) les titres cotés doivent être vendus sur l'un des marchés sur lequel ils sont admis à la négociation;
- (b) les parts d'organismes de placement collectifs devront être présentées au rachat à la valeur nette d'inventaire alors applicable;
- (c) les titres autres que ceux repris aux points (a) et (b) ci-dessus seront vendus par vente publique à la Bourse de Luxembourg à un prix qui ne pourra, pour les actions, être inférieur à une juste valeur de ces actions telle que déterminée par un réviseur d'entreprises agréé qui appliquera une méthode d'évaluation appropriée notamment au vu de la nature des activités de l'émetteur et du nombre de titres sujets à la vente. En cas de détermination d'une fourchette de valeur, le prix ne pourra être inférieur à la valeur moyenne de la fourchette de prix déterminée par le réviseur d'entreprises.

(5) Lorsqu'il est prévu que les actionnaires disposent d'un droit de préemption sur les titres, les titres devront faire l'objet d'une évaluation par un réviseur d'entreprises agréé suivant le mode d'évaluation défini au paragraphe (4)(c). S'il a été convenu que le droit de préemption sera exerçable à un prix déterminé ou déterminable suivant un mode de calcul arrêté, alors l'évaluation des titres se fera conformément à cette convention. L'émetteur devra présenter les titres à l'achat aux bénéficiaires du droit de préemption au prix déterminé, sinon à la valeur moyenne de la fourchette de prix déterminée par le réviseur d'entreprises agréé. Les titres qui n'auront pas été préemptés feront l'objet d'une mise en vente publique par l'émetteur conformément au paragraphe (4)(c).

(6) Les ventes décrites aux paragraphes (4)(c) et (5) devront respecter les clauses d'agrément prévues par les statuts.

(7) L'émetteur devra déposer les sommes obtenues lors de la vente, déduction faite des frais de vente et de ceux repris au deuxième alinéa du paragraphe (3) avancés par lui, auprès de la Caisse de consignation. Ces sommes seront remises, sauf prescription, pour les titres au porteur, à la personne qui les remettra physiquement à la Caisse de consignation et pour les titres nominatifs, à la personne qui était inscrite dans le registre des titres au moment de leur vente.

(8) L'émetteur qui met en vente des titres conformément à cet article n'engage sa responsabilité qu'en cas de faute lourde.

(9) Les titres qui ont été frappés d'opposition en vertu de la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire des titres au porteur ou d'une mesure d'indisponibilité légale ou judiciaire notifiée à l'émetteur avant la date limite prévue par les statuts ou les conditions des titres de créance pour la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés ne peuvent être mis en vente tant qu'ils sont frappés d'opposition ou d'indisponibilité.

Art. 12. Le gage, dont les aspects réels sont régis par le droit luxembourgeois et qui porte sur des titres nominatifs ou au porteur, reste valable et continue à sortir tous ses effets, sans autres formalités quant aux mêmes titres dématérialisés inscrits en compte-titres au Luxembourg dont la dépossession continuée est réalisée à l'égard des tiers par leur inscription en compte-titres. Lorsque les titres gagés sont inscrits dans un compte-titres ouvert au nom du constituant du gage, le tiers détenteur doit être informé par écrit de l'existence du gage au moment de l'inscription des titres gagés en compte.

Lorsque des titres qui forment l'assiette de ce gage sont soumis à une dématérialisation obligatoire, le constituant et le créancier gagiste conviennent qui d'entre eux procédera à la dématérialisation avant la date limite prévue à cet effet. A défaut d'accord, ou si malgré un accord en ce sens le constituant néglige de procéder à la dématérialisation endéans le délai convenu, le créancier gagiste pourra seul y procéder. Sauf convention contraire, les titres seront inscrits dans un compte-titres ouvert au nom du créancier-gagiste. Si la conversion est diligentée par le créancier gagiste, le constituant du gage doit y prêter tout concours nécessaire.

Chapitre III – Transmission des titres dématérialisés

Art. 13. (1) Les titres inscrits en compte se transmettent par virement de compte à compte.

(2) Les dispositions de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres sont applicables aux titres dématérialisés, sauf dans la mesure où il y est dérogé dans la présente loi.

Art. 14. (1) Les transferts entre titulaires de comptes-titres tenus auprès d'un même teneur de comptes se réalisent par virements entre ces comptes.

(2) Le transfert doit se faire sans compensation entre teneurs de comptes, via l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central au cas où les comptes-titres du donneur d'ordre originaire et du bénéficiaire sont tenus auprès de teneurs de comptes différents.

(3) Le don manuel de titres dématérialisés se fait par virement de compte à compte.

Chapitre IV – L'émetteur

Art. 15. Pour l'exercice de leurs droits associatifs et droits d'action contre l'émetteur ou des tiers, les teneurs de comptes ou, le cas échéant, les teneurs de compte étrangers, émettent des certificats à leurs titulaires de compte, contre certification écrite par ces derniers, qu'ils détiennent les titres en cause pour compte propre ou agissent en vertu d'un pouvoir qui leur a été accordé par le titulaire des droits sur les titres. Mention doit en être faite sur le certificat.

Art. 16. (1) Le versement des distributions à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central est libératoire pour l'émetteur.

(2) L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central verse ces distributions sur les comptes-titres des titulaires de compte pertinents en ses livres. Ce versement est libératoire pour l'organisme de liquidation et le teneur de compte central.

Art. 17. (1) Si ses statuts ou son règlement de gestion le prévoient, l'émetteur peut à ses frais, en vue de l'identification de détenteurs de titres pour compte propre, demander à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central le nom ou la dénomination, la nationalité, l'année de naissance ou l'année de constitution et l'adresse des détenteurs de titres dans ses livres conférant immédiatement ou pouvant conférer à terme le droit de vote dans ses propres assemblées générales ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central fournit à l'émetteur les données d'identification en sa possession sur les titulaires de comptes – titres en ses livres et le nombre de titres détenus par chacun d'eux.

(2) Les mêmes renseignements sur le détenteur de titres pour compte propre sont recueillis par l'émetteur à travers les teneurs de comptes ou des autres personnes, luxembourgeoises ou étrangères qui maintiennent auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central un compte-titres au crédit duquel figurent les titres en cause.

(3) L'émetteur peut demander aux personnes figurant sur les listes à lui remises de confirmer qu'elles détiennent les titres pour compte propre.

(4) Lorsqu'une personne détenant un compte auprès du teneur de compte central ou de l'organisme de liquidation ou une personne détenant un compte auprès d'un teneur de comptes ou d'un teneur de comptes étranger n'a pas transmis les informations demandées par l'émetteur conformément au présent article dans les deux mois de la demande ou si elle a transmis des renseignements incomplets ou erronés relatifs soit à sa qualité, soit à la quantité de titres détenus par elle, l'émetteur pourra jusqu'à régularisation suspendre des droits de vote à hauteur de la quote-part des titres pour lesquels l'information demandée n'aura pas été obtenue.

Art. 18. (1) Si la conversion des titres de capital est facultative, les frais de conversion exposés par l'émetteur, seront supportés par la personne désignée dans les statuts ou le règlement de gestion de l'émetteur. A défaut d'indication dans les statuts ou dans le règlement de gestion, les frais sont supportés par l'émetteur.

(2) Si la conversion des titres de capital est obligatoire, les frais de conversion exposés par l'émetteur restent définitivement à la charge de ce dernier.

Chapitre V – Des organismes de liquidation et des teneurs de compte central

Art. 19. La CSSF peut, par voie de règlement, fixer les règles comptables particulières applicables par les organismes de liquidation, les teneurs de compte central et les teneurs de comptes aux titres dématérialisés.

Art. 20. Aucun compte d'émission ne peut être saisi, mis sous séquestre ou bloqué d'une manière quelconque par un titulaire de compte, une contrepartie ou un tiers (autre que l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central).

Les titres en compte d'émission ne peuvent faire l'objet d'une quelconque compensation et ne tombent pas dans la masse en cas de procédure de liquidation.

Art. 21. Les teneurs de comptes maintiennent les titres dématérialisés qu'ils détiennent pour le compte de tiers ou pour leur propre compte sur des comptes-titres ouverts auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central ou auprès d'un ou plusieurs autres établissements qui agissent pour eux, directement ou indirectement, comme intermédiaires à l'égard de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central.

Chapitre VI – Dispositions modificatives et finale

Art. 22. La loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier est modifiée comme suit:

1) Il est ajouté à la Partie I, chapitre 2, section 2 une nouvelle sous-section 2bis de la teneur suivante:

„Sous-section 2bis: Dispositions particulières aux teneurs de compte central

Art. 28-11. Les teneurs de compte central

(1) Sont teneurs de compte central les personnes dont l'activité consiste dans la tenue de comptes d'émission de titres dématérialisés.

(2) A l'exception des organismes de liquidation au sens de la loi relative aux titres dématérialisés, aucune personne ne peut exercer l'activité de teneur de compte central sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la CSSF.

Art. 28-12. Les conditions de l'agrément

(1) Peuvent seuls obtenir l'agrément en tant que teneur de compte central:

- a) les établissements de crédit et les entreprises d'investissement de droit luxembourgeois;
- b) les succursales luxembourgeoises d'établissements de crédit agréés dans un autre Etat membre;
- c) les succursales luxembourgeoises d'entreprises d'investissement personnes morales agréées dans un autre Etat membre.

(2) En vue de l'obtention de l'agrément, le demandeur doit justifier:

- a) qu'au moins une des personnes chargées de la gestion de l'établissement dispose d'une expérience professionnelle adéquate par le fait d'avoir déjà exercé des activités analogues à un niveau élevé de responsabilité et d'autonomie;
- b) qu'il dispose d'un solide dispositif de gouvernance interne, comprenant notamment une structure organisationnelle claire avec un partage des responsabilités qui soit bien défini, transparent et cohérent, des processus efficaces de détection, de gestion, de contrôle et de déclaration des risques auxquels il est ou pourrait être exposé, des mécanismes adéquats de contrôle interne, y compris des procédures administratives et comptables saines ainsi que des mécanismes de contrôle et de sécurité de ses systèmes informatiques adaptés pour la tenue de comptes centraux.

La tenue de comptes centraux comprend en particulier:

- l'enregistrement dans un compte d'émission de l'intégralité des titres composant chaque émission admise à ses opérations;
- les mécanismes assurant la circulation des titres par virement de compte à compte;
- les procédures permettant de vérifier que le montant total de chaque émission admise à ses opérations et enregistrée dans un compte d'émission est égal à la somme des titres enregistrés aux comptes-titres de ses titulaires de compte;
- la prise des dispositions nécessaires pour permettre l'exercice des droits attachés aux titres inscrits en compte-titres.

(3) L'agrément pour l'activité de teneur de compte central est subordonné à la justification d'un capital social d'une valeur de 730.000 euros au moins.

Art. 28-13. La procédure d'agrément

(1) L'agrément est accordé sur demande écrite et après instruction par la CSSF portant sur les conditions exigées par la présente loi.

(2) La durée de l'agrément est illimitée. Lorsque l'agrément est accordé, le teneur de compte central peut immédiatement commencer son activité.

(3) La demande d'agrément doit être accompagnée de tous les renseignements nécessaires à son appréciation ainsi que d'un programme d'activités indiquant le genre et le volume des opérations envisagées, la structure comptable et administrative de l'établissement et l'infrastructure technique et humaine pour le traitement des opérations sur titres dématérialisés et, le cas échéant, les opérations sur espèces correspondantes.

(4) La décision prise sur une demande d'agrément doit être motivée et notifiée au demandeur dans les six mois de la réception de la demande ou, si celle-ci est incomplète, dans les six mois de la réception des renseignements nécessaires à la décision. Il est en tout cas statué dans les douze mois de la réception de la demande, faute de quoi l'absence de décision équivaut à la notification d'une décision de refus. La décision peut être déférée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond."

2) Il est ajouté au paragraphe (1) de l'article 64 une référence à l'article „28-11“.

Art. 23. La loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est modifiée comme suit:

1) Le point 8) de l'article 27 est modifié comme suit:

„8) la forme nominative, au porteur ou dématérialisée des actions ainsi que de toute disposition complémentaire ou dérogatoire à la loi;“

2) Le quatrième alinéa de l'article 37 est modifié comme suit:

„Les actions et parts sont nominatives, au porteur ou dématérialisées.“

3) Le dernier alinéa de l'article 37 est modifié comme suit:

„Les actions et les coupures portent un numéro d'ordre, sauf si elles sont dématérialisées.“

4) Le dernier tiret de l'article 39 est modifié comme suit:

„– les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur ou en titres dématérialisés, si les statuts l'autorisent.“

5) Le deuxième alinéa de l'article 40 est remplacé par le texte suivant:

„La société doit satisfaire à la demande d'une personne inscrite sur le registre d'émettre un certificat relatif aux titres inscrits au nom de cette personne.“

6) Il est ajouté un nouvel alinéa à la fin de l'article 41 qui lit comme suit:

„L'alinéa précédent n'est pas applicable aux titres d'action collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur déposés auprès d'un système de règlement des opérations sur titres. Le nombre de titres représentés par ces certificats doit être déterminé ou déterminable.“

7) Il est inséré entre l'article 42 et l'article 43 un nouvel article 42bis:

„**Art. 42bis.** L'action dématérialisée est matérialisée par une inscription en compte-titres au nom du titulaire de compte auprès d'un organisme de liquidation, d'un teneur de compte central, d'un teneur de comptes ou d'un teneur de comptes étranger. La cession s'opère par virement de compte à compte.“

8) Les deux derniers alinéas de l'article 43 sont remplacés par le texte suivant:

„Les propriétaires d'actions ou de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en actions ou titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en actions ou titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les propriétaires d'actions ou de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en actions ou en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires d'actions ou titres nominatifs peuvent en demander la conversion en actions ou titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs d'actions ou de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en actions ou titres nominatifs sauf si les statuts prévoient la dématérialisation obligatoire des actions ou titres.“

9) Il est ajouté à la loi un nouvel article 71 qui se lit comme suit:

„**Art. 71.** Les porteurs d'actions ou titres dématérialisés peuvent accéder à l'assemblée générale et exercer leurs droits uniquement s'ils détiennent lesdits actions ou titres dématérialisés au plus tard le quatorzième jour précédant l'assemblée à 24 heures, heure de Luxembourg.“

10) Les deux derniers alinéas de l'article 84 sont remplacés par les alinéas suivants:

„Les titres d'obligation collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur déposés auprès d'un système de règlement des opérations sur titres peuvent être signés par une ou plusieurs personnes autorisées par la société émettrice. Le nombre de titres représentés par ces certificats doit être déterminé ou déterminable.

Les dispositions des articles 40, 42, 42bis et 43 al.3, 4 et 5 sont applicables aux obligations.“

11) Le troisième alinéa de l'article 137-4(6) est modifié comme suit:

„A l'article 37, alinéa 2, les titres ou parts bénéficiaires mentionnés peuvent être nominatifs, au porteur ou dématérialisés pour la société coopérative organisée comme une société anonyme.

Art. 24. La loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur est modifiée comme suit:

1) Les points a), b) et c) de l'article 4(2) sont modifiés comme suit:

„a) Toute publication d'opposition postérieure

i) à l'inscription d'un titre dans un compte-titres; ou

ii) à la vente du titre par l'émetteur ou l'annulation du titre conformément à la loi relative aux titres dématérialisés

est sans effet.

b) L'organisme de liquidation, le teneur de compte central ou le teneur de comptes ou, selon le cas, l'émetteur peuvent demander à l'organisme de centralisation de procéder à la levée d'une pareille opposition en lui attestant par écrit la date de la survenance de l'un des événements repris au point a) ci-dessus. La levée d'office est portée à la connaissance de l'opposant et publiée par l'organisme de centralisation de la même façon qu'une mainlevée, conformément au paragraphe (3) de l'article 6.

c) L'organisme de centralisation ne peut plus par la suite accepter d'opposition sur ce même titre qui serait motivée par des faits antérieurs à l'un des événements repris au point a) ci-dessus.“

2) L'article 8(1) est modifié comme suit:

„(1) La déchéance du titre entraîne au profit de l'opposant le droit d'exercer les droits attachés au titre dès l'émission d'un nouveau titre en sa faveur ou l'inscription du titre dans son compte-titres et de toucher les arrérages et le capital échus.“

3) La première phrase de l'article 9(3) est modifiée comme suit:

„Nonobstant le paragraphe (2) ci-dessus et l'article 8 et même avant la déchéance du titre frappé d'opposition, l'émetteur peut, sous sa responsabilité, délivrer un titre de même genre, sous forme physique ou, selon le cas, dématérialisée, que le titre frappé d'opposition ou payer à l'opposant tout intérêt, dividende, capital ou autre distribution du titre frappé d'opposition.“

4) Il est ajouté un second alinéa à l'article 10:

„La délivrance d'un nouveau titre ne peut se faire que sous forme d'inscription d'un titre dématérialisé dans un compte-titres du propriétaire du titre si, lors de la délivrance, le titre en cause peut circuler sous forme dématérialisée.“

Art. 25. La loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles est modifiée comme suit:

1) L'intitulé de la loi est modifié comme suit: „Loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres“.

2) Les sections 1 à 5 de la loi sont abrogées et remplacées par les dispositions qui suivent:

„Section 1 – Champ d'application

Art. 1. (1) La présente loi s'applique aux titres au sens le plus large qui sont reçus en dépôt ou tenus en compte-titres par un teneur de comptes et qui sont ou sont déclarés fongibles, qu'ils soient matérialisés ou dématérialisés, au porteur, à ordre ou nominatifs, luxembourgeois ou étrangers et quelle que soit la forme sous laquelle ils ont été émis selon le droit qui les régit.

(2) La loi s'applique uniquement aux titres inscrits en compte-titres et qui circulent par virement de compte à compte.

(3) Sont réputés fongibles les titres reçus en dépôt ou tenus en compte-titres auprès d'un teneur de comptes sans indication de numéros ou d'autres éléments d'identification individuels.

Section 2 – Définitions

Art. 2. Aux fins de la présente loi, on entend par:

- 1) „acquéreur“: (i) un titulaire de compte dont le compte-titres a été crédité, ou (ii) une personne, autre que le titulaire de compte, à qui un droit réel a été conféré sur les titres;
- 2) „compte-titres“: un compte tenu par le teneur de comptes sur lequel des titres peuvent être crédités et duquel des titres peuvent être débités. Le compte d'émission tenu par un organisme de liquidation ou un teneur de compte central ne constitue pas un compte-titres;
- 3) „écriture défectueuse“: un crédit de titres ou la création d'un droit sur titres rendu opposable aux tiers qui n'est pas valable ou qui est susceptible d'être contre-passé, y compris un crédit ou un droit conditionnel qui est frappé d'invalidité ou susceptible d'être contre-passé par l'effet de la réalisation ou de la non-réalisation de la condition;
- 4) „investisseur“: le titulaire de compte qui n'agit pas comme teneur de comptes pour une autre personne;
- 5) des titres sont de „même genre“ que d'autres titres s'ils sont émis par le même émetteur et si:
 - (i) ils font partie de la même catégorie de titres de capital ou;
 - (ii) il s'agit de titres autres que de capital, ils sont libellés dans la même monnaie, ont la même valeur nominale et sont considérés comme faisant partie de la même émission;
- 6) „procédure de liquidation“: une procédure collective comprenant la réalisation des actifs et la répartition du produit de cette réalisation entre les créanciers, les actionnaires, les associés ou les membres selon les cas, et comportant l'intervention d'une autorité administrative ou judiciaire, y compris lorsque cette procédure est clôturée par un concordat ou une autre mesure analogue, qu'elle soit ou non fondée sur une insolvabilité et indépendamment de son caractère volontaire ou obligatoire;
- 7) „teneur de comptes“: toute personne autorisée en vertu de la loi luxembourgeoise à tenir des comptes-titres y compris les organismes nationaux ou internationaux à caractère public établis au Luxembourg et opérant dans le secteur financier;
- 8) „teneur de comptes étranger“: toute personne, autre que celle visée au point 7) du présent article, dont l'activité de tenue de comptes-titres est soumise à une loi étrangère;
- 9) „teneur de comptes pertinent“: désigne, s'agissant d'un compte-titres, le teneur de comptes ou, le cas échéant, le teneur de comptes étranger qui tient le compte-titres pour le titulaire de compte;
- 10) „titulaire de compte“: une personne au nom de laquelle un teneur de comptes tient un compte-titres, que cette personne agisse pour son propre compte ou pour le compte de tiers.

Section 3 – Des titulaires de compte

Art. 3. (1) Le titulaire de compte bénéficie, à concurrence du nombre de titres inscrits en son compte-titres, d'un droit réel de nature incorporelle sur l'ensemble des titres de même genre tenus en compte par le teneur de comptes pertinent, des droits attachés aux titres et des droits prévus par la présente loi. Sous réserve de dispositions légales contraires, il ne peut faire valoir ses droits qu'à l'égard du teneur de comptes pertinent.

(2) Les titres inscrits en compte sont susceptibles de démembrement au même titre que les droits de propriété.

Art. 4. (1) L'acquisition par le titulaire de compte de titres résulte de l'inscription de ces titres au crédit de son compte-titres.

(2) En cas de procédure de liquidation de son teneur de comptes, le titulaire du compte-titres acquiert les droits sur les titres dès que les titres sont crédités sur le compte-titres de son teneur de comptes auprès du teneur de comptes de ce dernier ou inscrits sur le registre au nom ou pour le compte de son teneur de comptes et avant inscription au crédit de son propre compte-titres.

Art. 5. (1) Le titulaire de compte peut, à tout moment, demander, à ses frais, au teneur de comptes pertinent, la restitution des titres inscrits dans son compte-titres et dont il a la libre disposition.

(2) Pour les titres au porteur, le teneur de comptes remet ou fait remettre, si possible, physiquement au titulaire de compte les titres de même genre que ceux inscrits au crédit de son compte-titres.

Pour les titres nominatifs, le teneur de compte inscrit ou fait inscrire, si possible, le titulaire de compte dans le registre de titres tenus par ou pour l'émetteur.

Si les titres sont dématérialisés, sont stipulés non-livrables sous forme de titres physiques individuels ou si ceci n'est pas conforme aux usages dans le marché du pays où est situé le teneur de comptes-titres tenant la globalité des titres de même genre alors le teneur de comptes peut satisfaire à son obligation de restitution en virant les titres sur un compte-titres désigné par le titulaire de compte.

(3) Le don manuel de titres peut se faire par virement de compte à compte.

Art. 6. Le titulaire de compte peut demander à tout moment au teneur de comptes qu'il établisse un certificat relatif aux titres inscrits à son compte-titres. Ce certificat n'est pas un titre.

Art. 7. (1) Le teneur de comptes pertinent est tenu d'exécuter les instructions du titulaire de compte conformément à l'accord qui les lie ou des tiers disposant de droits sur les titres.

(2) Sans préjudice des dispositions du Titre V de la loi relative aux services de paiement une instruction peut être révoquée par le donneur d'ordre pendant les heures d'ouverture du teneur de comptes jusqu'au moment convenu entre le teneur de comptes et le titulaire de compte ou fixé dans les règles établies par un système de règlement des opérations sur titres, un organisme de liquidation ou un teneur de compte central.

Art. 8. (1) L'investisseur peut exercer ou faire exercer les droits associatifs attachés aux titres et les droits d'action liés à la détention des titres moyennant production d'un certificat établi par le teneur de comptes pertinent certifiant le nombre de titres inscrits en son compte-titres.

(2) En vue de la participation à leurs assemblées générales, les sociétés luxembourgeoises ne peuvent exiger la production des titres au porteur, l'inscription dans le registre des actions nominatives ou un transfert particulier des titres dématérialisés lorsque ces titres sont inscrits en compte-titres. La preuve des droits sur les titres résulte dans ce cas à suffisance d'une attestation établie par le teneur de comptes pertinent confirmant le nombre de titres tenus en compte-titres et, le cas échéant, leur indisponibilité jusqu'à une certaine date. La société peut, dans ses règles relatives à la tenue d'assemblées, prévoir que l'investisseur devra, sur demande, produire des pièces justificatives de l'inscription des titres à travers la chaîne de détention des titres.

(3) Si un teneur de comptes, le cas échéant étranger, ou un tiers désigné par un tel teneur de comptes est inscrit sur le registre des actions nominatives de l'émetteur, ce teneur de comptes ou tiers désigné peut exercer, sur base des instructions qu'il reçoit, les droits de vote attachés aux titres pour lesquels il est inscrit dans le registre.

(4) Si un tiers, autre que l'investisseur, entend participer à un vote, l'émetteur peut, si ses statuts, les conditions d'émission ou de convocation de l'assemblée le prévoient, exiger l'identification du ou des investisseurs ayant donné les instructions de vote. Au cas où il n'est pas satisfait à l'exigence de l'émetteur, le bureau de l'assemblée peut priver la personne en cause de l'exercice du droit de vote.

L'émetteur n'est pas tenu de vérifier l'existence ou la teneur des instructions données au tiers qui exprime un vote.

Art. 9. En cas de procédure de liquidation ou de procédure d'assainissement d'un titulaire de compte, les créanciers de celui-ci peuvent faire valoir leurs droits sur le solde disponible des titres inscrits en compte-titres au nom et pour le compte de leur débiteur, après déduction ou addition des titres qui, en vertu d'engagements conditionnels, d'engagements dont le montant est incertain ou d'engagements à terme, sont inscrits, le cas échéant, dans une partie distincte de ce compte au jour de l'ouverture de l'une des procédures précitées et dont l'inclusion dans le solde disponible est différée jusqu'à la réalisation de la condition, la détermination du montant ou l'échéance du terme.

Les engagements conditionnels ou dont le montant est incertain, ou les engagements à terme, visés à l'alinéa précédent, sont limités aux engagements découlant d'une relation juridique entre le titulaire de compte concerné et le teneur de comptes pertinent.

Art. 10. (1) En cas de procédure de liquidation du teneur de comptes, la revendication du nombre de titres dont le teneur de comptes est redevable s'exerce auprès du liquidateur collectivement sur l'universalité des titres de même genre que le teneur de comptes conserve, fait conserver, a inscrit à son nom ou celui d'un tiers désigné sous quelque forme que ce soit ou inscrit au nom du teneur de comptes pertinent auprès d'un autre teneur de comptes.

(2) Si cette universalité est insuffisante pour assurer la restitution intégrale des titres inscrits en compte, elle sera répartie entre les titulaires de compte en proportion de leurs droits. Dans ce cas, et hors les hypothèses visées à l'article 18, si le teneur de comptes dispose dans son patrimoine propre d'un nombre de titres de même genre, ces titres sont ajoutés à l'universalité des titres de même genre à répartir entre les titulaires de compte et il ne demeurera au teneur de comptes que le nombre de titres qui subsiste après que le nombre total de titres de même genre détenus par lui pour compte de ses titulaires de compte ou à titre fiduciaire pour des tiers aura pu être restitué.

Si le titulaire de compte a autorisé le teneur de comptes à disposer de ses titres, et pour autant qu'une telle disposition ait eu lieu dans les limites de cette autorisation et que les titres n'ont pas encore été restitués au titulaire de compte au moment de l'ouverture de la procédure de liquidation et ne sont pas restitués par la suite, il ne sera attribué au titulaire de compte que les titres qui subsistent après que la totalité des titres du même genre revenant aux autres titulaires de compte leur aura été restituée. Toutefois lorsque, dans le cadre de la disposition des titres, le teneur de comptes a obtenu des sûretés de tiers afin de garantir la restitution de ces titres, le produit de réalisation de ces sûretés reviendra, à due proportion, au titulaire de compte comme s'il avait été lui-même le bénéficiaire direct de ces sûretés.

(3) Le titulaire de compte qui n'aura pu obtenir la restitution de l'intégralité des titres inscrits au crédit de son compte-titres à la date d'ouverture d'une procédure de liquidation devra déclarer sa créance comme créancier chirographaire pour un montant égal à la valeur des titres non restitués à la date d'ouverture de la procédure.

(4) Les dispositions du présent article sont également applicables en faveur des titulaires de compte qui tiennent un compte-titres auprès d'une personne au Luxembourg qui ne dispose pas de l'agrément nécessaire pour agir comme teneur de comptes.

Section 4 – De l'intégrité du système

Art. 11. (1) Aucune saisie de titres d'un titulaire de compte ne peut être effectuée à l'encontre de, ou de manière à affecter:

- a) un compte-titres de toute autre personne que le titulaire de compte;
- b) l'émetteur de tout titre crédité sur un compte-titres du titulaire de compte; ou
- c) une autre personne que le titulaire de compte ou le teneur de comptes pertinent.

(2) Toute saisie faite en violation du paragraphe (1) est nulle.

(3) Dans le présent article, „saisie de titres d'un titulaire de compte“ signifie tout acte ou procédure judiciaire, administratif ou autre consistant à bloquer, séquestrer, restreindre ou confisquer des titres du titulaire de compte afin de mettre en œuvre ou d'exécuter un jugement, une sentence ou une autre décision judiciaire, arbitrale, administrative ou autre, ou destiné à garantir la disponibilité de ces titres pour mettre en œuvre ou exécuter un jugement, une sentence ou une décision à intervenir dans le futur.

Art. 12. (1) Sauf si un acquéreur a effectivement connaissance, au moment où il acquiert les titres, qu'un tiers est titulaire d'un droit sur des titres et qu'un crédit au compte-titres de l'acquéreur ou la création d'un droit réel sur les titres opposable aux tiers conféré à l'acquéreur constitue une violation du droit d'un tiers:

- a) le droit de l'acquéreur n'est pas grevé par le droit du tiers;
- b) l'acquéreur n'encourt aucune responsabilité envers le tiers; et

c) le crédit ou le droit conféré à l'acquéreur n'est pas frappé d'invalidité, inopposable aux tiers ou susceptible d'être contre-passé au motif que ce crédit ou ce droit affecte les droits du tiers.

(2) Sauf si un acquéreur a effectivement connaissance, au moment où il acquiert les titres ou son droit sur les titres, d'une écriture défectueuse antérieure:

- a) le crédit ou le droit conféré à l'acquéreur n'est pas frappé d'invalidité, inopposable aux tiers ou susceptible d'être contre-passé en conséquence de cette écriture défectueuse; et
- b) l'acquéreur n'encourt aucune responsabilité envers toute personne qui bénéficierait de cette invalidité ou de cette contre-passation.

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à une acquisition de titres, autre qu'une garantie ou sûreté, lorsque cette acquisition est faite par voie de donation ou de toute autre manière à titre gratuit.

(4) Les paragraphes (1) et (2) sont sans préjudice de l'article 7 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

(5) Sans préjudice d'autres chefs de responsabilité et des droits de tiers, si l'acquéreur n'est pas protégé dans son acquisition, il est tenu de restituer des titres en même nombre et de même genre.

Si l'acquéreur tenu à la restitution fait l'objet d'une procédure de liquidation, l'ayant droit peut revendiquer des titres en même nombre et de même genre, dans la mesure où de tels titres se trouvent dans la masse

Section 5 – Du teneur de comptes

Art. 13. Sous réserves des dérogations résultant de la loi ou de la nature des titres détenus auprès d'un teneur de comptes, les dispositions du Code civil relatives au dépôt s'appliquent dans la relation entre le teneur de comptes et le titulaire de compte.

Art. 14. Le teneur de comptes doit veiller à détenir, auprès de lui-même, d'un autre teneur de comptes ou auprès d'un teneur de comptes étranger, des titres en nombre et en genre identique au nombre et au genre des titres inscrits au crédit des comptes-titres de ses titulaires de compte.

En cas de découvert qui ne peut être comblé, le teneur de comptes doit, soit augmenter le nombre de titres qu'il détient, soit réduire le nombre de titres inscrits dans les comptes-titres de ses titulaires de compte, dans le délai et aux frais indiqués dans la convention entre le teneur de comptes et le titulaire de compte ou dans les règles applicables dans les systèmes des opérations sur titres, les organismes de liquidation ou les teneurs de compte central.

Art. 15. Sans préjudice des dispositions du Titre V de la loi relative aux services de paiement, en cas de livraison de titres contre règlement d'espèces, le défaut de livraison ou de règlement constaté à la date et dans les conditions applicables dans le marché pertinent ou fixé par une convention entre les parties ou les règles d'un système de règlement des opérations sur titres délie de plein droit les parties de leurs obligations de livraison ou de paiement, sans préjudice de la responsabilité de la partie défaillante.

Les règles des systèmes de règlement des opérations sur titres priment les conventions des parties.

Art. 16. Lorsque le teneur de comptes pertinent procède à la livraison des titres ou au paiement du prix en se substituant au titulaire de compte défaillant, il acquiert la propriété à titre de garantie des titres ou des espèces reçues en contrepartie. Ce transfert de propriété à titre de garantie est régi par les dispositions de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

Art. 17. Le teneur de comptes peut donner en dépôt auprès d'autres teneurs de comptes ou teneurs de comptes étrangers, par versement en compte ou autrement, les titres versés ou virés sur les comptes-titres qu'il tient ou se faire inscrire directement ou indirectement sur le registre des titres en cause par rapport à ces titres. Il doit tenir ces titres séparés de ses propres titres auprès de ces autres teneurs de comptes ou dépositaires. Ni l'application de la présente loi, ni la situation des titres qui continue d'être chez le teneur de comptes pertinent, ni la validité ou l'opposabilité de sûretés ou garanties constituées conformément à la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ne sont affectées par ce dépôt.

Art. 18. En cas de perte ou de destruction totale par cas de force majeure d'un ensemble de titres de même genre, le teneur de comptes doit former les oppositions nécessaires et pourvoir à la reconstitution des titres perdus ou détruits.

Si la perte ou la destruction par cas de force majeure n'a été que partielle et si la reconstitution des titres perdus ou détruits n'a pu être obtenue, l'ensemble des titres de même genre sera réparti entre les titulaires de compte lésés dans la proportion de leurs droits.

Si la perte ou la destruction a été la conséquence de faits engageant la responsabilité du teneur de comptes et si la reconstitution des titres perdus ou détruits n'a pas pu être obtenue, la revendication des titulaires de compte lésés sur les titres restants s'exercera conformément à l'alinéa précédent. Pour la partie de leurs droits qui n'aura pas été couverte, les titulaires de compte lésés sont créanciers chirographaires du teneur de comptes.“

- 3) Le titre de la section 6 est modifié comme suit: „Section 6 - Des règles spéciales applicables aux teneurs de comptes opérant à titre principal un système de règlement des opérations sur titres.“
- 4) Les actuels articles 14 à 18 sont renumérotés en articles 19 à 23 et sont repris sous la section 6.
- 5) Dans chacun des nouveaux articles 19 à 23, les références à:
 - „dépositaire“ au singulier ou au pluriel sont remplacées par une référence à „teneur de comptes“ au singulier ou, selon le cas, au pluriel;
 - „déposant“ au singulier ou au pluriel sont remplacées par une référence à „titulaire de compte“ au singulier ou, selon le cas, au pluriel;
 - toutes les références à „ou instruments financiers“ et à „et autres instruments financiers“ sont supprimées.

Art. 26. La loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif est modifiée comme suit:

- 1) Le premier alinéa de l'article 8(1) est modifié comme suit:

„La société de gestion émet des titres nominatifs, au porteur ou dématérialisés, représentatifs d'une ou de plusieurs quote-parts du fonds commun de placement qu'elle gère. La société de gestion peut émettre, dans les conditions prévues au règlement de gestion, des certificats écrits d'inscription des parts ou de fractions de parts sans limitation de fractionnement.“
- 2) La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 8(1) est modifiée comme suit:

„Les titres au porteur sont signés par la société de gestion et par le dépositaire visé à l'article 17.“
- 3) L'article 8(2) est modifié comme suit:

„(2) La propriété des parts sous forme de titres nominatifs ou au porteur s'établit et leur transmission s'opère suivant les règles prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les droits sur des parts inscrites en compte-titres s'établissent et leur transmission s'opère suivant les règles prévues dans la loi relative aux titres dématérialisés et la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres.“
- 4) Il est ajouté à l'article 8 un nouveau paragraphe (3) de la teneur suivante:

„(3) Les titulaires de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les titulaires de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs, sauf si le règlement de gestion prévoit la dématérialisation obligatoire des titres.“
- 5) La deuxième phrase de l'article 13(1) est modifiée comme suit:

„Ce règlement de gestion doit être déposé au registre de commerce et des sociétés et sa publication au Mémorial est faite par une mention de dépôt au registre de commerce et des sociétés de ce

document, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.“

Art. 27. La loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif est modifiée comme suit:

1) Le premier alinéa de l'article 8(1) est modifié comme suit:

„La société de gestion émet des titres nominatifs, au porteur ou dématérialisés, représentatifs d'une ou de plusieurs quote-parts du fonds commun de placement qu'elle gère. La société de gestion peut émettre, dans les conditions prévues au règlement de gestion, des certificats écrits d'inscription des parts ou de fractions de parts sans limitation de fractionnement.“

2) La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 8(1) est modifiée comme suit:

„Les titres au porteur sont signés par la société de gestion et par le dépositaire visé à l'article 17.“

3) L'article 8(2) est modifié comme suit:

„(2) La propriété des parts sous forme de titres nominatifs ou au porteur s'établit et leur transmission s'opère suivant les règles prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les droits sur des parts inscrites en compte-titres s'établissent et leur transmission s'opère suivant les règles prévues dans la loi relative aux titres dématérialisés et la loi du 1 août 2001 concernant la circulation de titres.“

4) Il est ajouté à l'article 8 un nouveau paragraphe (3) de la teneur suivante:

„(3) Les titulaires de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les titulaires de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs, sauf si le règlement de gestion prévoit la dématérialisation obligatoire des titres.“

5) La deuxième phrase de l'article 13(1) est modifiée comme suit:

„Ce règlement de gestion doit être déposé au registre de commerce et des sociétés et sa publication au Mémorial est faite par une mention de dépôt au registre de commerce et des sociétés de ce document, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.“

Art. 28. La loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés est modifiée comme suit:

1) Le premier alinéa de l'article 7(1) est modifié comme suit:

„La société de gestion émet des titres nominatifs, au porteur ou dématérialisés, représentatifs d'une ou de plusieurs quote-parts du fonds commun de placement qu'elle gère. La société de gestion peut émettre, dans les conditions prévues au règlement de gestion, des certificats écrits d'inscription des parts ou de fractions de parts sans limitation de fractionnement.“

2) La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 7(1) est modifiée comme suit: „Les titres au porteur sont signés par la société de gestion et par le dépositaire visé à l'article 17.“

3) L'article 7(2) est modifié comme suit:

„(2) La propriété des parts sous forme de titres nominatifs ou au porteur s'établit et leur transmission s'opère suivant les règles prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les droits sur les parts inscrites en compte-titres s'établissent et leur transmission s'opère suivant les règles prévues dans la loi relative aux titres dématérialisés et la loi du 1 août 2001 concernant la circulation de titres.“

4) Il est ajouté à l'article 7 un nouveau paragraphe (3) de la teneur suivante:

„(3) Les titulaires de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les titulaires de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs, sauf si le règlement de gestion prévoit la dématérialisation obligatoire des titres.“

Art. 29. Le paragraphe (3) de l'article 7 de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation est abrogé et remplacé par le texte suivant:

„(3) Le règlement de gestion peut également autoriser la société de gestion à émettre des titres dématérialisés.“

Art. 30. (1) Dans tous les textes de loi et de règlement, la référence à la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles s'entend comme référence à la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres.

(2) Toute référence à la présente loi pourra se faire sous l'intitulé abrégé „loi relative aux titres dématérialisés.“

Luxembourg, le 12 mars 2013

Le Rapporteur,
Gilles ROTH

Le Président,
Michel WOLTER

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6327

Bulletin de Vote (Vote Public)

Page 1/2

Date: 20/03/2013 16:10:47
 Scrutin: 1
 Vote: PL 6327 Titres dématérialisés
 Description: Projet de loi 6327

Président: M. Mosar Laurent
 Secrétaire A: M. Frieseisen Claude
 Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	54	0	1	55 54
Procuration:	5	0	0	5
Total:	59	0	1	60 59

Nom du député	Vote	(Procuration)	Nom du député	Vote	(Procuration)
déi gréng					
M. Adam Claude	Oui		M. Bausch François	Oui	
M. Braz Félix	Oui		M. Gira Camille	Oui	(M. Kox Henri)
M. Kox Henri	Oui		Mme Lorsché Josée	Oui	
Mme Loschetter Viviane	Oui	(M. Bausch François)			

CSV

Mme Adehm Diane	Oui		Mme Andrich-Duval Sylv	Oui	
Mme Arendt Nancy	Oui		M. Boden Fernand	Oui	
M. Clement Lucien	Oui		Mme Doerner Christine	Oui	
M. Eicher Emile	Oui		M. Eischen Félix	Oui	
Mme Frank Marie-Josée	Oui		M. Gloden Léon	Oui	
M. Hauptert Norbert	Oui		M. Kaes Ali	Oui	
M. Lies Marc	Oui		Mme Mergen Martine	Oui	
M. Meyers Paul-Henri	Oui		M. Mosar Laurent	Oui	
M. Oberweis Marcel	Oui		M. Roth Gilles	Oui	
M. Schaaf Jean-Paul	Oui		Mme Scholtes Tessy	Oui	
M. Spautz Marc	Oui		M. Weber Robert	Oui	
M. Weiler Lucien	Oui	(Mme Arendt Nancy)	M. Weydert Raymond	Oui	
M. Wilmes Serge	Oui		M. Wolter Michel	Oui	

LSAP

M. Angel Marc	Oui		M. Bodry Alex	Oui	
Mme Dall'Agnol Claudia	Oui		M. Diederich Fernand	Oui	
M. Engel Georges	Oui		M. Fayot Ben	Oui	
M. Haagen Claude	Oui		M. Klein Jean-Pierre	Oui	
M. Lux Lucien	Oui		Mme Mutsch Lydia	Oui	
M. Negri Roger	Oui		M. Scheuer Ben	Oui	
M. Schreiner Roland	Oui				

DP

M. Bauler André	Oui		M. Berger Eugène	Oui	
M. Bettel Xavier	Oui		Mme Brasseur Anne	Oui	(M. Etgen Fernand)
M. Etgen Fernand	Oui		M. Krieps Alexandre	Oui	
M. Meisch Claude	Oui		Mme Polfer Lydie	Oui	(M. Bettel Xavier)
M. Wagner Carlo	Oui				

Indépendants

M. Colombera Jean	Oui		M. Henckes Jacques-Yve	Oui	
-------------------	-----	--	------------------------	-----	--

ADR

M. Gibéryen Gast	Oui		M. Kartheiser Fernand	Oui	
------------------	-----	--	-----------------------	-----	--

M. Ursinus Serge NON
 Le Président:



Déi hinh
 Le Secrétaire général:



Date: 20/03/2013 16:10:47
Scrutin: 1
Vote: PL 6327 Titres dématérialisés
Description: Projet de loi 6327

Président: M. Mosar Laurent
Secrétaire A: M. Frieseisen Claude
Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	54	0	1	55 54
Procuration:	5	0	0	5
Total:	59	0	1	60 59

n'ont pas participé au vote:

Nom du député

Nom du député

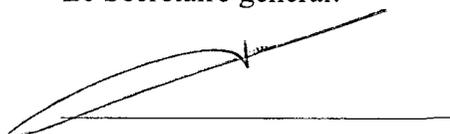
déi Lénk

~~M. Urbany Serge~~

Le Président:



Le Secrétaire général:



6327/07

N° 6327⁷

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

PROJET DE LOI

relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(22.3.2013)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 21 mars 2013 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- **la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;**
- **la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;**
- **la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 20 mars 2013 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et les avis émis par le Conseil d'Etat en ses séances des 13 novembre 2012 et 26 février 2013;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 22 mars 2013.

Le Secrétaire général,

Marc BESCH

Le Président,

Victor GILLEN



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 12 mars 2013

Ordre du jour :

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 6, 19 et 26 février 2013
2. COM(2013) 45 : Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme
Ce document relève du contrôle du principe de subsidiarité. Le délai de subsidiarité a débuté le 11.02.2013 et prendra fin le 8.04.2013.
- Examen du document
3. COM(2013) 44 : Proposition de REGLEMENT DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL sur les informations accompagnant les virements de fonds
Ce document relève du contrôle du principe de subsidiarité. Le délai de subsidiarité a débuté le 12.02.2013 et prendra fin le 9.04.2013.
- Examen du document
4. COM(2013) 71: Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL mettant en oeuvre une coopération renforcée dans le domaine de la taxe sur les transactions financières
SWD(2013) 28 COMMISSION STAFF WORKING DOCUMENT- IMPACT ASSESSMENT
SWD(2013) 29 DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION - RESUME DE L'ANALYSE D'IMPACT
Ce dossier relève du contrôle du principe de subsidiarité. Le délai de subsidiarité a débuté le 19.02.2013 et prendra fin le 16.04.2013.
- Examen du document
5. 6327 Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:
- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation
- Rapporteur : Monsieur Gilles Roth
- Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

6. 6529 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2011-2012)
- Rapporteur : Monsieur André Bauler
 - Adoption d'une prise de position

7. Divers

*

Présents : M. Fernand Boden, M. Alex Bodry, M. Fernand Etgen, M. Lucien Lux, M. Claude Meisch, M. Roger Negri, M. Gilles Roth, M. Marc Spautz, M. Michel Wolter

M. Luc Frieden, Ministre des Finances
 M. Serge Urbany, Observateur
 M. Alphonse Berns, Mme Sandra Denis, M. Jean-Luc Kamphaus, du Ministère des Finances
 Mme Katja Kremer, du Ministère de la Justice
 Mme Caroline Guezennec, de l'administration parlementaire

*

Présidence : M. Michel Wolter, Président de la Commission

*

1. **Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 6, 19 et 26 février 2013**

Les projets de procès-verbal sont adoptés.

2. **COM(2013) 45 : Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme**
Ce document relève du contrôle du principe de subsidiarité. Le délai de subsidiarité a débuté le 11.02.2013 et prendra fin le 8.04.2013.
- Examen du document

Le représentant du Ministère des Finances présente les points saillants du document qui peuvent être résumés comme suit:

Le Groupe d'action financière internationale (GAFI) a publié une nouvelle série de normes révisées en février 2012, et commencera à évaluer la conformité des juridictions nationales fin 2013. Les nouvelles normes permettront aux autorités nationales de mener une action plus efficace contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme à tous les

niveaux, depuis l'identification des clients bancaires qui ouvrent un compte jusqu'aux enquêtes, aux poursuites et à la saisie d'actifs.

Parallèlement à ce processus, la Commission européenne a elle aussi entrepris de réexaminer le cadre de l'UE. Ces travaux montrent la nécessité de faire évoluer le cadre de l'UE et de l'adapter aux changements, en mettant davantage l'accent sur l'efficacité des dispositifs de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la clarification et la concordance des règles dans l'ensemble des Etats membres et l'élargissement de leur champ d'application, afin de faire face aux nouvelles menaces et sources de faiblesse.

La Commission a identifié les principales sources du problème :

1. Les règles existantes ne concordent pas avec les normes internationales anti-blanchiment récemment révisées.
2. Les règles existantes de l'UE sont interprétées différemment selon les Etats membres. Le processus de réexamen entrepris par la Commission a montré que les règles actuelles sont interprétées différemment dans plusieurs domaines.
3. Les règles actuelles de l'UE présentent des défaillances et des lacunes.

Elle retient donc les mesures suivantes :

1. Les règles existantes ne concordent pas avec les normes internationales anti blanchiment récemment révisées :

Il y a lieu d'appliquer les normes internationales tout en reconnaissant les spécificités du marché unique. Dans ce sens, l'analyse d'impact conclut que des modifications devraient être apportées au cadre actuel pour refléter les éléments suivants:

- les infractions fiscales pénales doivent être incluses en tant qu'infractions principales;
- il y a lieu d'imposer des évaluations nationales des risques comportant éventuellement des éléments d'évaluation supranationale;
- les règles relatives aux obligations de vigilance simplifiées et renforcées à l'égard de la clientèle doivent être révisées de manière à se conformer aux normes internationales;
- le régime d'équivalence des pays tiers sera réexaminé afin de mettre l'accent sur les pays tiers "non-équivalents";
- il y a lieu de reconnaître spécifiquement l'approche de la surveillance fondée sur l'appréciation des risques, avec la possibilité d'orientations sectorielles;
- en ce qui concerne les personnes politiquement exposées, la directive proposera d'élargir les catégories de personnes concernées;
- les informations relatives aux bénéficiaires effectifs seront mises à la disposition des autorités compétentes et des entités soumises à obligations;

2. Les règles existantes de l'UE sont interprétées différemment selon les États membres :

Les approches différentes adoptées par les États membres à l'égard de la législation actuelle de l'UE montrent combien il est important de parvenir à une harmonisation plus poussée à l'intérieur de ce cadre. Pourtant, une harmonisation totale ne serait pas nécessairement la meilleure solution pour contrer les risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme dans l'UE. Dès lors qu'un certain degré de souplesse est nécessaire pour faire face aux risques émergents, l'analyse d'impact conclut que la directive doit proposer les modifications suivantes:

- en ce qui concerne les statistiques, il convient d'améliorer les modalités de la collecte des données statistiques sur l'ensemble du territoire de l'UE;
- la définition du «bénéficiaire effectif» sera clarifiée;
- les responsabilités du pays d'origine et du pays d'accueil en matière de surveillance seront clarifiées;

- les sanctions administratives possibles seront harmonisées dans une certaine mesure (pour les personnes physiques, ces sanctions pourraient atteindre les 5 millions d'euros, pour les personnes morales, les 10% du chiffre d'affaires).

3. Les règles existantes n'apportent pas de réponse adéquate face aux nouveaux risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme :

Il est nécessaire de pouvoir réagir fermement, mais en conservant une certaine souplesse, face aux nouvelles menaces émergentes, et il est donc souhaitable de mettre en place des mesures davantage fondées sur les risques sans pour autant les préciser de manière trop contraignante. L'analyse d'impact conclut qu'il est approprié d'apporter les modifications suivantes à la législation:

- jeux d'argent et de hasard – il y a lieu d'étendre le champ d'application de la directive pour couvrir tous les types de jeux d'argent et de hasard;
- règles relatives à la protection des données – elles devraient être clarifiées pour permettre une application adéquate des règles anti blanchiment/anti financement du terrorisme;
- négociants de biens – le seuil à partir duquel ils seront couverts et à partir duquel les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle s'appliqueront sera abaissé à 7.500 euros (pour rappel, la troisième directive anti-blanchiment prévoit un seuil de 15.000 euros);
- coopération entre les cellules de renseignement financier – elle sera renforcée dans la directive.

Les normes techniques de la directive seront élaborées par les autorités européennes nouvellement créées (en matière bancaire),

La représentante du Ministère de la Justice attire encore l'attention sur la mise à égalité totale entre professionnels (banques, notaires, réviseurs, etc.) soumis aux nouvelles règles et sur le renforcement de la vigilance à l'égard du «bénéficiaire effectif».

3. COM(2013) 44 : Proposition de REGLEMENT DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL sur les informations accompagnant les virements de fonds

Ce document relève du contrôle du principe de subsidiarité. Le délai de subsidiarité a débuté le 12.02.2013 et prendra fin le 9.04.2013.

- Examen du document

Le représentant du Ministère des Finances présente les points saillants du document qui peuvent être résumés comme suit :

L'objet de la présente proposition est de réviser le règlement (CE) n° 1781/2006 relatif aux informations concernant le donneur d'ordre accompagnant les virements de fonds (ci-après dénommé le «règlement sur les virements») de manière à améliorer la traçabilité des paiements et à faire en sorte que le cadre de l'UE demeure totalement conforme aux normes internationales.

Le règlement sur les virements fixe des règles imposant aux prestataires de services de paiement de transmettre des informations sur le donneur d'ordre tout au long de la chaîne des paiements, aux fins de la prévention et de la détection du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et des enquêtes en la matière.

Compte tenu de la nature changeante du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme – d'autant plus changeante que les technologies et les moyens à la disposition des criminels évoluent constamment –, le GAFI a procédé à un réexamen approfondi des

normes internationales qui a débouché, en février 2012, sur l'adoption d'une nouvelle série de recommandations. Parallèlement à ce processus, la Commission européenne a entrepris de son côté un réexamen du cadre de l'UE.

La présente proposition complète la proposition de directive présentée ci-dessus.

Conformément à la nouvelle recommandation n° 16 du GAFI («Virements électroniques») et à la note interprétative qui l'accompagne, les modifications proposées visent à combler les lacunes identifiées en matière de transparence.

L'intention est d'améliorer la traçabilité en imposant les grandes règles suivantes:

- exiger l'inclusion d'informations sur le bénéficiaire;
- en ce qui concerne le champ d'application du règlement, préciser que les cartes de crédit ou de débit, les téléphones portables et tout autre appareil numérique ou informatique relèvent désormais de ce règlement, dès lors qu'ils sont utilisés pour un virement entre particuliers, et préciser en outre que les virements hors UE de moins de 1000 EUR font l'objet d'un régime simplifié, prévoyant la transmission sans vérification des informations relatives au donneur d'ordre et au bénéficiaire;
- en ce qui concerne les obligations du prestataire de services de paiement (PSP) du bénéficiaire, imposer la vérification de l'identité du bénéficiaire (s'il n'a pas été identifié auparavant) pour les paiements provenant de l'extérieur de l'Union d'un montant supérieur à 1 000 EU et imposer au PSP du bénéficiaire et au PSP intermédiaire la mise en place de procédures fondées sur les risques pour déterminer quand exécuter, rejeter ou suspendre un virement qui n'est pas accompagné des informations requises et pour décider des mesures de suivi à prendre;
- en ce qui concerne la protection des données, aligner les obligations de conservation des données sur les normes du GAFI, conformément au nouveau régime prévu par la directive;
- en ce qui concerne les sanctions, renforcer les pouvoirs de sanction des autorités compétentes et imposer la coordination des mesures prises à l'égard des virements transfrontières, exiger la publication des sanctions infligées pour infraction et imposer la mise en place de mécanismes efficaces pour encourager le signalement des infractions aux dispositions du règlement.

4. **COM(2013) 71: Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la taxe sur les transactions financières**
SWD(2013) 28 COMMISSION STAFF WORKING DOCUMENT- IMPACT ASSESSMENT
SWD(2013) 29 DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION - RESUME DE L'ANALYSE D'IMPACT
Ce dossier relève du contrôle du principe de subsidiarité. Le délai de subsidiarité a débuté le 19.02.2013 et prendra fin le 16.04.2013.
- Examen du document

Le résumé du document est repris en annexe.

La présente proposition de directive porte sur la mise en œuvre de la coopération renforcée dans le domaine de la TTF, conformément à l'autorisation du Conseil du 22 janvier 2013.

Monsieur le Ministre rappelle qu'en raison de divergences fondamentales entre les Etats membres, seuls onze d'entre eux sont décidés, pour l'instant, à introduire une taxe harmonisée sur les transactions financières (TTF) au niveau de l'Union. Aucun de ces Etats ne compte de centre financier d'importance.

Il s'avère à l'heure actuelle qu'un point de la proposition en particulier pourrait être source de problèmes non négligeables sur le marché intérieur. Il s'agit notamment de l'effet extra-territorial que comporte la TTF : les Etats membres qui auront décidé de ne pas l'appliquer seront tout de même chargés, dans le cas de transactions avec les Etats ayant introduit la TTF, de son prélèvement et de son reversement à ces Etats.

Les discussions au sujet des détails de la TTF débutent à peine et il est prévisible qu'elles seront longues et compliquées. Le Ministre tiendra les membres de la Commission des Finances et du Budget au courant de l'évolution du dossier.

La Commission décide de ne pas élaborer d'avis quant au principe de subsidiarité concernant le présent dossier.

- 5. 6327** **Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:**
- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
 - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
 - la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
 - la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
 - la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
 - la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
 - la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

Le rapporteur présente l'avis complémentaire du Conseil d'Etat qui s'est déclaré d'accord avec les amendements 1 à 8.

Il propose de compléter l'amendement 9 par un bout de phrase.

La Commission des Finances et du Budget estime que la modification proposée par le Conseil d'Etat n'est pas acceptable pour les raisons suivantes : Les systèmes agissent sur base d'instructions de leurs participants et ne sont pas parties aux conventions que leurs participants concluent avec des tiers et n'ont pas vocation à le devenir (cela rendrait le système ingérable). Les systèmes fonctionnent sur base de règles strictes identiques pour tous et il n'est pas concevable que les conventions que leurs participants concluent avec des tiers puissent venir modifier ces règles. Les participants donnent des instructions au système que celui-ci exécute selon ses règles. Les participants peuvent modifier leurs instructions, mais uniquement dans la limite de ce que permettent les règles du système et les règles de la directive 98/26/CE (directive finalité).

Partant, la Commission des Finances et du Budget décide de ne pas compléter l'article 15 tel que proposé par le Conseil d'Etat dans son avis complémentaire.

Quant à l'erreur matérielle évoquée par la Commission dans sa lettre d'amendements, le Conseil d'Etat ne partage pas son avis et propose de ne pas opérer le redressement matériel proposé. La Commission décide de suivre le Conseil d'Etat.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

La Commission choisit le modèle de base pour la présentation et la discussion du projet en séance publique.

6. 6529 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2011-2012)

La prise de position communiquée par courrier électronique aux membres de la Commission des Finances et du Budget le 7 mars 2013 est adoptée à l'unanimité.

7. Divers

- Le Ministre informe les membres de la Commission que l'Etat luxembourgeois lancera un emprunt obligataire avec une maturité à 15 ans et pour un montant à déterminer en fonction de la demande, aujourd'hui même ou dans les prochains jours, dépendant des conditions des marchés financiers.
- M. Gilles Roth est nommé rapporteur du projet de loi 6501.
- Le projet de loi 6501 et l'avis du Conseil d'Etat y relatif feront l'objet de la réunion du 19 mars 2013 à 9:00 heures.
- Des amendements parlementaires au projet de loi 6398 seront discutés au cours d'une réunion fixée le 20 mars 2013 à 8:30 heures.
- La réunion du 16 avril 2013 sera dédiée à l'examen des procédures imposées à la Chambre des Députés par le semestre européen, si possible, en présence du Ministre des Finances. Ce n'est qu'après cette réunion que la Commission sera prête à associer une autre commission parlementaire à ce débat.
- M. Lucien Lux signale que, cette année, le discours sur l'état de la nation, prévu le 10 avril 2013, sera immédiatement suivi d'un débat sur le programme de stabilité et de convergence (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR). La présentation de la version finale des documents élaborés par le Gouvernement et précisant ces programmes aura lieu le 26 avril 2013 (à 14:30 heures) en présence des membres des Commissions des Finances et du Budget et de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire, avant leur envoi à Bruxelles.

Luxembourg, le 15 mars 2013

La secrétaire,
Caroline Guezennec

Le Président,
Michel Wolter

Annexe :

Résumé du document **COM(2013) 71: Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL mettant en oeuvre une coopération renforcée dans le domaine de la taxe sur les transactions financières** :

Le 28 septembre 2011, la Commission a présenté une proposition de directive du Conseil établissant un système commun de taxe sur les transactions financières (TTF) et modifiant la directive 2008/7/CE.

La base juridique de la proposition de directive du Conseil était l'article 113 du TFUE, étant donné que les dispositions proposées visaient à harmoniser la législation relative à l'imposition des transactions financières dans la mesure nécessaire pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur des transactions sur instruments financiers et éviter les distorsions de concurrence. Cette base juridique exige que le Conseil statue à l'unanimité conformément à une procédure législative spéciale, après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social européen.

La proposition prévoyait donc une harmonisation des taxes sur les transactions financières appliquées par les Etats membres afin d'assurer le bon fonctionnement du marché unique et présentait ainsi les caractéristiques essentielles d'un système commun de TTF reposant sur une assiette large au sein de l'Union.

Depuis la période à laquelle la proposition initiale a été adoptée par la Commission, les arguments en faveur de l'harmonisation ont été renforcés par l'évolution sur le terrain: la France a mis en place une taxe nationale sur certaines transactions financières depuis le août 2012 et l'Espagne, l'Italie et le Portugal ont aussi récemment annoncé l'introduction de ce type de taxes nationales, toutes présentant un champ d'application, des taux et des caractéristiques techniques différents.

Le Parlement européen et le Comité économique et social européen ont émis un avis favorable concernant la proposition initiale de la Commission, respectivement le 23 mai 2012 et le 29 mars 2012. Le Comité des régions a également adopté un avis favorable le 15 février 2012.

La proposition et les variantes de celle-ci ont fait l'objet de débats approfondis au Conseil, lequel a commencé ses travaux dans le cadre de la présidence polonaise et les a poursuivis à un rythme accéléré sous la présidence danoise; toutefois, il n'est pas parvenu au soutien unanime requis en raison de divergences fondamentales et insurmontables entre les États membres.

Lors des réunions du Conseil du 22 juin et du 10 juillet 2012, il a été constaté que des divergences de vues essentielles subsistaient quant à la nécessité de mettre en place un système commun de TTF au niveau de l'Union et que le principe d'une taxe harmonisée sur les transactions financières ne pourrait faire l'objet d'un soutien unanime au sein du Conseil dans un avenir prévisible.

Il résulte de ce qui précède que les objectifs d'un système commun de TTF tel qu'examiné au sein du Conseil sur la base de la proposition initiale de la Commission ne peuvent être atteints dans un délai raisonnable par l'Union dans son ensemble.

Sur la base de la demande formulée par onze Etats membres (la Belgique, l'Allemagne, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie, l'Autriche, le Portugal, la Slovaquie et la Slovaquie), la Commission a présenté au Conseil une proposition visant à autoriser une coopération renforcée dans le domaine de la taxe sur les transactions financières.

Tous les Etats membres concernés ont précisé dans leur demande que le champ d'application et les objectifs de la proposition législative de la Commission mettant en œuvre la coopération renforcée devraient être fondés sur la proposition initiale de la Commission relative à la taxe sur les transactions financières. Ils ont également souligné la nécessité d'éviter les possibilités de contournement de la taxe, les distorsions de concurrence et les transferts vers d'autres juridictions.

La présente proposition de directive porte sur la mise en œuvre de la coopération renforcée dans le domaine de la TTF, conformément à l'autorisation du Conseil du 22 janvier 2013, délivrée après accord du Parlement européen rendu le 12 décembre 2012.

Dans ce nouveau contexte de coopération renforcée, la proposition susmentionnée présentée par la Commission en 2011 est devenue caduque, et la Commission entend donc la retirer.

La proposition de décision du Conseil relative au système des ressources propres de l'Union européenne présentée le 29 juin 2011 par la Commission, et modifiée le 9 novembre 2011, prévoit qu'une partie des recettes générées par la TTF soit utilisée comme ressource propre du budget de l'Union, ce qui signifierait que la ressource fondée sur le RNB provenant des Etats membres participants serait diminuée en conséquence

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2012-2013

CC/pk

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 11 décembre 2012

ORDRE DU JOUR :

1. 6327 Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
 - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
 - la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
 - la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
 - la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
 - la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
 - la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation
 - Rapporteur: Monsieur Gilles Roth
 - Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat
 - Présentation et adoption d'une série d'amendements

2. 6366 Projet de loi relative à l'activité de Family Office et portant modification de :
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme
 - Rapporteur: Monsieur Gilles Roth
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport

3. Divers

*

Présents : M. Fernand Boden, M. Alex Bodry, M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen, M. Norbert Hauptert, M. Lucien Lux, M. Roger Negri, M. Gilles Roth, M. Marcel Oberweis en remplacement de M. Marc Spautz, M. Michel Wolter

Mme Isabelle Goubin, du Ministère des Finances

Mme Carole Closener, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. François Bausch, M. Claude Meisch, M. Marc Spautz

*

Présidence : M. Michel Wolter, Président de la Commission

*

1. **6327** **Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:**
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
 - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
 - la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
 - la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
 - la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
 - la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
 - la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat

Suite à la réunion du 27 novembre 2012, les membres de la Commission poursuivent l'examen de l'avis du Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat note cependant d'ores et déjà qu'au vu des nouveaux articles 28-11 à 28-13 de la loi de 1993, l'article 21 du projet de loi sous avis est superfétatoire et est dès lors à supprimer.

La Commission fait sienne la remarque du Conseil d'Etat. Suite à la suppression de l'article 21, les articles subséquents sont renumérotés.

Concernant l'article 23 (nouvel article 20), le Conseil d'Etat suggère d'ajouter que lesdits comptes d'émission sont également soustraits à toute procédure de compensation (« *netting* ») ou assimilée. Il doit en effet s'agir d'un patrimoine à part protégé contre toutes sortes de procédures lancées à l'initiative de créanciers tiers.

Se pose ici la question d'une procédure de liquidation du teneur de compte central. Les comptes d'émission tomberaient-ils dans la masse? De l'avis du Conseil d'Etat, ils devraient être neutralisés ou du moins neutralisables par décision justifiée des intervenants en charge de la procédure de liquidation. Il conviendrait d'adapter le texte en ce sens.

Afin de tenir compte de l'observation du Conseil d'Etat, la Commission propose de compléter le nouvel article 20 en y ajoutant une deuxième phrase de la teneur suivante :

«Les titres en compte d'émission ne peuvent faire l'objet d'une quelconque compensation et ne tombent pas dans la masse en cas de procédure de liquidation. »

Cette modification fera l'objet d'un amendement.

Le *chapitre VI* (articles 25 à 33) (nouveaux articles 22 à 30) réunit les dispositions modificatives affectant plusieurs lois régissant le secteur financier, et la disposition finale (article 33) qui n'appelle pas observations de la part du Conseil d'Etat.

L'article 25 (nouvel article 22) modifie la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Le point 1) introduit cette nouvelle catégorie de PSF, à savoir les teneurs de compte central. Il est prévu d'en faire une nouvelle sous-section *2bis* de la section 2 du chapitre 2, Partie I de la loi. Le chapitre 2 est consacré aux PSF, et la section 2 s'intitule « Dispositions particulières à certaines catégories de PSF ». La sous-section 2 porte sur les PSF spécialisés. Le Conseil d'Etat recommande de ne pas faire des nouvelles dispositions une sous-section *2bis*, mais d'introduire le nouvel article 28-11 dans l'actuelle sous-section 2 à la suite de l'actuel article 28-10. Quant aux articles 28-12 et 28-13, ils sont superfétatoires et partant à supprimer, alors que les conditions et la procédure d'agrément actuellement déjà prévues pour ce type d'acteurs dans la loi modifiée de 1993 s'y appliquent.

La substance des dispositions étant amplement expliquée au commentaire des articles, le Conseil d'Etat n'a pas d'observations supplémentaires.

Selon la Commission, la création d'une nouvelle sous-section pour les teneurs de compte central est cependant importante en ce que le projet de loi entend, en raison de l'importance pour la stabilité du système de détention de titres, imposer des conditions particulières aux teneurs de compte central qui vont en partie au-delà de ce qui est exigé pour les autres PSF.

L'article 28-12 définit quelles sont les entités seules autorisées à solliciter l'agrément comme teneur de compte central et les conditions particulières qu'une telle entité doit satisfaire pour pouvoir obtenir un agrément en vertu de la procédure définie à l'article 28-13. Afin d'assurer la cohérence et la sécurité du système, la Commission estime qu'il y a lieu de maintenir les articles 28-12 et 28-13.

L'article 26 (nouvel article 23) modifie la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Il convient en effet d'adapter le droit général des sociétés à l'introduction d'une nouvelle catégorie de titres.

Les nouvelles dispositions n'appellent, de la part du Conseil d'Etat, que quelques observations au-delà de ce qui est exposé au commentaire des articles. En premier lieu, l'article 37, dernier alinéa de la loi de 1915 disposera désormais que « les actions et les coupures portent un numéro d'ordre, sauf si elles sont émises sous forme dématérialisée ». Qu'en est-il alors de titres convertis? Continueront-ils de porter un numéro d'ordre ou ce dernier est-il supprimé automatiquement lors de la conversion? Dans l'un comme dans l'autre cas, il convient de le spécifier.

La Commission indique que dans aucun de ces deux cas les titres dématérialisés ne porteront de numéro d'ordre. Afin de clarifier ce point le dernier alinéa de l'article 37 de la loi concernant les sociétés commerciales est modifié.

Pour tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat, la Commission propose de supprimer les termes « émises sous forme ».

Partant l'article 23, point 3), aura la teneur suivante :

« 3) Le dernier alinéa de l'article 37 est modifié comme suit :

«Les actions et les coupures portent un numéro d'ordre, sauf si elles sont dématérialisées.» »

Cette modification fera l'objet d'un amendement.

Pour ce qui est du droit, le cas échéant, de propriétaires de titres d'en demander la conversion en titres dématérialisés, selon le Conseil d'Etat aucune question ne se pose si lesdits propriétaires sont pleins propriétaires et exercent en personne tous les droit attachés au titre. Mais qu'en est-il en cas de démembrement en nue-propriété et usufruit? Qu'en est-il si les titres sont constitués en sûreté au profit d'un tiers? Dans le premier cas, le droit de conversion devrait appartenir au seul nu-propiétaire, dans le second cas, le constituant de la garantie ne devrait pas être privé du droit de conversion, quitte à avoir le cas échéant une obligation d'information du bénéficiaire. Ces questions seront à régler par voie contractuelle entre parties.

Ensuite, le Conseil d'Etat est d'avis que le nouvel article 71*bis* introduit par le point 9 est libellé de façon équivoque. On pourrait en effet y comprendre que seuls les porteurs de titres dématérialisés auront accès à une assemblée générale, à l'exclusion par raisonnement *a contrario* des porteurs de titres nominatifs et au porteur.

En plus, le texte proposé tient uniquement compte de l'émission de titres dématérialisés, mais non des hypothèses de conversion. Enfin, comme le texte ne laisse pas de choix quant à la date-butoir, celle-ci étant péremptoirement fixée au 14^e jour à 24h00 précédant l'assemblée générale, il n'y a pas lieu de renvoyer aux statuts, mais d'introduire une disposition coercitive dans la loi elle-même. En effet, reléguer une disposition obligatoire aux soins de l'initiative privée de modifier les statuts constituerait une approche dangereuse incompatible eu égard à la sécurité juridique, de sorte que le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement. Le Conseil d'Etat tient encore à préciser qu'il s'agit de 13 jours entiers de 24 heures, le jour *a quo* (celui de la dématérialisation ou de l'acquisition de titres dématérialisés) et le jour *ad quem* (celui de l'assemblée générale) n'étant pas pris en compte.

Le nouvel article 71*bis*, que le Conseil d'Etat recommande de nommer 71, vu que ledit article est vacant depuis une abrogation du 7 septembre 1987, pourra dès lors être libellé comme suit:

« Art. 71. Les porteurs d'actions ou titres dématérialisés peuvent accéder à l'assemblée générale et exercer leurs droits uniquement s'ils détiennent lesdits actions ou titres dématérialisés au plus tard le quatorzième jour précédant l'assemblée à 24 heures, heure de Luxembourg. »

La Commission fait sienne la proposition du Conseil d'Etat.

L'article 27 modifiant la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur n'appelle pas d'observations.

L'article 28 réécrit la loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles pour tenir compte de la nouvelle catégorie de titres.

Les articles 29 à 31 apportent les modifications nécessaires aux textes en matière d'organismes de placement collectif et de fonds d'investissement spécialisés.

Enfin, l'article 32 complète la loi relative à la titrisation.

Le Conseil d'Etat note que l'ensemble des articles 28 à 32 est commenté et expliqué amplement au commentaire des articles. Seule la pratique pourra enseigner si les véhicules ouverts à une large distribution au public vont se servir de la nouvelle catégorie de titres. Seule la pratique permettra également de dire si, au-delà des prescriptions et précautions très minutieuses qui seront insérées dans les textes sous l'effet du projet sous avis, des difficultés, voire des incongruités non prévues vont pointer. Il conviendra alors d'y remédier le moment venu.

Enfin, pour tenir compte de l'avis de la Banque centrale européenne du 24 janvier 2012, la Commission décide d'ajouter un alinéa à l'article 15 de la loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles.

Dès lors, l'article 15 de la loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles, modifié par l'article 25, aura la teneur suivante :

«**Art. 15** Sans préjudice des dispositions du Titre V de la loi relative aux services de paiement, en cas de livraison de titres contre règlement d'espèces, le défaut de livraison ou de règlement constaté à la date et dans les conditions applicables dans le marché pertinent ou fixé par une convention entre les parties ou les règles d'un système de règlement des opérations sur titres délie de plein droit les parties de leurs obligations de livraison ou de paiement, sans préjudice de la responsabilité de la partie défaillante.

Les règles des systèmes de règlement des opérations sur titres priment les conventions des parties.»

Cet ajout fera l'objet d'un amendement.

Présentation et adoption d'une série d'amendements

M. le rapporteur présente aux membres de la Commission une série d'amendements pour les détails desquels il y lieu de se référer au document annexé.

Les amendements sont adoptés à l'unanimité des membres présents, sous réserve d'adaptations d'ordre purement technique qui pourraient s'avérer nécessaires.

- 2. 6366** **Projet de loi relative à l'activité de Family Office et portant modification de :**
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Le rapporteur du projet de loi, M. Gilles Roth, présente les grandes lignes du projet de rapport, pour les détails duquel il est prié de se référer au document envoyé par courrier électronique le 7 décembre 2012.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

3. Divers

Les membres de la Commission décident de convoquer une réunion le 13 décembre 2012 à 13h45 avec l'ordre du jour suivant :

1. Projet de loi n° 6397
 - Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport
2. Divers

Luxembourg, le 11 décembre 2012

La secrétaire,
Carole Closener

Le Président,
Michel Wolter

Annexe :

Propositions d'amendements - Projet de loi n°6327

Propositions d'amendements
Projet de loi n°6327 (Titres dématérialisés)

Amendement 1 concernant l'article 1 point 6) (article 2 initial)

L'article 1, point 6) aura la teneur suivante:

«6) organisme de liquidation: ~~une personne morale répondant aux exigences de l'article 20 de la présente loi ; un système de règlement des opérations sur titres au sens de la loi relative aux services de paiement, désigné comme tel par la Banque centrale du Luxembourg et notifié à la Commission européenne par le Ministre ayant dans ses attributions la place financière et dont l'opérateur du système est établi au Luxembourg;~~»

Motivation de l'amendement 1:

Dans son avis du 13 novembre 2012, le Conseil d'Etat s'interroge sur le critère distinctif entre les notions d'organisme de liquidation et de système de règlement des opérations sur titres. L'idée retenue dans le projet de loi est qu'il faut des qualifications particulières pour pouvoir agir comme organisme de liquidation et que celles-ci sont le mieux satisfaites par les systèmes de règlement des opérations sur titres. Les organismes qui satisfont aux critères de l'alinéa premier de l'article 20 sont de plein droit agréés comme organismes de liquidation. Le critère distinctif est qu'en tant qu'organisme de liquidation l'entité en cause tient nécessairement des «comptes d'émission» tandis qu'en tant que simple système de règlement des opérations sur titres ceci peut, mais ne doit pas être le cas. Le Conseil d'Etat invite les auteurs du projet de loi à suppléer cette partie manquante de la définition. La Commission fait sienne la remarque du Conseil d'Etat et propose de modifier la définition de l'article 1 point 6). En conséquence de cette modification, il y a lieu de supprimer l'article 19 (article 20 initial) (cf. amendement 6) et de renuméroter les articles subséquents.

Amendement 2 concernant l'article 1 point 13) (article 2 initial)

L'article 1, point 13) aura la teneur suivante:

«13) «titres dématérialisés»: titres ~~d'un émetteur~~ émis ~~ou convertis par un émetteur~~ exclusivement par voie d'inscription dans un compte d'émission tenu auprès d'un organisme de liquidation ou d'un teneur de compte central ;

Motivation de l'amendement 2:

Dans son avis du 13 novembre 2012, le Conseil d'Etat propose d'ajouter à la définition des titres dématérialisés que la dématérialisation peut avoir lieu non seulement à l'émission d'un titre et mais également lors de la conversion d'un titre au porteur ou nominatif en un titre dématérialisé. Cette clarification paraît utile à la Commission qui fait sienne la remarque du Conseil d'Etat.

Amendement 3 concernant l'article 1 point 14) (article 2 initial)

L'article 1, point 14) aura la teneur suivante:

«14) «titulaire de compte»: une personne, ~~ou~~ un fonds commun de placement ~~ou un fonds de titrisation~~ au nom duquel un organisme de liquidation, un teneur de

compte central ou un teneur de comptes tient un compte-titres, que cette personne agisse pour son propre compte ou celui de tiers. »

Motivation de l'amendement 3:

Le Conseil d'Etat propose, à juste titre, d'ajouter à la définition du « titulaire de compte » une référence aux fonds de titrisation. La Commission décide de suivre le Conseil d'Etat.

Amendement 4 concernant l'article 2 (article 3 initial):

L'article 2, paragraphe (1) aura la teneur suivante:

«(1) Les titres dématérialisés ne sont matérialisés représentés que par une inscription en compte-titres.»

Motivation de l'amendement 4:

Le Conseil d'Etat se demande si la terminologie «sont matérialisés» utilisée à l'article 3, paragraphe (1) est judicieuse et propose de retenir une terminologie comme «sont documentés».

Toutefois, la Commission note que d'après le commentaire des articles, le terme «matérialisés» doit s'entendre au sens de «rendre effectif». C'est l'inscription en compte qui rend effective pour le titulaire du compte ses droits sur les titres. L'inscription en compte a ainsi une double fonction: elle documente le titre et détermine le moment où le titulaire de compte acquiert des droits sur les titres.

Partant, la Commission propose de remplacer le terme «matérialisés» par celui de «représentés» à l'instar du droit belge.

Amendement 5 concernant l'article 11 (article 12 initial):

Le premier alinéa du paragraphe (3) de l'article 11 aura la teneur suivante:

«Les titres au porteur qui n'ont pas été convertis en titres dématérialisés dans les deux ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, peuvent être convertis par l'émetteur en titres dématérialisés et inscrits par l'émetteur dans un compte-titres à son nom.»

Motivation de l'amendement 5:

Le Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg (« Conseil de l'Ordre ») propose de substituer la référence aux titres au porteur par une référence aux titres en général. L'idée de ce régime spécial était motivée par le fait que les propriétaires des titres au porteur étaient plus difficiles à retrouver que les titulaires des titres nominatifs. Le Conseil de l'Ordre relève cependant à juste titre qu'une différenciation entre les titres au porteur et les titres nominatifs ne s'impose pas nécessairement de sorte qu'au début du premier alinéa du paragraphe (3) de l'article 12 les termes «au porteur» sont à supprimer. La Commission se rallie à l'avis du Conseil de l'Ordre.

Amendement 6 concernant l'article 20 initial:

L'article 20 initial est supprimé.

Motivation de l'amendement 6:

En conséquence de la modification de l'article 1, point 6) (qui fait l'objet de l'amendement 1), l'article 20 initial est devenu superfétatoire. Partant il y a lieu de le supprimer et de renuméroter les articles subséquents.

Amendement 7 concernant l'article 20 (article 23 initial):

Le nouvel article 20 est complété par une deuxième phrase, de sorte qu'il aura la teneur suivante :

«Aucun compte d'émission ne peut être saisi, mis sous séquestre ou bloqué d'une manière quelconque par un titulaire de compte, une contrepartie ou un tiers (autre que l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central).

Les titres en compte d'émission ne peuvent faire l'objet d'une quelconque compensation et ne tombent pas dans la masse en cas de procédure de liquidation.»

Motivation de l'amendement 7:

Le Conseil d'Etat propose d'ajouter à l'article 23 initial relatif au compte d'émission que celui-ci doit être soustrait à la compensation et ne pas faire partie de la masse en cas de liquidation.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat relève à juste titre qu'en cas de démembrement des titres en nu-propriété et en usufruit le droit de conversion devrait, sauf convention contraire, revenir au nu-propiétaire. En ce qui concerne les titres constitués en sûreté la solution est reprise à l'article 13 pour la conversion obligatoire et, comme l'indique le Conseil d'Etat, relève de la convention des parties pour la conversion facultative.

Partant, la Commission propose de tenir compte des observations du Conseil d'Etat en complétant l'article 23 initial.

Amendement 8 concernant l'article 26 initial (nouvel article 23) :

L'article 23, point 3), aura la teneur suivante :

« 3) Le dernier alinéa de l'article 37 est modifié comme suit :

«Les actions et les coupures portent un numéro d'ordre, sauf si elles sont **émises sous forme** dématérialisées. » »

Motivation de l'amendement 8:

Au point 3) de l'article 26 le Conseil d'Etat rappelle que les titres peuvent être émis *ab initio* comme titres dématérialisés ou alors des titres nominatifs et au porteur peuvent être convertis en titres dématérialisés. Dans aucun de ces deux cas les titres dématérialisés ne porteront de numéro d'ordre. Afin de clarifier ce point, le dernier alinéa de l'article 37 de la loi concernant les sociétés commerciales est modifié.

Pour tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat, la Commission propose de supprimer les termes « émises sous forme ».

Amendement 9 concernant l'article 28 initial (nouvel article 25):

L'article 15 de la loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles, modifié par l'article 25, aura la teneur suivante :

«**Art. 15** Sans préjudice des dispositions du Titre V de la loi relative aux services de paiement, en cas de livraison de titres contre règlement d'espèces, le défaut de livraison ou de règlement constaté à la date et dans les conditions applicables dans le marché pertinent ou fixé par une convention entre les parties ou les règles d'un système de règlement des opérations sur titres délie de plein droit les parties de leurs obligations de livraison ou de paiement, sans préjudice de la responsabilité de la partie défaillante.

Les règles des systèmes de règlement des opérations sur titres priment les conventions des parties.»

Motivation de l'amendement 9:

La Banque centrale européenne («BCE») a très adéquatement décrit le sens et la portée de l'article 15 de la loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles. La BCE a exprimé la crainte qu'il se pourrait que les parties conviennent qu'elles seront libérées de leurs obligations à la date S, sans que le système de règlement des opérations sur titres et aussi, par conséquent, l'opérateur TARGET2-Titres (« T2S ») aient connaissance de cet accord. Dans une telle situation, le système de règlement des opérations sur titres, et donc T2S, pourrait continuer d'essayer de régler l'opération après la date S, ce qui risque d'entraîner une incertitude juridique quant à l'état de cette opération.»

Cette crainte peut être dissipée pour essentiellement deux raisons:

- en vertu du principe de l'effet relatif des contrats la convention entre l'acheteur et le vendeur de titres est inopposable au système de règlement des opérations sur titres (« SSS »). Ainsi le SSS pourra continuer à agir tant qu'il n'aura pas reçu du vendeur et/ou de l'acheteur notification d'une modification des instructions de règlement livraison ; et
- l'article 15 réserve expressément le titre V de la loi sur les services de paiement. De ce fait une fois qu'un ordre est « introduit » dans le système (article 111 de la loi sur les services de paiement) du SSS il est irrévocable nonobstant tout accord contraire.

Pour tenir compte de l'avis de la BCE et afin d'éviter toute ambiguïté, la Commission décide d'ajouter un alinéa à l'article 15 de la loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles.

12

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2012-2013

CC/pk

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 27 novembre 2012

ORDRE DU JOUR :

1. 6327 Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
 - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
 - la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
 - la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
 - la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
 - la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
 - la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation
 - Désignation d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat

2. 6398 Projet de loi portant modification de:
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
 - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme
 - Désignation d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat

3. Divers

*

Présents : M. François Bausch, M. Fernand Boden, M. Alex Bodry, M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen, M. Norbert Hauptert, M. Lucien Lux, M. Claude Meisch, M. Roger Negri, M. Gilles Roth, M. Marc Spautz, M. Michel Wolter

Mme Isabelle Goubin, du Ministère des Finances

Mme Michèle Osweiler, M. Claude Wirion, du Commissariat aux Assurances

Mme Carole Closener, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. Michel Wolter, Président de la Commission

*

1. **6327** **Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:**
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
 - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
 - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
 - la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
 - la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
 - la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
 - la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
 - la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

Désignation d'un rapporteur

Les membres de la Commission désignent à l'unanimité M. Gilles Roth comme rapporteur du projet de loi.

Présentation du projet de loi

Le projet de loi, tel que décrit en détail par l'exposé des motifs du document parlementaire afférent, a pour objet de moderniser le droit luxembourgeois des titres en introduisant la faculté généralisée pour les sociétés de capitaux luxembourgeois d'émettre des titres de capital sous forme dématérialisée et pour tout autre émetteur d'émettre des titres de créances dématérialisés régis par le droit luxembourgeois.

Examen de l'avis du Conseil d'Etat

Le rapporteur du projet de loi, M. Gilles Roth, présente l'avis du Conseil d'Etat du 13 novembre 2012, pour les détails duquel il est prié de se référer au document parlementaire afférent.

Examen des articles

Le chapitre I (articles 1^{er} à 4) réunit les dispositions générales.

Le Conseil d'Etat note en premier lieu, que l'article 1^{er} peut être supprimé alors qu'il est superfétatoire en ce qu'il définit l'objet de la loi de façon tautologique par rapport à l'intitulé de la loi. Les articles subséquents sont à renuméroter.

La Commission indique que l'article 1^{er} a pour seul objet de faciliter la compréhension du texte en ce sens que le projet de loi ne vise, jusqu'à l'article 24, que ce que le Conseil d'Etat appelle dans ses considérations générales les titres dématérialisés « en soi » par opposition aux titres (au porteur ou nominatifs) « techniquement dématérialisés ». La Commission peut cependant approuver la proposition du Conseil d'Etat de supprimer cet article, ce qui entraînera une renumérotation des articles subséquents.

Quant à l'article 2 (nouvel article 1^{er}), au point 11 définissant la notion de « titres », l'alinéa qui débute par « pour l'application de la présente loi » est à constituer en point à part ou du moins à constituer en (c), alors qu'il définit précisément ce qu'il ne faut pas entendre par titres au sens de la loi sous avis.

La Commission fait sienne la remarque du Conseil d'Etat.

Pour ce qui est de la définition des titres dématérialisés (point 13)), le Conseil d'Etat recommande d'intégrer dans la définition même les titres dématérialisés non pas dès leur émission, mais suite à une conversion, tel que décrit au chapitre II. En effet, la définition ne serait que partielle si elle n'incluait pas cette voie. Cela est d'autant plus important que les titres dématérialisés constitueront une catégorie juridique à part en droit luxembourgeois.

Cette clarification paraît utile à la Commission, de sorte que l'article 2 point 13) pourrait prendre la teneur suivante :

« 13) « titres dématérialisés » : titres d'un émetteur émis ou convertis exclusivement par voie d'inscription dans un compte d'émission tenu auprès d'un organisme de liquidation ou d'un teneur de compte central ; »

Cette modification fera l'objet d'un amendement.

D'après le Conseil d'Etat, il ressort de la définition que la caractéristique fondamentale d'un titre dématérialisé est qu'il n'existe qu'en vertu d'une inscription en compte. A part la suppression du support papier et donc l'aspect « écologique » de la solution, elle a beaucoup d'avantages en matière de circulation, et donc aussi de traçabilité pour ce qui est de la lutte contre le blanchiment d'argent et l'appréhension fiscale d'un patrimoine.

Au point 14), Le Conseil d'Etat note qu'il convient d'ajouter une référence aux fonds de titrisation.

La Commission fait sienne la remarque du Conseil d'Etat. L'article 2 point 14) pourrait se lire comme suit :

« 14) « titulaire de compte » : une personne, un fonds commun de placement ou un fonds de titrisation au nom duquel un organisme de liquidation, un teneur de compte central ou un teneur de comptes tient un compte-titres, que cette personne agisse pour son propre compte ou celui de tiers. »

Cette modification fera l'objet d'un amendement.

Quant à l'article 3 (nouvel article 2), le Conseil d'Etat se demande si la terminologie « sont matérialisés » utilisée au paragraphe (1) est judicieuse. En effet, les procédés décrits à l'article 3, tant au paragraphe (1) qu'au paragraphe (2), ne transforment nullement la nature dématérialisée des titres dont il s'agit. Dans l'hypothèse du paragraphe (1), il s'agit au mieux d'une matérialisation au sens philosophique du terme (devenir matière) plus qu'au sens juridique, alors qu'un titre dématérialisé est « matière juridique » au même titre qu'un

document sur support fongible. On pourrait dès lors retenir une terminologie comme « sont documentés ».

Il faut de même bien se garder de l'idée que le processus décrit au paragraphe (2) soit une matérialisation au sens juridique du terme, alors que ledit processus laisse subsister la nature dématérialisée des titres en question. La difficulté résulte du fait qu'en droit luxembourgeois, les titres dématérialisés seront une catégorie juridique à part, alors que dans d'autres systèmes juridiques, cela soit n'existe pas du tout, soit est simplement considéré comme une technique de circulation portant sur des titres nominatifs ou au porteur. Le droit luxembourgeois n'aura cependant pas fait ce choix seul, étant donné que par exemple aussi la Suisse, l'Espagne et, dans une certaine mesure, la Belgique, retiennent également cette option.

Toutefois la Commission note que d'après le commentaire des articles, le terme « matérialisés » doit s'entendre au sens de « rendre effectif ». C'est l'inscription en compte qui rend effective pour le titulaire du compte ses droits sur les titres. L'inscription en compte a ainsi une double fonction: elle documente le titre et détermine le moment où le titulaire de compte acquiert des droits sur les titres

Partant la Commission propose de remplacer le terme « matérialisés » par celui de « représentés » à l'instar du droit belge.

Cette modification fera l'objet d'un amendement.

Le Conseil d'Etat relève fort justement que l'émission d'un certificat relatif aux titres au sens du paragraphe (2) n'affecte en rien la nature des titres qui restent des titres dématérialisés. Le certificat en cause ne sert qu'à faciliter la circulation internationale des titres.

La ségrégation de comptabilisation décrite à l'article 4 procède, d'après le Conseil d'Etat, encore du même souci de ne pas confondre (ou rendre fongibles) titres dématérialisés par nature et titres, le cas échéant, techniquement dématérialisés.

Le chapitre II (articles 5 à 13 – nouveaux articles 4 à 12) traite de l'émission et de la conversion en titres dématérialisés.

Tout d'abord, à titre purement rédactionnel, le Conseil d'Etat souligne que l'article 5 (nouvel article 4), alinéa 2, doit être libellé comme suit:

« Tout émetteur immatriculé au registre de commerce et des sociétés du Grand-Duché de Luxembourg doit déposer audit registre... »

La Commission décide de suivre le Conseil d'Etat.

Ensuite, quant au fond, on constate que si l'émission initiale de titres dématérialisés est chose aisée du moment que l'émetteur se met en conformité, la conversion de titres préexistants en titres dématérialisés s'avère assez compliquée, vu les conséquences attachées à une telle opération.

Le Conseil d'Etat relève d'ailleurs que, vu que le secteur financier utilise largement l'anglais comme langue véhiculaire, la notion même de « conversion », fondamentale dans le cadre du projet sous avis, pourrait prêter à une confusion non souhaitable. En effet, en terminologie juridique anglaise, la « conversion » s'apparente au recel. Réfléchir à trouver un synonyme approprié pourrait dès lors s'avérer utile.

Toutefois, la Commission indique que le terme « conversion » à la section 2 ayant le même sens que le terme « conversion » repris aux articles 39 et 43 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, il est important de conserver la terminologie employée par le projet de loi afin d'éviter toute confusion.

La « conversion » soulève de multiples difficultés: tout d'abord, l'émetteur doit se mettre en conformité. Ensuite, il doit stipuler si la conversion est obligatoire ou facultative. C'est surtout la conversion obligatoire qui cause des difficultés supplémentaires si les titulaires ne s'y prêtent pas dans le délai requis. Les conséquences sont en effet sévères, allant de la suspension du droit de vote attaché aux titres concernés jusqu'à leur mise en vente forcée. Le Conseil d'Etat estime que l'on peut pour le moins discuter si l'arsenal de ces sanctions résisterait le cas échéant à la mise à l'épreuve judiciaire initiée par des titulaires s'estimant spoliés, voire expropriés.

La Commission prend note des observations du Conseil d'Etat.

Concernant le premier alinéa du paragraphe (3) de l'article 12 (nouvel article 11), le Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg (« Conseil de l'Ordre ») propose de substituer la référence aux titres au porteur par une référence aux titres en général.

L'idée de ce régime spécial était motivée par le fait que propriétaires des titres au porteur étaient plus difficiles à retrouver que les titulaires des titres nominatifs. Le Conseil de l'Ordre relève cependant à juste titre qu'une différenciation entre les titres au porteur et les titres nominatifs ne s'impose pas nécessairement de sorte qu'au début du premier alinéa du paragraphe (3) de l'article 12 les termes «au porteur» sont à supprimer

La Commission se rallie à l'avis du Conseil de l'Ordre.

Cette modification fera l'objet d'un amendement.

Quant à l'article 13 (nouvel article 12) relatif au gage, le Conseil d'Etat indique qu'il peut se rallier en tous points aux considérations du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg dans un avis du 27 septembre 2012, de sorte que l'article 13 prendrait le libellé suivant:

« Le gage, (...), reste valable et continue à sortir tous ses effets, sans autres formalités quant aux mêmes titres dématérialisés inscrits en compte-titres au Luxembourg dont la possession continuée est réalisée à l'égard des tiers par leur inscription en compte-titres. (...)

Lorsque des titres qui forment l'assiette de ce gage sont soumis à une dématérialisation obligatoire, le constituant et le créancier gagiste conviennent qu'entre eux procédera à la dématérialisation avant la date limite prévue à cet effet. A défaut d'accord, ou si malgré un accord en ce sens le constituant néglige de procéder à la dématérialisation endéans le délai convenu, le créancier gagiste pourra seul y procéder. Sauf convention contraire, (...). Si la conversion est diligentée par le créancier gagiste, le constituant du gage doit y prêter tout concours nécessaire. »

La Commission fait sienne la proposition du Conseil d'Etat.

Le chapitre III (articles 14 et 15) (nouveaux articles 13 et 14) règle la transmission des titres dématérialisés, qui se fait par virement de compte en compte. Le Conseil d'Etat note que c'est la conséquence logique de la nature même de ce type de titres, dont l'existence même se définit précisément par leur inscription en compte.

Les articles 14 et 15 (nouveaux articles 13 et 14) contiennent deux « preuves » étayant que les titres dématérialisés sont une catégorie juridique à part, à savoir 1. (article 14(2)) qu'il est disposé que les dispositions de la loi du 1^{er} août 2001 sont applicables sauf dérogation, ce qui montre qu'on se situe dans une hypothèse « mutatis mutandis » qui n'affecte pas la coexistence d'une technique de dématérialisation à côté de la catégorie juridique « pure », et 2. (article 15(3)) que la dématérialisation n'exclut pas le don manuel.

Le chapitre IV (articles 16 à 19) (nouveaux articles 15 à 18) concerne l'émetteur de titres dématérialisés. Il s'agit d'assurer que l'état dématérialisé des valeurs mobilières concernées ne porte atteinte ni aux droits des porteurs, ni à la traçabilité des titres et à l'identification des porteurs pour les émetteurs. En effet, dématérialisation ne signifie pas anonymisation. Les dispositions en question n'appellent pas d'observations de fond de la part du Conseil d'Etat.

Le chapitre V (articles 20 à 24) (nouveaux articles 19 à 23) régit les organismes de liquidation et les teneurs de compte central. D'après le Conseil d'Etat, il convient tout d'abord de comprendre qui sont ces acteurs essentiels pour la circulation et la tenue en compte de titres dématérialisés.

L'article 2 (nouvel article 1^{er}) du projet de loi sous avis regroupe les définitions essentielles dans le cadre du nouveau texte. Or, pour comprendre ce qu'est un organisme de liquidation, le point 6 dudit article renvoie à l'article 20 (nouvel article 19), qui renvoie à son tour à la loi relative aux services de paiement, sans autres explications. Il faut dès lors se reporter à la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, et plus précisément à ses articles 107 et suivants. En effet, on trouve là une définition par description des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres. Or, d'après l'article 20 du projet de loi sous avis, seul un système de règlement des opérations sur titres au sens de la loi de 2009 peut agir comme organisme de liquidation. Selon le Conseil d'Etat, le texte sous avis omet cependant de décrire en quoi consiste la condition suffisante pour être agréé comme organisme de liquidation, le fait de l'être comme système de règlement des opérations sur titres étant la condition nécessaire. Autrement dit, quel est l'élément de substance distinctif entre ces deux notions? Le Conseil d'Etat invite les auteurs du projet de loi à suppléer cette partie manquante de la définition.

Afin de tenir compte de la remarque du Conseil d'Etat, les membres de la Commission proposent de modifier la définition de l'article 2 point 6) comme suit :

« « organisme de liquidation » : un système de règlement des opérations sur titres au sens de la loi relative aux services de paiement, désigné comme tel par la Banque centrale du Luxembourg et notifié à la Commission européenne par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF et dont l'opérateur du système est établi au Luxembourg. »

Partant il y a lieu de supprimer l'article 20 (nouvel article 19) et de renuméroter les articles subséquents.

*

Les membres de la Commission décident de poursuivre l'examen de l'avis du Conseil d'Etat lors de la réunion du 11 décembre 2012 à 9 heures.

*

En outre, les membres de la Commission décident de faire publier, sous forme de documents parlementaires, un certain nombre d'avis qui ont été adressés à la Chambre des Députés et qui ont trait au projet de loi sous examen :

- l'avis de la Banque centrale européenne du 24 janvier 2012 ;
- l'avis de l'Institut des Réviseurs d'entreprises du 22 novembre 2011 ;
- l'avis du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg du 27 septembre 2012.

2. 6398 Projet de loi portant modification de:

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;**
- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**

Désignation d'un rapporteur

Les membres de la Commission désignent à l'unanimité M. Norbert Hauptert comme rapporteur du projet de loi.

Présentation du projet de loi

Le projet de loi, tel que décrit en détail par l'exposé des motifs du document parlementaire afférent, poursuit un quadruple objectif :

- rassembler dans une partie unique de la loi les dispositions actuelles régissant différents professionnels du secteur de l'assurance (PSA) d'ores et déjà existants ;
- créer et organiser de nouvelles professions au sein du secteur de l'assurance en les soumettant à une surveillance prudentielle appropriée et en leur appliquant, pour autant que de besoin, les obligations de confidentialité de l'article 111-1 de la loi ;
- faciliter pour les entreprises d'assurances et de réassurance le recours à la sous-traitance de certaines de leurs activités ;
- adapter et compléter les dispositions applicables aux intermédiaires d'assurances et de réassurances.

Examen de l'avis du Conseil d'Etat

Le rapporteur du projet de loi, M. Norbert Hauptert, présente l'avis du Conseil d'Etat du 13 juillet 2012, qui contient huit oppositions formelles. Pour les détails de l'avis, il est prié de se référer au document parlementaire afférent.

Le représentant du Commissariat aux Assurances soulève une série d'interrogations, notamment au sujet des deux oppositions formelles concernant le pouvoir réglementaire des établissements publics. Selon l'orateur la possibilité pour un établissement public de se voir accorder par la loi le pouvoir de prendre des règlements, dont le Commissariat aux Assurances comptait faire usage, est une question d'opportunité qu'il faut clarifier. L'opposition formelle concernant le pouvoir de sanction (cf. art. 109-5, paragraphe (10) et art. 111) semble également problématique aux yeux du Commissariat aux Assurances, en ce que le non-respect, à l'avenir, de dispositions issues de règlements européens ne pourrait être sanctionné par l'autorité de surveillance. Par ailleurs, le représentant du Commissariat aux Assurances s'interroge sur l'opposition formelle concernant l'exclusion des personnes physiques de toute activité de PSA (cf. art 103), qui constituerait selon le Conseil d'Etat, une violation du principe constitutionnel de l'égalité devant la loi (cf. art. 103).

Il s'avère, au cours de la réunion, que la position du Commissariat aux Assurances ne semble pas refléter celle du Ministère des Finances.

D'après la représentante du Ministère des Finances, le Gouvernement propose, par le biais d'une série d'amendements parlementaires, de tenir compte de toutes les oppositions formelles du Conseil d'Etat.

Le Président de la Commission des Finances et du Budget demande au Ministère des Finances la rédaction d'une note écrite exposant sa position sur les différentes questions soulevées.

3. Divers

Aucun point divers n'a été abordé au cours de la réunion.

Luxembourg, le 27 novembre 2012

La secrétaire,
Carole Closener

Le Président,
Michel Wolter

6327

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 71

15 avril 2013

Sommaire

TITRES DÉMATÉRIALISÉS

Loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation page **890**

Loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 20 mars 2013 et celle du Conseil d'Etat du 22 mars 2013 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Chapitre I^{er} – Dispositions générales

Art. 1^{er}. Aux fins de la présente loi, on entend par:

- 1) «compte-titres»: compte tenu par un organisme de liquidation, un teneur de compte central ou un teneur de comptes sur lequel des titres peuvent être crédités ou duquel des titres peuvent être débités. Le compte d'émission tenu par un organisme de liquidation ou un teneur de compte central ne constitue pas un compte-titres;
- 2) «CSSF»: la Commission de surveillance du secteur financier;
- 3) «distributions»: dividendes, intérêts, capitaux échus, autres sommes échues sur les titres, remise gratuite de titres, toutes autres distributions faites en rapport avec des titres par un émetteur ou le prix payé par l'émetteur en cas de rachat de ses titres;
- 4) «émetteur»: toute personne, y compris un fonds commun de placement, qui émet des titres;
- 5) des titres sont de «même genre» que d'autres titres s'ils sont émis par le même émetteur et si:
 - (i) ils font partie de la même catégorie de titres de capital ou;
 - (ii) il s'agit de titres autres que de capital, ils sont libellés dans la même monnaie, ont la même valeur nominale et sont considérés comme faisant partie de la même émission;
- 6) «organisme de liquidation»: un système de règlement des opérations sur titres au sens de la loi relative aux services de paiement, désigné comme tel par la Banque centrale du Luxembourg et notifié à la Commission européenne par le Ministre ayant dans ses attributions la place financière et dont l'opérateur du système est établi au Luxembourg;
- 7) «procédure de liquidation»: une procédure collective comprenant la réalisation des actifs et la répartition du produit de cette réalisation entre les créanciers, les actionnaires, les associés ou les membres selon les cas, et comportant l'intervention d'une autorité administrative ou judiciaire, y compris lorsque cette procédure est clôturée par un concordat ou une autre mesure analogue, qu'elle soit ou non fondée sur une insolvabilité et indépendamment de son caractère volontaire ou obligatoire;
- 8) «teneur de comptes»: toute personne autorisée en vertu de la loi luxembourgeoise à tenir des comptes-titres, y compris les organismes nationaux ou internationaux à caractère public établis au Luxembourg et opérant dans le secteur financier;
- 9) «teneur de comptes étranger»: toute personne, autre que celle visée au point 8) du présent article, dont l'activité de tenue de comptes-titres est soumise à une loi étrangère;
- 10) «teneur de compte central»: toute personne agréée par le Ministre ayant dans ses attributions la CSSF en qualité de teneur de compte central conformément aux dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- 11) «titres»: dans l'acception la plus large:
 - (a) les titres de capital émis par les sociétés par actions de droit luxembourgeois en ce compris les actions, les parts bénéficiaires, les droits de souscription et les parts de fonds commun de placement;
 - (b) les titres de créance soumis au droit luxembourgeois tels que les instruments financiers susceptibles de revêtir la forme au porteur et les instruments de la dette publique.

(c) Pour l'application de la présente loi, ne sont pas considérés comme des titres:

- les effets de commerce
- les titres amortissables par tirage au sort par numéros
- les actions émises par les sociétés d'épargne-pension à capital variable;

12) «titres cotés»: les titres dématérialisés admis à la négociation sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation;

13) «titres dématérialisés»: titres d'un émetteur émis ou convertis exclusivement par voie d'inscription dans un compte d'émission tenu auprès d'un organisme de liquidation ou d'un teneur de compte central;

14) «titulaire de compte»: une personne, un fonds commun de placement ou un fonds de titrisation au nom duquel un organisme de liquidation, un teneur de compte central ou un teneur de comptes tient un compte-titres, que cette personne agisse pour son propre compte ou celui de tiers.

Art. 2. (1) Les titres dématérialisés ne sont représentés que par une inscription en compte-titres.

(2) L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central peut cependant établir ou faire établir par l'émetteur des certificats relatifs à des titres dématérialisés pour les besoins de la circulation internationale des titres.

Art. 3. Les titres cotés de même genre doivent obligatoirement être enregistrés à tout moment dans un seul compte d'émission tenu par un seul organisme de liquidation.

Les titres dématérialisés non cotés de même genre doivent obligatoirement être enregistrés à tout moment dans un seul compte d'émission tenu par un seul organisme de liquidation ou un seul teneur de compte central.

Le compte d'émission mentionne les éléments d'identification des titres, la quantité émise, ainsi que toute modification ultérieure.

Chapitre II – Emission de et conversion en titres dématérialisés

Section 1 – Emission de titres dématérialisés

Art. 4. Tout émetteur qui souhaite émettre des titres de capital sous forme dématérialisée doit préalablement à l'émission des titres:

- adapter ses statuts ou son règlement de gestion afin d'y prévoir l'émission de titres sous la forme dématérialisée et les règles y applicables;
- prendre les mesures nécessaires pour l'enregistrement de la totalité de l'émission de titres dématérialisés de même genre auprès d'un seul organisme de liquidation ou d'un seul teneur de compte central; et
- publier dans un journal à diffusion nationale et sur son site Internet, s'il dispose d'un tel site, la dénomination et l'adresse de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central choisi.

Tout émetteur immatriculé au registre de commerce et des sociétés du Grand-Duché de Luxembourg doit déposer audit registre dans les conditions prévues à l'article 9 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, un extrait aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations indiquant la dénomination et l'adresse de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central choisi.

Art. 5. Tout émetteur qui souhaite émettre des titres de créance sous forme dématérialisée doit prendre les mesures nécessaires pour l'enregistrement de la totalité de l'émission de titres dématérialisés de même genre auprès d'un seul organisme de liquidation ou d'un seul teneur de compte central.

Art. 6. L'émetteur est tenu de communiquer par écrit à son organisme de liquidation ou à son teneur de compte central toute modification affectant les titres. La communication doit être préalable au changement et suivie d'une confirmation dès l'intervention de la modification.

Art. 7. Le choix de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central incombe aux organes d'administration de l'émetteur.

Section 2 – Conversion en titres dématérialisés

Art. 8. L'émetteur qui souhaite convertir les titres de capital qu'il a émis en titres dématérialisés doit procéder à une modification de ses statuts ou de son règlement de gestion afin d'y prévoir en particulier:

- (1) la faculté pour l'émetteur d'émettre des titres dématérialisés;
- (2) les titres objets de la conversion en titres dématérialisés;
- (3) le caractère obligatoire ou facultatif de la conversion;
- (4) la procédure de conversion; et
- (5) si la conversion est obligatoire, le délai de conversion et les sanctions de la non-présentation des titres à la dématérialisation endéans le délai prévu. Le délai de conversion ne peut être inférieur à 2 ans.

L'émetteur doit également respecter les dispositions de l'article 4.

Art. 9. (1) Les titres au porteur qui sont en possession physique de leur titulaire, sont convertis au fur et à mesure de leur présentation à l'inscription en compte-titres auprès d'un teneur de comptes, d'un teneur de compte central ou d'un organisme de liquidation. La personne qui reçoit les titres au porteur doit les déposer auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central qui tient le compte d'émission et qui, sauf convention contraire, les remettra à l'émetteur.

L'émetteur doit, dès réception et suivant une procédure prédéfinie par lui, détruire les titres au porteur qui lui sont remis. L'émetteur peut confier, par voie de convention écrite, à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central la destruction des titres au porteur.

(2) Les titres nominatifs sont convertis au moyen d'une inscription en compte-titres au nom de leur titulaire. Le titulaire inscrit dans le registre des titres nominatifs doit fournir à l'émetteur les données nécessaires relatives à son teneur de comptes ou à son teneur de comptes étranger, et à son compte-titres afin que les titres puissent y être crédités. L'émetteur transmet ces données à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central qui ajuste le compte d'émission et vire les titres au teneur de comptes pertinent. L'émetteur adapte, le cas échéant, son registre des titres nominatifs en conséquence.

(3) Les titres qui sont immobilisés auprès d'un organisme de liquidation, d'un teneur de compte central ou d'un teneur de comptes et qui circulent par virement de compte à compte, au moment où la décision de conversion est publiée ou postérieurement à cette date, ne pourront plus être délivrés par le teneur de comptes en cause autrement que sous forme dématérialisée à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date de publication au Mémorial de la décision de conversion. L'organisme de liquidation et le teneur de compte central transmettent les titres au porteur sans retard à l'émetteur pour application de la procédure de destruction de titres prévue au paragraphe (1) ou y procèdent, le cas échéant, eux-mêmes. Si les titres en cause sont des titres nominatifs et que l'organisme de liquidation, le teneur de compte central ou le teneur de comptes sont directement ou par l'intermédiaire d'un tiers agissant pour leur compte inscrits dans le registre des titres nominatifs, l'émetteur et la personne inscrite procéderont aux modifications requises du registre.

Art. 10. Le teneur de comptes ne peut inscrire les titres convertis en titres dématérialisés dans la partie disponible du compte-titres de leur titulaire qu'une fois qu'il a obtenu confirmation que ces titres ont été inscrits dans la partie disponible de son propre compte-titres ou dans celui de son teneur de comptes auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central pertinent.

Art. 11. (1) Les droits de vote attachés aux titres qui n'auront pas été dématérialisés dans le délai fixé pour la conversion obligatoire sont automatiquement suspendus à l'expiration de ce délai jusqu'à leur dématérialisation. Les distributions sont différées jusqu'à cette même date, à condition que les droits à la distribution ne soient pas prescrits, et sans qu'il y ait lieu à paiement d'intérêts.

(2) Les titres dont le droit de vote est suspendu, ne sont pas pris en compte pour le calcul du quorum et des majorités au cours des assemblées générales. Les titulaires de ces titres ne sont pas admis à ces assemblées générales.

(3) Les titres qui n'ont pas été convertis en titres dématérialisés dans les deux ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, peuvent être convertis par l'émetteur en titres dématérialisés et inscrits par l'émetteur dans un compte-titres à son nom.

Jusqu'à ce que le titulaire se manifeste et obtienne l'inscription des titres en son nom, les titres convertis sont inscrits au nom de leur émetteur. Les frais d'ouverture et de tenue de compte sont supportés par l'émetteur.

L'inscription des titres en compte-titres au nom de l'émetteur, faite en exécution de ce paragraphe, ne lui confère pas la qualité de titulaire des droits sur ces titres. Les paragraphes (1) et (2) du présent article continuent à s'appliquer jusqu'au jour où les titres seront inscrits dans un compte au nom de leur titulaire.

(4) Les statuts, le règlement de gestion ou les conditions d'émission des titres de capital ou des titres de créance peuvent prévoir que les titres qui n'auront pas été dématérialisés sur demande de leur titulaire dans un délai, qui ne peut être inférieur à huit ans à compter de la date de l'assemblée générale décidant de la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés, pourront être mis en vente par l'émetteur moyennant un préavis de trois mois à publier comme en matière de convocation d'assemblée générale des titulaires de titres:

- (a) les titres cotés doivent être vendus sur l'un des marchés sur lequel ils sont admis à la négociation;
- (b) les parts d'organismes de placement collectifs devront être présentées au rachat à la valeur nette d'inventaire alors applicable;
- (c) les titres autres que ceux repris aux points (a) et (b) ci-dessus seront vendus par vente publique à la Bourse de Luxembourg à un prix qui ne pourra, pour les actions, être inférieur à une juste valeur de ces actions telle que déterminée par un réviseur d'entreprises agréé qui appliquera une méthode d'évaluation appropriée notamment au vu de la nature des activités de l'émetteur et du nombre de titres sujets à la vente. En cas de détermination d'une fourchette de valeur, le prix ne pourra être inférieur à la valeur moyenne de la fourchette de prix déterminée par le réviseur d'entreprises.

(5) Lorsqu'il est prévu que les actionnaires disposent d'un droit de préemption sur les titres, les titres devront faire l'objet d'une évaluation par un réviseur d'entreprises agréé suivant le mode d'évaluation défini au paragraphe (4)(c). S'il a été convenu que le droit de préemption sera exerçable à un prix déterminé ou déterminable suivant un mode de calcul arrêté, alors l'évaluation des titres se fera conformément à cette convention. L'émetteur devra présenter les titres à l'achat aux bénéficiaires du droit de préemption au prix déterminé, sinon à la valeur moyenne de la fourchette de prix déterminée par le réviseur d'entreprises agréé. Les titres qui n'auront pas été préemptés feront l'objet d'une mise en vente publique par l'émetteur conformément au paragraphe (4)(c).

(6) Les ventes décrites aux paragraphes (4)(c) et (5) devront respecter les clauses d'agrément prévues par les statuts.

(7) L'émetteur devra déposer les sommes obtenues lors de la vente, déduction faite des frais de vente et de ceux repris au deuxième alinéa du paragraphe (3) avancés par lui, auprès de la Caisse de consignation. Ces sommes seront remises, sauf prescription, pour les titres au porteur, à la personne qui les remettra physiquement à la Caisse de consignation et pour les titres nominatifs, à la personne qui était inscrite dans le registre des titres au moment de leur vente.

(8) L'émetteur qui met en vente des titres conformément à cet article n'engage sa responsabilité qu'en cas de faute lourde.

(9) Les titres qui ont été frappés d'opposition en vertu de la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire des titres au porteur ou d'une mesure d'indisponibilité légale ou judiciaire notifiée à l'émetteur avant la date limite prévue par les statuts ou les conditions des titres de créance pour la conversion obligatoire des titres en titres dématérialisés ne peuvent être mis en vente tant qu'ils sont frappés d'opposition ou d'indisponibilité.

Art. 12. Le gage, dont les aspects réels sont régis par le droit luxembourgeois et qui porte sur des titres nominatifs ou au porteur, reste valable et continue à sortir tous ses effets, sans autres formalités quant aux mêmes titres dématérialisés inscrits en compte-titres au Luxembourg dont la dépossession continuée est réalisée à l'égard des tiers par leur inscription en compte-titres. Lorsque les titres gagés sont inscrits dans un compte-titres ouvert au nom du constituant du gage, le tiers détenteur doit être informé par écrit de l'existence du gage au moment de l'inscription des titres gagés en compte.

Lorsque des titres qui forment l'assiette de ce gage sont soumis à une dématérialisation obligatoire, le constituant et le créancier gagiste conviennent qui d'entre eux procédera à la dématérialisation avant la date limite prévue à cet effet. A défaut d'accord, ou si malgré un accord en ce sens le constituant néglige de procéder à la dématérialisation endéans le délai convenu, le créancier gagiste pourra seul y procéder. Sauf convention contraire, les titres seront inscrits dans un compte-titres ouvert au nom du créancier-gagiste. Si la conversion est diligentée par le créancier gagiste, le constituant du gage doit y prêter tout concours nécessaire.

Chapitre III – Transmission des titres dématérialisés

Art. 13. (1) Les titres inscrits en compte se transmettent par virement de compte à compte.

(2) Les dispositions de la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres sont applicables aux titres dématérialisés, sauf dans la mesure où il y est dérogé dans la présente loi.

Art. 14. (1) Les transferts entre titulaires de comptes-titres tenus auprès d'un même teneur de comptes se réalisent par virements entre ces comptes.

(2) Le transfert doit se faire sans compensation entre teneurs de comptes, via l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central au cas où les comptes-titres du donneur d'ordre originaire et du bénéficiaire sont tenus auprès de teneurs de comptes différents.

(3) Le don manuel de titres dématérialisés se fait par virement de compte à compte.

Chapitre IV – L'émetteur

Art. 15. Pour l'exercice de leurs droits associatifs et droits d'action contre l'émetteur ou des tiers, les teneurs de comptes ou, le cas échéant, les teneurs de compte étrangers, émettent des certificats à leurs titulaires de compte, contre certification écrite par ces derniers, qu'ils détiennent les titres en cause pour compte propre ou agissent en vertu d'un pouvoir qui leur a été accordé par le titulaire des droits sur les titres. Mention doit en être faite sur le certificat.

Art. 16. (1) Le versement des distributions à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central est libératoire pour l'émetteur.

(2) L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central verse ces distributions sur les comptes-titres des titulaires de compte pertinents en ses livres. Ce versement est libératoire pour l'organisme de liquidation et le teneur de compte central.

Art. 17. (1) Si ses statuts ou son règlement de gestion le prévoient, l'émetteur peut à ses frais, en vue de l'identification de détenteurs de titres pour compte propre, demander à l'organisme de liquidation ou au teneur de compte central le nom ou la dénomination, la nationalité, l'année de naissance ou l'année de constitution et l'adresse des détenteurs de titres dans ses livres conférant immédiatement ou pouvant conférer à terme le droit de vote dans ses propres assemblées générales ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. L'organisme de liquidation ou le teneur de compte central fournit à l'émetteur les données d'identification en sa possession sur les titulaires de comptes-titres en ses livres et le nombre de titres détenus par chacun d'eux.

(2) Les mêmes renseignements sur le détenteur de titres pour compte propre sont recueillis par l'émetteur à travers les teneurs de comptes ou des autres personnes, luxembourgeoises ou étrangères qui maintiennent auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central un compte-titres au crédit duquel figurent les titres en cause.

(3) L'émetteur peut demander aux personnes figurant sur les listes à lui remises de confirmer qu'elles détiennent les titres pour compte propre.

(4) Lorsqu'une personne détenant un compte auprès du teneur de compte central ou de l'organisme de liquidation ou une personne détenant un compte auprès d'un teneur de comptes ou d'un teneur de comptes étranger n'a pas transmis les informations demandées par l'émetteur conformément au présent article dans les deux mois de la demande ou si elle a transmis des renseignements incomplets ou erronés relatifs soit à sa qualité, soit à la quantité de titres détenus par elle, l'émetteur pourra jusqu'à régularisation suspendre des droits de vote à hauteur de la quote-part des titres pour lesquels l'information demandée n'aura pas été obtenue.

Art. 18. (1) Si la conversion des titres de capital est facultative, les frais de conversion exposés par l'émetteur, seront supportés par la personne désignée dans les statuts ou le règlement de gestion de l'émetteur. A défaut d'indication dans les statuts ou dans le règlement de gestion, les frais sont supportés par l'émetteur.

(2) Si la conversion des titres de capital est obligatoire, les frais de conversion exposés par l'émetteur restent définitivement à la charge de ce dernier.

Chapitre V – Des organismes de liquidation et des teneurs de compte central

Art. 19. La CSSF peut, par voie de règlement, fixer les règles comptables particulières applicables par les organismes de liquidation, les teneurs de compte central et les teneurs de comptes aux titres dématérialisés.

Art. 20. Aucun compte d'émission ne peut être saisi, mis sous séquestre ou bloqué d'une manière quelconque par un titulaire de compte, une contrepartie ou un tiers (autre que l'organisme de liquidation ou le teneur de compte central).

Les titres en compte d'émission ne peuvent faire l'objet d'une quelconque compensation et ne tombent pas dans la masse en cas de procédure de liquidation.

Art. 21. Les teneurs de comptes maintiennent les titres dématérialisés qu'ils détiennent pour le compte de tiers ou pour leur propre compte sur des comptes-titres ouverts auprès de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central ou auprès d'un ou plusieurs autres établissements qui agissent pour eux, directement ou indirectement, comme intermédiaires à l'égard de l'organisme de liquidation ou du teneur de compte central.

Chapitre VI – Dispositions modificatives et finale

Art. 22. La loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier est modifiée comme suit:

1) Il est ajouté à la Partie I, chapitre 2, section 2 une nouvelle sous-section 2bis de la teneur suivante:

«Sous-section 2bis: Dispositions particulières aux teneurs de compte central

Art. 28-11. Les teneurs de compte central

(1) Sont teneurs de compte central les personnes dont l'activité consiste dans la tenue de comptes d'émission de titres dématérialisés.

(2) A l'exception des organismes de liquidation au sens de la loi relative aux titres dématérialisés, aucune personne ne peut exercer l'activité de teneur de compte central sans être en possession d'un agrément écrit du Ministre ayant dans ses attributions la CSSF.

Art. 28-12. Les conditions de l'agrément

(1) Peuvent seuls obtenir l'agrément en tant que teneur de compte central:

- a) les établissements de crédit et les entreprises d'investissement de droit luxembourgeois;
- b) les succursales luxembourgeoises d'établissements de crédit agréés dans un autre Etat membre;
- c) les succursales luxembourgeoises d'entreprises d'investissement de personnes morales agréées dans un autre Etat membre.

(2) En vue de l'obtention de l'agrément, le demandeur doit justifier:

- a) qu'au moins une des personnes chargées de la gestion de l'établissement dispose d'une expérience professionnelle adéquate par le fait d'avoir déjà exercé des activités analogues à un niveau élevé de responsabilité et d'autonomie;
- b) qu'il dispose d'un solide dispositif de gouvernance interne, comprenant notamment une structure organisationnelle claire avec un partage des responsabilités qui soit bien défini, transparent et cohérent, des processus efficaces de détection, de gestion, de contrôle et de déclaration des risques auxquels il est ou pourrait être exposé, des mécanismes adéquats de contrôle interne, y compris des procédures administratives et comptables saines ainsi que des mécanismes de contrôle et de sécurité de ses systèmes informatiques adaptés pour la tenue de comptes centraux.

La tenue de comptes centraux comprend en particulier:

- l'enregistrement dans un compte d'émission de l'intégralité des titres composant chaque émission admise à ses opérations;
- les mécanismes assurant la circulation des titres par virement de compte à compte;
- les procédures permettant de vérifier que le montant total de chaque émission admise à ses opérations et enregistrée dans un compte d'émission est égal à la somme des titres enregistrés aux comptes-titres de ses titulaires de compte;

- la prise des dispositions nécessaires pour permettre l'exercice des droits attachés aux titres inscrits en compte-titres.

(3) L'agrément pour l'activité de teneur de compte central est subordonné à la justification d'un capital social d'une valeur de 730.000 euros au moins.

Art. 28-13. La procédure d'agrément

(1) L'agrément est accordé sur demande écrite et après instruction par la CSSF portant sur les conditions exigées par la présente loi.

(2) La durée de l'agrément est illimitée. Lorsque l'agrément est accordé, le teneur de compte central peut immédiatement commencer son activité.

(3) La demande d'agrément doit être accompagnée de tous les renseignements nécessaires à son appréciation ainsi que d'un programme d'activités indiquant le genre et le volume des opérations envisagées, la structure comptable et administrative de l'établissement et l'infrastructure technique et humaine pour le traitement des opérations sur titres dématérialisés et, le cas échéant, les opérations sur espèces correspondantes.

(4) La décision prise sur une demande d'agrément doit être motivée et notifiée au demandeur dans les six mois de la réception de la demande ou, si celle-ci est incomplète, dans les six mois de la réception des renseignements nécessaires à la décision. Il est en tout cas statué dans les douze mois de la réception de la demande, faute de quoi l'absence de décision équivaut à la notification d'une décision de refus. La décision peut être déferée, dans le délai d'un mois sous peine de forclusion, au tribunal administratif, qui statue comme juge du fond.»

2) Il est ajouté au paragraphe (1) de l'article 64 une référence à l'article «28-11».

Art. 23. La loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est modifiée comme suit:

1) Le point 8) de l'article 27 est modifié comme suit:

«8) la forme nominative, au porteur ou dématérialisée des actions ainsi que de toute disposition complémentaire ou dérogatoire à la loi;».

2) Le quatrième alinéa de l'article 37 est modifié comme suit:

«Les actions et parts sont nominatives, au porteur ou dématérialisées.»

3) Le dernier alinéa de l'article 37 est modifié comme suit:

«Les actions et les coupures portent un numéro d'ordre, sauf si elles sont dématérialisées.»

4) Le dernier tiret de l'article 39 est modifié comme suit:

«– les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur ou en titres dématérialisés, si les statuts l'autorisent.»

5) Le deuxième alinéa de l'article 40 est remplacé par le texte suivant:

«La société doit satisfaire à la demande d'une personne inscrite sur le registre d'émettre un certificat relatif aux titres inscrits au nom de cette personne.»

6) Il est ajouté un nouvel alinéa à la fin de l'article 41 qui se lit comme suit:

«L'alinéa précédent n'est pas applicable aux titres d'action collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur déposés auprès d'un système de règlement des opérations sur titres. Le nombre de titres représentés par ces certificats doit être déterminé ou déterminable.»

7) Il est inséré entre l'article 42 et l'article 43 un nouvel article 42bis:

«Art. 42bis. L'action dématérialisée est matérialisée par une inscription en compte-titres au nom du titulaire de compte auprès d'un organisme de liquidation, d'un teneur de compte central, d'un teneur de comptes ou d'un teneur de comptes étranger. La cession s'opère par virement de compte à compte.»

8) Les deux derniers alinéas de l'article 43 sont remplacés par le texte suivant:

«Les propriétaires d'actions ou de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en actions ou titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en actions ou titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les propriétaires d'actions ou de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en actions ou en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires d'actions ou titres nominatifs peuvent en demander la conversion en actions ou titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs d'actions ou de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en actions ou titres nominatifs sauf si les statuts prévoient la dématérialisation obligatoire des actions ou titres.»

9) Il est ajouté à la loi un nouvel article 71 qui se lit comme suit:

«Art. 71. Les porteurs d'actions ou titres dématérialisés peuvent accéder à l'assemblée générale et exercer leurs droits uniquement s'ils détiennent lesdits actions ou titres dématérialisés au plus tard le quatorzième jour précédant l'assemblée à 24 heures, heure de Luxembourg.»

10) Les deux derniers alinéas de l'article 84 sont remplacés par les alinéas suivants:

«Les titres d'obligation collectifs prenant la forme de certificats globaux au porteur déposés auprès d'un système de règlement des opérations sur titres peuvent être signés par une ou plusieurs personnes autorisées par la société émettrice. Le nombre de titres représentés par ces certificats doit être déterminé ou déterminable.

Les dispositions des articles 40, 42, 42bis et 43 al. 3, 4 et 5 sont applicables aux obligations.»

11) Le troisième alinéa de l'article 137-4 (6) est modifié comme suit:

«A l'article 37, alinéa 2, les titres ou parts bénéficiaires mentionnés peuvent être nominatifs, au porteur ou dématérialisés pour la société coopérative organisée comme une société anonyme.»

Art. 24. La loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur est modifiée comme suit:

1) Les points a), b) et c) de l'article 4 (2) sont modifiés comme suit:

«a) Toute publication d'opposition postérieure

i) à l'inscription d'un titre dans un compte-titres; ou

ii) à la vente du titre par l'émetteur ou l'annulation du titre conformément à la loi relative aux titres dématérialisés

est sans effet.

b) L'organisme de liquidation, le teneur de compte central ou le teneur de comptes ou, selon le cas, l'émetteur peuvent demander à l'organisme de centralisation de procéder à la levée d'une pareille opposition en lui attestant par écrit la date de la survenance de l'un des événements repris au point a) ci-dessus. La levée d'office est portée à la connaissance de l'opposant et publiée par l'organisme de centralisation de la même façon qu'une mainlevée, conformément au paragraphe (3) de l'article 6.

c) L'organisme de centralisation ne peut plus par la suite accepter d'opposition sur ce même titre qui serait motivée par des faits antérieurs à l'un des événements repris au point a) ci-dessus.»

2) L'article 8 (1) est modifié comme suit:

«(1) La déchéance du titre entraîne au profit de l'opposant le droit d'exercer les droits attachés au titre dès l'émission d'un nouveau titre en sa faveur ou l'inscription du titre dans son compte-titres et de toucher les arrérages et le capital échus.»

3) La première phrase de l'article 9 (3) est modifiée comme suit:

«Nonobstant le paragraphe (2) ci-dessus et l'article 8 et même avant la déchéance du titre frappé d'opposition, l'émetteur peut, sous sa responsabilité, délivrer un titre de même genre, sous forme physique ou, selon le cas, dématérialisée, que le titre frappé d'opposition ou payer à l'opposant tout intérêt, dividende, capital ou autre distribution du titre frappé d'opposition.»

4) Il est ajouté un second alinéa à l'article 10:

«La délivrance d'un nouveau titre ne peut se faire que sous forme d'inscription d'un titre dématérialisé dans un compte-titres du propriétaire du titre si, lors de la délivrance, le titre en cause peut circuler sous forme dématérialisée.»

Art. 25. La loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles est modifiée comme suit:

1) L'intitulé de la loi est modifié comme suit: «Loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres».

2) Les sections 1 à 5 de la loi sont abrogées et remplacées par les dispositions qui suivent:

«Section 1 – Champ d'application

Art. 1. (1) La présente loi s'applique aux titres au sens le plus large qui sont reçus en dépôt ou tenus en compte-titres par un teneur de comptes et qui sont ou sont déclarés fongibles, qu'ils soient matérialisés ou dématérialisés, au porteur, à ordre ou nominatifs, luxembourgeois ou étrangers et quelle que soit la forme sous laquelle ils ont été émis selon le droit qui les régit.

(2) La loi s'applique uniquement aux titres inscrits en compte-titres et qui circulent par virement de compte à compte.

(3) Sont réputés fongibles les titres reçus en dépôt ou tenus en compte-titres auprès d'un teneur de comptes sans indication de numéros ou d'autres éléments d'identification individuels.

Section 2 – Définitions

Art. 2. Aux fins de la présente loi, on entend par:

1) «acquéreur»: (i) un titulaire de compte dont le compte-titres a été crédité, ou (ii) une personne, autre que le titulaire de compte, à qui un droit réel a été conféré sur les titres;

2) «compte-titres»: un compte tenu par le teneur de comptes sur lequel des titres peuvent être crédités et duquel des titres peuvent être débités. Le compte d'émission tenu par un organisme de liquidation ou un teneur de compte central ne constitue pas un compte-titres;

- 3) «écriture défectueuse»: un crédit de titres ou la création d'un droit sur titres rendu opposable aux tiers qui n'est pas valable ou qui est susceptible d'être contre-passé, y compris un crédit ou un droit conditionnel qui est frappé d'invalidité ou susceptible d'être contre-passé par l'effet de la réalisation ou de la non-réalisation de la condition;
- 4) «investisseur»: le titulaire de compte qui n'agit pas comme teneur de comptes pour une autre personne;
- 5) des titres sont de «même genre» que d'autres titres s'ils sont émis par le même émetteur et si:
 - (i) ils font partie de la même catégorie de titres de capital ou;
 - (ii) il s'agit de titres autres que de capital, ils sont libellés dans la même monnaie, ont la même valeur nominale et sont considérés comme faisant partie de la même émission;
- 6) «procédure de liquidation»: une procédure collective comprenant la réalisation des actifs et la répartition du produit de cette réalisation entre les créanciers, les actionnaires, les associés ou les membres selon les cas, et comportant l'intervention d'une autorité administrative ou judiciaire, y compris lorsque cette procédure est clôturée par un concordat ou une autre mesure analogue, qu'elle soit ou non fondée sur une insolvabilité et indépendamment de son caractère volontaire ou obligatoire;
- 7) «teneur de comptes»: toute personne autorisée en vertu de la loi luxembourgeoise à tenir des comptes-titres y compris les organismes nationaux ou internationaux à caractère public établis au Luxembourg et opérant dans le secteur financier;
- 8) «teneur de comptes étranger»: toute personne, autre que celle visée au point 7) du présent article, dont l'activité de tenue de comptes-titres est soumise à une loi étrangère;
- 9) «teneur de comptes pertinent»: désigne, s'agissant d'un compte-titres, le teneur de comptes ou, le cas échéant, le teneur de comptes étranger qui tient le compte-titres pour le titulaire de compte;
- 10) «titulaire de compte»: une personne au nom de laquelle un teneur de comptes tient un compte-titres, que cette personne agisse pour son propre compte ou pour le compte de tiers.

Section 3 – Des titulaires de compte

Art. 3. (1) Le titulaire de compte bénéficie, à concurrence du nombre de titres inscrits en son compte-titres, d'un droit réel de nature incorporelle sur l'ensemble des titres de même genre tenus en compte par le teneur de comptes pertinent, des droits attachés aux titres et des droits prévus par la présente loi. Sous réserve de dispositions légales contraires, il ne peut faire valoir ses droits qu'à l'égard du teneur de comptes pertinent.

(2) Les titres inscrits en compte sont susceptibles de démembrement au même titre que les droits de propriété.

Art. 4. (1) L'acquisition par le titulaire de compte de titres résulte de l'inscription de ces titres au crédit de son compte-titres.

(2) En cas de procédure de liquidation de son teneur de comptes, le titulaire du compte-titres acquiert les droits sur les titres dès que les titres sont crédités sur le compte-titres de son teneur de comptes auprès du teneur de comptes de ce dernier ou inscrits sur le registre au nom ou pour le compte de son teneur de comptes et avant inscription au crédit de son propre compte-titres.

Art. 5. (1) Le titulaire de compte peut, à tout moment, demander, à ses frais, au teneur de comptes pertinent, la restitution des titres inscrits dans son compte-titres et dont il a la libre disposition.

(2) Pour les titres au porteur, le teneur de comptes remet ou fait remettre, si possible, physiquement au titulaire de compte les titres de même genre que ceux inscrits au crédit de son compte-titres.

Pour les titres nominatifs, le teneur de compte inscrit ou fait inscrire, si possible, le titulaire de compte dans le registre de titres tenus par ou pour l'émetteur.

Si les titres sont dématérialisés, sont stipulés non livrables sous forme de titres physiques individuels ou si ceci n'est pas conforme aux usages dans le marché du pays où est situé le teneur de comptes-titres tenant la globalité des titres de même genre alors le teneur de comptes peut satisfaire à son obligation de restitution en virant les titres sur un compte-titres désigné par le titulaire de compte.

(3) Le don manuel de titres peut se faire par virement de compte à compte.

Art. 6. Le titulaire de compte peut demander à tout moment au teneur de comptes qu'il établisse un certificat relatif aux titres inscrits à son compte-titres. Ce certificat n'est pas un titre.

Art. 7. (1) Le teneur de comptes pertinent est tenu d'exécuter les instructions du titulaire de compte conformément à l'accord qui les lie ou des tiers disposant de droits sur les titres.

(2) Sans préjudice des dispositions du Titre V de la loi relative aux services de paiement une instruction peut être révoquée par le donneur d'ordre pendant les heures d'ouverture du teneur de comptes jusqu'au moment convenu entre le teneur de comptes et le titulaire de compte ou fixé dans les règles établies par un système de règlement des opérations sur titres, un organisme de liquidation ou un teneur de compte central.

Art. 8. (1) L'investisseur peut exercer ou faire exercer les droits associatifs attachés aux titres et les droits d'action liés à la détention des titres moyennant production d'un certificat établi par le teneur de comptes pertinent certifiant le nombre de titres inscrits en son compte-titres.

(2) En vue de la participation à leurs assemblées générales, les sociétés luxembourgeoises ne peuvent exiger la production des titres au porteur, l'inscription dans le registre des actions nominatives ou un transfert particulier des titres dématérialisés lorsque ces titres sont inscrits en compte-titres. La preuve des droits sur les titres résulte dans ce cas à suffisance d'une attestation établie par le teneur de comptes pertinent confirmant le nombre de titres tenus en compte-titres et, le cas échéant, leur indisponibilité jusqu'à une certaine date. La société peut, dans ses règles relatives à la tenue d'assemblées, prévoir que l'investisseur devra, sur demande, produire des pièces justificatives de l'inscription des titres à travers la chaîne de détention des titres.

(3) Si un teneur de comptes, le cas échéant étranger, ou un tiers désigné par un tel teneur de comptes est inscrit sur le registre des actions nominatives de l'émetteur, ce teneur de comptes ou tiers désigné peut exercer, sur base des instructions qu'il reçoit, les droits de vote attachés aux titres pour lesquels il est inscrit dans le registre.

(4) Si un tiers, autre que l'investisseur, entend participer à un vote, l'émetteur peut, si ses statuts, les conditions d'émission ou de convocation de l'assemblée le prévoient, exiger l'identification du ou des investisseurs ayant donné les instructions de vote. Au cas où il n'est pas satisfait à l'exigence de l'émetteur, le bureau de l'assemblée peut priver la personne en cause de l'exercice du droit de vote.

L'émetteur n'est pas tenu de vérifier l'existence ou la teneur des instructions données au tiers qui exprime un vote.

Art. 9. En cas de procédure de liquidation ou de procédure d'assainissement d'un titulaire de compte, les créanciers de celui-ci peuvent faire valoir leurs droits sur le solde disponible des titres inscrits en compte-titres au nom et pour le compte de leur débiteur, après déduction ou addition des titres qui, en vertu d'engagements conditionnels, d'engagements dont le montant est incertain ou d'engagements à terme, sont inscrits, le cas échéant, dans une partie distincte de ce compte au jour de l'ouverture de l'une des procédures précitées et dont l'inclusion dans le solde disponible est différée jusqu'à la réalisation de la condition, la détermination du montant ou l'échéance du terme.

Les engagements conditionnels ou dont le montant est incertain, ou les engagements à terme, visés à l'alinéa précédent, sont limités aux engagements découlant d'une relation juridique entre le titulaire de compte concerné et le teneur de comptes pertinent.

Art. 10. (1) En cas de procédure de liquidation du teneur de comptes, la revendication du nombre de titres dont le teneur de comptes est redevable s'exerce auprès du liquidateur collectivement sur l'universalité des titres de même genre que le teneur de comptes conserve, fait conserver, a inscrit à son nom ou celui d'un tiers désigné sous quelque forme que ce soit ou inscrit au nom du teneur de comptes pertinent auprès d'un autre teneur de comptes.

(2) Si cette universalité est insuffisante pour assurer la restitution intégrale des titres inscrits en compte, elle sera répartie entre les titulaires de compte en proportion de leurs droits. Dans ce cas, et hors les hypothèses visées à l'article 18, si le teneur de comptes dispose dans son patrimoine propre d'un nombre de titres de même genre, ces titres sont ajoutés à l'universalité des titres de même genre à répartir entre les titulaires de compte et il ne demeurera au teneur de comptes que le nombre de titres qui subsiste après que le nombre total de titres de même genre détenus par lui pour compte de ses titulaires de compte ou à titre fiduciaire pour des tiers aura pu être restitué.

Si le titulaire de compte a autorisé le teneur de comptes à disposer de ses titres, et pour autant qu'une telle disposition ait eu lieu dans les limites de cette autorisation et que les titres n'ont pas encore été restitués au titulaire de compte au moment de l'ouverture de la procédure de liquidation et ne sont pas restitués par la suite, il ne sera attribué au titulaire de compte que les titres qui subsistent après que la totalité des titres du même genre revenant aux autres titulaires de compte leur aura été restituée. Toutefois lorsque, dans le cadre de la disposition des titres, le teneur de comptes a obtenu des sûretés de tiers afin de garantir la restitution de ces titres, le produit de réalisation de ces sûretés reviendra, à due proportion, au titulaire de compte comme s'il avait été lui-même le bénéficiaire direct de ces sûretés.

(3) Le titulaire de compte qui n'aura pu obtenir la restitution de l'intégralité des titres inscrits au crédit de son compte-titres à la date d'ouverture d'une procédure de liquidation devra déclarer sa créance comme créancier chirographaire pour un montant égal à la valeur des titres non restitués à la date d'ouverture de la procédure.

(4) Les dispositions du présent article sont également applicables en faveur des titulaires de compte qui tiennent un compte-titres auprès d'une personne au Luxembourg qui ne dispose pas de l'agrément nécessaire pour agir comme teneur de comptes.

Section 4 – De l'intégrité du système

Art. 11. (1) Aucune saisie de titres d'un titulaire de compte ne peut être effectuée à l'encontre de, ou de manière à affecter:

- a) un compte-titres de toute autre personne que le titulaire de compte;
- b) l'émetteur de tout titre crédité sur un compte-titres du titulaire de compte; ou
- c) une autre personne que le titulaire de compte ou le teneur de comptes pertinent.

(2) Toute saisie faite en violation du paragraphe (1) est nulle.

(3) Dans le présent article, «saisie de titres d'un titulaire de compte» signifie tout acte ou procédure judiciaire, administratif ou autre consistant à bloquer, séquestrer, restreindre ou confisquer des titres du titulaire de compte afin de mettre en œuvre ou d'exécuter un jugement, une sentence ou une autre décision judiciaire, arbitrale, administrative ou autre, ou destiné à garantir la disponibilité de ces titres pour mettre en œuvre ou exécuter un jugement, une sentence ou une décision à intervenir dans le futur.

Art. 12. (1) Sauf si un acquéreur a effectivement connaissance, au moment où il acquiert les titres, qu'un tiers est titulaire d'un droit sur des titres et qu'un crédit au compte-titres de l'acquéreur ou la création d'un droit réel sur les titres opposable aux tiers conféré à l'acquéreur constitue une violation du droit d'un tiers:

- a) le droit de l'acquéreur n'est pas grevé par le droit du tiers;
- b) l'acquéreur n'encourt aucune responsabilité envers le tiers; et
- c) le crédit ou le droit conféré à l'acquéreur n'est pas frappé d'invalidité, inopposable aux tiers ou susceptible d'être contre-passé au motif que ce crédit ou ce droit affecte les droits du tiers.

(2) Sauf si un acquéreur a effectivement connaissance, au moment où il acquiert les titres ou son droit sur les titres, d'une écriture défectueuse antérieure:

- a) le crédit ou le droit conféré à l'acquéreur n'est pas frappé d'invalidité, inopposable aux tiers ou susceptible d'être contre-passé en conséquence de cette écriture défectueuse; et
- b) l'acquéreur n'encourt aucune responsabilité envers toute personne qui bénéficierait de cette invalidité ou de cette contre-passation.

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à une acquisition de titres, autre qu'une garantie ou sûreté, lorsque cette acquisition est faite par voie de donation ou de toute autre manière à titre gratuit.

(4) Les paragraphes (1) et (2) sont sans préjudice de l'article 7 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

(5) Sans préjudice d'autres chefs de responsabilité et des droits de tiers, si l'acquéreur n'est pas protégé dans son acquisition, il est tenu de restituer des titres en même nombre et de même genre.

Si l'acquéreur tenu à la restitution fait l'objet d'une procédure de liquidation, l'ayant droit peut revendiquer des titres en même nombre et de même genre, dans la mesure où de tels titres se trouvent dans la masse.

Section 5 – Du teneur de comptes

Art. 13. Sous réserves des dérogations résultant de la loi ou de la nature des titres détenus auprès d'un teneur de comptes, les dispositions du Code civil relatives au dépôt s'appliquent dans la relation entre le teneur de comptes et le titulaire de compte.

Art. 14. Le teneur de comptes doit veiller à détenir, auprès de lui-même, d'un autre teneur de comptes ou auprès d'un teneur de comptes étranger, des titres en nombre et en genre identique au nombre et au genre des titres inscrits au crédit des comptes-titres de ses titulaires de compte.

En cas de découvert qui ne peut être comblé, le teneur de comptes doit, soit augmenter le nombre de titres qu'il détient, soit réduire le nombre de titres inscrits dans les comptes-titres de ses titulaires de compte, dans le délai et aux frais indiqués dans la convention entre le teneur de comptes et le titulaire de compte ou dans les règles applicables dans les systèmes des opérations sur titres, les organismes de liquidation ou les teneurs de compte central.

Art. 15. Sans préjudice des dispositions du Titre V de la loi relative aux services de paiement, en cas de livraison de titres contre règlement d'espèces, le défaut de livraison ou de règlement constaté à la date et dans les conditions applicables dans le marché pertinent ou fixé par une convention entre les parties ou les règles d'un système de règlement des opérations sur titres délie de plein droit les parties de leurs obligations de livraison ou de paiement, sans préjudice de la responsabilité de la partie défaillante.

Les règles des systèmes de règlement des opérations sur titres priment les conventions des parties.

Art. 16. Lorsque le teneur de comptes pertinent procède à la livraison des titres ou au paiement du prix en se substituant au titulaire de compte défaillant, il acquiert la propriété à titre de garantie des titres ou des espèces reçues en contrepartie. Ce transfert de propriété à titre de garantie est régi par les dispositions de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

Art. 17. Le teneur de comptes peut donner en dépôt auprès d'autres teneurs de comptes ou teneurs de comptes étrangers, par versement en compte ou autrement, les titres versés ou virés sur les comptes-titres qu'il tient ou se faire inscrire directement ou indirectement sur le registre des titres en cause par rapport à ces titres. Il doit tenir ces titres séparés de ses propres titres auprès de ces autres teneurs de comptes ou dépositaires. Ni l'application de la présente loi, ni la situation des titres qui continue d'être chez le teneur de comptes pertinent, ni la validité ou l'opposabilité de sûretés ou garanties constituées conformément à la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ne sont affectées par ce dépôt.

Art. 18. En cas de perte ou de destruction totale par cas de force majeure d'un ensemble de titres de même genre, le teneur de comptes doit former les oppositions nécessaires et pourvoir à la reconstitution des titres perdus ou détruits.

Si la perte ou la destruction par cas de force majeure n'a été que partielle et si la reconstitution des titres perdus ou détruits n'a pu être obtenue, l'ensemble des titres de même genre sera réparti entre les titulaires de compte lésés dans la proportion de leurs droits.

Si la perte ou la destruction a été la conséquence de faits engageant la responsabilité du teneur de comptes et si la reconstitution des titres perdus ou détruits n'a pas pu être obtenue, la revendication des titulaires de compte lésés sur les titres restants s'exercera conformément à l'alinéa précédent. Pour la partie de leurs droits qui n'aura pas été couverte, les titulaires de compte lésés sont créanciers chirographaires du teneur de comptes.»

- 3) Le titre de la section 6 est modifié comme suit: «Section 6 – Des règles spéciales applicables aux teneurs de comptes opérant à titre principal un système de règlement des opérations sur titres.»
- 4) Les actuels articles 14 à 18 sont renumérotés en articles 19 à 23 et sont repris sous la section 6.
- 5) Dans chacun des nouveaux articles 19 à 23, les références à:
 - «dépositaire» au singulier ou au pluriel sont remplacées par une référence à «teneur de comptes» au singulier ou, selon le cas, au pluriel;
 - «déposant» au singulier ou au pluriel sont remplacées par une référence à «titulaire de compte» au singulier ou, selon le cas, au pluriel;
 - toutes les références à «ou instruments financiers» et à «et autres instruments financiers» sont supprimées.

Art. 26. La loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif est modifiée comme suit:

- 1) Le premier alinéa de l'article 8 (1) est modifié comme suit:

«La société de gestion émet des titres nominatifs, au porteur ou dématérialisés, représentatifs d'une ou de plusieurs quote-parts du fonds commun de placement qu'elle gère. La société de gestion peut émettre, dans les conditions prévues au règlement de gestion, des certificats écrits d'inscription des parts ou de fractions de parts sans limitation de fractionnement.»
- 2) La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 8 (1) est modifiée comme suit:

«Les titres au porteur sont signés par la société de gestion et par le dépositaire visé à l'article 17.»
- 3) L'article 8 (2) est modifié comme suit:

«(2) La propriété des parts sous forme de titres nominatifs ou au porteur s'établit et leur transmission s'opère suivant les règles prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les droits sur des parts inscrites en compte-titres s'établissent et leur transmission s'opère suivant les règles prévues dans la loi relative aux titres dématérialisés et la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres.»
- 4) Il est ajouté à l'article 8 un nouveau paragraphe (3) de la teneur suivante:

«(3) Les titulaires de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les titulaires de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs, sauf si le règlement de gestion prévoit la dématérialisation obligatoire des titres.»
- 5) La deuxième phrase de l'article 13 (1) est modifiée comme suit:

«Ce règlement de gestion doit être déposé au registre de commerce et des sociétés et sa publication au Mémorial est faite par une mention de dépôt au registre de commerce et des sociétés de ce document, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Art. 27. La loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif est modifiée comme suit:

- 1) Le premier alinéa de l'article 8 (1) est modifié comme suit:

«La société de gestion émet des titres nominatifs, au porteur ou dématérialisés, représentatifs d'une ou de plusieurs quote-parts du fonds commun de placement qu'elle gère. La société de gestion peut émettre, dans les conditions prévues au règlement de gestion, des certificats écrits d'inscription des parts ou de fractions de parts sans limitation de fractionnement.»
- 2) La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 8 (1) est modifiée comme suit:

«Les titres au porteur sont signés par la société de gestion et par le dépositaire visé à l'article 17.»
- 3) L'article 8 (2) est modifié comme suit:

«(2) La propriété des parts sous forme de titres nominatifs ou au porteur s'établit et leur transmission s'opère suivant les règles prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les droits sur des parts inscrites en compte-titres s'établissent et leur transmission s'opère suivant les règles prévues dans la loi relative aux titres dématérialisés et la loi du 1^{er} août 2001 concernant la

circulation de titres.»

- 4) Il est ajouté à l'article 8 un nouveau paragraphe (3) de la teneur suivante:

«(3) Les titulaires de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les titulaires de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs, sauf si le règlement de gestion prévoit la dématérialisation obligatoire des titres.»

- 5) La deuxième phrase de l'article 13 (1) est modifiée comme suit:

«Ce règlement de gestion doit être déposé au registre de commerce et des sociétés et sa publication au Mémorial est faite par une mention de dépôt au registre de commerce et des sociétés de ce document, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Art. 28. La loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés est modifiée comme suit:

- 1) Le premier alinéa de l'article 7 (1) est modifié comme suit:

«La société de gestion émet des titres nominatifs, au porteur ou dématérialisés, représentatifs d'une ou de plusieurs quote-parts du fonds commun de placement qu'elle gère. La société de gestion peut émettre, dans les conditions prévues au règlement de gestion, des certificats écrits d'inscription des parts ou de fractions de parts sans limitation de fractionnement.»

- 2) La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 7 (1) est modifiée comme suit: «Les titres au porteur sont signés par la société de gestion et par le dépositaire visé à l'article 17.»

- 3) L'article 7 (2) est modifié comme suit:

«(2) La propriété des parts sous forme de titres nominatifs ou au porteur s'établit et leur transmission s'opère suivant les règles prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Les droits sur les parts inscrites en compte-titres s'établissent et leur transmission s'opère suivant les règles prévues dans la loi relative aux titres dématérialisés et la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres.»

- 4) Il est ajouté à l'article 7 un nouveau paragraphe (3) de la teneur suivante:

«(3) Les titulaires de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs ou, si les statuts le prévoient, en titres dématérialisés. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les titulaires de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en titres au porteur.

Si les statuts le prévoient, les propriétaires de titres nominatifs peuvent en demander la conversion en titres dématérialisés. Les frais sont à charge de la personne prévue par la loi relative aux titres dématérialisés.

Les porteurs de titres dématérialisés peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs, sauf si le règlement de gestion prévoit la dématérialisation obligatoire des titres.»

Art. 29. Le paragraphe (3) de l'article 7 de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation est abrogé et remplacé par le texte suivant:

«(3) Le règlement de gestion peut également autoriser la société de gestion à émettre des titres dématérialisés.»

Art. 30. (1) Dans tous les textes de loi et de règlement, la référence à la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles s'entend comme référence à la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres.

(2) Toute référence à la présente loi pourra se faire sous l'intitulé abrégé «loi relative aux titres dématérialisés.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le *Ministre des Finances*,
Luc Frieden

Château de Berg, le 6 avril 2013.
Henri

Doc. parl. 6327; sess. ord. 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.